

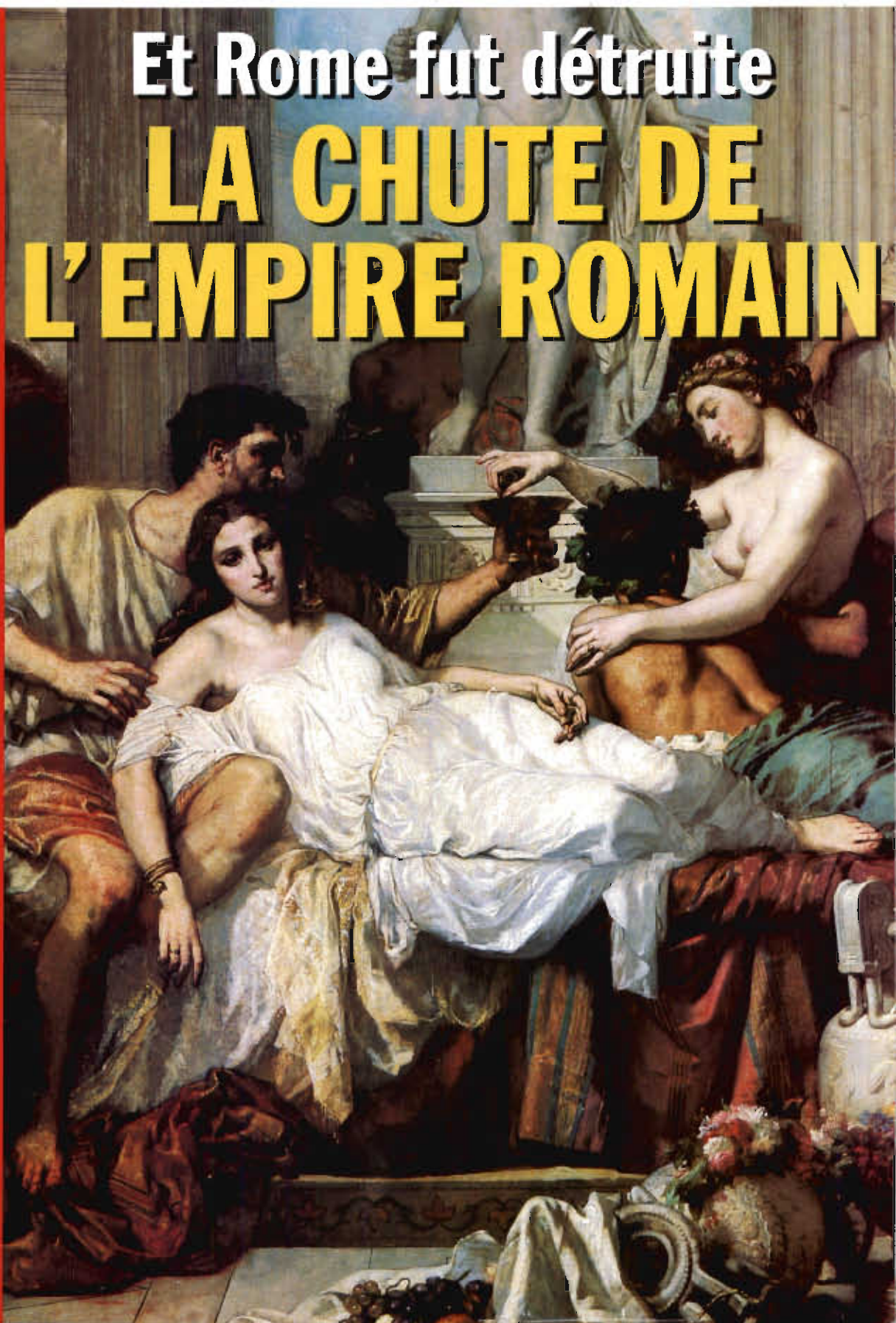
# L'HISTOIRE

ENQUÊTE SUR  
UNE POLÉMIQUE : p. 75

La « Shoah  
business »

Et Rome fut détruite

## LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN



### DOSSIER

La fin de Rome

- L'assaut des Barbares
- L'influence des chrétiens
- Constantinople, la rivale
- Les prophètes de la décadence

### AU SOMMAIRE

La grande peur de la peste bovine

La mondialisation a une histoire

La double vie d'André Malraux

L'HISTOIRE sur Internet :  
[www.histoire.presse.fr](http://www.histoire.presse.fr)

T 1842 - 254 - 38,00 F



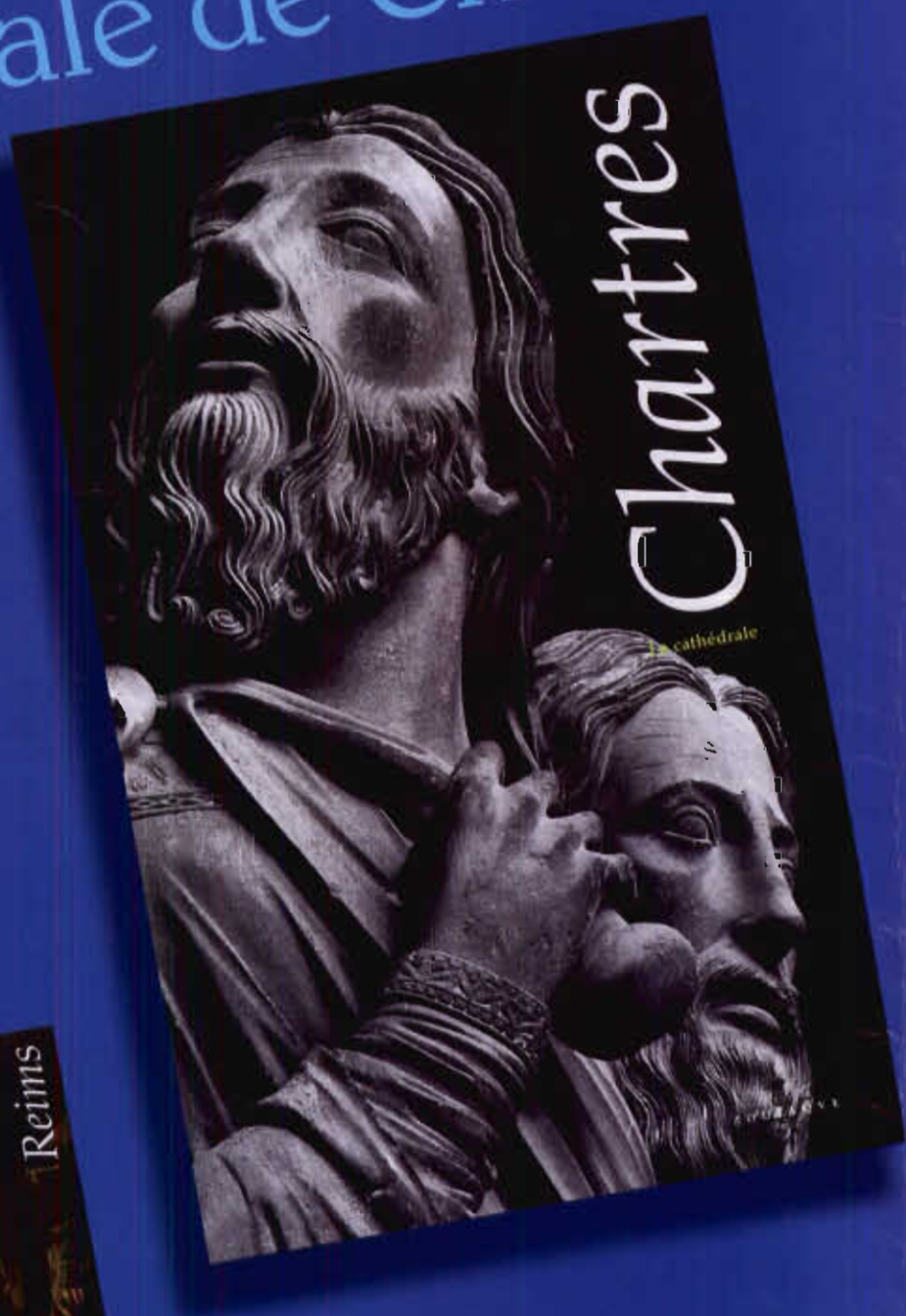
MENSUEL - BELGIQUE 270 FB - MAROC 42 DH - CANADA 7 \$  
SUISSE 12 FS - ISSN 01822411

 collection "le ciel et la pierre"

# Moïse et Abraham vous invitent à visiter la cathédrale de Chartres

"Chartres, la cathédrale",  
par Peter et Brigitte  
Kurmann-Schwartz.  
Photographies  
de Claude Sauvageot.  
5<sup>e</sup> volume de la collection  
"le ciel et la pierre".

Format : 16 x 26 cm.  
Environ 150 illustrations  
noir et blanc et couleur.  
Volume relié toile, titre  
au fer, jaquette.  
ISBN 2 7369 0272 6  
Prix : 290 FRF / 44,21 €



À PARAÎTRE :  
Saint-Denis,  
la basilique

éditions  
**ZODIAQUE**

Demandez notre catalogue : éditions Zodiaque 89630 ST LÉGER VAUBAN

Internet : [www.editions-zodiaque.fr](http://www.editions-zodiaque.fr)

Diffusion Desclée de Brouwer

● Le onzième numéro des *Collections de L'Histoire*, intitulé « Le temps des colonies », est actuellement disponible en kiosque.

Vous trouverez au sommaire :

1) LE TEMPS DE LA CONQUÊTE :

la prise d'Alger, l'aventure du Tonkin, les ambitions africaines et les intérêts du parti colonial.

2) LE SYSTÈME COLONIAL : pillage de l'Afrique, main basse sur les terres algériennes, mirages et fascinations esthétiques, expositions et domination économique.

3) LES CRAQUEMENTS DE L'EMPIRE : la grande révolte indochinoise de 1930, l'itinéraire de « Viollette l'Arabe », les portraits croisés

de Ferhat Abbas et Messali Hadj, le cas Senghor, etc.

● Rappelons que le numéro spécial consacré au « Dossier Mitterrand », qui a particulièrement retenu l'attention de nos lecteurs (*cf. ci-contre*), est en vente jusqu'au 25 mai.

● En juin prochain, les « Légendes du Midi », de l'hérésie cathare à l'affrontement entre « rouges » et « blancs », en passant par l'histoire d'une langue, d'une civilisation et de ses paysages, seront au cœur de notre dossier mensuel.



## Dossier Mitterrand

Qui était François Mitterrand ? Quels rapports entretenait-il avec Vichy, le socialisme ? Vous êtes nombreux à apporter ici de nouvelles pièces au « dossier Mitterrand », ouvert dans notre numéro 253. Toujours en vente.

« **A**u très intéressant dossier Mitterrand, je voudrais verser deux pièces relatives à sa politique extérieure, pré carré du chef de l'État.

« Premier point : son attitude durant les guerres en ex-Yougoslavie avec la purification ethnique qui s'est soldée par 200 000 morts environ, Bosniaques musulmans pour la plupart.

« Devant les prises de positions de Mitterrand dans cette tragédie, un certain nombre de spécialistes dénoncent la manipulation de l'ONU et l'instrumentalisation de l'humanitaire par le politique. Ils établissent un lien entre ces guerres, l'effondrement de l'URSS et la crispation du nationalisme français face à la réunification allemande.

« Je serais tenté d'y voir la pression prosaïque de la hiérarchie militaire française conjuguée aux effets pervers d'une vision présidentielle qui s'enracinait dans l'histoire des alliances à la veille de la guerre de 1914.

« Second point : quelques lignes (page 55) abordent la politique africaine de l'Élysée. Or son soutien, tant politique que militaire, au régime rwandais d'Habyarimana a joué

un rôle non négligeable dans la préparation du génocide. Fin 1993, toutes les chancelleries savaient, par le canal de l'ONU, que quelque chose d'épouvantable se préparait au Rwanda ; ce génocide fit environ 800 000 morts du 6 avril à juin 1994, Tutsis et opposants hutus confondus.

« Doit-on se contenter des conclusions officielles ? Ne peut-on y voir un effet de l'obsession de la francophonie de Mitterrand ? »

Pierre Lavoisy  
Rumegies

« **A**ncien combattant dans les djebels algériens, j'aurais bien aimé dans le dossier Mitterrand quelques pages sur son action en tant que ministre de l'Intérieur, puis garde des Sceaux pendant la guerre d'Algérie.

« *« Réussir à tromper tout le monde tout le temps. »* Sur sa politique répressive pendant la guerre d'Algérie, cette phrase, dans l'article d'Alain-Gérard Slama me semble un peu courte. »

M. Fouchier  
Marsac

« **L**e dossier que vous consacrez à François Mitterrand : complaisant ».

Daniel Nyons  
Montbéliard

« **P**age 69 est cité parmi les neuf groupes industriels nationalisés en 1981 la « CGE (actuelle Vivendi) », erreur souvent commise.

« Il s'agissait de la CGE (Compagnie générale d'électricité) et non de la CGE (Compagnie générale des eaux) dont la nationalisation avait été envisagée, mais non retenue. Ce qui peut

ajouter à la confusion c'est que Saint-Gobain nationalisé avait tenté de prendre le contrôle de la CGEaux, opération ratée. Par contre il récupérait la SGE (du groupe CGÉlectricité) laquelle se trouvait rétrocédée à la CGEaux avec le secteur Entreprises de Saint-Gobain au moment de la reprivatisation. Un projet socialiste sur la nationalisation de l'eau existait (avec péréquation du prix de l'eau). Mais, à ma connaissance, il n'est jamais parvenu au stade de débat national.

« Faut-il y voir le poids financier de la

CGEaux et de la Lyonnaise des Eaux dans d'autres domaines ?... Certaines affaires révélées depuis quelques années inciteraient à le penser. »

Michel Lecrot  
Rueil-Malmaison

« **B**ravo pour votre dossier, mais pourquoi, au nombre de vos questions, pour la plupart intéressantes et surprenantes — croyait-il en Dieu ? — ne pas avoir inclus celle-ci : « Mitterrand a-t-il inventé l'extrême droite ? »

« Évidemment non, auriez-vous répondu. Mais il l'a encouragée. Et vivement. Par le système de la représentation proportionnelle. Par la place faite, sciemment, à Jean-Marie Le Pen dans les médias... »

« Si cette composante de la vie politique française a pris son essor durant les deux septennats de Mitterrand, ce n'est pas un hasard. Le soufflé est retombé depuis que notre machiavélique président a quitté le pouvoir... Mais la démocratie n'est pas sortie grandie de l'épisode. »

Laurent Binet  
Toulon

**BFM**

Retrouvez la chronique  
de Jean-Michel Gaillard

« Le passé au présent »

tous les jours

à 15 h 21, à 17 h 19, à 20 h 23,  
à 22 h 04 et à 23 h 25

## Chers mégots

Marché aux mégots place Maubert pendant l'Occupation (n° 253).

« Les badauds qui ont aimé le spectacle des rues de Paris aux temps où celles-ci appartenaient aux piétons pourraient reprocher à Didier Nourrisson d'avoir enterré trop tôt le marché et la bourse aux mégots du quartier Maubert. Ils ont en effet connu un regain de prospérité pendant les années de l'Occupation, à partir du moment où le gris et la cigarette ont été vendus sur ticket.

« Il y avait au bas de la rue Lagrange des bistrot crasseux où se retrouvaient les artisans-négociants de la cigarette reconstituée. Dedans et sur le trottoir, on voyait les mégots se transformer sous leurs doigts à l'aide du petit appareil à rouler la feuille de papier, et on assistait à la vente à une clientèle impatiente, assez nombreuse.

« La clientèle de la Maub' et le cours de la cigarette reconstituée entre 1940 et 1944 : il y a là matière à une recherche qui passionnerait les amateurs de micro-histoire. »

N. Richter  
Bernay

### FORUM DES LECTEURS

Cécile Rey, *L'Histoire*,

57 rue de Seine,

75280 Paris cedex 06.

courrier@histoire.presse.fr

## Chartiste et fier de l'être !

Apologie de l'École des chartes (n° 252).

« Vous serez peut-être étonnés de constater qu'un chartiste puisse avoir une messagerie électronique. Si l'on se fie à votre sommaire en anglais, les chartistes appartiennent à une période révolue : n'est-ce pas la signification de *Quaint* ? D'après le *Harrap's*, *Quaint* signifie "étrange, bizarre, suranné", voire "cocasse". Un chartiste siège à votre comité de rédaction. Est-ce pour le pittoresque ?

« Un archiviste-paléographe sans doute fossile. »

F. Boyer  
Limoges

## Les Indiens : écologistes ou ennemis de la nature ?

L'article de Philippe Jacquin « Les Indiens d'Amérique ont détruit la nature » (n° 253) a pu déplaire. Extraits.

« Faire de l'Amérindien le seul responsable de la quasi-disparition du castor et du bison sous prétexte de son statut de chasseur et faire de l'Européen le messie écologiste sont une simplification de la réalité.

« Philippe Jacquin parle très justement d'une des finalités du commerce des peaux animales : acheter des armes et de l'alcool aux colons européens, puis, après les bouleversements politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, un nouveau peuple américain. Mais qui des Rouges ou des Blancs a favorisé ce troc ? C'est poussé par la difficulté de vivre aux côtés des nouveaux arrivants que les peuples indiens ont dû s'abandonner au nouveau système économique implanté sur le continent.

« Il faut attendre les révolutions industrielles pour parler véritablement de nocivité de l'activité humaine. Mais peut-être puis-je avancer l'idée qu'au-delà de l'article proprement dit, la méthode du chercheur américain Shepard Krech III, qui est de redistribuer à chaque peuple sa part de responsabilité dans la dégradation des rapports de l'homme avec son milieu, est aussi un moyen donné à l'État américain d'exorciser sa crainte refoulée des effets polluants de son activité économique. Je finirai par rappeler que les peuples amérindiens ont légué des adages tels que : "Les parents n'héritent

pas leurs territoires de leurs ancêtres mais les empruntent à leurs enfants." Adage qui rend peu probable l'intention de nuire au vaste écosystème du continent américain. »

Jérémie Sibertin-Blanc  
Nancy

« L'article de Philippe Jacquin va à contre-courant du conformisme ambiant. Mais il est plus nuancé que son titre provocant ne le fait croire.

« Certes, les Indiens ont modifié la nature. Comme tous les hommes depuis le Néolithique. Bien sûr, ils se protégeaient de la nature plus qu'ils ne la protégeaient. Comme tous les hommes qui vivent à son contact.

« Reste qu'il n'y a aucune comparaison possible avec les ravages de nos civilisations industrielles actuelles. Gardons le sens de la mesure. »

Charlotte Pénicard  
Internet

### LA RÉPONSE DE L'AUTEUR

*Il paraît toujours aussi difficile d'imaginer que l'homme depuis des générations ait pu modifier, en profondeur, les écosystèmes. Nous connaissons pourtant l'efficacité des chasseurs du Néolithique en Amérique du Nord et ailleurs.*

*A l'arrivée des Européens, les Indiens leur proposent un produit de peu de valeur marchande pour eux, la peau de castor, contre des objets de peu de valeur marchande pour les envahisseurs, le fer, le fusil, l'alcool. Les Indiens savent très bien manœuvrer les Européens dans le commerce de la fourrure et en tirer parti pour s'équiper. En fait, la balance des forces change au XVIII<sup>e</sup> avec l'immigration et, au siècle suivant, avec l'industrialisation.*

*En ce qui concerne les bisons, les travaux actuels démontrent l'importance des formes de chasse destructrice comme l'affolement d'un troupeau vers une falaise ou l'incendie d'une prairie. Mais, bien sûr, un chasseur blanc, en 1870, peut tuer deux mille bêtes par jour ! Il est impossible de comparer la destruction, au XX<sup>e</sup> siècle, de notre environnement par notre complexe industriel et notre mode de vie avec l'impact des sociétés traditionnelles sur la nature.*

*Et je reste profondément attaché aux cultures indiennes, conscient de leur passé tragique et attentif à leur destin. Mais je conserve mon jugement critique à l'égard des Américains et... des Indiens.*

Philippe Jacquin  
Professeur d'anthropologie à l'université de Lyon-II

## Stalingrad, la bataille qui a changé la guerre

De nouvelles précisions sur la « guerre à mort » entre Hitler et Staline, à partir de 1941 (n° 252).

« Stalingrad a pris une signification particulière en France occupée ; le résistant polonais Andrzej Bobkowski note dans son journal (*En guerre et en paix*, Noir sur Blanc, 1991) la réception de cette victoire : "La Russie, ah, la Russie. On a l'impression que le monde entier regarde de ce côté, comme pour admirer le soleil levant. [...] On assiste à une hypnose collective."

« Cet "effet Stalingrad" a été conforté par la propagande communiste mais aussi par des publications et notamment un livre : celui de Theodor Plievier (1892-1955) intitulé *Stalingrad*.

Vous auriez pu également signaler le livre d'August von Kage-neck : *La Guerre à l'Est. Histoire d'un régiment allemand, 1941-1944* (Perrin, 1998). »

Jean-Louis Panné  
Brunoy

« Quelques précisions à propos de l'article de Jean-Jacques Marie "les Allemands libérateurs de l'Ukraine ?".

« Le mérite de l'auteur est d'avoir traité cet aspect avec justesse et sobriété. Il a pertinentement relevé le passif russo-soviétique vis-à-vis des Ukrainiens : guerre civile, destruction

de l'intelligentsia ukrainienne, russification, collectivisation forcée et famine de 1932-1933 au caractère génocidaire, qui explique l'accueil des Allemands dans un premier temps. »

Jacques Chevchenko  
Tours

Sauf mention contraire de son auteur, toute lettre parvenue à la rédaction de *L'Histoire* est susceptible d'être publiée dans le magazine. Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

Il était temps  
que l'histoire s'en mêle



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## ■ ACTUALITÉ

- 3** LE FORUM DES LECTEURS
  - 8** AGENDA
  - 10** TÊTES D'AFFICHE
  - 12** EXPOSITIONS
  - 14** MÉDIAS
  - 16** REVUE DE PRESSE
  - 18** La vie rêvée d'André Malraux  
par Michel Winock
- 

CI. Musée d'Orsay, Archives.
- 20** « Douce France »,  
une rengaine du Moyen Age  
par Gaston Duchet-Suchaux
  - 21** Monaco, quel est ton secret ?  
par Jean-Rémy Bezas
  - 23** Le tour du monde  
d'un insecte mexicain  
par Martine Pedron
  - 24** Paul Reynaud,  
fossoyeur de la III<sup>e</sup> République ?  
par Thibault Tellier
  - 26** Le magot des paysans  
par Jérôme Jambu
  - 28** Inde-Pakistan : demain la guerre ?  
par Youssef Courbage
  - 30** **PORTRAIT**  
La patrie russe de Nicolas Werth  
par Véronique Sales
  - 32** **TRIBUNE**  
Vous avez dit  
« principe de précaution » ?  
par Corinne Lepage

## ■ SPÉCIAL



### La chute de l'Empire romain

Thomas Couture, *Les Romains de la décadence*, détail, 1847 (cf. p. 52).

- 34** La plus grande révolution  
géopolitique d'Occident  
par Pierre Chuvin
- 39** Les Barbares : des Romains  
comme les autres ?  
d'après Stéphane Lebecq
- 44** Constantinople,  
la nouvelle Rome  
par Stéphane Yérasimos
- 46** De Gibbon à « Gladiator ».  
Les prophètes de la décadence  
par Glen Bowersock
- 48** Marc Aurèle, Kennedy et Khrouchtchev  
par Claude Aziza
- 52** « Un événement aussi fascinant  
que la disparition des dinosaures »  
entretien avec Paul Veyne
- 36** **DOCUMENT**  
Le dernier empereur
- 38** **MISES AU POINT**  
Un jour d'août 410
- 50** L'Antiquité tardive, mode d'emploi
- 42** **REPÈRES CARTOGRAPHIQUES**  
I<sup>er</sup> siècle : le grand empire
- 42** 395 : le partage Orient-Occident
- 43** VI<sup>e</sup> siècle : Constantinople  
et les royaumes barbares
- 43** **REPÈRES CHRONOLOGIQUES**  
De la fondation de Rome  
à la prise de Constantinople
- 55** **POUR EN SAVOIR PLUS**

## ■ RECHERCHE

- 58** La grande épidémie de peste bovine  
par Jean-Marc Moriceau
- 64** C'était Anne de Bretagne, duchesse en sabots...  
par Didier Le Fur
- 68** La mondialisation aussi a une histoire  
par Régis Bénichi
- 75** Enquête sur une polémique. La « Shoah business »  
entretien avec Annette Wiewiorka



Cl. M. Kohnen/AFP

- 82** LIVRES
- 90** @ RESSOURCES INTERNET
- 92** LA REVUE DES REVUES
- 98** LIRE LES CLASSIQUES

**Abonnez-vous page 95**

- 94** LES RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE
- 94** Les conférences de L'Histoire
- 94** Les pièces de L'Histoire

Ce numéro comporte un encart abonnement sur les exemplaires kiosque.  
Et un encart jeté « Bibliothèque des Introuvables » sur les exemplaires abonnés France.

## « Et Rome fut détruite... »

L'immense succès du film de Ridley Scott, *Gladiator*, couronné par cinq oscars, entretient dans l'imaginaire moderne le mythe d'un déclin entamé de l'Empire romain avec la mort de Marc Aurèle et la fin des Antonins.

Au III<sup>e</sup> siècle commencerait le « Bas-Empire », voué à une irrépressible décadence avant que les Barbares ne s'emparent définitivement de Rome en 476.

Pour Montesquieu, l'explication était militaire : « Rome s'était agrandie, parce qu'elle n'avait eu que des guerres successives. Rome fut détruite, parce que toutes les nations l'attaquèrent à la fois, et pénétrèrent partout. »

Voltaire, dans son *Essai sur les mœurs*, met, lui, l'accent sur la division d'origine religieuse : « Le christianisme ouvrait le ciel, mais perdait l'empire. »

Idée que reprend l'anglais Edward Gibbon, dans son célèbre *Déclin et chute de l'Empire romain*, publié en 1776. Mais en insistant sur l'inévitabilité du déclin, « effet naturel et inévitable de l'excès de grandeur ».

Plus tard, des historiens ont invoqué le déclin démographique. Tandis que d'autres prêtaient davantage attention à l'usure économique de l'empire. Mais, toujours, on voyait Rome tomber finalement comme Jéricho, à coups de trompettes guerrières, embouchées par les envahisseurs barbares...

Ces légendes, elles ont été revues et corrigées par l'historiographie moderne. « Bas-Empire », qui connote une fatalité de la mort, a été remplacé par l'expression « Antiquité tardive ». Celle-ci (III<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècle), loin d'être une époque mineure, s'illustre par les productions du plus grand éclat de la civilisation romaine.

Quant à la chute, il faut en repousser la date d'un millier d'années, puisque l'Empire romain, dans sa composante orientale, devenu byzantin, ne s'achèvera qu'à la suite de la prise de Constantinople par les Turcs en 1453.

Il existe donc un grand écart aujourd'hui entre la représentation plus ou moins poétique, cinématographique, dramatique à coup sûr, de la disparition de l'Empire romain et l'histoire des historiens.

Notre dossier (cf. p. 33) vise à le réduire à la lumière des travaux les plus récents, sur une question toujours renouvelée.

On verra cependant que les Romains eux-mêmes, au faite de leur civilisation, avaient déjà l'idée de la décadence. Tant celle-ci est ancrée dans la psychologie collective des peuples, qui sont habités par la peur du changement et de l'avenir.

*L'Histoire*

## RENDEZ-VOUS

### TONDUES



■ En 1945, 20 000 femmes auraient été tondues en France. A quelles motivations, à quels modèles venus du fond des âges obéissaient donc ces étranges sanctions ? Une conférence de Fabrice Virgili, chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent, pour le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

**LE 15 MAI**  
aux Archives départementales de l'Isère, 2 rue Auguste-Prudhomme, 38000 Grenoble.  
Rens. 04.76.54.37.81.

### FEMMES EN ASSOCIATION

■ 1901-2001 : la loi sur les associations a cent ans. Parmi les bénévoles, infirmières inlassables ou bibliothécaires improvisées, de nombreuses femmes. Un colloque à l'Assemblée nationale se demandera si cela a contribué à leur émancipation sociale. Un autre au Centre historique des Archives nationales fera le point sur l'histoire associative des femmes.

**RESPECTIVEMENT LES 14-15 MAI ET LE 16 MAI**  
à l'Assemblée nationale, 75007, et 87 rue Vieille-du-Temple, 75003.  
Rens. 01.40.27.62.94.

[femmesetassociations.org](http://femmesetassociations.org)

### VOLTAIRE ET JEANNE

■ Le XVII<sup>e</sup> siècle est à l'honneur à Pau. A travers deux colloques. Le premier consacré à *La Henriade*, ce poème épique qu'en 1723 Voltaire consacra à la période des guerres de Religion. Le second à une approche très large de Jeanne d'Albret, la mère d'Henri IV : depuis la part qu'elle prit dans la défense de La Rochelle la protestante en 1568 jusqu'à l'étude de la reine de Navarre par l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle.

**RESPECTIVEMENT LES 10 ET 11 MAI ET DU 17 AU 19 MAI**  
au musée national du Château, 64000 Pau.  
Rens. 05.59.82.38.12.

Rubrique réalisée  
par Cécile Rey



### QUE RESTE-T-IL DE LA RÉVOLUTION ?

■ Le bicentenaire de la Révolution sera le thème de la journée annuelle de l'association pour la sauvegarde de la maison de Saint-Just, à Blérancourt. Avec une conférence de Michel Vovelle : « Dix ans après le bicentenaire, que reste-t-il de la Révolution ? ».

**LE 20 MAI**  
à la salle des fêtes, 02300 Blérancourt.  
Rens. 03.23.39.72.17.

### LA FRANCE DU REPLI

■ Ce ne sont pas seulement des hommes (exilés antinazis, Juifs) qui se réfugient dans le Midi après l'attaque allemande de mai 1940. Ce sont aussi des entreprises, des collections artistiques qui sont transportées. Comment s'organisa ce « repli » d'une ampleur inégalée ? C'est le thème d'un colloque : parmi d'autres, Jean-Pierre Azéma animera une séance sur le repli dans le Sud-Ouest ; Philippe Joutard s'intéressera aux collections du Louvre en exil.

**DU 10 AU 14 MAI**  
à l'Ancien Collège et au théâtre municipal, 82000 Montauban.  
Rens. 05.63.66.03.11.

### COLONIES

■ Bruno Étienne, professeur à l'Institut universitaire de France, animera la séance sur « L'esprit colonial » du cycle « Le XX<sup>e</sup> siècle des historiens », à la BNF, en collaboration avec *L'Histoire* (cf. *couv. p. 4*).

**LE 2 MAI**  
à la BNF, quai François-Mauriac, 75013 Paris.  
Rens. 01.53.79.59.59.

### ENTRE ART ET RELIGION

■ Les religieuses et l'image du Christ. Pour une étude de la femme entre art et religion, à l'occasion de l'exposition sur « Les dominicaines d'Unterlinden », Jean-Claude Schmitt, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, dirigera un colloque international.

**DU 3 AU 5 MAI**  
à la salle des Catherinettes, 8 rue Kléber, 68000 Colmar.  
Rens. 03.89.20.15.50.

### BYZANCE, VERSAILLES...

■ Le palais : à la fois architecture d'intimidation et espace de luxe et d'ostentation. Comme expression du pouvoir à Byzance au IV<sup>e</sup> siècle jusqu'en Europe au Grand Siècle, il sera l'objet d'un colloque à l'université de Paris-8 organisé par Marie-Françoise Auzépy, professeur d'histoire médiévale, et Joël Cornette, d'histoire moderne.

**LE 5 MAI À 9H30**  
au musée d'Art et d'Histoire, 22 bis rue Gabriel-Péri, 93100 Saint-Denis.  
Rens. 01.49.40.68.24.

## LIVRE ANCIEN



■ La Foire internationale du livre ancien, à Paris, pour sa treizième édition, accueillera plus particulièrement les trésors de la bibliothèque municipale de Troyes. Qui possède notamment plus de mille cinq cents manuscrits médiévaux, provenant pour la plupart de l'ancienne abbaye de Clairvaux.

**DU 17 AU 20 MAI**  
à la Maison de la mutualité, 24 rue Saint-Victor, 75005 Paris.  
Rens. 01.43.29.46.38.

## SCIENCE FICTION

■ L'alliance paradoxale d'une époque passée et d'une littérature tournée vers le futur... « L'Antiquité dans la littérature fantastique », ce sera le thème du prochain colloque de l'Association pour la recherche et l'étude de l'Antiquité plurielle (ARELAP).

**LES 12 ET 13 MAI**  
à Marly-le-Roi, 78160.  
Rens. 01.44.24.24.85.

## INITIATIVE

### CHANTIER D'ARCHÉOLOGIE

■ Le site de Boves, dans la Somme, a été occupé dès l'époque carolingienne, au IX<sup>e</sup> siècle. Ce château sur motte, entouré d'une enceinte, fait depuis 1996 l'objet de fouilles archéologiques menées par l'université de Picardie. Un stage à la fois pratique et théorique, au mois de juillet prochain, accueillera les étudiants en histoire et en archéologie.

Rens. 03.44.90.02.18.

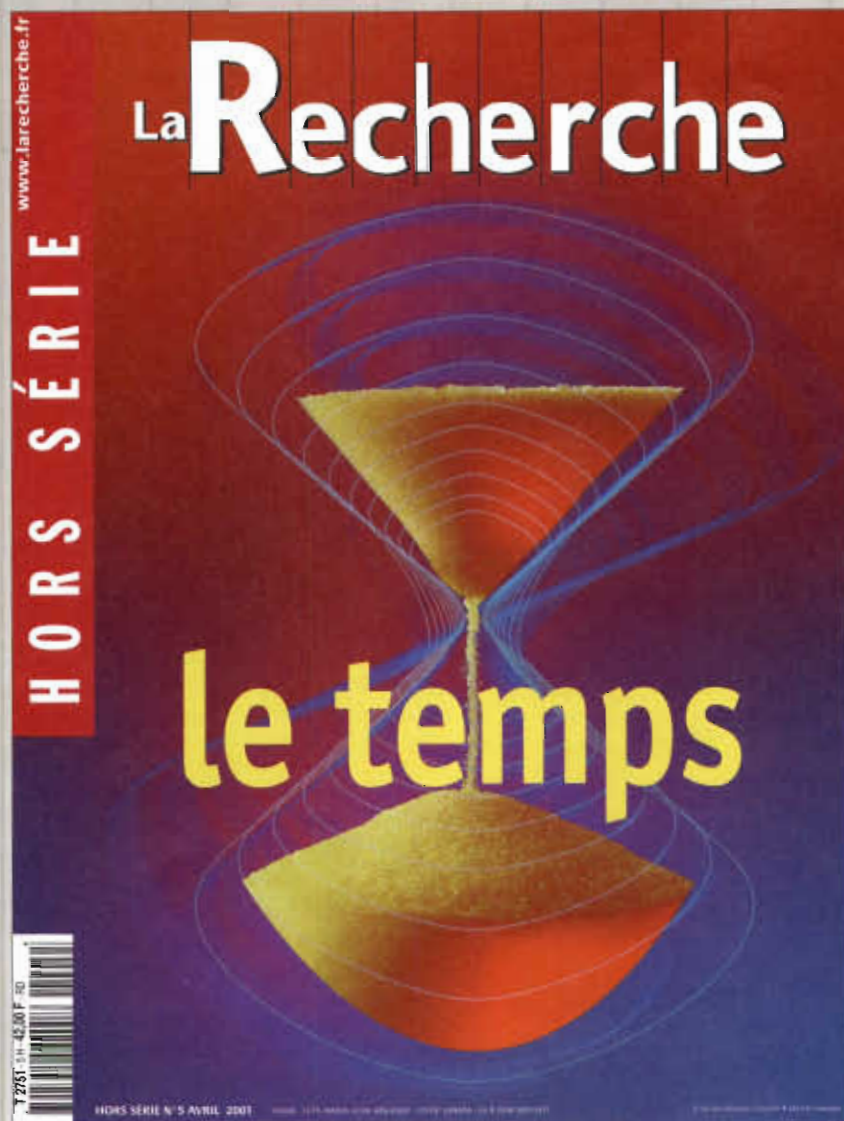
## L'HISTOIRE SUR INTERNET

DÉCOUVREZ  
DE NOMBREUX AUTRES  
RENDEZ-VOUS

[www.histoire.presse.fr](http://www.histoire.presse.fr)



# Le temps dans tous ses états



En vente chez votre marchand de journaux dès le 13 avril

# TÊTES D'AFFICHE

## B R È V E S

### SUR LE NET

■ En partenariat avec les éditions Zéro heure ([www.00h00.com](http://www.00h00.com)), les Presses de Sciences Po inaugurent la « Collection électronique » en rééditant deux premiers titres : *Médias et démocraties : la dérive* de **Roland Cayrol** et *La Gauche et la peur libérale* de **Thierry Leterre**.

### NOMINATION

■ **Jean-François Texier** est nommé sous-directeur de l'archéologie à la direction de l'architecture et du patrimoine.

### NAPOLÉON

■ L'empereur en vedette dans la collection de Lorousse « La vie, la légende » dirigée par Christian Biet avec le Napoléon de **Gérard Gengembre**. ■ A signaler la réédition chez Tallandier de *Napoléon et la noblesse d'Empire* de **Jean Tulard**.

### EN POCHE

■ Le *Miroir d'Hérodote* de **François Hartog** est publié dans la collection « Folia Histoire » (Gallimard). ■ *l'Islam au péril des femmes. Une Anglaise en Turquie au XVIII<sup>e</sup> siècle* de **Lady Mary Montagu**. Vingt ans après, La Découverte réédite ce petit bijou, avec une introduction de Pierre Chuvin et Anne Morie Moulin.

### EUROPE

■ **Élisabeth du Réau** publie chez Complexe *l'Idée d'Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Des mythes aux réalités*. ■ Dans une nouvelle édition revue et corrigée chez Complexe : *Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours* de **Marie-Thérèse Bitsch**.

### BIOGRAPHIES

■ **Catherine Masson** signe la première biographie d'une grande figure de l'Église du XX<sup>e</sup> siècle : *Le Cardinal Liénart, évêque de Lille, 1928-1968* (Le Cerf). ■ **Christian Duverger** s'est intéressé à Cortès le conquistador, chez Fayard. ■ **Jean-Paul Bertaud** consacre un livre au Duc d'Enghien, toujours chez Fayard.

Rubrique réalisée  
par Daniel Bermond



### LE PHÉNOMÈNE SARTRE

■ Autour d'**Ingrid Galster** (professeur à l'université de Paderborn, Allemagne), des historiens (Michel Contat, Dominique et Jean-Toussaint Desanti, Jacques Leearme, Pascal Ory, Michel Winock) s'interrogent sur *La Naissance du phénomène Sartre* (Le Seuil). Ingrid Galster publie également un *Sartre, Vichy et les intellectuels* chez L'Harmattan qui réédite *Le Théâtre de Jean-Paul Sartre devant ses premiers critiques*.

### PRESTIGIEUSE ALLEMAGNE

■ Jusqu'en 1914, de Max Planck à Albert Einstein, l'Allemagne a pu être considérée comme la patrie des plus beaux cerveaux scientifiques. La rencontre de la recherche et de l'industrie a permis l'émergence de groupes comme IG-Farben ou BASF. *L'Allemagne d'Albert Einstein* (Fayard) de **Fritz Stern** (Columbia) revient sur ces années d'excellence.

### NAZISME ET CANCER

■ La médecine nazie fut une des premières à développer une politique de prévention contre le cancer. Elle entreprit notamment une importante campagne anti-tabac. **Robert Proctor** (université de Pennsylvanie) met en évidence dans *La Guerre nazie contre le cancer* (Belles Lettres) les liens entre souci sanitaire, prophylaxie raciale et eugénisme.

### SACRE CAPÉTIEN

■ **Jacques Le Goff**, **Éric Palazzo**, **Jean-Claude Bonne** et **Marie-Noël Colette** ont étudié un manuscrit du XIII<sup>e</sup> siècle, un rituel comportant quinze enluminures et détaillant les grands moments du sacre du roi de France. Ils analysent ce « rite de passage » par lequel le prince revêt les habits d'envoyé de Dieu. *Le Sacre royal à l'époque de Saint Louis* paraît chez Gallimard.

### OUOI DE NEUF SUR STALINE ?

■ Une biographie de Staline, mais pas n'importe laquelle. **Jean-Jacques Marie**, collaborateur régulier de *L'Histoire*, a eu accès à des archives inaccessibles jusqu'ici. Son *Staline* (Fayard) est très attendu.

### LA ROSE POUR PASSION

■ Le XIX<sup>e</sup> siècle des rhodophiles et des rosomanes. **François Joyaux** publie *La Rose, une passion française* chez Complexe.

### LE FRANC, LE PAPE ET L'EMPEREUR

■ Entre 1914 et 1928, le franc subit les assauts consécutifs à la guerre, à la reconstruction et à la situation internationale. Entre le gouvernement de la Banque de France — « le pape » — et le ministère des Finances — « l'empereur » — la politique monétaire du pays devient l'enjeu d'un affrontement qui ne s'apaise qu'avec la stabilisation de Poincaré et que retrace *Le Pape et l'Empereur* (Albin Michel) de **Bertrand Blancheton** (université de Bordeaux-IV).

### LES ROUTES DE LA LAINE

■ Avec *Les Routes de la laine* (J.-Cl. Lattès), qui suit *Les Routes de la soie* et *Les Routes du coton*, **Jacques Anquetil** achève son triptyque sur l'histoire des textiles.



### CLOTTE À CHAUVET

■ Voilà six ans que la grotte Chauvet a révélé ses peintures vieilles de trente-cinq millénaires. Autour de **Jean Clottes**, des préhistoriens dressent le bilan de leurs découvertes touchant tant aux origines de cette caverne, aux dessins qui en couvrent les murs, aux techniques utilisées qu'aux interprétations possibles d'un art difficilement sondable. *La Grotte Chauvet, Part des origines* est publié au Seuil.

### BOUDDHA DE A À Z

■ Pour la première fois, le bouddhisme sous forme de dictionnaire. L'équipe réunie par **Philippe Cornu** aborde cette philosophie dans la multiplicité de ses écoles, de ses rites et de ses traditions, et à travers ses grandes figures. *Le Dictionnaire encyclopédique du bouddhisme* paraît au Seuil.

### HERMAPHRODITES

■ Les hermaphrodites ont fasciné l'époque classique et les Lumières. Idéal transcendant les deux sexes ou aberration de la nature ? **Patrick Graille** publie *Les Hermaphrodites (XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles)* aux Belles Lettres.

## Profession : géopolitologue

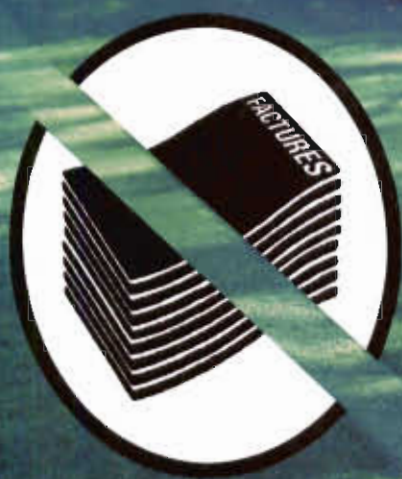


Dans l'univers des revues, il est rare qu'un concept finisse par s'identifier à l'une d'entre elles. Pourtant, comment ne pas apparenter *Hérodote*, qui célèbre cette année ses vingt-cinq ans, au terme et à la notion de « géopolitique ».

Yves Lacoste, son directeur depuis les origines, a contribué à l'émergence d'une discipline qui, au fil des ans, de l'actualité et des numéros de la revue, s'est imposée comme une clé de la compréhension du monde. Il existe maintenant autour d'*Hérodote* une « école géopolitique française » qui revendique son originalité. Yves Lacoste insiste sur l'élargissement du champ de la géopolitique : « Il ne s'agit plus seulement des conflits entre des États pour des régions ou des zones d'influence. Par géopolitique, il faut entendre désormais toute rivalité de pouvoirs sur des territoires, y compris à l'intérieur d'un même État. »

Vingt-cinq ans (1976-2001) et un centième numéro aujourd'hui : *Hérodote* et son fondateur ont bien mérité de l'auteur des *Histoires*, vivant il y a vingt-cinq siècles et sous le signe duquel il se sont placés.

qui fait bien son jardin  
ne pense plus à rien



TONDEUSES LINEA 'S'

Le système de fonte RVS. Une lame ventilée redresse l'herbe pour mieux la couper. Un carter aérodynamique garantissant un remplissage optimal du bac. Un jardin magnifique.

Tout cela vous n'êtes pas prêt de l'oublier.

N° Vert 0 800 00 15 26

**VIKING**<sup>®</sup>  
Groupe STIHL

### PARIS

**ITALIES. L'ART ITALIEN À L'ÉPREUVE DE LA MODERNITÉ (1880-1910) ; D'ANNUNZIO (1863-1938) ; CARLO BUGATTI (1856-1940).**  
Jusqu'au 15 juillet au musée d'Orsay.

**VOIR. NE PAS VOIR LA GUERRE.**  
Jusqu'au 2 juin au musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des Invalides, et au Toit de la Grande Arche, La Défense.

### ILE-DE-FRANCE

**LE CHEVAL, SYMBOLE DE POUVOIRS DANS L'EUROPE PRÉHISTORIQUE.**  
Jusqu'au 12 novembre au musée de Préhistoire d'Ile-de-France, 48 avenue Étienne-Dailly, 77140 Nemours.

**L'EUROPE EN FÊTES.**  
Jusqu'au 30 juin au Centre culturel, 22 rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne-Billancourt.

**LOUISE MICHEL, 1830-1905.**  
Jusqu'au 29 juillet au musée de l'Histoire vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, 93100 Montreuil.

**LA MEUSE MÉROVINGIENNE. VILLES ET ARTISANS.**  
Jusqu'au 18 juin au musée des Antiquités nationales, château, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

### RÉGIONS

**MERVEILLES D'OR ET DE SOIE. TRÉSORS TEXTILES DE NOTRE-DAME DES DOMS.**  
Jusqu'au 4 juin au Palais des papes, 84000 Avignon.

**VIE ET MORT D'UN CHEVALIER. LA CHEVALERIE EN AQUITAIN AU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE.**  
Jusqu'au 30 juin au musée d'Aquitaine, 20 cours Pasteur, 33000 Bordeaux.

**L'HEURE DU THÉ. LE THÉ DANS LA PEINTURE OCCIDENTALE DU XVII<sup>e</sup> AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE.**  
Jusqu'au 17 juin au musée des Beaux-Arts, 1 rue de Verdun, 11000 Carcassonne.

**DE BÉBÉ CADUM À MAMIE NOVA. UN SIÈCLE DE PERSONNAGES PUBLICITAIRES.**  
Jusqu'au 31 août à la Fondation Prouvost, Septentrion, 59700 Marcq-en-Baroeul.

Rubrique réalisée par Cécile Rey

Comment, en Alsace et en Moselle au temps de l'annexion, le III<sup>e</sup> Reich mit l'archéologie au service de l'idéologie.

## Archéologie à la mode nazie

« **A**ucune église n'est plus belle en Europe, aucune cathédrale du Reich n'est plus allemande », affirmait à propos de la cathédrale de Strasbourg le chef de la Presse du III<sup>e</sup> Reich. C'était à la suite de la visite du monument par Hitler, le 28 juin 1940, jour anniversaire de la signature du traité de Versailles en 1919, moins de deux semaines après l'annexion de l'Alsace par l'Allemagne.

La relation de ce voyage, dans la presse allemande, insiste sur l'émotion du Führer à la contemplation des beautés architecturales de l'édifice. « *Qu'en pensez-vous? Devons-nous rendre aux Français ce joyau?* », aurait-il demandé à sa sortie aux soldats amassés sur le parvis. « *Jamais!* », se seraient-ils crié en chœur.

Cet épisode illustre l'intérêt du national-socialisme pour l'histoire et le patrimoine alsaciens et mosellans, éminemment allemands à leurs yeux.



L'aigle prussien a repris ses droits sur Strasbourg (image de 1941 ; cl. dr.).

Ainsi qu'ils allaient tenter de le démontrer, grâce aux ressources de l'archéologie en particulier, tout le temps de leur occupation des deux régions.

Ce détournement de l'histoire à des fins de propagande est le thème d'une exposition au Musée archéologique de Strasbourg.

Sont ainsi présentées de nombreuses pièces parmi celles mises au jour durant les années

de guerre par les Allemands — qui se targuaient notamment d'avoir, contrairement aux Français, effectué la fouille systématique des gisements découverts à l'occasion du creusement de la ligne Maginot!

Mais le musée s'intéresse également au discours idéologique qui accompagnait ces découvertes. Lors de grandes expositions organisées à Strasbourg et à Metz. Ou sur les images, dans les manuels destinés à la jeunesse.

On y retrouve le thème du guerrier-paysan germanique, le souvenir des rites funéraires vikings ; les grands symboles, tels que la svastika, ce motif solaire protohistorique repris par le régime nazi.

Jusqu'au 31 août au Musée archéologique, 2 place du Château, 67000 Strasbourg.

### ARCHIVES

Une indiscretion... Dans les livres de comptes de Marie-Antoinette.

## Les atours de Marie-Antoinette



Fragment du damas des « Quatre parties du monde », Lyon, 1784 (cl. CHAN).

**D**épendante, fantasque : telle était Marie-Antoinette — on l'a assez répété. Mais comment se déroulait son existence au quotidien, entre les rigidités du protocole de la cour et ses besoins de fantaisie ?

L'épouse de Louis XVI n'a pas manqué de moderniser le décor de Versailles, d'y imposer sa mode avec la complicité de sa modiste, de sa couturière, de son coiffeur. On invente pour elle les effets les plus extravagants.

Cependant, la moindre de ces folies est inscrite sur les registres de l'administration. Ce sont eux que nous dévoilent aujourd'hui les Archives nationales : livre

des atours où sont inventoriés les échantillons des robes de la reine, factures, registre des comptes de Mme Éloffe, sa modiste. Mais aussi papiers de Marie-Antoinette et gravures de mode.

Un monde d'élégance et de raffinerie exquise, qui aida sans doute l'« Autrichienne » à supporter son long exil en France.

Jusqu'au 14 mai au musée d'Histoire de France, 60 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

Le mouvement Pop, c'est à la fois le rêve et la contestation, le retour au réel et l'expérience revendiquée. Bref, les années 1956-1968 au vif.

## On est tous des enfants du Pop !

**L**e Pop Art est à la mode. Il suffit de constater l'écho que rencontre l'exposition du Centre Georges-Pompidou, dans les magazines spécialisés, mais aussi bien dans la presse féminine, pour s'en convaincre.

Il suffit de suivre les réactions des visiteurs de ladite exposition. On est là en terrain de reconnaissance : ce fauteuil rose fluo, cet imperméable rouge en plastique signé Courrèges sont très « tendance ». Et jusqu'aux « tubes » (Beatles, Velvet Underground, Pierre Henry, etc.) diffusés en fond sonore...

Certes. Mais cet effet de mode permet-il de comprendre le Pop Art ? De saisir, au-delà de la référence obligée à Andy Warhol ou à Marilyn Monroe, l'unité de ces « années » (1956-1968) aujourd'hui évoquées avec une certaine fascination ?

**É**phémère,  
consommable, jeune,  
glamour

Une définition précise du Pop Art a été donnée par ses concepteurs mêmes, en l'occurrence le graphiste Richard Hamilton. Ce courant se veut « populaire (conçu pour un grand public), éphémère (solution à court terme), consommable (facilement oublié), bon marché, fabriqué en série, jeune (destiné aux jeunes), spirituel, érotique, fantaisiste, glamour, lucratif. Ce n'est qu'un début » (1957).

Alors que la guerre froide a laissé place à une peu convaincante coexistence pacifique, que, après l'intervention des chars soviétiques à Budapest, après les premiers coups portés au système colonial, les certitudes politiques se fissurent, le Pop Art s'offre comme espace de liberté, d'ouverture.

« Espace » d'expression, en effet, davantage qu'art, car inspiré du quotidien le plus prosaïque, de la publicité, il entend aussi s'adresser à l'homme de la rue. Sont abolies les notions de beaux-arts, de subjectivité de l'artiste.

« Quelle est la différence entre voir quand vous regardez autour de vous et voir quand vous regardez une peinture ? », demande en 1965 un journaliste de la BBC à l'artiste américain Jasper Johns. « Dans le meilleur des cas, il n'y en a pas », répond celui qui en 1958 avait choisi comme sujet de tableau le drapeau américain.

Cette ambition conduit à des expériences aussi diverses que celles de Mimmo Rotella, Raymond Hains ou Villeglé dont les tableaux consistent en des associations d'affiches récupérées dans la rue, recollées et lacérées. Daniel Spoerri « piège » les

La musique, le cinéma, l'architecture sont également touchés. C'est le temps des habitats gonflables, en capsules. Dans le design, de l'inspiration spatiale : tout est confort, couleurs, transparence.

Le Pop se réclame à la fois du réel et de l'expérience, du rêve et de la contestation. Un mouvement dont l'unité tient sans doute davantage à la chronologie qu'aux réalisations artistiques.

D'où, incontestablement, cette frustration lors de la visite de l'exposition — en grande partie dissipée à la lecture du très

courant revendiquant l'immédiateté, l'éphémère, la banalité. Se trouver le contemplateur de créations qui n'ont pas été conçues pour émouvoir. Libérées de toute subjectivité, les œuvres, purement plastiques, n'étonnent plus guère les individus gavés de publicité et de télévision que nous sommes. Le *Superman* d'Andy Warhol ne conserve qu'un intérêt historique de témoignage.

On ne saurait en dire autant de la plupart des créations des nouveaux réalistes. Car il s'agit bien là d'œuvres, où l'artiste n'a pas renoncé à nous interpeller.



Des vignettes de bandes dessinées : l'artiste américain Roy Lichtenstein puise directement dans la culture populaire pour ses panneaux géants. Ci-dessus : *As I opened Fire*, 1964 (cl. ADAGP, Paris 2001).

reliefs d'un repas : nappe, assiettes sales, capsule de bouteille, mégot écrasé — on découvrira ainsi *Le Déjeuner de Marcel Duchamp* (1964)...

Arman enferme dans des boîtes en plexiglas des déchets domestiques récupérés dans les Halles ou une collection de pulvérisateurs d'insecticide Fly-tox. Tous se reconnaissent dans le « nouveau réalisme », cette lecture inédite, premier degré, du quotidien le plus banal.

Plus spécifiquement pop art, très figuratives, les œuvres de Roy Lichtenstein reproduisent, agrandies cent fois, des scènes de bandes dessinées populaires. Celles d'Andy Warhol transforment les boîtes de ketchup Heinz, l'image de Marilyn ou celle de Liz Taylor en icônes de la société de consommation.

complet catalogue. Frustration liée à un parcours labyrinthique, qui nous égare d'une étape, d'une tendance à l'autre.

Frustration liée aussi à une expression artistique indéniablement contestataire, avant-gardiste, mais dont la modernité nous échappe parfois. Le mouvement Pop, sans doute davantage que d'autres courants de création, entendait réagir à son époque. Intervenir en direct. D'où les « interventions » : Yves Klein par exemple peinturlurant en bleu, devant le public, le corps de femmes nues qui, « *pincesaux vivants* », créeront ensuite une œuvre spontanée. De tout cela il ne reste bien sûr que des photographies.

Finalement, c'est, pour celui qui le découvre aujourd'hui, la grande limite du Pop Art, ce

Ainsi quand Niki de Saint Phalle faisait exploser à coups de carabine des poches de peinture sur ses toiles. « Dégoulis » de couleurs. Qui dégagent une surprenante énergie.

Ou les montages extraordinairement puissants de l'Américain Robert Rauschenberg. Rien que du matériel de récupération : une bache usée, une plaque de métal rouillée, de la ficelle, un coq empaillé, de vieilles photographies... Une évidence, un quotidien plaqué sur la toile. On reste saisi.

Jusqu'au 18 juin  
au Centre  
Georges-Pompidou,  
75001 Paris.

## NE MANQUEZ PAS

### DVD

■ **LASCAUX**, dans la collection « Polette », présente *Loscaux, préhistoire de l'ort* (1995) et *La Nuit des temps* (1942) de Roger Verdier, le premier film réalisé sur la découverte des célèbres grottes. (Arte Vidéo et les Éditions Montipornosse, 158 F).

■ **RAGTIME** de Milos Formon, fresque historique sur l'Amérique d'avant 1914, sort enfin en DVD. Accompagné d'une biographie de Formon et d'un documentaire sur l'histoire du ragtime. (Opening, 189 F).

### TÉLÉVISION

■ **VOUS L'AVIEZ MANQUÉ LORS DE LA PREMIÈRE DIFFUSION.** Jeux de rôles à Carpentras, le film de Jean-Louis Comolli, est proposé sur Arte **LE 2 MAI À 20 H 45**. Comment, de mai 1990 à juillet 1996, le Front national a joué avec la rumeur selon laquelle des « fils de nobles » auraient profané le cimetière juif de Carpentras.

### RADIO

■ **CONCORDANCE DES TEMPS**, l'émission de Jean-Naël Jeanneney sur France-Culture **TOUS LES SAMEDIS À 10 H**, sera consacrée, **LE 5 MAI** à « Sortir d'une guerre civile : l'exemple de la Vendée » avec Jean-Clément Martin ; **LE 12** à « La secte Falungang : résurgence d'une ancienne tradition chinoise » avec Jean-Luc Domenoch ; **LE 19** à « Landru, Petiot, Guy George : la figure du tueur en série », avec Anne-Claude Ambrasse-Rendu.

■ **LE MONDE CHANGE**, l'émission de Patrick Chompré, sur RFI, **TOUS LES JOURS À 12 H 10**, propose : **LE 1<sup>er</sup> MAI**, à l'occasion de la fête du travail, « Les utopies » avec Thierry Paquot, sociologue et urbaniste ; **LE 3**, « Lascaux, premier planétarium de l'humanité ? », avec Chantal Jègues-Wolkiewiez, paléoastronome ; **LE 10**, « Pompéi et les sciences ».

### FESTIVAL

■ **THE BEAT GENERATION** : sur la route du cinéma, est le thème de la programmation de la Cinémathèque de Toulouse, **DU 22 MAI AU 17 JUIN** : *L'Appât* (1953), *L'Équipée sauvage* (1953), *Paris Texas* (1984), etc.

Rubrique réalisée  
par Laurent Neumann

Quatre heures de documentaire sur France 3, tous les mercredis du 25 avril au 16 mai, pour évoquer les actualités filmées. Passionnant !

## Les actualités font leur cinéma

**L**a série documentaire *La Grande Aventure de la presse filmée*, que propose France 3 les mercredis 25 avril, 2, 9 et 16 mai à 23 h 15 dans le cadre des *Dossiers de l'histoire* est un pur régal.

Elle retrace l'épopée des actualités filmées, de ces cameramen qui imprimèrent le siècle sur pellicule.

Le travail effectué par le réalisateur Serge Viallet et par Jérôme Kuehl, un des meilleurs spécialistes des archives cinématographiques, est phénoménal.

Ils ont exhumé des centaines d'heures de films : en particulier les fonds Gaumont et Pathé, les deux compagnies pionnières, qui commencèrent la production des actualités cinématographiques respectivement en 1908 et 1909.

Historiens, sociologues et témoins nous permettent de mieux comprendre la grammaire de ces documents : les machines à bruiteur, la colorisation des images, la prise de son. Également le sort qui leur fut réservé : utilisation à des fins de propagande, manipulations...

Défilent à l'écran des séquences inouïes, drôles, inattendues,

poignantes : les inondations de 1910 ; une bénédiction du pape Léon XIII en 1898, inquiet d'abord de poser devant la caméra puis visiblement satisfait de se prêter au jeu ; la capture du gangster anarchiste Bonnot en 1912 ; l'assassinat d'Alexandre I<sup>er</sup> de Yougoslavie le 9 octobre 1934



Cameramen anglais pour le couronnement d'Élisabeth II en 1953 (cl. British Pathé)

(Méjat, un des cameramen, rappelle que ces images furent censurées en France).

Mais aussi la guerre d'Espagne, filmée tant du côté des nationalistes que de celui des républicains, l'incendie spectaculaire du zeppelin *Hindenburg* en mai 1937 ou encore la guerre sino-japonaise couverte à Shanghai pour Universal par Howard Winner qui décrit ici ses conditions de tournage. On découvre aussi, pour la première fois, les rushes de Gaston Madru sur la libération de Paris.

Cet exercice d'archiviste est passionnant, jamais pontifiant, toujours didactique, et formidablement distrayant.

Les actualités filmées subissent de plein fouet la concurrence de la télévision. Le coup de grâce est donné lors du couronnement de la reine d'Angleterre en 1953. Les compagnies d'actualités ont loué toutes les caméras Technicolor disponibles. Or Élisabeth a souhaité que l'événement soit couvert en direct par la télévision...

Les Américains cesseront définitivement les journaux filmés en 1968. En Europe, ils se poursuivront jusqu'en 1980. ■

## LA CINQUIÈME

Treize romans expliqués par l'histoire.

## C'est l'histoire d'un livre

**M**êler histoire et littérature : c'est la bonne idée qu'ont eue le réalisateur Philippe Lallemand, le journaliste littéraire Frédéric Ferney, animateur de *Mots d'auteur* et l'historien Michel Winock. Cette collection de 13 épisodes de 13 minutes, intitulée *L'avez-vous lu ?*, revisite 13 romans majeurs. Frédéric Ferney fait l'exégèse de l'œuvre, Michel Winock, pour sa part, éclaire le contexte historique. Le tout illustré par de nombreux documents d'archives.

La Cinquième commence la programmation de cette série le 26 avril avec, au programme : *Le Rouge et le noir* de Stendhal, *Bel Ami* de Maupassant, *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, *Les Misérables* de Victor Hugo, *Les Illusions perdues* de Balzac, *L'Assommoir* de Zola, *Le Journal d'une femme de chambre* de Mirbeau, *Les Mystères de Paris*, d'Eugène Sue, *Voyage au bout de la nuit* de Céline, *Les*



FREDERIC FERNEY

*Cloches de Bâle* d'Aragon, *La Peste* de Camus et *L'Espoir* de Malraux.

Rien que des grands classiques dont cette relecture audiovisuelle ravira autant les amoureux de la littérature que les férus d'histoire.

Qui, mieux que Zola en 1877, a su restituer la misère sociale de son époque ? Comment ne pas se passionner pour la guerre d'Espagne en relisant *L'Espoir* de Malraux ? C'est le pari réussi de cette série. ■

## ANNIVERSAIRE

Arte, France 2, « histoire »... On ne manquera pas ce mois-ci d'entendre parler à la télévision de François Mitterrand et du tournant de 1981.

## 10 mai 1981 : vingt ans déjà

**E**n mai, la plupart des chaînes de télévision célèbrent — et en grande pompe ! — le vingtième anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Historiens, journalistes et politologues attendent avec impatience la diffusion sur France 2 des entretiens entre Jean-Pierre Elkabbach et François Mitterrand : vingt heures d'enregistrement résumées en cinq épisodes. Nul ne sait pourtant ce qu'ils contiennent ni ce qu'ils valent...

« histoire » (câble et bouquet TPS) bouscule elle aussi sa grille de programmes, réservant six soirées, les 20, 21, 22, 27, 28 et 29 mai, à l'événement. Sera notamment rediffusée la série documentaire de Patrick Rotman et Jean Lacouture *François Mitterrand : le roman du pouvoir*, constituée de quatre épisodes : « Les années d'apprentissage (1916-



1958) », « Le conquérant (1958-1981) », « Les illusions perdues (1981-1988) » et « Splendeur et misère du pouvoir (1988-1995) », ultime volet où les auteurs égrenent le chapelet des affaires, des suicides et des révélations gênantes...

Arte, pour sa part, propose, le 9 mai à 20 h 45, dans le cadre des *Mercredis de l'histoire*, un documentaire inédit de Jean-Michel Meurice et Fabrizio Calvi : *La Prise du pouvoir par François Mitterrand*. La conquête du parti socialiste par le futur président, les négociations avec le PC, la victoire électorale, la composition du premier gouvernement de Pierre Mauroy, le *spoils system* à la française, les réformes, la dissolution, les législatives, les nominations. Et surtout l'apprentissage du pouvoir.

Le tout commenté par une pléiade d'acteurs de l'époque : notamment André Rousselet, Louis Mermaz, Pierre Mauroy, Claude Cheysson, Marceau Long, Jacques Attali, Jean Peyrelevade, Robert Lion, Pierre Marion, Gilles Ménage, Alain Boublil, Thierry Pfister, ainsi que le chancelier allemand Helmut Kohl. ■

## « HISTOIRE »

De la TSF au câble, l'aventure de la radio et de la télévision.

## L'écho du siècle



Béatrice Bretty tourne pour la télévision en 1936 (cl. Roger-Viollet)

« **H**istoire » (câble et bouquet satellite TPS) a la bonne idée de programmer dans son intégralité, chaque samedi à partir du 5 mai, à raison de deux épisodes par semaine, la série documentaire de Jean-Noël Jeanneney, *L'Écho du siècle*.

Commandée et déjà diffusée par La Cinquième, cette collection, adaptée du dictionnaire que l'historien a publié en 1999, retrace en 26 épisodes de 13 minutes l'histoire de la radio et de la télévision en France à partir d'images d'archives et d'entretiens avec les acteurs de l'au-

diovisuel. Où l'on retrouvera Georges de Caunes, Pierre Lescur, Michèle Cotta, Georges Fillioud, Michel Drucker ou Alain Peyrefitte.

Cette série fonctionne comme une petite encyclopédie audiovisuelle : les 13 premiers épisodes évoquent l'aventure de la télé et de la radio de façon chronologique (« La TSF mobilisée », « De Gaulle, un souverain cathodique », « Mai 68, ivresse et gueule de bois », etc.), les 13 suivants abordent chacun un genre (les jeux, le sport, les émissions pour enfants « De Nounours à Goldorak », la publicité, la fiction, les journaux télévisés, les variétés...).

Pédagogiques, ces films présentent de nombreuses anecdotes marquantes. A vos cassettes ! ■

## ON EN PARLERA

## CINÉMA

■ **ROBERT REDFORD** va produire le prochain film de Walter Salles (*Central Do Brasil*), une adaptation des journaux de jeunesse de Che Guevara, relatant un voyage à moto à travers l'Amérique du Sud. Son titre : *Motorcycle diaries*.

■ **TRIO DE CHOC POUR LA JOCONDE**. Robin Williams, Antônia Banderas et Renée Zellweger pourraient faire équipe dans *Lovers, Liars et Thieves*, le prochain film de Jeremy Leven : le vol de la Joconde au Louvre en 1911.

■ **COLUMBIA** compte beaucoup sur le nouveau film de Michael Mann, *Ali*, dont le tournage vient de s'achever : une biographie de Mohammed Ali.

■ **LE ROMANCIER CHILIEN LUIS SEPULVEDA** a engagé Harvey Keitel pour son premier long métrage, *Ninguno Parte* : un vétéran américain pris dans un coup d'État en Amérique du Sud.

■ **NIKITA MIKHALKOV** veut tourner la suite de *Soleil trampeur*, le film qui lui valut le Grand Prix du jury à Cannes en 1984. Sa fille y incarnerait une infirmière jetée dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale.

■ **MILOS FORMAN** prépare un long métrage sur le peintre espagnol Goya.

■ **SIAN CONNERY** a commandé à Jimmy McGovern un scénario sur Marie Stuart. Autour duquel il aimerait réunir la crème du cinéma écossais : ainsi Robert Carlyle et Ewan McGregor.

■ **PIE XII ET LES JUIFS**. *Le Vicaire*, la pièce de Rolf Hachuth, fit scandale en 1963. Costa-Gavras en fait un film avec Mathieu Kassovitz et Bruno Ganz.

**L'HISTOIRE** et **RCJ**

diffusent le 1<sup>er</sup> mai  
de 14 à 15 h,  
leur émission mensuelle

« Questions d'histoire »

**LES PREMIERS HABITANTS DE L'AMÉRIQUE**

■ Aux États-Unis, les découvertes d'ossements sont l'enjeu d'une âpre bataille entre les chercheurs et les Indiens (cf. Philippe Jacquin, « Qui était le premier Américain ? », *L'Histoire* n° 246, pp. 24-25).

Un squelette vieux de neuf mille ans, retrouvé en 1996 à Kennewick (Washington), est réclamé par les tribus indiennes qui souhaitent l'enterrer en paix. Une loi adoptée en 1990, la *Native American Graves Protection and Repatriation Act*, protège les sépultures des Amérindiens et impose aux chercheurs de leur remettre les restes humains ayant un lien avec une tribu.

Pourtant, les premières analyses de l'« homme de Kennewick » ont suscité la curiosité des anthropologues : il présente des traits européens, et ne serait pas un ancêtre direct des Indiens. Les premiers habitants d'Amérique pourraient ainsi être venus d'Europe.



Cette hypothèse suscite déjà des récupérations douteuses par l'extrême droite, pour laquelle si les « Blancs » sont arrivés en premier, les Indiens n'ont aucun droit sur la terre.

En attendant, le squelette a été saisi par la police et un procès décidera de son sort.

**LIBÉRATION**  
27 février

**HÉCATOMBES D'ANIMAUX**

■ Comment, dans le passé, a-t-on tenté d'enrayer les épizooties (épidémies parmi les animaux) ? Robert Delort, spécialiste de l'histoire des animaux et de leurs relations avec l'homme, souligne que, « pendant très longtemps, on a cherché à soigner les épizooties touchant le bétail. En ce qui concerne la fièvre aphteuse (ou « cocotte »), qu'on connaît bien depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, on recommandait de pratiquer sur les ovins des saignées, des soins aux pieds et même des garismes » !

**A LA UNE DE LA PRESSE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE**

**Paris change de bord**



Paris vient de changer de bord. Un événement dont le retentissement équivaut au basculement de la capitale à droite, le 13 mai 1900, qui inaugurerait un siècle de règne conservateur.

L'historien Jean-Noël Jeanneney, membre de notre comité de rédaction, revient sur l'épisode du début du siècle : « L'événement est un coup de tonnerre. Les électeurs rompent d'un coup avec une tradition ancienne qui faisait de Paris un bastion de la gauche. » Une gauche affaiblie par la division entre socialistes et radicaux, qui ne retrouvera le pouvoir que brièvement, en 1908 — grâce à l'action de Jean Jaurès qui poussa les deux familles à l'union —, puis à la Libération, entre 1944 et 1947. Comment expliquer ces revirements ? Ont joué les débats sur la morale publique. « Nul doute que la longue domination des gauches à l'Hôtel de Ville n'ait abouti, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à divers relâchements de l'honnêteté des élus ou de l'administration. La droite s'en est emparée, agitant le thème de la corruption. Un argument a fait mouche, hier comme aujourd'hui : un changement d'équipe serait indispensable, par-delà les préférences partisans de chacun, pour mettre fin à un système que sa seule durée aurait perverti. »

Jean-Noël Jeanneney souligne aussi l'importance des « marqueurs symboliques de frontières culturelles ». D'où l'enjeu de la dénomination des rues. En 1909, la droite reprit à nouveau Paris en menant campagne au nom de l'ordre public, contre une gauche qui souhaitait donner à une rue le nom de l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer.

**LE NOUVEL OBSERVATEUR**  
n° 1897

Certaines épizooties sont la conséquence directe de l'action de l'homme. Ainsi, la myxomatose a été « transmise volontairement aux lapins pour les détruire, au début des années 1950, en Australie et en France. Un particulier, le docteur Armand-Delille, déclencha une véritable catastrophe écologique et économique après avoir voulu détruire les lapins qui infestaient sa propriété d'Eure-et-Loir en lâchant un couple inoculé dans son parc. Des centaines de millions de lapins de garenne (puis les lapins de clapier) moururent de la myxomatose dans toute l'Europe ».

Sur le même sujet, on pourra lire l'article de Jean-Marc Moriceau, « La grande peur de la peste bovine », p. 58.

**LE MONDE**  
27 mars

**RELANCER LE COUPLE FRANCO-RUSSE**

■ Interrogée par *Le Figaro* sur le rôle de la France au XXI<sup>e</sup> siècle, l'historienne Hélène Carrère d'Encausse évoque une relance du couple franco-russe.

« Longtemps, j'ai cru que la France était achevée, par opposition à une Russie dont j'ai toujours mesuré l'inachèvement. » Mais, « depuis trente ans, peut-être même depuis cinquante ans, l'incertitude corrode petit à petit les remparts de l'assurance française. Bruxelles s'est imposé comme un échelon décisionnel plus fort. La chute du mur de Berlin a détruit les repères du monde de la guerre froide, et il n'existe plus de système de référence. »

Face à ces incertitudes, la France pourrait tirer « un

immense profit d'une alliance avec la Russie. Il y a une complémentarité entre ces deux pays qui ne ressemble pas à la relation tissée entre la France et l'Allemagne. S'il est un pays où notre langue est vraiment conçue comme la langue de la culture et d'une certaine forme de civilisation, c'est bien en Russie. »

**LE FIGARO**  
3-4 mars



**DES ITALIENS QUI PARLENT LE TÖITSCHU**

■ Dans le Val d'Aoste, une minorité ethnique parle le töitschu, une langue archaïque proche de l'allemand médiéval. Ce sont les Walser, une population d'origine germanique qui a émigré de la Suisse vers les Alpes à partir du XIII<sup>e</sup> siècle.

Les Walser se sont établis dans des zones isolées, presque inaccessibles. Ils vivent aujourd'hui dans l'ouest de l'Autriche, le Sud du Liechtenstein, quelques zones de la Savoie française, et surtout dans le nord de l'Italie, où leurs villages se distinguent du reste du Val d'Aoste par l'architecture, les traditions culinaires, et le parler local.

C'est dans la commune d'Issime que l'on trouve le plus ancien peuplement walser ; les liens avec les cantons suisses ayant été rompus très tôt, la langue n'a pas évolué depuis le Moyen Âge. Cependant, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les villages sont peu à peu sortis de leur isolement. Et s'ils cultivent toujours leur particularisme, les Walser sont aujourd'hui nombreux à travailler dans les stations de ski locales et à s'adapter aux changements culturels.

**COURRIER INTERNATIONAL**  
n° 540

Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des articles sélectionnés.



# Il serait dommage de rater ce millésime historique

**Les 11 n° de l'année 2000** dont 3 Spéciaux **pour seulement 299<sup>F</sup>** Soit **27<sup>F</sup>** le numéro !



N° 239 S Janvier 2000  
SPECIAL : Mille ans de croissance économique, de Venise à la Silicon Valley. La comparaison Hitler-Staline. La vie d'esclave à Rome.



N° 240 Février 2000  
Dossier : La guerre des polices. Images de guerre : on trompe l'opinion. Intimité et hygiène à Versailles. Qui a peur des vampires ? Les Russes à Paris.



N° 241 Mars 2000  
Dossier : Archives secrètes du Vatican. Mille ans de séismes en Méditerranée. Souvenirs de Pierre Goubert. L'archéologue et le vin des Romains. Wagner à Paris.



N° 242 Avril 2000  
Dossier : Français, qui sont vos héros ? Le procès des cathares. Les grandes familles de la banque française. Naissance de l'astronomie. Le rêve trisé de Charles Quint.



N° 243 S Mai 2000  
SPECIAL : Juifs et Arabes, mille ans de cohabitation, cent ans d'affrontement. La femme en Mésopotamie. La découverte du Brésil.



N° 244 Juin 2000  
Dossier : La Corse est-elle française ? Chevaliers du Moyen Âge. Le premier jour de la guerre de Corée. Catherine II, tsar de Russie. Le ghetto de Venise.



N° 245 Juillet-Août 2000  
SPECIAL : Les femmes, 5 000 ans pour l'égalité de Pénélope à Hillary Clinton. Le temps du silence. De l'affirmation. De la révolte. De l'égalité.



N° 246 Septembre 2000  
Dossier : Freud, la révolution de la psychanalyse. L'assassinat de Trotsky. Avez-vous peur du diable ? Washington : naissance d'une capitale. Les plus belles impératrices sont à Byzance.



N° 247 S Octobre 2000  
SPECIAL : Cent millions de morts ? Les crimes du communisme. Paul Veigne : autoportrait. L'aventure Citroën.



N° 248 Novembre 2000  
Dossier : La grande aventure de la Langue française. Le pape et les Juifs. Le couronnement de Charlemagne. Sartre sous l'Occupation.



N° 249 Décembre 2000  
Dossier : Les bâtisseurs de cathédrales. Les secrets des chefs-d'œuvre. Les crimes de la Wehrmacht. L'âge d'or des îles grecques. Le cochon, roi des campagnes.



Et pour conserver précieusement ce millésime : **160<sup>F</sup>** les 2 écrins ou **89<sup>F</sup>** l'un

**BON DE COMMANDE A DECOUPER OU A PHOTOCOPIER**

ET A RETOURNER A : L'HISTOIRE - Com&Com - Service abonnements - 20, avenue Edouard-Herriot - 92350 Le Plessis-Robinson  
Tel : 01 40 94 22 22 de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

- Oui**, je souhaite recevoir toute l'année 2000 de L'HISTOIRE soit 11 numéros dont 3 Spéciaux pour seulement 299 F.  
 Je commande également.....écrivin(s) L'Histoire. (Pour l'étranger, ajouter 40 F pour les frais d'expédition). Soit ..... écrivin(s) X ..... F = ..... F

Montant total de ma commande : ..... F

Je règle aujourd'hui par :  Chèque à l'ordre de L'Histoire  Carte bancaire (à partir de 100 F)

N° \_\_\_\_\_ Expire fin : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Délai d'expédition des numéros et des écrins : 4 semaines à compter de la réception du règlement.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

[www.histoire.presse.fr](http://www.histoire.presse.fr)



# La vie rêvée d'André Malraux

Qui était André Malraux ? Difficile de démêler le vrai du faux tant l'écrivain a sculpté sa légende. Forgeant de toutes pièces plusieurs de ses exploits. Sur ce personnage devenu mythique, Olivier Todd nous livre une enquête serrée.



## NOTE

1. Olivier Todd, *André Malraux*, Paris, Gallimard, 2001. Les recherches de l'auteur aux archives de Vincennes (pour la carrière militaire), d'Aix-en-Provence (pour les pérégrinations en Indochine), de Moscou (pour les relations entre Malraux et Eisenstein quand celui-ci envisage de faire un film de *La Condition humaine*), du Quai d'Orsay, de la Bibliothèque Doucet, etc., témoignent d'une démarche d'historien décidé à consulter toutes les sources disponibles.

Du Cambodge à la Résistance (sur le tard...) : André Malraux en 1933 (en haut) et, en 1944, (en bas) en fringant officier de l'armée de libération (cl. Roger-Viollet et Rue des Archives).

**Michel Winock**  
Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

« **C**e n'est pas l'homme qui fait la légende, c'est la légende qui fait l'homme. » Cette

phrase de Malraux rapportée par Olivier Todd pourrait servir d'épigraphe à l'excellente biographie qu'il vient de publier sur l'auteur de *La Condition humaine*, à l'occasion du centenaire de sa naissance<sup>1</sup>. La confrontation attentive entre la vie de Malraux et ce que celui-ci en raconte donne à ce livre le ton de la démythification.

Ajoutons tout de suite : sans que la mémoire de l'écrivain en souffre véritablement. Olivier Todd n'exerce pas la fonction du justicier tardif ; il s'entête, simplement, à rétablir une vérité historique que la légende a recouverte ou arrangée.

Comme tous les écrivains-aventuriers, à l'instar de T. E. Lawrence son modèle, qu'il se vantera d'avoir rencontré sans l'avoir jamais vu, Malraux a manié en permanence la fabulation sur ses actes, ses rencontres, son passé, ne reculant jamais devant des mensonges qu'on ne pardonnerait pas à un enfant.

En veut-on quelques exemples ? Autodidacte, il se fera passer pour diplômé des Langues orientales, et mieux encore docteur ès lettres (*honoris causa*). Sa première aventure qui le mène, avec sa femme Clara, au Cambodge, où il se fait pillard du temple Benteay Srei, ce qui lui vaut d'être inculpé pour vol

et mutilations de monuments publics, l'entraîne à affirmer qu'il a accompli une opération de sauvetage de bas-reliefs menacés par la jungle. Pour financer un retour en Indochine, il vend des faux Picasso et des faux Derain.

**Il affirme avoir retrouvé les ruines de l'ancien palais de la reine de Saba**

Montant une galerie d'œuvres d'art chez Gallimard, il invente pour la presse qu'il lit le sanskrit, qu'il étudie le persan, qu'il est resté trois mois et demi au Pamir, où il n'a jamais mis les pieds. « *Un byzantin de bar* », dit alors de lui Paul Valéry. Plus fort : n'ayant fait à cette époque qu'un bref séjour à Hong Kong et à Macao, et alors qu'il n'a jamais été mêlé de près ou de loin à la révolution chinoise, il répète, occupé du soin de sa légende : « *Je suis allé en Asie à vingt-trois ans, comme chargé de mission archéologique. J'ai alors abandonné l'archéologie, organisé le mouvement Jeune-Annam, puis suis devenu commissaire du Kuomintang en Indochine et enfin à Canton.* »

Devenu un auteur à succès avec *La Condition humaine*, pour lequel il obtient le prix Goncourt en 1933, il se lance dans une folle équipée aérienne, avec Édouard Corglion-Molinier, au Yémen, où il affirme avoir retrouvé les ruines de l'ancien palais de la reine de Saba, dans une série d'articles de *L'Intransigeant*.

Authentique combattant de la guerre d'Espagne, il multiplie tout au long de sa tournée de propagande en Amérique du Nord, en 1937, les récits de vaillance imaginaires, comme d'avoir détruit l'aéroport d'Alvida à Olmedo, ou d'avoir reçu une balle dans le bras quand il n'a été que « contusionné » au cours d'un décollage raté.

Résistant de la onzième heure (il ne le devient qu'en mars 1944, lorsqu'il apprend l'arrestation de ses deux demi-frères), il fait accroire qu'il le fut dès décembre 1940. Il prétend alors sans la moindre preuve avoir été chargé par le CNR de diriger la Résistance dans les trois départements de Corrèze, de Dordogne et du Lot, et, sous le nom du colonel Berger (nom prêté à son héros des *Noyers de l'Attenburg*), il répète qu'il est « investi » par le général de Gaulle et le commandant des FFI, le général Kœnig, ce qui est pure invention.

Un peu plus tard, sans la moindre troupe sous ses ordres, il se donne pour chef de tous les FFI de Dordogne. En uniforme, orné des galons de colonel qu'il s'est octroyés, il s'attribue la responsabilité de parachutages dus à un autre. Pris par les Allemands, alors qu'il circule, intrépide, en Citroën du côté de Gramat, il fera croire qu'on l'a mis au peloton d'exécution. Délivré grâce à l'évacuation des Allemands, il dira qu'il a été libéré par une action de commando.

Vrai responsable, cette fois, de la brigade Alsace-Lorraine, il gonflera toujours dans ses récits le chiffre de ses effectifs.

Plus tard, ministre de la Culture du général de Gaulle, il aura l'occasion de s'entretenir brièvement, au cours d'un voyage en Chine en 1965, avec le président Mao — un entretien banal, qu'il transformera dans ses *Antimémoires* en une rencontre historique de trois heures avec le Grand Timonier. Il enjolive, brode, truque, esbroufe, mystifie.

### Son univers ne sent pas la naphthaline, mais la poudre et l'opium

Faut-il le regretter ? Il faudrait alors lui en vouloir aussi des *Chênes qu'on abat* (1971), la relation de ce rendez-vous fabuleux avec de Gaulle, à Colombey, après la retraite de 1969, quasiment inventée de bout en bout, mais pur joyau dans le genre. Voilà par quoi la mythomanie de Malraux appelle l'indulgence : dans ses livres comme dans ses propos de table, il sculpte sa vie à pleine pâte et met l'histoire en scène.

Romancier, Malraux a ouvert l'imagination de ses lecteurs au grand large, aux horizons de l'Asie immense, à la guerre d'Espagne... Son univers ne sent pas la naphthaline, mais l'opium et la poudre. Ses personnages ne s'épuisent pas en introspections, mais parlent de la guerre, de la révolution, de la mort, de Dieu, de la mort de Dieu.

Il y a, chez cet homme épris des grandes actions, une hauteur, qui peut déplaire mais qui éloigne de toute médiocrité. Le goût de Malraux pour les grands personnages n'est certes pas d'un démocrate pur sang, mais son sens de la fraternité confère une élévation de cœur et d'esprit à la piétaille décidée à s'arracher à la servitude.

Malraux, mieux que personne, a su montrer la dignité humaine des gens les plus modestes, habités, à l'instar des paysans de *L'Espoir* (1937) (et du beau film qui en est tiré), par une noblesse naturelle dont ils n'ont même pas conscience. « On peut aimer que le sens du mot "art", écrit-il dans sa préface du *Temps du mépris*, soit : tenter de donner conscience à des hom-

mes de la grandeur qu'ils ignorent en eux. »

Humaniste, cet écrivain n'a pas été seulement un enfileur de grands mots ; il a été aussi un homme d'action, servi par un courage qui confine à la témérité. Lorsqu'il revient au Cambodge sur les lieux de ses forfaits de marchand d'art sans scrupule, c'est pour se lancer dans le journalisme anticolonialiste, avec *L'Indochine* puis *L'Indochine enchaînée*.

La mise sur pied de l'escadrille España à laquelle il se voue dès les débuts de la guerre civile et l'audace dont il fait preuve au cours des combats

compromettre, d'exposer sa vie.

Sa lucidité politique est-elle à la mesure de son courage ? Contrairement à bien d'autres intellectuels, Malraux a compris, dans les années 1930, que l'antifascisme, c'était d'abord se préparer à affronter l'Allemagne nazie et non les Croix-de-Feu.

En même temps, et dans cette perspective, son souci d'efficacité — un leitmotiv chez lui — le pousse à un compagnonnage de route avec le parti communiste, qui l'aveugle ou lui interdit de porter son regard sur les monstruosité du régime stalinien. Devenu compagnon

Gaulle pour un « fasciste », mais la figure du Libérateur s'est imposée à lui (le 8 mai 1945, ils avaient assisté tous les deux sans se saluer au *Te Deum* de la Victoire dans la cathédrale de Strasbourg) ; au début du mois d'août suivant, il répond favorablement à une invite du Général, qui le reçoit pendant une demi-heure — une demi-heure de séduction mutuelle réussie.

### Le meilleur roman de Malraux c'est sa vie

Désormais éloigné des communistes, Malraux est bombardé ministre de l'Information en novembre 1945, avant de participer en 1947 à l'aventure du RPF, puis de redevenir, en 1958, ministre du général de Gaulle (et de lui seul, car il quittera le gouvernement dès le Général parti). Cet itinéraire lui attirera bien des sarcasmes et des injures, mais lui vaudra finalement, en 1996, le Panthéon — ce Panthéon où il avait prononcé, en 1964, la mémorable oraison funèbre de Jean Moulin, dans laquelle se trouve expliqué son propre passage de l'internationalisme prolétarien au gaullisme :

« Écoute aujourd'hui, jeunesse de France, ce qui fut pour nous le Chant du Malheur. C'est la marche funèbre des cendres que voici. A côté de celles de Carnot avec les soldats de l'An II, de celles de Victor Hugo avec *Les Misérables*, de celles de Jaurès veillées par la Justice, qu'elles reposent avec leur long cortège d'ombres défigurées. Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France<sup>2</sup>. »

Comme le suggère Olivier Todd, le meilleur roman de Malraux est sans doute sa vie, la surintensité d'une vie réelle autant que rêvée — celle d'un aventurier de haute volée et de grand style, au service des causes du siècle autant que de sa gloire. Il restera un modèle d'intellectuel engagé, jusqu'au face-à-face avec la mort — ultime raison de la fascination qu'il n'a cessé d'exercer.

M. W ■



André Malraux : un combattant authentique avant d'être un propagandiste peu soucieux de l'exacte vérité. Ci-dessus : en novembre 1944 en Alsace, après la reprise de Sainte-Odile par la brigade Alsace-Lorraine (cl. Rue des Archives).

antifranquistes force l'admiration de ses compagnons d'armes<sup>3</sup>. Il attend plus longtemps que d'autres d'entrer dans la Résistance, son efficacité y est douteuse, mais sa hardiesse, son donquichottisme ne se démentent pas. Malraux ne cesse de se

de route du parti communiste, il raconte, à son retour d'URSS, en 1934, que là-bas, il n'y a plus de névroses, que l'angoisse de la mort a disparu dans la « patrie de la liberté ».

Après la guerre, il devient gaulliste. Il a d'abord pris de

#### NOTES

1. Cf. Michel Winock, « L'odyssée de Malraux », *L'Histoire* n° 200, pp. 36-39 (dossier « La guerre d'Espagne »).
2. André Malraux, *Oraisons funèbres*, Paris, Gallimard, 1971, p. 136.

# « Douce France », une rengaine du Moyen Age

La « Douce France » de Charles Trenet :

une réalité beaucoup plus ancienne qu'on pourrait le croire !

C'est dans un texte du <sup>xii</sup>e siècle que l'on trouve pour la première fois cet adjectif associé au nom du royaume. Un couple qui traversera les siècles.

**Gaston Duchet-Suchaux**  
Archiviste paléographe

**F**rance. Depuis quand appelle-t-on ainsi notre pays ? Depuis quand exprime-t-on un attachement affectif à son égard ? C'est au Moyen Age que se fait jour l'expression « douce France », à travers laquelle transparait l'émergence d'un sentiment national.

Camille Jullian, dans *De la Gaule à la France* (1922), fait remonter l'origine du nom de France à 843 et au traité de Verdun : « *Le traité de Verdun traça pour le royaume des Francs occidentaux un empire tout d'un tenant, tel que l'histoire l'avait préparé, tel que la nature s'y fût résignée. Les hommes du temps le reconnurent presque aussitôt, en réservant pour lui le nom de Francia, puis de France.* »

« *Ce nom ne fut plus un nom mobile et fuyant qui suivait tout un peuple dans ses conquêtes : il s'attacha à une contrée et à la nation qui l'habitait.* » Écrit quatre ans après la fin de la Première Guerre mondiale — et par un membre de l'Institut — ce texte s'inscrit dans le contexte nationaliste de l'époque. Il présente l'intérêt de s'interroger sur l'histoire du nom de notre pays. Or, pour ce qui concerne la date de 843, sa prééminence est un pur produit de l'imagination de l'auteur.

En effet, loin d'avoir salué, ou même pressenti l'éveil d'une nationalité, les contemporains n'ont prêté qu'une attention distraite à ces accords de Ver-



Image allégorique de la fin du <sup>xv</sup>e siècle : France prie en compagnie de ses deux premiers fils, le roi des Francs Clovis (481-511) et Pépin le Bref (751-768), premier des Carolingiens (*Les Vigiles de Charles VII*, par Martial de Paris, dit d'Auvergne, vers 1484 ; cl. BNF).

dun, partage dynastique de l'empire de Charlemagne entre ses trois petits-fils, Charles le Chauve, Lothaire I<sup>er</sup> et Louis le Germanique. Et la dénomination de *Francia* n'a nullement été réservée alors au seul royaume occidental.

## La croisade, « chose commune à la chrétienté entière »

En fait, chacun des trois souverains l'a utilisée pour désigner son royaume propre. Deux à trois cents ans plus tôt, à l'époque mérovingienne, on parlait déjà de *Francia* pour désigner l'ensemble du *Regnum Francorum* régi par les rois à longue chevelure.

Ce n'est pas avant le <sup>xii</sup>e siècle que le nom de *Francia* s'im-

pose pour désigner le royaume que nous connaissons. Ainsi, un auteur anonyme, dit le Pseudo-Turpin, éprouve à cette époque le besoin de se demander pourquoi « *la terre qui était dénommée auparavant Gallia s'appelle désormais Francia, c'est-à-dire, explique-t-il, libre de toute servitude imposée par d'autres peuples, car honneur et domination lui sont dus sur tous les peuples.* ». Et Léon Gautier n'a pas recensé moins de 170 emplois du mot « France » dans *La Chanson de Roland*, probablement rédigée à la fin du <sup>x</sup>e siècle<sup>1</sup>.

Peut-on toutefois parler dès cette époque d'un sentiment national ? Un autre élément de ce texte pourrait permettre de répondre dans ce sens : on y trouve très fréquemment l'épithète « *dulce* » (« douce ») associée à « France ». Bornons-nous à citer ici la plainte de Roland

devant son ami Olivier frappé à mort : « *Douce France, comme tu vas rester vide de bons vassaux, humiliée et déchue.* » L'adjectif « douce », outre sa valeur affective, évoque ici le climat, mais aussi les terres cultivées — et non pas rudes et incultes — du pays.

Il convient cependant de nuancer nos perspectives : le <sup>xii</sup>e siècle fut, en France, le temps des principautés ; le terrain était occupé alors par de grands et puissants féodaux, qui reléguèrent le roi dans une position de faiblesse et d'impuissance. Certes, celui-ci tirait de son caractère sacré une sorte d'aura. Reste que les temps n'étaient guère favorables à l'écllosion d'un quelconque sentiment national.

Pourtant, au-delà des discours, certains événements semblent s'inscrire dans une dimension nationale. Parmi ceux-ci, les croisades, dont la première est prêchée en 1095. « *Chose commune à la chrétienté entière* », selon l'expression de Carl Brühl<sup>2</sup>, cette entreprise a aussi été, pour chaque peuple, une occasion de prendre conscience de son identité et de sa différence face aux autres « nations » participant à l'aventure.

L'évêque Otton de Freising évoque dans sa chronique les querelles et les rixes qui opposaient souvent les *Franci romani* aux *Franci teutonici*, et montre Godefroi de Bouillon s'interposant entre eux.

Quant à Eudes de Deuil, moine de Saint-Denis, qui a accompagné Louis VII lors de la deuxième croisade (1146-1148), il explique : « *Les nôtres*

### NOTES

1. L. Gautier, « L'idée politique dans les Chansons de geste », *Revue des questions historiques*, t. VII, 1969, pp. 79-114.
2. C. Brühl, *Naissance de deux peuples. « Français » et « Allemands »*, <sup>ix</sup>-<sup>xii</sup> siècle, Paris, Fayard, 1994.
3. Cf. sur ce thème G. Duchet-Suchaux, « Les Anglais ont-ils une queue ? », *L'Histoire* n° 219, p. 20.

trouvaient les Allemands insupportables. » On voit ici que le sens d'une identité nationale naît d'abord par opposition à l'autre<sup>3</sup>.

Et que dire de la bataille de Bouvines, le 27 juillet 1214, qui marque la victoire de Philippe Auguste sur les troupes coalisées de l'Anglais Jean sans Terre, de l'empereur Otton IV, et de Ferdinand de Portugal, comte de Flandres, et dans laquelle certains ont voulu voir un premier élan national ? Au risque de commettre un flagrant anachronisme...

A la même époque, on retrouve l'expression de « douce France » dans le *Carolinus*. Écrit en latin entre 1196 et 1200 par un chanoine de Saint-Victor appelé Gilles de Paris, à l'intention du fils de Philippe Auguste, le futur Louis VIII, il présente Charlemagne comme modèle au jeune prince. A plu-

sieurs reprises, l'auteur s'adresse à la *Francia* personnifiée : « *Toi France puissante, toi la bonne, toi la douce.* » L'expression finira par devenir un lieu commun — on la retrouve dans de nombreux textes écrits entre le XI<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle.

**« Toi France  
puissante, toi la bonne,  
toi la douce »**

Ainsi le poète Eustache Deschamps, né vers 1346, au moment même où la Peste noire faisait son apparition en Europe. Mêlé de près à la vie politique, il est un précieux témoin de son époque. Or on ne relève pas moins de 114 mentions du nom « France » dans son œuvre.

Nous y retrouvons également une nouvelle fois l'invo-

cation à la « douce France ». Célébrant la naissance du fils de Charles VI, il s'écrie : « *Douce France, prends en toi réconfort, Réveille toi, sois de joie pleine! Car il est né qui doit par son! Effet te restaurer...* »

Ce sentiment, si exalté dans son expression littéraire, prend fortement appui aussi sur l'hostilité que voue le poète à l'ennemi anglais. Car Eustache Deschamps est contemporain des premières années de la guerre de Cent Ans, ponctuées d'une série de désastres français, à Crécy en 1346, à Poitiers en 1356, à Azincourt enfin en 1415.

Mais c'est sans doute quelques années plus tard, avec Jeanne d'Arc, qui sut porter si haut le nom de France, que l'on peut commencer à parler d'un sentiment qualifié de « national », faute de mieux.

G. D.-S. ■

## GÉOPOLITIQUE

# Monaco, quel est ton secret ?

La France a récemment dénoncé les pratiques financières et fiscales de Monaco, qui a revendiqué en retour sa pleine souveraineté.

Point d'orgue de cent cinquante ans de malentendus ?

**Jean-Rémy Bezias**

Docteur en histoire contemporaine

L'année 2000 a marqué une crise dans les relations franco-monégasques. Le 31 octobre, le prince Rainier III annonçait au *Figaro* : « *La principauté de Monaco entend retrouver sa pleine souveraineté* »...

D'ordinaire paisibles, les relations franco-monégasques n'ont jamais été exemptes de tensions passagères. Poussées de fièvre ou simples malaises, ces crises sont simplement la rançon, au XX<sup>e</sup> siècle, de l'ambiguïté. La France, en effet, est



ALBERT I<sup>er</sup> DE MONACO (1898)

toujours restée condescendante face à une principauté dont l'indépendance, sans être dénoncée ouvertement, n'a jamais été totalement acceptée, toisant les tapis verts de ce vestige des temps gothiques.

De leur côté, les princes ont oscillé entre résignation et tentative de repousser les limites d'une souveraineté étriquée, tout en sachant utiliser leurs liens avec le grand voisin, dans une loyauté mêlée de rouerie.

C'est en 1860 que commence véritablement l'histoire des relations franco-monégasques. Napoléon III a obtenu le rattachement du comté de Nice à la France<sup>1</sup>. Peu après, en 1861,



Musées de Strasbourg

**L'ARCHÉOLOGIE  
EN ALSACE  
ET EN MOSELLE  
AU TEMPS  
DE L'ANNEXION  
(1940-1944)**

24 MARS  
→ 31 AOÛT 2001

EXPOSITION

**MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE**

**PALAIS ROHAN**  
2, PLACE DU CHÂTEAU  
67000 STRASBOURG  
TÉL : 03 88 52 50 00



deux anciennes possessions de la principauté de Monaco, Menton et Roquebrune, deviennent françaises moyennant indemnité au prince.

Charles III Grimaldi, qui voit son domaine réduit à quelque 150 hectares entre mer et falaises, choisit alors, tout en conservant sa souveraineté, de passer du protectorat sarde à celui, plus souple, de la France.

Ce décor qui aurait pu être celui d'une mort lente sera finalement celui d'une « *success story* ». Grâce notamment à deux atouts : le « Rocher » devient le temple du jeu en 1863, sous l'égide de la SBM (Société des bains de mer) ; en 1869, le

image d'un érudit à la passion désintéressée. Mais le peuple de Monaco supporte de plus en plus mal la confusion entre les affaires privées du prince et celles de l'État.

En 1910, le consul de France multiplie les dépêches à Paris : le pouvoir d'Albert I<sup>er</sup> vacille. Celui-ci n'a alors d'autre choix que de demander à la France le soutien technique de ses juristes-consultes. Ainsi naît la constitution de 1911, directement inspirée par Paris, et qui instaure un semblant de rééquilibrage des pouvoirs : un Conseil national est désormais élu au suffrage universel.

La dynastie est également

même la fin de la Première Guerre mondiale par le traité du 17 juillet 1918, officialisant et précisant la mise sous tutelle : en cas de vacance de la couronne sera créé « un État autonome sous le nom d'État de Monaco », protectorat français.

Avec l'avènement en 1922 du faible Louis II, la dépendance de la principauté à la France est encore renforcée : une convention du 28 juillet 1930 réserve les hauts postes gouvernementaux et administratifs à des Français.

L'effondrement militaire et politique de la république en 1940 place Monaco en position délicate. Maréchaliste, comme nombre d'officiers de sa génération, dominé par son ministre d'État, le louvoyant Émile Roblot, Louis II cultive l'ambiguïté. Certes, le consul de Vichy à Monaco se plaint de n'avoir obtenu qu'une application partielle de la législation antisémite. Mais, parallèlement, l'Allemagne, dont les capitaux, en 1942, mettent à flot Radio Monte-Carlo, est ménagée.

Le 27 août de cette année, 66 Juifs sont raflés à Monaco, sans opposition du gouvernement princier. Après la guerre, Louis demeurera en place, mais usé et sans crédibilité.

A sa mort, en 1949, son petit-fils Rainier III monte sur le trône avec le préjugé défavorable du Quai d'Orsay : « *anti-français* », lit-on dans certaines notes. De fait, dans les années 1950, la France s'agace de la fougue avec laquelle le jeune souverain désire marquer son indépendance. En 1952, Paris croit déceler dans l'arrivée du milliardaire Onassis au sein du capital de la SBM une provocation princière en rupture avec la domination traditionnelle des intérêts monégasques et français dans cette société. L'opacité du système financier et bancaire de Monaco, où fleurissent les sociétés, suscite la réprobation, tout autant que sa fiscalité attractive pour les Français.

La lente accumulation des litiges débouche sur une crise majeure, en octobre 1962. De Gaulle prétexte une offensive maladroite de Rainier sur le capital de RMC, contrôlé par la France par le biais de la SOFI-RAD : il riposte par des contrôles douaniers aux portes de la principauté. Finalement, David

doit s'incliner devant Goliath : en vertu de la convention du 18 mai 1963, les Français résidant à Monaco seront assujettis à l'impôt sur le revenu.

Formant depuis 1956 avec Grace Kelly un couple uni qui joue de son image, Rainier peut alors se consacrer pleinement à la grande affaire de son règne : le développement économique. Les successeurs de De Gaulle le laissent désormais en paix. Et, en 1993, Monaco entre à l'ONU, aboutissement d'une requête de soixante-dix années qui date du temps de la Société des nations et n'a pu aboutir qu'avec l'aval de la France.

## Un paradis fiscal soucieux de redorer son image de marque

Pourtant, dans les années 1990, une nouvelle évolution se dessine. Alors même que la richesse et le dynamisme monégasques n'ont jamais été aussi importants (300 milliards de francs de dépôts bancaires, près de 3 800 entreprises), le particularisme fiscal de la principauté porte atteinte à son image.

En juin 2000, l'OCDE range Monaco sur une liste de 35 « paradis fiscaux ». En France même, la version publique en juin 2000 du rapport parlementaire du député socialiste Arnaud Montebourg, « Monaco et le blanchiment », est suivie en octobre par un rapport du ministère de l'Économie préconisant une refonte des conventions financières et fiscales franco-monégasques.

Blessé, le prince répond en remettant sur le tapis son vieux rêve : obtenir la dénonciation du traité de 1918 et des conventions de 1930, c'est-à-dire la fin de la tutelle française. On voit mal comment les choses pourraient, d'un côté comme de l'autre, en rester là.

La France acceptera-t-elle de troquer la réduction des privilèges monégasques contre l'émancipation politique de la principauté ? L'économie monégasque a-t-elle intérêt à un tel marchandage ? Tels sont les enjeux des négociations en cours. J.-R. ■



C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que Monaco est devenu le temple du jeu. Un statut qui nourrit aujourd'hui son contentieux avec la France. Ci-dessus : le casino, sans date (cl. Roger Viollet).

prince, dont les caisses sont pleines grâce aux prélèvements sur les produits du jeu, octroie à ses sujets le rare privilège de ne plus payer d'impôts directs.

## Préjugé défavorable du Quai d'Orsay à l'égard de Rainier III

Rapidement enrichie, la principauté s'achemine néanmoins au début du XX<sup>e</sup> siècle, sous le règne d'Albert I<sup>er</sup> (1889-1922), vers une sujétion politique accrue. Despote éclairé à la monégasque, le prince océanographe offre à l'extérieur l'i-

menacée d'extinction : le prince Louis, fils d'Albert, n'a pas d'héritier légitime. Si Louis disparaît, le trône passera au plus proche parent, le prince d'Urach, un Allemand. Perspective inacceptable pour la France.

Avec l'appui aussi actif qu'indispensable de Paris, Louis reconnaît en 1918 une enfant naturelle née en Algérie lorsque lui-même y servait comme officier français : Charlotte. Devenue princesse, mariée en 1920 à un prince de Polignac, elle donne naissance à deux enfants, dont un fils, Rainier, en 1923 : la continuité dynastique est assurée.

Le verrouillage de la principauté a été complété avant

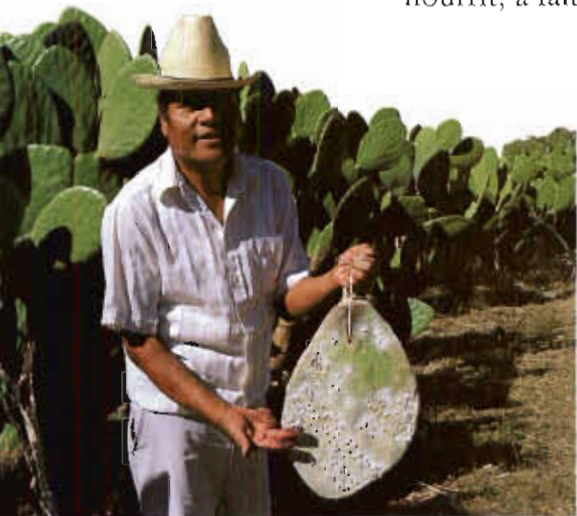
### NOTE

1. En échange de l'intervention française en Italie contre l'occupant autrichien en 1859, la France obtient du Piémont la cession de la Savoie et du comté de Nice.

INDUSTRIE

# Le tour du monde d'un insecte mexicain

C'est aujourd'hui le seul colorant d'origine animale autorisé par l'Union européenne. La cochenille, insecte d'Amérique qui transforme en carmin le jus de cactus dont elle se nourrit, a fait dès le XVI<sup>e</sup> siècle la fortune du Mexique. Récit.



**Martine Pedron**  
Ethnologue

La cochenille, *coccus cacti* de son nom savant, est un insecte originaire du Mexique qui vit sur le cactus « nopal » c'est-à-dire le figuier de Barbarie. La femelle a la propriété de transformer, par réaction chimique, le jus du cactus dont elle se nourrit en un acide rouge carmin du meilleur effet.

Séchée et réduite en poudre, la cochenille était jadis fort recherchée comme teinture naturelle par les peuples précolombiens. Avant que les conquistadores ne lui fassent traverser les mers...

La « culture » de la cochenille est très ancienne au Mexique. Les Mayas l'avaient domestiquée et en faisaient un commerce important. Les Mixtèques (à partir de 1200) l'élevaient également. Quant aux Aztèques, ils firent sa renommée. Ils la nommaient *nocheztili* ou « sang de figue » et la faisaient venir des provinces voisines, comme tribut : grâce

au *Codex Mendoza*, un manuscrit aztèque du début du XVI<sup>e</sup> siècle, nous savons qu'une vingtaine de « peuples » versaient 40 « magots » de graines fines de cochenille par an à la cité de Mexico-Tenochtitlan. La cochenille était transportée en liberté ou enfermée dans un sac. On préparait aussi des petits pains appelés *nocheslilaxcalli* et *tlapanetzli*, ou « cochenille cendrée », de qualité inférieure, que l'on vendait sur les marchés.

**Un onguent pour les blessures, un remède contre les maux de tête**

Pour obtenir la graine, on récoltait les femelles adultes, pleines d'œufs, avant la ponte. Les cochenilles, qui pouvaient alors peser jusqu'à 4,6 grammes, étaient séchées. Elles perdaient 70 % de leur poids dans l'opération, mais la graine fine récupérée contenait 10 % de matière colorante rouge carmin.

A partir de cette base, les indigènes produisaient quatre

**La cochenille : du cactus « nopal » où elle vit au colorant rouge carmin qu'on en tire pour les étoffes (cl. auteur).**

teintes différentes de rouge : corail, vermillon, orangé, enfin violet, grâce à une altération chimique provoquée par du jus de citron. Ces couleurs étaient utilisées pour les poteries, les étoffes, les fils... Les Indiens zoque de la vallée de l'Oaxaca teignaient ainsi leurs vêtements : *huipils*, tuniques féminines richement brodées, de coton et ponchos de laine. Avec de la cochenille sauvage, ils peignaient leurs maisons.

Les populations du Sud-Est du Mexique appréciaient également l'insecte séché pour ses vertus médicinales, comme onguent sur les blessures et contre les maux de tête ou de cœur. Plus tard, il sera adopté par les médecins européens qui le prescriront en sirop dans le traitement de la coqueluche et des toux d'irritation spasmodiques.

Lorsque les Espagnols arrivent au Mexique en 1519, ils s'étonnent de voir les indigènes récolter des insectes sur des cac-

tus. C'est ainsi qu'ils découvrent, émerveillés, la cochenille et son colorant carmin.

Cette magnifique teinture rencontre très vite un grand succès auprès des conquérants. Les premiers échantillons circulent en Espagne entre 1520 et 1530. Dès 1565, on attend 115 tonnes de graines fines à Séville, d'où elles sont acheminées à destination de toute l'Europe.

La teinture est réservée aux meilleurs tissus : des textiles nobles comme la laine, la soie et l'alpaga. Les techniques s'améliorent : au XVI<sup>e</sup> siècle, les Espagnols fixent le colorant sur la fibre grâce à un composé d'é-tain, de sel et d'acide nitrique.

**Thierry de Moneville**  
tente de percer le secret de la cochenille

A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, la cochenille voyage aussi vers la Perse et l'Asie centrale. Elle arrive en Chine dès la fin du XVII<sup>e</sup> où elle remplace souvent la laque végétale dans la teinture des soieries. En 1774, la Nouvelle-Espagne produit plus d'un million de livres de colorant. Ce commerce occupe le troisième rang des exportations du Nouveau Monde vers l'Europe, juste après l'or et l'argent.

Pour préserver son monopole, l'Espagne entoure l'élevage de la cochenille d'un grand mystère. Il faut attendre 1777 pour qu'un voyageur français, Thierry de Menonville, lance une expédition dans la province mexicaine de Oaxaca, où il s'empare de quelques précieux insectes vivants. Il essaie d'ac-

climater la cochenille à Saint-Domingue mais sa mort, en 1780, met fin à cette entreprise.

D'autres pays européens chercheront à leur tour à implanter la cochenille dans leurs lointaines colonies. Les Hollandais développent avec succès sa production à Java jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Quant à l'Angleterre, elle s'en sert durant tout le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Le colorant donne le rouge cramoisi dit magenta de certains uniformes des armées européennes. En 1792, la cochenille servira même à teindre le rouge du drapeau tricolore français adopté par la

Révolution. Son déclin commence avec l'indépendance du Mexique en 1820.

La concurrence de la garance, dont la racine donne une substance colorante rouge pourpré, l'industrialisation des métiers à tisser, le développement de la chimie appliquée aux fibres de synthèse mettent la cochenille en danger. Son élevage pour l'exportation est abandonné. Jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, où l'insecte est de nouveau largement employé.

Le colorant organique mexicain retrouve en effet de son intérêt lorsque des entreprises pharmaceutiques et alimentai-

res nord-américaines décident de bannir l'emploi de l'aniline, un colorant chimique découvert en 1826 et jugé toxique depuis. On se remet rapidement à planter des cactus nopals dans les campagnes du Sud-Est mexicain et à cultiver la cochenille.

**C**horizo, fromages, sirops de grenadine et rouge à lèvres

A l'heure actuelle, les principaux producteurs mondiaux sont le Mexique, le Pérou et les îles Canaries où la cochenille

s'est particulièrement bien adaptée au climat chaud et sec de Lanzarote.

Aujourd'hui, la teinture de cochenille sert presque essentiellement dans l'industrie agroalimentaire (colorant E120) pour colorer différentes saucisses comme le chorizo, des produits lactés tels les yaourts, certains fromages et gâteaux, et des sirops de grenadine. Elle entre aussi dans la composition de certains cosmétiques, dont les rouges à lèvres. C'est le seul colorant d'origine animale autorisé par la Communauté économique européenne.

M. P. ■

## DEBAT

# Paul Reynaud, fossoyeur de la III<sup>e</sup> République ?

Le 16 juin 1940, Paul Reynaud démissionne de la présidence du Conseil.

Permettant à Philippe Pétain d'accéder au pouvoir. Quelle est la responsabilité dans l'effondrement de la III<sup>e</sup> République de celui dont Emmanuel Berl écrivait :

*« Sa pensée a été beaucoup plus ferme que sa conduite » ?*

**Thibault Tellier**

Enseignant à l'université Lille-III-Charles-de-Gaulle

**E**n 1943 à New York, sous le pseudonyme de Pertinax, le journaliste français André Géraud fit paraître un ouvrage au titre brutal : *Les Fossoyeurs*. Il entendait désigner les véritables coupables de l'effondrement du régime républicain, trois ans plus tôt.

Et, en premier lieu, Paul Reynaud, qui, en tant qu'avant-dernier chef de gouvernement de la III<sup>e</sup> République, occupait une place de choix dans son réquisitoire. L'analyse historique confirme-t-elle l'accusation lancée par le journaliste ?

Le 21 mars 1940, lorsque le radical Édouard Daladier,



Paul Reynaud, ministre des Finances, en février 1940 (cl. Lapi-Viollet).

après presque deux années passées à la tête du gouvernement, porte sa démission au président de la République, Paul Reynaud fait figure de favori pour lui succéder. Il a été l'un des rares hommes politiques à s'opposer

aux accords de Munich, signés à l'automne 1938 par la France et l'Angleterre avec l'Allemagne nazie : il s'était élevé contre l'annexion du territoire tchèque des Sudètes par Hitler.

A la tête du ministère des Finances depuis cette date, il avait pris une place déterminante dans la préparation du pays à la guerre dont la perspective dans son esprit ne faisait plus guère de doute dès le début de 1939.

Il était partisan de la plus grande fermeté à l'égard de l'Allemagne, et la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, marquait en quelque sorte la vérification de ses thèses. Pour autant, est-il vraiment l'homme de la situation ?

Il se trouve en effet bien isolé : ses amis politiques de la droite modérée ne lui ont pardonné ni ses prises de position

iconoclastes, notamment en faveur de la dévaluation (il a procédé lui-même à deux dévaluations, en 1938 et 1940) ou de l'alliance militaire franco-soviétique de 1935, ni sa tendance à faire la leçon du haut de la tribune du Palais-Bourbon.

Lors de la séance d'investiture à la présidence du Conseil, le 22 mars 1940, toute la droite, à laquelle pourtant il appartient, vote contre lui. Aucun parti politique n'accepte en outre de le soutenir, lui-même ayant rompu avec le sien, l'Alliance démocratique, deux ans plus tôt.

Ce sont les socialistes, ses adversaires en théorie, qui, sur incitation de Léon Blum, lui apportent l'appui nécessaire. Une majorité extrêmement courte, à une seule voix près : 268 suffrages en sa faveur, 156 contre et 111 abstentions.

### NOTE

1. Thibault Tellier prépare une biographie de Paul Reynaud pour les éditions Fayard.



Paul Reynaud n'a donc pas à sa disposition les moyens de la politique qu'il entend mener. A la Chambre, le clan défaitiste poursuit son travail de sape dans les débats. Par ailleurs, ce sont toujours les radicaux qui continuent à maîtriser le jeu ministériel. Le meilleur exemple étant celui de Daladier qui refuse de céder le portefeuille de la Guerre au nouveau chef de gouvernement. Il faudra attendre une semaine après le début de l'offensive allemande pour qu'il se résolve à laisser le ministère de la Défense nationale à Reynaud.

Au-delà de cette contingence politique, ce dernier ne renonce en rien, dans la conduite de la guerre, aux orientations prises par son prédécesseur. Il poursuit la tactique qui consiste à mener les combats loin de la France, sur les théâtres d'opérations scandinaves, confortant ainsi la drôle de guerre. Le 19 avril 1940, devant les parlementaires réunis en comité secret, il propose d'accroître le blocus de l'Allemagne en s'attaquant à ses ravitaillements, le fer au nord, en Scandinavie, le pétrole au sud, dans le Caucase soviétique — ce dernier projet restant sans suite.

### Le choix d'un théâtre d'opérations secondaire en Scandinavie

Cette politique, du point de vue stratégique, avait sa cohérence : asphyxier économiquement l'Allemagne, détourner du sol français les théâtres d'opération militaires. En la poursuivant, Paul Reynaud restait fidèle à lui-même : il avait été parmi les premiers à affirmer que la guerre se gagnerait d'abord sur les plans économique et financier.

Il était d'autre part conscient des carences de l'armée française : il n'avait eu de cesse de les dénoncer depuis 1935, date à laquelle il avait proposé — en vain —, avec le colonel de Gaulle, à la Chambre des députés, la création d'un corps spécialisé de 100 000 hommes composé d'unités motorisées et blindées.



Ci-dessus : le 20 mai 1940, Paul Reynaud, président du Conseil, entouré du général Weygand et, derrière lui, du maréchal Pétain. Ce dernier a été nommé deux jours plus tôt vice-président du Conseil. C'est lui qui finalement imposera sa vision des choses (cf. Roger Viollet).

Il est certain cependant que cet engagement sur un théâtre d'opérations secondaire ne contribuait pas à donner au chef du gouvernement l'image de « nouveau Clemenceau » qu'il souhaitait arborer. Mais Paul Reynaud ne disposait pas de politique de rechange. Aucun dirigeant de l'époque ne proposait une ligne différente de celle suivie depuis septembre 1939 — hormis ceux qui, comme Pierre Laval ou Marcel Déat, se déclaraient ouvertement hostiles à l'engagement français dans ce conflit.

L'attaque surprise de la Wehrmacht, le 10 mai 1940, aurait pu faire basculer les équilibres traditionnels, comme cela fut le cas en Angleterre, au même moment, avec le retour de Churchill au pouvoir.

Or Paul Reynaud est alors au plus bas sur le plan politique. Lorsqu'à 5 heures du matin il

apprend la nouvelle, il n'est plus que celui qui a remis la veille sa démission au président Lebrun, au terme d'un affrontement avec Édouard Daladier lors d'une réunion ministérielle durant laquelle il a tenté, sans succès, de procéder au limogeage du général Gamelin, commandant en chef des forces alliées, qu'il rend responsable des échecs en Scandinavie.

L'invasion allemande du 10 mai a néanmoins une conséquence politique immédiate : Paul Reynaud reprend sa démission et élargit la base politique de son gouvernement en y faisant entrer deux personnalités de droite, Louis Marin pour la Fédération républicaine et Jean Ybarnégary pour le Parti social français de La Rocque.

S'agit-il pour autant d'un cabinet de guerre comme celui que forma Georges Clemenceau en 1917, et dont l'unique

but était de vaincre coûte que coûte ? Certainement pas. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'entourage de Paul Reynaud.

Trois hommes ont ici joué un rôle déterminant dans le sens de la recherche d'une paix de compromis : le conseiller militaire du président du Conseil, Paul de Villelume ; le secrétaire du cabinet de guerre, Paul Baudoin ; le secrétaire général du ministère des Finances, Yves Bouthillier.

Paul Reynaud s'est-il consciemment entouré de ces pacifistes ? A vrai dire, son isolement politique l'a desservi au moment de constituer son équipe. Il a dû se tourner vers les cercles financiers dont il était proche et qui n'étaient pas, loin de là, tous favorables à une entrée de la France dans la guerre.

### Au gouvernement, partisans de la guerre et partisans de l'armistice s'affrontent

Reste que, sur cette question fondamentale, Paul Reynaud porte une responsabilité entière. Pourquoi ne pas avoir confié l'animation du comité de guerre à Charles de Gaulle, qui l'avait alerté à plusieurs reprises sur la nécessité d'infléchir dans un sens plus ferme la conduite du gouvernement ?

Soulignons ici le rôle d'un quatrième intervenant, Hélène de Portes, la maîtresse de Paul Reynaud, dont l'influence a joué pour barrer la route à de Gaulle et pour favoriser celle des trois susnommés.

Finalement, dans le nouveau gouvernement, les partisans résolus de la guerre comme Georges Mandel, ministre des Colonies puis de l'Intérieur à partir du 18 mai, César Campinchi, ministre de la Marine militaire, ou le socialiste Georges Monnet, ministre du Blocus, côtoient des hommes qui ne tarderont pas à se manifester en faveur de l'armistice. En premier lieu, Philippe Pétain.

Après 1945, on a reproché à Paul Reynaud d'avoir nommé le Maréchal vice-président du Conseil : ce dernier développa très vite son propre jeu politique en exigeant dès le mois de mai

la fin des combats. Mais Paul Reynaud pensait ainsi rassurer les Français sur sa volonté de gagner la guerre.

Comme on le sait, ce choix eut bien d'autres conséquences, dont l'épilogue se situe le 10 juillet à Vichy lors du vote des pleins pouvoirs au futur chef de l'« État français ». Faut-il pour autant accuser Paul Reynaud d'avoir été l'un des fossoyeurs de la III<sup>e</sup> République ?

Tout se joue les 15 et 16 juin à Bordeaux où le gouvernement se replie. Une majorité de

ministres se déclare favorable à la solution préconisée par le président du Conseil : proclamer le cessez-le-feu qui évite de reconnaître la capitulation.

Mais Paul Reynaud laisse Camille Chautemps, vice-président du Conseil, développer sa thèse selon laquelle, avant de décider si le gouvernement partira en Afrique du Nord, il convient de s'assurer des conditions de l'armistice auprès des Allemands. Cette proposition trouve un écho chez les hésitants, de plus en plus nombreux.

Le lendemain, malgré l'ultime tentative de Charles de Gaulle pour retourner la situation en arrachant *in extremis* au Premier ministre britannique Winston Churchill le principe d'une union franco-britannique, dans la plus grande confusion, et alors qu'il n'y a pas eu de vote du Conseil, Paul Reynaud estime qu'il est minoritaire par rapport aux partisans de la proposition de Chautemps. Clôturant la réunion, il annonce sa démission. Philippe Pétain devient le nouveau chef

du gouvernement. Paul Reynaud a-t-il volontairement laissé le champ libre au maréchal Pétain ?

Il ne peut à lui seul être taxé de « fossoyeur de la III<sup>e</sup> République ». Sans conteste, il a été jusqu'au bout un républicain sincère qui souhaitait la victoire de son pays sur l'Allemagne. Cependant, il a manqué d'une volonté politique claire. En cela, la citation d'Emmanuel Bérli, « Sa pensée a été beaucoup plus ferme que sa conduite »<sup>2</sup>, paraît fondée

T. T. ■

## NOTE

1. Emmanuel Bérli, *La Fin de la III<sup>e</sup> République*, Paris, Gallimard, 1968, p. 56.

## ANCIEN RÉGIME

# Le magot des paysans

En 1587, autour de Lisieux, ce n'est pas du pain mais de l'argent que l'on distribue aux pauvres des paroisses. Durant l'Ancien Régime, en effet, la monnaie servait bien, jusque dans les campagnes les plus profondes, aux règlements quotidiens.

Deux récents colloques et un livre le démontrent avec force.

### Jérôme Jambu

Titulaire d'une maîtrise récompensée par le prix Jean-Bouvier d'histoire économique

L'étude de la monnaie a longtemps été le domaine réservé des numismates. Elle suscite désormais le vif intérêt des historiens, comme en témoignent notamment deux récents colloques<sup>1</sup>. Et la circulation monétaire apparaît comme un élément essentiel dans la connaissance de la vie économique et sociale du monde rural, en France, sous l'Ancien Régime.

Contrairement à ce que l'on a longtemps pensé, l'argent-monnaie ne s'échangeait pas alors exclusivement en circuit fermé au sein des élites (nobles et ecclésiastiques, bourgeoises et citadines) : on le retrouve aux mains du peuple des campagnes. Couramment utilisée, de bronze, d'argent et d'or, la monnaie servait aux règlements les plus quotidiens comme aux transactions importantes<sup>2</sup>.



Un homme de loi à sa table de travail lit un contrat à des paysans. Tableau de Paul de Vos, 1643 (Turin, Galerie Sadauba ; cl. Dagli Orti).

En 1587, on ne distribue pas de pain aux pauvres des paroisses autour de Lisieux, mais des deniers. Même les plus humbles sont intégrés dans un circuit d'échange qui nécessite l'argent : la monnaie n'est plus une marchandise.

Il reste cependant très difficile d'en mesurer la diffusion exacte, les sources demeurant particulièrement discrètes sur le sujet. Les inventaires après décès, par exemple, sont trompeurs jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle : il faut que l'encaisse

métallique soit fort importante pour qu'on la trouve mentionnée dans la succession.

Heureusement, d'autres actes notariés — traités de mariage, ventes de terre, de rente ou de cheptel, baux — fournissent une mine de renseignements. La dot d'une fille, par exemple, dont la part monétaire ne cesse d'augmenter tout au long de l'Ancien Régime, se versait « en métal de bonne mise ».

**De solides louis, tant d'or que d'argent**

Lorsqu'un notaire est assez avisé pour préciser la nature d'une transaction, on découvre que les contractants possèdent de bons « francs d'argent, testons, et quarts d'escus » ainsi que de solides « louis, tant d'or que d'argent ». Les terres ne se vendaient qu'en « bonnes espèces », notamment lorsqu'elles étaient modestes, le métal noble constituant une garantie.

Certes, le « haricotier » (petit propriétaire) du Beauvaisis ou

## NOTES

1. Cf. Antoine Follain (dir.), *L'Argent des villages du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, actes de colloque, Rennes, BHR n° 4, 2000. Colloque de Bercy, 2000 : « L'Argent des campagnes », actes à paraître.

2. Cf. Jérôme Jambu, *L'Argent dans les campagnes normandes à l'époque moderne. Le Pays d'Auge, 1550-1726*, Paris, ADHE, 2000.

le « journalier » (journalier) de Normandie ont peu de chances de disposer de quantité d'argent. En outre, il est exceptionnel que d'importants capitaux soient mobilisés : l'argent, dans la plupart des cas, ne passe que très furtivement dans le foyer — on parle alors de thésaurisation transitoire.

Cependant, on est étonné de trouver tant d'or au XVI<sup>e</sup> siècle et tant d'argent au XVII<sup>e</sup> dans les mains de la paysannerie normande. Les actes notariés des campagnes toulousaines du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle contiennent autant de règlements en espèces que ceux des campagnes environnant Lisieux à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

Comment expliquer cette monétarisation des campagnes à partir du XVI<sup>e</sup> siècle ? Tout d'abord par la diminution des salaires en nature au profit des versements en monnaies. Les saisonniers agricoles eux-mêmes participèrent amplement à ce phénomène tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les travaux de la proto-industrialisation ont eux aussi, dès la fin du Moyen Âge, fortement contribué à la monétarisation des campagnes : les productions de lin et de chanvre par exemple dont les marchands des villes textiles s'approvisionnaient dans les foyers paysans étaient rétribuées en argent.

L'augmentation de la pression fiscale, ensuite, a, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, accéléré le processus de monétarisation. L'impôt plus lourd nécessitait en effet la transformation des productions en espèces. Au point que les campagnes ne sont pas en reste — quoique avec un peu de retard sur les villes — en ce qui concerne l'utilisation du papier-monnaie émis dans le cadre du Système de John Law en 1719-1720 — dans le règlement des dettes en particulier.

Autant de raisons qui expliquent que l'on compte aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles chez les meuniers normands et les fermiers

d'Ile-de-France (les plus riches des ruraux agricoles) au moins quelques centaines de livres en louis d'or et d'argent (pour le règlement du fermage) et en piécettes (sous de bronze ou de billon, métal sans grande valeur, pour les dépenses courantes : salaires aux journaliers, etc.).

### Pour les fermiers des bourses de cuir, pour les bourgeois des bourses brodées

En 1710, on trouvait 24 sols dans les poches d'une augeonne défunte qui n'avait que 60 livres de biens, produit de quelques menus travaux. En 1724, le journalier Pierre Gohier avait l'occasion de manipuler un louis d'or, résultat d'un emprunt qui s'avérait difficile à rembourser. On pourrait multiplier ces exemples pour tout l'Ancien Régime, dans quasiment toutes les régions qui font la France d'aujourd'hui.

Où ces pièces étaient-elles conservées ? Dans un des nombreux coffres fermant à clé de la maison, avec le linge le plus fragile, parfois l'étain, et les papiers de famille (un traité de mariage, quelques reconnaissances de dettes et de rentes).

Les plus modestes se contentaient de leurs poches pour déposer de rares espèces, mais les fermiers, meuniers, et autres coqs de village utilisaient des bissacs de cuir, quand les bourgeois et la noblesse disposaient de bourses brodées d'or. Très vite, loin d'être thésaurisées, ces espèces allaient être utilisées et réintroduites dans le marché.

En suivant à la trace cet argent circulant dans les campagnes, on découvre des renseignements précieux sur les réseaux d'échange (ateliers de frappe, distributeurs, monnaies étrangères utilisées, etc.) et sur les capacités réelles de la paysannerie française qui fit la richesse du royaume.

J. J. ■

MAI 2001

# magazine littéraire

en vente chez  
votre marchand  
de journaux,  
32F

## OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après  
les numéros que vous choisissez

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino         | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger                             |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus          | <input type="checkbox"/> Cioran                                   |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras      | <input type="checkbox"/> Schopenhauer                             |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski      | <input type="checkbox"/> Jean Giono                               |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar  | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch                    |
| <input type="checkbox"/> Sade                  | <input type="checkbox"/> Ionesco                                  |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz     | <input type="checkbox"/> Dino Buzzati                             |
| <input type="checkbox"/> Joseph Conrad         | <input type="checkbox"/> Paul Auster                              |
| <input type="checkbox"/> André Gide            | <input type="checkbox"/> René Char                                |
| <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke    | <input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald                      |
| <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant     | <input type="checkbox"/> Descartes                                |
| <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss          | <input type="checkbox"/> Oscar Wilde                              |
| <input type="checkbox"/> La fin des certitudes | <input type="checkbox"/> La planète polar                         |
| <input type="checkbox"/> Juan Genet            | <input type="checkbox"/> Le souci, éthique de<br>l'individualisme |
| <input type="checkbox"/> Roland Barthes        | <input type="checkbox"/> Thomas Mann                              |
| <input type="checkbox"/> Georges Perec         | <input type="checkbox"/> André Malraux                            |
| <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage     | <input type="checkbox"/> Apollinaire                              |
| <input type="checkbox"/> Hermann Hesse         | <input type="checkbox"/> Les vies de Proust                       |
| <input type="checkbox"/> Rabelais              | <input type="checkbox"/> Stefan Zweig                             |
| <input type="checkbox"/> L'existentialisme     | <input type="checkbox"/> Ludwig Wittgenstein                      |
| <input type="checkbox"/> Paul Verlaine         | <input type="checkbox"/> L'errance                                |
| <input type="checkbox"/> Aragon                | <input type="checkbox"/> Écrivains cinéastes                      |
| <input type="checkbox"/> Marx                  | <input type="checkbox"/> Jacques Prévert                          |
| <input type="checkbox"/> Michel Foucault       |   |

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal

MAGAZINE LITTÉRAIRE 40, rue des Saints-Pères,  
75007 Paris - Tel: 01 45 44 14 51

HISTOIRE

# Inde-Pakistan : demain la guerre ?

C'est l'une des zones à risque de la planète.

Le sous-continent indien, où tensions ethniques, religieuses et économiques maintiennent entre l'Inde et le Pakistan un état de guerre larvée.

Qu'accentuent encore les disparités démographiques.

**Youssef Courbage**

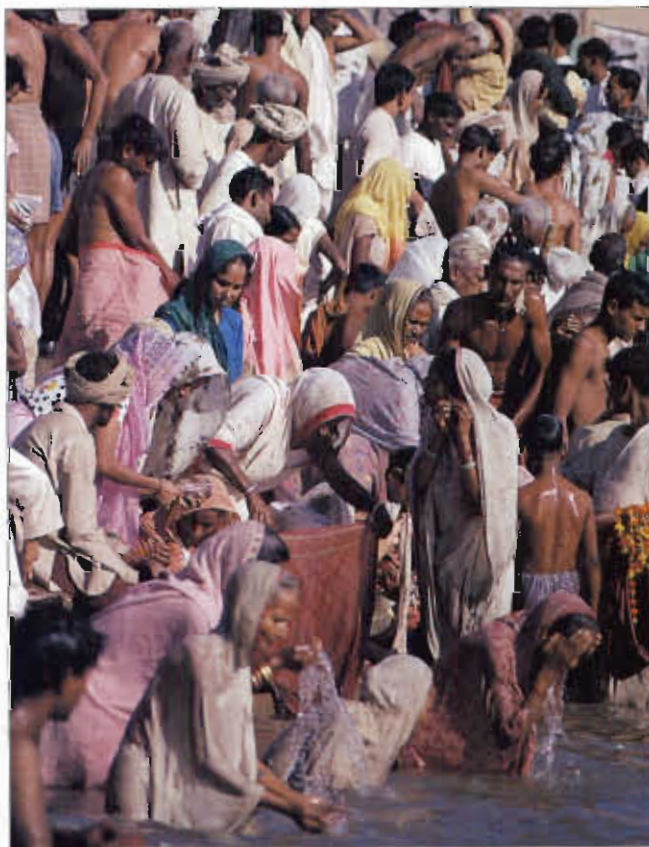
Directeur de recherche à l'INED

**L**e Pakistan vient de rallier le club des puissances nucléaires, achevant la création d'un triangle surarmé : Inde-Pakistan-Chine, l'une des zones les plus dangereuses du globe.

Car les deux premiers de ces États sont en conflit latent. Ils n'ont pas surmonté les douleurs de la partition de 1947, lorsque les Britanniques accordèrent l'indépendance au sous-continent indien en distinguant l'Inde à majorité hindoue et le Pakistan musulman. Les massacres et déportations qui eurent lieu à l'époque — plus de 15 millions de réfugiés, hindous et sikhs vers l'Inde, musulmans vers le Pakistan — imprègnent encore la mémoire collective.



Au Pakistan (ci-dessus), la croissance très forte de la population musulmane se double d'une faible augmentation du niveau de vie. Le rapide développement économique de l'Inde (ci-dessous), en revanche, laisse espérer une réduction des inégalités (cf. M. Baret/Rapho et Kerl/Rapho).



tion de l'Inde. Cependant, sa croissance démographique est spectaculaire. La fécondité des Pakistanaises est presque deux fois plus élevée que celle des Indiennes : 5 enfants par femme, contre un peu moins de 3. A tort ou à raison, cette différence nourrit le malaise entre les deux voisins, les nationalistes indiens y soupçonnant un élément de l'expansionnisme pakistanais.

Par un programme de planning familial volontariste, le gouvernement indien s'est quant à lui constamment attelé à réduire la croissance démographique. En 1975-1977, des millions de stérilisations forcées furent ordonnées — des primes étaient offertes aux agents de santé qui stérilisaient des femmes, même à leur insu. Mais les Indiens ont maintenant admis la pertinence de la limitation des naissances, fondée sur des méthodes réversibles. Au contraire du Pakistan, où population et dirigeants ne l'acceptent que du bout des lèvres.

Signalons également, dans ces deux pays, la rapide évolution de la pyramide des âges. Les classes d'âge qualifiées de « dangereuses » (souvent sans emploi et réceptives aux discours démagogiques), les 15-24 ans, sont très présentes en Inde et au Pakistan (23 % de la population). Elles connaîtront des évolutions opposées : une forte diminution en Inde et une augmentation au Pakistan (18 % et 26 % en 2025). Le marché de l'emploi verra la pression des jeunes s'atténuer en Inde, tandis qu'au Pakistan ceux-ci se bousculeront encore plus nombreux et risqueront d'aller grossir les rangs des chômeurs, voire la clientèle des gangs et mafias.

La transition démographique en Inde ne fait d'ailleurs

## NOTES

1. Pour 1947, ce sont les chiffres du Pakistan occidental. Le Pakistan est alors composé de deux parties : à l'Ouest, ce qui constitue l'actuel Pakistan, à l'Est, le Bengale à forte majorité musulmane, devenu indépendant sous le nom de Bangladesh à la suite de la guerre pakistano-indienne de 1971.

2. Le docteur Ambedkar a participé à la rédaction de la Constitution qui a aboli l'impouchabilité au plan institutionnel.

**Le Pakistan devrait bientôt devenir le premier pays musulman du monde**

La démographie avive aujourd'hui ces rivalités. Entre 1947 et 2000 la population de l'Inde a été multipliée par 3, passant de 340 millions à 1,016 milliard. Et celle du Pakistan par 4 : de 37 à 141 millions<sup>1</sup>.

Les augmentations à venir devraient être tout aussi colossales. L'Inde dépasserait la Chine en 2045 avec 1,5 milliard d'habitants. Le Pakistan atteindrait le quatrième rang mondial, devenant le premier pays musulman avec 331 millions d'habitants.

A moyen et même à long terme, le Pakistan ne saurait atteindre les chiffres de popula-

pas que des heureux. Dans cette démocratie fédérale, le nombre de sièges au Parlement, le budget des États sont proportionnels à la population. Or la baisse de la fécondité concerne les États du Sud (Andhra Pradesh, 2,25 ; Karnakata, 2,13 ; Kerala, 1,77 ; Goa, 1,77), plus avancés que ceux du Nord (Uttar Pradesh, 3,99 ; Rajasthan, 3,78 ; Bihar, 3,49, etc.), pénalisés dans leur représentation politique.

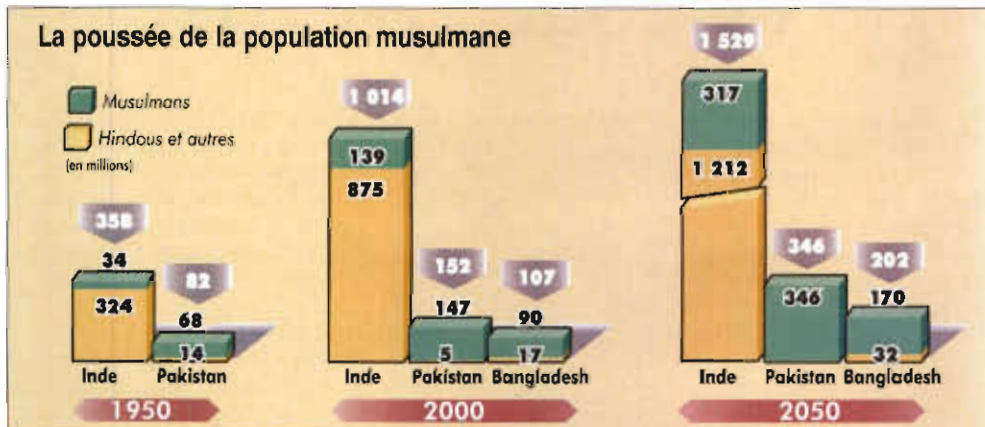
La question essentielle, cependant, reste celle des cliva-

troisième pays musulman du monde. Cette croissance démographique alimente les fantasmes de certains nationalistes indiens. La population musulmane connaît 3 % de croissance annuelle, contre 2,2 % chez les hindous. Les premiers mettent plus d'enfants au monde que les seconds : 3,59 enfants par femme contre 2,78 — et cela même chez les plus instruits.

Les plus extrémistes des nationalistes hindous ne voient donc leurs compatriotes musul-

n'est pas une condition suffisante pour la paix civile. Ce sont surtout les affrontements entre sunnites (77 %) et chiïtes (20 %) qui défraient la chronique, avec en arrière-plan la sourde rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, même si les hindous (1,5 %) et les chrétiens (1,5 %) ne sont pas épargnés par la violence quotidienne.

De part et d'autre d'une frontière contestée, l'Inde et le Pakistan constituent donc bien un cas d'école pour les stratè-



Depuis 1950, la population de l'Inde a été multipliée par 3. Celle du Pakistan par 4. La rivalité démographique se complique d'une question religieuse. La croissance de la population musulmane est en effet très forte, au Pakistan, au Bangladesh (créé en 1971). Mais aussi en Inde, où elle dépasse d'un point celle des hindous.

ges religieux. Les hindous ont beau représenter 82 % de la population de l'Inde, le parti nationaliste hindou au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), n'en cultive pas moins un complexe d'infériorité envers les autres confessions. Les sikhs (dont la religion est issue de l'hindouisme mais emprunte à l'islam le monothéisme) sont suspectés de séparatisme au Pendjab (nord du pays) et les chrétiens de propager les conversions parmi les intouchables : pour lutter contre l'infériorité, liée à la naissance, attachée à cette caste (16,7 % de la population indienne en 1991), le docteur Ambedkar a préconisé que ses membres abandonnent l'hindouisme pour d'autres religions plus universalistes, dont le christianisme<sup>2</sup>.

Mais c'est surtout l'islam qui inquiète les instances politiques indiennes. Les musulmans n'étaient plus que 35 millions dans ce pays en 1951 et leurs élites se réfugièrent toutes au Pakistan. Ils sont désormais plus de 130 millions : l'Inde est devenue le

mans qu'« au Pakistan ou au cimetière ». Ils procédèrent en 1992 à la destruction de la mosquée d'Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh, puis à un terrible massacre qui fit 2 000 victimes musulmanes à Bombay.

## En Inde, croissance économique et baisse du taux de croissance démographique

Cette fantasmagorie chauvine est exacerbée par le sentiment que l'ennemi est à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. La forte montée démographique musulmane ne concerne pas seulement l'Inde mais aussi le Pakistan et le Bangladesh, d'où partent des centaines de milliers d'émigrants clandestins vers l'Inde.

A contrario, l'exemple du Pakistan montre que l'homogénéité religieuse à laquelle ses dirigeants aspiraient (97 % de musulmans actuellement, 83 % au moment de la partition)

ges internationaux chargés de localiser les futures zones d'instabilité. En Inde, un développement économique rapide doublé d'une baisse soutenue du taux de croissance démographique (1,5 % en 2000) peut favoriser la réduction des inégalités, que celles-ci soient fondées sur la région, la classe, la caste ou la religion.

Au Pakistan, en revanche, l'augmentation de la population (2,5 %) obère celle d'un produit intérieur brut qui progresse bien plus lentement qu'en Inde. Une croissance aussi faible du niveau de vie (1,4 % à 2 % par an), quatre fois plus basse qu'en Inde, n'est-elle pas de nature à aviver les rivalités régionales et interethniques ?

Tout porte à croire que le conflit qui a débuté en 1947 a encore de beaux jours devant lui. Surtout si la question du Cachemire n'est pas réglée et si le Pakistan essaie d'exporter ses difficultés internes chez le voisin indien.

Y. C. ■

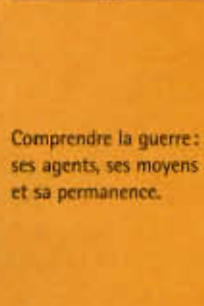
## NOUVEAUTÉS



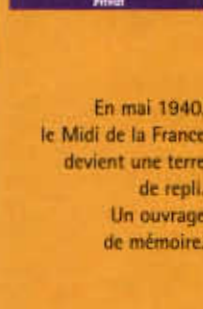
Premier ouvrage de référence sur les génocides. 200 articles, 90 auteurs sous la direction de Israël W. Charney, préface de Monseigneur Desmond M. Tutu et de Simon Wiesenthal.



Guillén Lombardo : l'homme à l'origine de la légende de Zorro.



Comprendre la guerre : ses agents, ses moyens et sa permanence.



En mai 1940, le Midi de la France devient une terre de repli. Un ouvrage de mémoire.



Mythes des origines, jeu des analogies, utilisations politiques de l'Antiquité.



Catalogue sur simple appel au 08 25 15 00 22

ÉDITIONS

**Privat**

BP 828, 31080 Toulouse cedex 6

## BIO EXPRESS

- 1950 : naissance à Paris.
- 1970 : Nicolas Werth entre à l'École normale supérieure de Saint-Cloud.
- 1973 : agrégation d'histoire.
- 1978-1979 : senior fellow à Calumbio University (New York).
- 1980-1983 : lecteur à l'université de Moscou.
- 1986-1989 : attaché culturel à l'ambassade de France à Moscou.
- 1989 : Nicolas Werth entre au CNRS.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### NICOLAS WERTH A PUBLIÉ

- *Être communiste en URSS sous Staline*, Paris, Gallimard, 1981.
- *La Vie quotidienne des paysans russes de la révolution à la collectivisation (1917-1939)*, Paris, Hachette, 1984.
- *Les Procès de Moscou, 1936-1938*, Bruxelles, Complexe, 1987.
- *Histoire de l'Union soviétique, de l'Empire russe à la CEI*, Paris, PUF, 1990, 5<sup>e</sup> éd., 2001.
- *Rapports secrets soviétiques, 1921-1991*, en collaboration avec Gaël Moulic, Paris, Gallimard, 1994.
- *La Russie en révolution*, Paris, Gallimard, 1997.

### IL A NOTAMMENT PARTICIPÉ A

- *Le Livre noir du communisme*, Paris, Laffont, 1997, rééd. Pocket, 1999.
- *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Henry Rousso dir., Bruxelles, Complexe, 1999.

### DANS « L'HISTOIRE »

- « Goulag : les vrais chiffres », n° 169, pp. 38-51.
- « Comment Staline a affamé l'Ukraine », n° 188, pp. 78-84.
- « La prise du pouvoir par les bolcheviks », n° 206, pp. 24-35.
- « La Russie soviétique : révolution, socialisme et dictature », n° 223, pp. 8-21.
- « Déportation, Goulag, famines... L'URSS ou le règne de la terreur », n° 247, pp. 54-59.

Son père, qui avait quitté la Russie en 1918, fut correspondant de guerre anglais sur le front de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale. Sa mère, une diplomate britannique en poste à Moscou. A travers son œuvre magistrale sur la société soviétique, Nicolas Werth est revenu, depuis plus de vingt ans, à son pays d'origine.

# La patrie russe de Nicolas Werth

Avant de parler de lui, Nicolas Werth parle de son père : Alexandre Werth, né en 1901 à Saint-Petersbourg, d'une famille de négociants allemands venus des pays Baltes au xviii<sup>e</sup> siècle, qui fut emprisonné par la Tchéka en 1917, s'enfuit de Russie en 1918, émigra en Angleterre, devint correspondant de guerre envoyé par la BBC en Russie soviétique en 1941, de retour en Europe de l'Ouest en 1948, suspect aux deux camps en pleine guerre froide, vivant dès lors à Paris, et se suicida en 1968, en apprenant l'entrée des chars russes à Prague.

Nicolas Werth est né à Paris en 1950. Ses parents s'étaient rencontrés à Moscou pendant la guerre, chez Boris Pasternak : sa mère faisait partie du corps diplomatique britannique. Dès ses plus jeunes années, il a été confié à sa famille paternelle, émigrée en France depuis les années 1920, établie comme dans une citadelle dans un immeuble du XVI<sup>e</sup> arrondissement, pas loin de l'église orthodoxe : le russe est sa langue maternelle, il a choisi la nationalité française à seize ans.

Alexandre Werth n'était pas un russe blanc, comme le reste de sa famille. Ni un révolutionnaire. Il était nostalgique de la Russie d'avant la tourmente, la Russie souffrante, celle qu'il avait côtoyée pendant les quatre années de guerre ; et il avait subi l'un des plus profonds chocs de son existence en se trouvant, sur le front de l'Est, au contact de la barbarie nazie, lui qui était imprégné de culture allemande.



Nicolas Werth à New York en 1978

## Voyage dans une terra incognita : la société paysanne russe d'avant la collectivisation

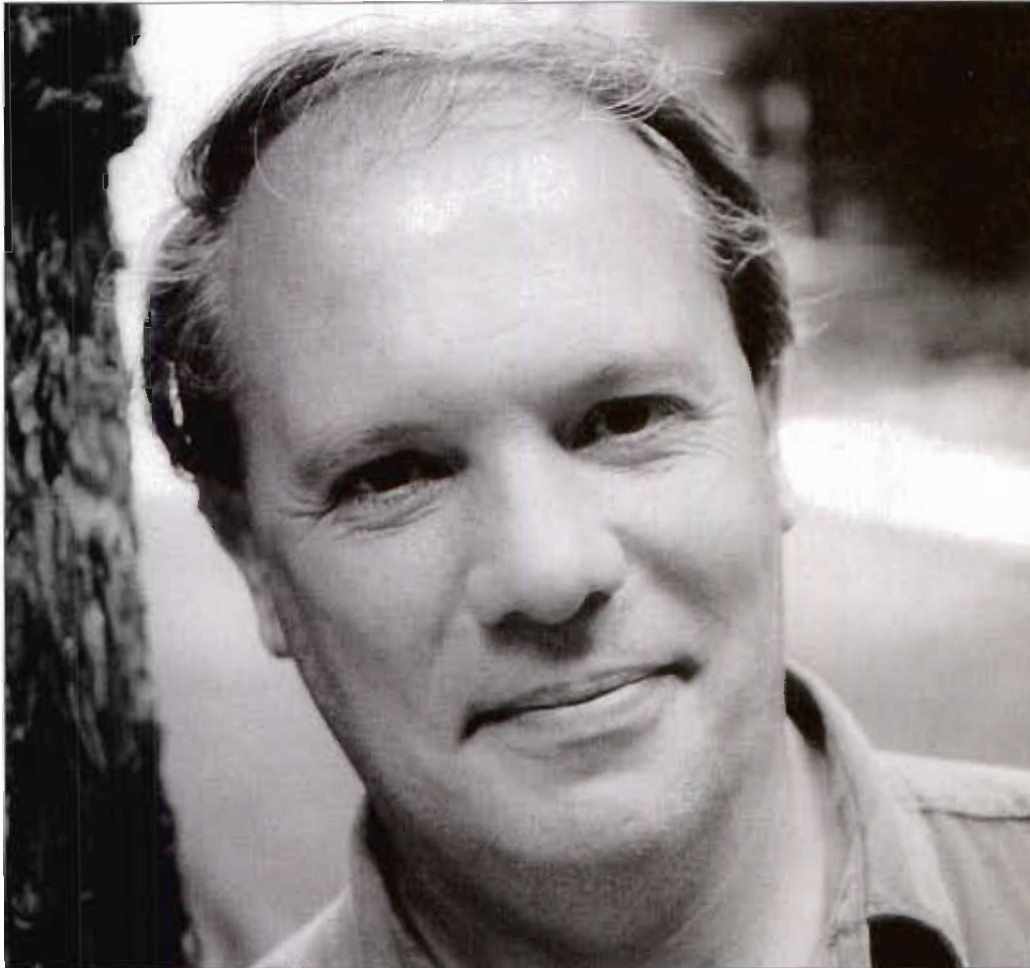
En 1968, l'année de la mort de son père, Nicolas Werth est en classe préparatoire à Henri-IV — il intégrera l'École normale supérieure de Saint-Cloud. En 1975, il obtient un poste de lecteur à l'université de Minsk. Il n'y trouve pas les sources sur lesquelles il aurait souhaité travailler. « Je suis donc allé où sont les archives, en l'occurrence aux États-Unis » : il passe deux ans à Columbia, où se trouve le seul fonds soviétique disponible en Occident, celui des archives du parti de Smolensk, saisies par les nazis à l'automne 1941, récupérées par les Alliés en 1945.

Il en tirera son premier livre, *Être communiste en URSS sous Staline*, publié en 1981. A travers les comptes rendus des réunions de cellule, les autobiographies

rédigées par les militants, le récit des purges, c'est le portrait collectif des nouveaux croyants d'une religion séculière. Mais ce qui le frappe surtout dans le fourmillement des textes, c'est le désordre, l'inefficacité du système : « Une fois que l'on a parlé de totalitarisme, on n'a rien dit, expose-t-il. On ne peut s'en tenir là si l'on veut rendre compte de la complexité des situations. C'est un concept plus opératoire pour les politologues que pour les historiens. »

Ce qui résiste aux schémas abstraits, l'épaisseur vécue des expériences singulières, il fallait aller la chercher plus loin, au-delà des cercles du Parti et du milieu bien quadrillé de la ville. Dans les campagnes russes, cette « terra incognita » qui, quoi qu'en aient dit les directives du Comité central, souhaité les bureaucrates de Moscou, écrit les historiens convaincus que le communisme avait laminé une société tout entière, a survécu en préservant ses pratiques, ses croyances, sa civilisation. D'où *La Vie quotidienne des paysans russes* : l'histoire de la résistance, ouverte ou larvée, à la collectivisation.

La matière de ce deuxième livre, Nicolas Werth la réunit alors qu'il se trouve en poste à Moscou, entre 1980 et 1983, dans une atmosphère « très lourde, la fin de Brejnev, le règne crépusculaire d'Andropov : j'étais lecteur mais je n'avais pas d'étudiants, puisqu'on se méfiait alors, en URSS, de façon lancinante, paroxystique à nouveau, de tout ce qui venait de l'Occident ». Il est allé à la rencontre de la société russe d'avant 1917, celle des rumeurs, des rites, des modes de



« Il y a des pratiques terroristes qui sont propres au communisme » (cf. J. Sassièr/Gallimard).

vie en commun : « *La force d'inertie, la résistance au sens mécanique du terme* », voilà ce que vivent les sources, pour qui les lit sans *a priori* idéologique.

Après ? Une interruption de deux ans. pour partir en Chine, où Nicolas Werth choisit de suivre sa femme. Deux ans qui lui ont profité ? Pas vraiment, avoue-t-il, mi-confus, mi-narquois : il a fait un peu de chinois, mais enfin il n'a « *pas de plan de carrière* ». Il retrouve Moscou, entre 1986 et 1989, pendant les années Gorbatchev : un extraordinaire laboratoire d'idées, de revendications, d'expressions. Attaché culturel à l'ambassade de France, il aurait pu se trouver cantonné à des tâches ingrates, comme « *d'aller chercher les invités de l'ambassade à l'aéroport, de leur faire visiter la ville et de les remettre dans l'avion* ». Ce n'est, heureusement, qu'une partie de ses attributions : son supérieur hiérarchique a l'intelligence de lui demander un rapport hebdomadaire sur la vie culturelle

soviétique. Une fabuleuse expérience, au contact de gens qui redécouvrent la liberté, et en jouissent « *sans aucune faculté de prévoir l'avenir, entièrement dans l'ébullition du présent* ».

### La tempête déchaînée par le Livre noir du communisme

Entré au CNRS en 1989, il se voit confier, sur l'impulsion de Marc Ferro, une mission qui le ramène une fois de plus dans la capitale soviétique, où il dépouillera, en compagnie de Gaël Moulec, les rapports adressés aux dirigeants du PCUS, par les directions locales du Parti ou par la police politique, sur l'état de la société, des années 1920 à 1953.

Le livre qui en sortira, *Rapports secrets soviétiques* permet de saisir la nature du totalitarisme qui est « *d'être dynamique, d'être un mouvement* », se nourrissant

de lui-même, jamais achevé, puisque « *la terreur est un mode de gouvernement qui provient aussi d'une frustration, parce que l'utopie du contrôle total exercé sur une société n'est jamais réalisée. D'où cette dynamique de la violence, sans cesse réactivée car le régime totalitaire ne l'est jamais parfaitement, si l'on peut dire, et par conséquent tente, dans une course en avant qui ne finit pas, de pallier cette inefficacité insupportable* ».

A partir de 1993, Nicolas Werth s'installe en France. En 1995, il entre à l'Institut d'histoire du temps présent — « *un endroit où je me sens bien, enfin* ». C'est de là qu'il affronte, en 1997, la tempête déchaînée par la publication du *Livre noir du communisme*, ouvrage collectif dont Stéphane Courtois a signé la préface, controversée, et auquel Nicolas Werth a apporté, sous le titre « *Un État contre son peuple* », une très longue contribution : le bilan de la terreur exercée par le pouvoir contre la société soviétique entre 1917 et

1953. Aujourd'hui, il juge que c'était « *malgré tout, un livre utile* ». Mais il aurait préféré que l'ouvrage fût l'occasion de réfléchir sur la question de la spécificité des formes de crime communiste. Car « *il y a bien des pratiques terroristes qui sont propres au communisme. Elles s'exercent dans un premier temps contre des résistances réelles de la société. Et puis, dans un second temps, inmanquablement, surgit cette idéologie faustienne, cette course effrénée à une sorte d'absolu idéologique* ».

### Publication des rapports de la police politique et des archives du Goulag

Ce qui n'exclut pas les divergences dans la pratique, les spécificités nationales, « *le nationalisme anti-occidental en Chine, le racisme au Cambodge, ou bien, plus généralement, dans les années 1960 et 1970, cette accélération et radicalisation qui provient du fait que le dirigeants de ces régimes ont le sentiment que le temps leur est compté, qu'il ne joue plus en leur faveur, que peut-être l'histoire leur donnera tort* ».

Aujourd'hui, Nicolas Werth prépare pour les éditions du Seuil un livre qui s'intitulera *Pouvoir et société en Russie soviétique, 1917-1953*. Et il poursuit en Russie la publication des rapports de police politique sur l'état des campagnes, pour les années 1918-1939 (quatre volumes, dont deux sont sortis), dirigée par l'historien russe Viktor Danilov. Il participe aussi à la publication de six volumes de documents sur le Goulag.

Feutré, contenu, parfois moqueur mais le plus souvent sur le qui-vive, Nicolas Werth décourage toute familiarité et n'a pas le goût des confidences. Alexandre Werth « *avait laissé le registre émotionnel déborder sur l'ensemble de sa vie* ». Son fils s'est mis en réserve de la passion et des catastrophes qu'elle engendre. Ce qui lui a permis d'écrire, en silence, méthodiquement, une œuvre toute d'analyse, de rigueur et aussi de profonde empathie, sur le pays d'où il vient, et qui s'est effondré dans la tourmente de 1991.

Véronique Sales

# Vous avez dit « principe de précaution » ?

Des impératifs économiques qui ne s'avouent pas comme tels.  
L'utilisation hypocrite de risques imaginaires encourus par les consommateurs.  
Voilà comment, au lieu de vacciner les animaux, on les abat par milliers.  
Corinne Lepage, ancien ministre de l'Environnement,  
condamne ces autodafés d'un autre âge.

**L**e débat qui a surgi en France et en Europe sur le point de savoir si la bonne attitude à adopter consiste, comme l'ont décidé les gouvernements, à abattre systématiquement les bêtes atteintes de la fièvre aphteuse ou même simplement susceptibles d'avoir été contaminées, ou bien s'il faut les vacciner pour empêcher la propagation de la maladie, est crucial.

Tout d'abord, chacun l'aura compris, il n'y a ni politique de prévention ni principe de précaution en jeu lorsqu'on décide d'abattre des animaux qui ne sont pas malades. Et qui, même s'ils l'étaient, guériraient à 98 % de la maladie qui les aurait frappés !

Aucun souci de l'environnement, aucune considération de santé publique ne peuvent justifier ces charniers et ces holocaustes qui paraissent appartenir à un autre âge.

En deux mots : ce sont des motifs d'ordre économique seuls qui expliquent ce choix, justifié par le fait que toute exportation se révélerait impossible à un pays qui aurait implicitement reconnu être atteint de la fièvre aphteuse parce qu'il aurait pris la décision de vacciner.

Ce choix, assumé par des gouvernements par ailleurs prompts à condamner les attitudes prétendument archaïques des défenseurs du principe de précaution, appelle à la réflexion. Jusqu'à présent, la vaccination avait toujours été présentée — ce qu'elle est dans l'immense majorité des cas — comme un progrès en matière de santé publique, ayant permis l'éradication de maladies touchant l'homme comme la variole, les animaux comme la peste porcine. Si, en 1991, la décision d'arrêter en Europe la vaccination contre la fièvre aphteuse a pu être prise, au motif que la maladie avait été éradiquée sur ce continent, c'est précisément parce qu'une campagne de vaccination y avait porté ses fruits.

Antérieurement, nos campagnes avaient de multiples



Cl. M. Michaux/AFR

Corinne Lepage

reprises connu la fièvre aphteuse (cf. p. 58). A l'époque, les animaux étaient le plus souvent abattus, mais pas nécessairement : la plupart d'entre eux guérissaient et s'ils produisaient moins de lait durant un certain temps, la rentabilité se rétablissait progressivement.

Les animaux d'élevage atteints étaient ainsi mis en quarantaine et, au bout de quelques semaines, voire de quelques mois, les choses rentraient dans l'ordre. Dans les années 1950, on n'hésitait même pas à manger les bêtes abattues atteintes de fièvre aphteuse. Il n'en a apparemment jamais résulté aucune conséquence néfaste pour la santé des consommateurs.

Ainsi, l'abattage, sous sa forme la plus barbare, défendu par les tenants du libéralisme absolu — habituellement pourfendeurs du principe de précaution ! — n'est en aucun cas un remède à la situation présente.

Il est tout à fait fallacieux de le présenter comme un moyen d'éviter la propagation de la maladie : seule la vaccination serait à même de le faire.

Ajoutons que l'environnement est curieusement mis à mal par ces nouveaux défenseurs de l'hygiène et de la nature puisque les charniers sont autorisés alors que ne l'est pas l'enterrement d'un chien dans un jardin !

Certains États, les Pays-Bas, voire la Grande-Bretagne, songent aujourd'hui à changer de politique et à choisir la vaccination. Quitte du reste à sacrifier les bêtes vaccinées pour pouvoir reprendre les exportations.

Nous avons décidément tourné le dos à la fois au progrès scientifique et aux valeurs humanistes que notre société prétend sauvegarder.

En définitive, le progrès est bien devenu un alibi à géométrie variable, uniquement destiné à cautionner des décisions économiquement contestables et moralement injustifiables.

Corinne Lepage

**L'AUTEUR**

Corinne Lepage a été ministre de l'Environnement entre 1995 et 1997.



# La chute de l'Empire romain

**U**ne date marque traditionnellement la chute et la fin de l'Empire romain : 476. Quand le souverain barbare Odoacre dépose le dernier empereur

d'Occident, Romulus Augustule. Or les historiens ont établi que cet épisode n'est qu'une péripétie au regard du profond bouleversement

qu'a constitué, depuis le début du <sup>v</sup>e siècle, l'arrivée en masse de tribus barbares déterminées à s'installer dans l'empire plutôt qu'à le renverser.

Un changement dans le rapport de forces géopolitique entre Rome et ses voisins, donc. Et en aucun cas une décadence !



Intrins Barbares, v<sup>e</sup> siècle, Plais, musée du Louvre - cl. Dagli Orti

## SOMMAIRE

**34 LA PLUS GRANDE RÉVOLUTION GÉOPOLITIQUE D'OCCIDENT**  
par Pierre Chuvin

**39 LES BARBARES : DES ROMAINS COMME LES AUTRES ?**  
d'après Stéphane Lebecq

**44 CONSTANTINOPLE, NOUVELLE ROME**  
par Stéphane Verasimos

**46 DE GIBBON A « GLADIATOR », LES PROPHÈTES DE LA DÉCADENCE**  
par Glen Bowersock

**48 MARC AURÈLE, KENNEDY ET KHROUCHTCHEV**  
par Claude Aziza

**52 « UN ÉVÉNEMENT AUSSI FASCINANT QUE LA DISPARITION DES DINOSAURES »**  
entretien avec Paul Veyne

### DOCUMENT

**36 LE DERNIER EMPEREUR**

### MISES AU POINT

**38 UN JOUR D'AOUT 410**

**48 ANTIQUITÉ TARDIVE, MODE D'EMPLOI**

### REPÈRES CARTOGRAPHIQUES

**42 II<sup>e</sup> SIÈCLE : LE GRAND EMPIRE**

**395 : LE PARTAGE ORIENT-OCCIDENT**

**VI<sup>e</sup> SIÈCLE : CONSTANTINOPLE ET LES ROYAUMES BARBARES**

### REPÈRES CHRONOLOGIQUES

**43 DE ROMULUS A LA CHUTE DE L'EMPIRE**

**55 POUR EN SAVOIR PLUS**

Pierre Chuvin · Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre

# La plus grande révolution géopolitique d'Occident

En 476, un chef barbare, Odoacre, dépose le petit Romulus Augustule. Pour les historiens, cette date symbole marque la fin de l'Empire romain d'Occident. Cependant, plus qu'un événement catastrophique, ce que le <sup>v</sup>e siècle a vu se produire, c'est une série de mutations économiques, démographiques et politiques sans précédent. Et le partage de l'héritage romain entre Constantinople et les royaumes barbares.

## 1 QUAND ET COMMENT L'EMPIRE ROMAIN S'EST-IL EFFONDRE ?

Rome, à son apogée, constituait un empire tel qu'on n'en avait jamais connu. A partir du règne d'Auguste, en 27 av. J.-C., et pour cinq siècles, 60 millions d'habitants, de la Grande-Bretagne à la Mésopotamie, de la Germanie au Sahara, se trouvent sous son contrôle administratif et militaire. Quand ce colosse s'est-il effondré ?

Il y a des réponses traditionnelles à cette question sur un événement qui fut vraiment très attendu ! Car la chute de Rome est jugée imminente bien avant le début de l'empire, dès l'an 110 av. J.-C., par le roi berbère Jugurtha, s'exclamant, lorsqu'il en est chassé et qu'il la quitte à jamais : « *Ville à vendre, et qui périra bientôt, si elle trouve un acheteur !* »

Rome, pourtant, a tardé à périr. Qui l'a tuée ?

- Première réponse, l'empereur Constantin, le 11 mai 330 sur le site de Byzance, lorsqu'il inaugure sa nouvelle capitale, Constantinople, une « jeune Rome », capitale d'un empire qui, à grands pas, va devenir chrétien. Mais l'empire continue, la « vieille Rome » aussi.

- Deuxième réponse, le roi barbare Odoacre, le 22 août 476 à Ravenne, lorsqu'il dépose en douceur le dernier empereur et envoie à Constantinople les insignes du pouvoir impérial, reconnaissant ainsi la « jeune Rome » comme unique

### L'AUTEUR

Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, Pierre Chuvin est membre du comité de rédaction de *L'Histoire*. Il a publié *Chronique des derniers patiens* (Les Belles Lettres/Fayard, 1991) et traduit, avec M.-C. Fayant, la *Description de Sainte-Sophie* par Paul le Siléntaire (A. Die, 1997).



source de légitimité impériale (cf. document, p. 36).

• Troisième réponse, le sultan ottoman Mehmet II, le 29 mai 1453, en prenant Constantinople, ultime réduit de l'Empire romain d'Orient — un empire qui tenait dans une ville et ses faubourgs.

• Quatrième réponse, l'empereur corse Napoléon I<sup>er</sup>, le 1<sup>er</sup> août 1806, notifie la fin du Saint Empire romain germanique, lointain avatar de l'empire d'Occident<sup>2</sup>.

Chacune de ces dates contient une part de la réponse... mais aucune ne l'épuise.

## 2 QUE S'EST-IL VRAIMENT PASSÉ EN 476 ?

L'événement de 476 n'est qu'une péripétie, mais elle se situe dans une période qui marque, de l'aveu à peu près général, la fin de l'Empire romain : elle part de la mort en 395 du dernier empereur qui ait réellement régné sur l'ensemble de l'empire, Théodose I<sup>er</sup>, suivie par une irruption

majeure des Barbares en 406 et un premier pillage de la capitale en 410 par les Wisigoths d'Alaric.

Cette période de bouleversements amènera, en Occident, la formation de royaumes s'accommodant de la vacance du trône impérial romain, à la fin du v<sup>e</sup> siècle et au début du vi<sup>e</sup> — le plus connu, chez nous, de ces royaumes est évidemment celui de Clovis.

Ce qui s'est produit au cours du v<sup>e</sup> siècle en Occident a été en effet un changement de nature, fondamental certes, du pouvoir politique. La chute de Rome, c'est un choix divergent fait (ou imposé) en Orient et en Occident. En Orient, il se traduit par le triomphe de l'absolutisme impérial.

En Occident par la mise en place d'un système politique qui donnera naissance aux royaumes de l'Europe médiévale et moderne, puis aux États-nations du xix<sup>e</sup> et du xx<sup>e</sup> siècle. Et ce processus-là n'est pas celui d'une année mais celui d'un siècle : le v<sup>e</sup>.

**S'il fallait trouver les indices d'une « décadence » de l'Empire romain au iv<sup>e</sup>-v<sup>e</sup> siècle, ils ne seraient certainement pas à chercher dans l'architecture. Le règne de Constantin (306-337) est marqué par l'édification de monuments gigantesques. Ainsi, ci-contre, l'arc élevé à Rome en 315 ou, ci-dessous, la basilique de Trèves (cl. Dagil Orti et Vanni Archive/Corbis-Sygma).**



## 3 EST-CE CONSTANTINOPLE QUI RECUEILLE ALORS L'HÉRITAGE DE L'EMPIRE ?

Oui. Après la chute de Rome, l'Empire a survécu à l'Est. L'héritage a été recueilli par les héritiers institutionnels, que nous appelons les Byzantins, et qui eux-mêmes ne se disaient que « Romains ».

Rappelons qu'une ville de l'est de la Turquie garde aujourd'hui le nom d'Erzurum, adaptation turque d'une expression arabe, « la terre de Rome », *Ardh al-Rum*... « Grécité » se dit *romiosyni*, « romanité » pour les Grecs d'aujourd'hui. Et qui ne connaît le terme, devenu méprisant, de *roumi* employé par les musulmans pour désigner les chrétiens ?

A bien des égards, les califes de Damas, de Bagdad et de Cordoue furent aussi les héritiers de Rome : ils se coulèrent dans son administration, gardant quelque temps le grec comme langue de chancellerie. Dès 636 en effet, la bataille du Yarmouk livra aux musulmans l'essentiel du domaine oriental de Rome<sup>3</sup> : la Syrie, la Palestine, l'Afrique du Nord — l'Égypte fut perdue en 646.

L'islam lui-même commença par recueillir une grande part de l'héritage et, de la seconde moitié du vii<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du xiii<sup>e</sup>, la majeure partie du défunt Empire romain connut une civilisation urbaine dont l'éclat n'avait rien à envier aux plus belles heures de Rome.

Ainsi, le bassin méditerranéen, après

### NOTES

1. Salluste, *Jugurtha*, 35.

2. Le Saint Empire romain germanique avait été fondé par Othon I<sup>er</sup> en 962. Reprenant l'héritage de l'Empire romain, il devait rassembler les États et les principautés de l'Occident chrétien sous une même monarchie. Il se limita pratiquement à l'Allemagne et à l'Italie.

3. La date n'est pas sûre à l'année près.

## DOCUMENT

## Le dernier empereur

Les événements de 476  
racontés en 1776  
par Edward Gibbon. Extraits

« Odoacre mena quelque temps une vie errante parmi les Barbares ; l'intrépidité de son caractère et sa situation le disposaient à tenter les entreprises les plus hardies. Il fut admis au service de l'empire d'Occident, et obtint bientôt un poste distingué dans les gardes. Ses compagnons lui donnèrent le titre de roi ; mais il s'abstint, durant tout son règne, de la pourpre et du diadème, pour ne point éveiller la jalousie. Les Barbares étaient accoutumés à la royauté, et les dociles Italiens étaient disposés à reconnaître sans murmurer l'autorité qu'il consentirait à exercer comme vice-gérant de l'empereur d'Occident ; mais Odoacre avait résolu d'abolir ce titre inutile et dispendieux. Le malheureux Augustule fut forcé de servir d'instrument à sa propre disgrâce : il signa sa résignation au Sénat, et cette assemblée adressa une lettre à l'empereur Zénon, qui venait d'être rétabli sur le trône de Constantinople. Les pères conscrits déclarent qu'un seul monarque suffit pour défendre l'Orient et l'Occident. Ils consentent à transférer le siège de l'empire à Constantinople, et renoncent au droit de se choisir un maître. Ils assurent que les vertus d'Odoacre méritent toute leur confiance, et supplient l'empereur de lui accorder le gouvernement du diocèse d'Italie. La généreuse pitié d'Odoacre épargna le jeune homme qu'il ne pouvait craindre. Il lui assigna pour retraite la maison de Lucullus, située dans la Campanie, et lui assura un revenu de six mille pièces d'or. Lorsque les Vandales répandirent la terreur sur les côtes de la mer, la maison de Lucullus, située sur le promontoire de Misène, prit insensiblement la forme et le nom d'une forteresse, retraite obscure du dernier empereur de l'Occident. »

*Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, rééd. Le Seuil, 1994.

## NOTES

4. Matthieu, 18, 19.  
5. Les Parthes, peuple iranien, fondèrent au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. une dynastie dont la puissance s'étendit en Iran et en Babylonie au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Les Parthes ne cessèrent d'affronter les Romains à partir du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. La dynastie également iranienne des Sassanides créa entre 224 et 651 un vaste empire s'étendant du Khorassan à la Mésopotamie.

bien des flux et reflux, reste jusqu'à aujourd'hui divisé entre Est et Sud à prépondérance islamique alors qu'ouest et Nord demeurent à prépondérance chrétienne. C'est l'avènement de l'islam, plus que la « chute de Rome », qui a profondément modifié la géographie politique et culturelle de la région.

#### 4 L'EMPIRE ROMAIN, AU V<sup>e</sup> SIÈCLE, EST-IL UN EMPIRE DÉCADENT ?

La chute de l'Empire romain est un thème spectaculaire, par les scènes de pillage qu'il évoque, par l'idée (fausse mais si poétique) d'une violence subie et acceptée par le civilisé face au « barbare ».

Et pourtant, si les Romains ont une réputation de bâtisseurs, si l'essence de l'empire semble se révéler dans leurs édifices gigantesques, alors la période qui commence au règne de Constantin (306-337) devrait être considérée comme celle de leur apogée !

L'arc triomphal de Constantin est le plus grand qui subsiste. Et quoi de plus impressionnant, aujourd'hui, sur le Forum romain, que la basilique dite de Maxence ? Dans une lointaine province mosellane, que la basilique constantinienne à Trèves ? Les seules statues colossales qui nous restent de l'Antiquité ont été coulées ou taillées pour des empereurs du IV<sup>e</sup> siècle. Les thermes les plus vastes de Rome (avec ceux de Caracalla) furent bâtis par Dioclétien entre 298 et 306 pour desservir la « sixième région » de la Ville (Quirinal et Viminal).

Et Constantin, quelques années plus tard, en fit construire d'autres, aujourd'hui totalement détruits, plus petits mais très soignés, correspondant à une zone plus résidentielle de la même région. Ces constructions à visée utilitaire témoignent d'un dynamisme urbain persistant. Au début du IV<sup>e</sup> siècle, Rome allait mourir, soit ; mais elle ne s'en doutait guère.

Il faut donc nous défaire de l'idée que nous avons à expliquer une décadence alors que les réussites sont aussi patentes que les échecs. Considérons plutôt l'« Antiquité tardive » (IV<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècle) comme une époque de changements profonds.

Et dans tous les domaines : politique et religieux, étroitement associés comme toujours, avec le triomphe du christianisme. Économique et social, avec une mutation profonde des villes et des rapports ville-campagne. Culturel, avec une montée des particularismes qui ne doit



Loin d'affaiblir le pouvoir impérial, le christianisme l'a souvent renforcé. Portrait d'une princesse de la famille de l'empereur Constantin. Peut-être sa seconde épouse, Fausta (fresque du palais impérial de Trèves, Musée épiscopal).

pas cacher la profonde imprégnation gréco-romaine des arts et des littératures qui s'épanouissent alors.

Bouleversement démographique enfin, celui que nous avons le plus de mal à appréhender, faute de mesures précises.

#### 5 LE CHRISTIANISME A-T-IL MINÉ L'EMPIRE ?

Dès l'Antiquité, le christianisme a été rendu responsable de l'affaiblissement du pouvoir central. C'est paradoxal, car des empereurs chrétiens furent de remarquables généraux et de grands hommes d'État. Mais le culte polythéiste officiel avait pour but essentiel d'assurer la stabilité et la prospérité de l'État : les sacrifices gagnaient à Rome la faveur des dieux, les serments prêtés devant les autels l'assuraient de la fidélité des sujets, les empereurs étaient promis à la divinisation. Dès lors que l'empereur abandonnait ces pratiques, prospérité et stabilité se trouvaient menacées.

Cela, c'était le point de vue des tenants de la religion traditionnelle. Ce qui est sûr, c'est que le christianisme n'a pas tué l'empire en minant sa force militaire. Il est au contraire arrivé au pouvoir grâce à son efficacité dans ce domaine : « *Sous ce signe [la croix] tu vaincras* », c'est ce que Constantin avait lu dans le ciel avant la bataille décisive dite du Pont Milvius, qu'il remporta contre l'empereur d'Occident Maxence et qui lui livra Rome (312).

Mais le christianisme ne se borna pas à ce rôle. Il revêtit aussi les habits, neufs pour lui, d'une religion institutionnelle. Il profita avec brio de ce qu'il était déjà organisé en « église », c'est-à-dire en *ecclesia*, terme qui a de fortes connotations politiques en grec : c'est l'assemblée des citoyens, où ils exercent sur la conduite des affaires de la cité un contrôle direct.

L'*ecclesia* des chrétiens, bien différente, désigne une nouvelle forme, ouverte et universelle, de communauté, de solidarité, de responsabilité. Elle se réunit non pas pour le bien de la cité, mais pour éprouver la présence du Christ et entendre son enseignement : « *Car là où deux ou trois seront réunis en mon nom, je serai au milieu d'eux.* »

L'opposition des attitudes chrétienne et païenne est bien caractérisée par cette phrase. Pour les polythéistes, la divinité est présente dans une pierre, une statue, un site, un lieu ou un objet vers lequel il faut aller. Pour les chrétiens, elle se trouve dans la communauté formée au nom du Christ. L'Église n'est pas morcelée en cités rivales, mais unique comme l'est Dieu, et fermement hiérarchisée. Dans les provinces, la stabilité en poste des évêques élus, à la différence des gouverneurs nommés, leur assura compétence et autorité, et leur permit de jouer les interfaces entre le pouvoir central et les fidèles. L'Église a représenté ainsi un merveilleux instrument administratif, qui restera au service du pouvoir en Orient jusqu'en 1453 et au-delà. Et se révélera capable en Occident, le moment venu, de suppléer la carence de ce pouvoir.

## 6 LA CHUTE DE ROME, EST-CE LA FAUTE DES BARBARES ?

Les Barbares. Ou le grand frisson. La mise en scène de l'assaut contre Rome, les vagues successives, hurlantes, se brisant contre le mur des légions : c'est l'image du film *Gladiator*.

En fait, les troupes de chaque côté de la ligne de front se ressemblaient beaucoup. Hétérogènes, les armées « barbares » comptaient parfois aussi des Romains... De plus, les « assauts » ont été entrecoupés de longues périodes d'accalmie. Et les chefs de ces coalitions, souvent, ne cherchaient rien d'autre que leur intégration dans l'empire. Rien ne leur convenait mieux qu'un grade supérieur dans la hiérarchie militaire romaine. D'où l'émer-

gence de royaumes dont les maîtres se sont d'abord montrés très attachés à respecter les formes de la légitimité romaine.

Examinons ces Barbares de plus près. « Barbare » est un terme culturel et non ethnique — c'est l'étranger non assimilé. La plupart ne voulaient pas détruire l'empire, mais s'y installer et, à leur tour, devenir des « Romains ». Curieusement, la représentation courante néglige l'adversaire le plus tenace, surtout à la fin de l'Antiquité : l'ennemi iranien, d'abord parthe puis, à partir de 224 et beaucoup plus redoutable, sassanide<sup>5</sup> — aussi civilisé que le Romain, résistant à l'assimilation et qui fit peser aux frontières orientales une menace constante, et épuisante.

À l'Ouest, il faut relativiser les choses. La pression aux frontières, les migrations de peuples ne datent pas du 5<sup>e</sup> siècle. Sans remonter jusqu'à l'installation des Gaulois dans la Lombardie actuelle vers 400 av. J.-C., les Teutons et les Cimbres sont écrasés par le général romain Marius à Aix-en-Provence et à Verceil, en 102 et 101 av. J.-C. Un demi-siècle plus tard, la conquête de la Gaule par César est pour une part préventive, face au pouvoir grandissant du roi suève Arioviste. En 9 ap. J.-C., un chef germain, Arminius, chasse les Romains de la rive droite du Rhin.

Le prince, neveu et fils adoptif de l'empereur Tibère, qui le punit reçoit le surnom de *Germanicus*, « Germanique » au sens de « vainqueur des Germains », qui sera porté par nombre d'empereurs du 1<sup>er</sup> siècle, en même temps que celui de *Parthicus*, « vainqueur des Parthes », qui commémore des victoires sur le front oriental.

Au milieu du 1<sup>er</sup> siècle, en Pannonie (plaine du Danube), Marc-Aurèle se débat contre les Marcomans. Un siècle plus tard, des Goths envahissent la Dacie (Roumanie), s'installent dans le delta du Danube, pillent le littoral de la mer Noire et l'Asie Mineure. En 267, ils arrivent jusqu'à Athènes. Des Alamans envahissent les territoires de la rive droite du Rhin, les Francs lancent des raids en Gaule et en Espagne. Aurélien (270-275), vainqueur des Alamans, des Goths et des Palmyréniens, entoure Rome de murailles : même la capitale de l'empire invincible ne se sent plus en totale sécurité.

## 7 L'EMPIRE EST-IL UNE FORTERESSE ASSIÉGÉE ?

Non. Il se maintient au cours d'un long 4<sup>e</sup> siècle de réorganisation et même d'essor urbain dans certaines régions, malgré deux catastrophes : le 27 juin 363, la défaite et la mort de l'empereur Julien devant les Sassanides, en Mésopotamie. Quinze ans plus tard, le 9 août 378, le successeur de Julien en Orient, Valens, est écrasé par les Goths à Andrinople.



L'Empire romain au 4<sup>e</sup> siècle : un colosse, qui ne sait pas qu'il va s'effondrer. Et qui élève des statues à son image.

Ci-contre : un empereur, sans doute Valentinien I<sup>er</sup> (364-375). Sculpture provenant de Constantinople, aujourd'hui à Barietta, dans le Sud de l'Italie (cl. Dagli Orti).

## MISE AU POINT

## Un jour d'août 410

En 410, déjà, un raid des Wisigoths avait prouvé que la capitale du monde n'était plus invincible.

**E**n décembre 408, les Wisigoths, menés par Alaric, se présentèrent une première fois devant Rome. S'étant rendu maître du port, Alaric interrompit le ravitaillement de la capitale.

En échange d'une énorme rançon et de la libération des esclaves germaniques, la ville devait être libérée. En janvier 409, une ambassade se rendit à Ravenne, résidence de l'empereur Honorius. Elle fit part à ce dernier des exigences d'Alaric : la Vénétie, la Dalmatie, le Norique et le titre de maître des milices. L'empereur refusa. A la fin de juillet 410, Alaric soumit Rome à un troisième siège qui ne dura que quelques jours. Le 24 août, la porte de Salaria fut ouverte de l'intérieur : les Wisigoths entrèrent dans Rome sans même avoir à donner l'assaut. La durée limitée du pillage laisse à penser qu'il y eut un arrangement entre Alaric et les sénateurs.

Dès le 27 août, les Wisigoths quittèrent Rome. Ils prirent le chemin de l'Afrique, province riche en céréales. Mais une tempête détruisit leur flotte, et c'est en Narbonnaise qu'ils purent s'installer entre 411 et 418. Cette errance montre bien que le but d'Alaric n'était aucunement d'abattre l'empire d'Occident. Les Wisigoths étaient des réfugiés en quête de terres, de ressources et de dignités romaines. Le danger écarté, restait à Rome, appauvrie et affaiblie démographiquement, à panser ses plaies. Pourquoi un tel malheur était-il advenu alors que l'empire s'était converti à la vraie foi ?

C'est la méditation sur la prise de Rome qui alimenta la *Cité de Dieu* d'Augustin : « *Tout cela n'a été construit que pour s'écrouler un jour* », affirme-t-il dans un sermon.

*D'après Bertrand Lançon, L'Histoire n° 234, pp. 37-38.*



En 260, l'empereur romain Valérien s'agenouille devant son vainqueur, le roi sassanide Shapur I<sup>er</sup> (Naqsh-e Rostam, Iran ; cl. Dagli Orti).

(Edirne en Turquie d'Europe) et meurt lui aussi au combat. Mais, dans le même temps, les Goths furent admis dans l'empire par traité et installés en Thrace dès 380 par le successeur de Valens, Théodose I<sup>er</sup>, tandis que les empereurs d'Occident, Valentinien I<sup>er</sup> et Gratien, maintenaient la frontière du Rhin.

Certains Barbares sont arrivés aux plus hauts postes de l'empire : le Vandale Stilicon, protecteur du poète Claudien, brillant général, devint régent de l'empire d'Occident après la mort de Théodose, au nom du fils mineur de ce dernier. Rien ne permet de dire que ces gens étaient moins cultivés que leurs adversaires de romanisation plus ancienne. Si la vitalité d'un État se mesure à sa force d'assimilation, celle de l'Empire romain d'Occident était encore très grande au début du V<sup>e</sup> siècle. Rome fut largement défendue, et avec succès, par des généraux d'origine franque, vandale ou gothique. Les migrations furent loin d'être toutes des invasions et d'apporter toujours la ruine.

## 8 LE DÉCLIN DE ROME FUT-IL AUSSI DÉMOGRAPHIQUE ?

Il est évidemment très difficile de parler de la démographie de l'Empire romain, puisque les statistiques manquent totalement. Même en Égypte où nous sommes plus près que partout ailleurs d'avoir des données précises, grâce à toute la papeterie administrative que le climat a conservée, les déductions se révèlent très vite

acrobatiques. Toutefois, à défaut de chiffres absolus, on arrive à se faire une idée des évolutions, grâce à l'étude de l'occupation des terroirs, à la multiplication et à la raréfaction des sites.

On estime la population de l'empire au I<sup>er</sup> siècle à 50 ou 60 millions de personnes, et ce chiffre a dû rester à peu près stable jusqu'au V<sup>e</sup> siècle, qui marquerait le début d'un déclin dans la longue durée. Il faut tenir compte des épidémies : une « peste » (c'est-à-dire une épidémie meurtrière), rapportée de Mésopotamie par les légions romaines, sévit dans l'empire, surtout en Italie et en Égypte, pendant quinze ans à partir de 166. Une autre encore de 251 à 268, sans compter la grande peste bubonique de 542. Elles sont sources de troubles qui aggravent les effets de la dépopulation.

Mais, une fois la santé et l'ordre revenus, combien de temps faut-il pour combler les pertes ? Un indicateur de dépression démographique est fourni par les terres en friche et les villages désertés, en Occident notamment. A la fin du IV<sup>e</sup> siècle, les terres abandonnées sont nombreuses en Italie ou en Gaule et ni les allègements fiscaux ni les contraintes n'ont empêché l'exode.

Tous les mouvements de population à l'intérieur de l'empire ne sont du reste pas dus à des phénomènes négatifs : il s'en produisait par exemple à l'occasion des fondations impériales, dont la principale est celle de Constantinople en 324, ou des transferts du siège de l'administration impériale pour l'Occident, qui délaisse Rome et lui préfère Milan ou Trèves, voire Arles ou Ravenne.

Mais, surtout à partir du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, les mouvements de réfugiés dominent : ceux qui arrivaient dans l'empire de l'extérieur, ceux qui fuyaient les régions en proie aux troubles. Au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, l'administration cherche à faire face aux problèmes de personnes déplacées, en les réinstallant sur d'autres terres, parfois en les ramenant chez elles, après le retour à l'ordre, et en leur faisant restituer une partie de leurs anciens biens.

S'agissant de ce que nous appelons les invasions, les Romains préféraient parler d'« accueils » (*receptio*) dans l'empire de populations extérieures, à la suite d'une

« capitulation » plus ou moins fictive ou d'un traité. Ces arrivants trouvaient une place. Des migrations en nombre ont permis de peupler ou de repeupler certaines régions et y ont laissé une forte empreinte dans les toponymes : la Bourgogne des

la fuite des anciens habitants, mais a pu profiter aussi de l'existence de grands domaines sous-exploités, par exemple dans la région d'Orléans. Mais si on parle de démographie, n'entrent pas seulement en compte des chiffres globaux de population, qui seront toujours imprécis, mais aussi les inégalités entre régions. Aux

## Villages désertés en Italie, villages prospères en Syrie

Burgondes, la Lombardie des Lombards, voire l'Ile-de-France, dénomination qui vient d'une expression germanique signifiant « la Petite France », le coin de pays étranger où les Francs se sentent chez eux.

Cela suppose un repeuplement circonscrit, mais dense, qui a entraîné parfois

villages abandonnés en Italie s'opposent des villages prospères en Syrie.

Dans un monde rural à 80 % au moins, ce ne sont pas forcément les régions potentiellement les plus riches qui se retrouvaient les plus peuplées. Les conditions de l'exploitation agricole amenaient

# Les Barbares : des Romains comme les autres ?

Dès le <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle, l'Empire romain a été soumis à la pression de peuples « barbares » venus du Nord et de l'Est. Il les a, dans un premier temps, parfaitement intégrés.

Les migrations barbares s'inscrivent dans un phénomène historique de longue durée, qui connut sa phase décisive au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Des confédérations d'un type nouveau étaient en effet apparues dans le courant des <sup>ii</sup><sup>e</sup> et <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècles : les **Saxons** des côtes de la mer du Nord, les **Francs** de la rive droite du moyen et du bas Rhin, les **Alamans** d'entre haut Rhin et haut Danube.

D'autre part, d'importants mouvements migratoires avaient, dès le <sup>ii</sup><sup>e</sup> siècle, commencé de transporter des peuples depuis les contrées bordières des mers du Nord jusqu'aux frontières de l'empire : les **Burgondes**, de Poméranie jusqu'en Souabe-Franconie, les **Vandales**, du Danemark jusqu'à la vallée de l'Oder et au Danube moyen, les **Goths**, du Sud scandinave et de la basse Vistule jusqu'aux rives de la mer Noire et au delta du Danube.

Le fait nouveau de la deuxième moitié du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle fut l'irruption en Europe de certains peuples des steppes — iraniens comme les **Alains**, ou turco-mongols comme les **Huns** qui s'installent sur la rive gauche du Danube moyen à partir du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Le premier effet de l'avancée des Huns fut la déroute des Goths de la mer Noire. Si certains — les **Ostrogoths** (« Goths de l'Est » ou « Goths brillants ») — se soumièrent un temps, d'autres — les **Wisigoths** (« Goths de l'Ouest » ou « Goths sages ») — obtinrent en 376 de l'empereur Valens le droit de s'abriter dans l'empire.

Mais Rome ne les ravitailla pas régulièrement

comme elle s'y était engagée, ce qui provoqua leur soulèvement. Il fallut attendre leur victoire sur l'armée impériale en 378 pour qu'un véritable statut leur fût reconnu : le *foedus* convenu en 382. L'installation officielle des Wisigoths dans l'empire eut surtout des répercussions religieuses, car les Goths avaient été le premier peuple germanique converti au christianisme, mais plus particulièrement à l'arianisme, qui devint la marque culturelle distinctive de plusieurs peuples germaniques.

Le 31 décembre 406, une masse énorme de Vandales, de **Suèves** et d'Alains avaient franchi le Rhin et entrepris une longue errance à travers la Gaule. Une royauté suève parvint à se stabiliser en Galice. Quant aux Vandales et aux Alains, ils s'établirent en 429 en Afrique. La percée de 406 fut le prélude à une déferlante : les Burgondes s'installèrent sur la rive gauche du Rhin. Les Alamans prirent de fortes positions en Alsace et dans le Palatinat.

Puis les Francs continuèrent de s'infiltrer dans la Gaule du Nord. Quand vers le milieu du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle ils émergent plus nettement dans les sources, ils semblent dominés par deux groupes : les Francs rhénans et les Francs de l'Escault. Enfin, plus au Nord, apparaît une piraterie réputée « saxonne », mais qui fut tout autant **jute** et **angle** et même **franque** et **frisonne**. Elle se muera en un vaste mouvement colonisateur et la Bretagne devint l'« Angleterre ».

(D'après Stéphane Lebecq, *L'Histoire* n° 222, pp. 32-39.)



Combats entre des Romains et des Barbares, détail d'un sarcophage du <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle, Rome, musées du Capitole.

en effet la fuite des paysans et l'abandon des terres, un phénomène bien connu en Égypte, qui a dû se produire partout où des exploitations surtaxées jouxtaient de possibles refuges. Ainsi, des zones difficiles à contrôler par le pouvoir central pouvaient se retrouver riches en hommes et devenir des ferments de trouble, comme les marais du Bas-Delta égyptien.

Les grandes villes aussi attiraient les populations, assistées par les distributions de blé (qui s'interrompirent au V<sup>e</sup> siècle à Rome). Or les citadins vivaient dans des conditions sanitaires plus précaires qu'à la campagne. Le sort de la cité de Rome était lié à une structure centralisée drainant les ressources des provinces pour l'entretien de cette énorme excoissance. La perte de ces provinces (par exemple lors de l'installation des Vandales en Tunisie à partir de 435-439) entraîne le déclin de la ville qu'elles nourrissaient et Rome perd des habitants.

C'est Constantinople, personnifiée par le poète Paul le Siléntaire, et non plus Rome, qui pourra dire vers la fin du règne de Justinien : « *Vers moi tout navire dirige sa promesse de vivres, en se réglant sur la course circulaire des deux Ourses, afin que j'offre à mes enfants une prospérité ruisse-lante*<sup>6</sup>. »

## 9 Y A-T-IL ALORS UN DÉCLIN DES GRANDES CITÉS ANTIQUES ?

L'Occident connaît, c'est vrai, dès le III<sup>e</sup> siècle, une rétraction de ses centres urbains. Comme Rome à l'époque d'Aurélien, les villes se barricadent alors derrière des remparts pour mieux se protéger. Mais cela ne correspond pas à une diminution proportionnelle de la population. Des cités comme Nîmes ou Syracuse enfermaient auparavant dans leurs murailles des zones non urbanisées : des jardins, voire des pâturages étaient ainsi abrités des maraudeurs.

Le rétrécissement s'accompagne d'une densification de l'espace urbain. Des monuments, notamment les tombeaux qui encombraient les abords des villes, sont détruits pour fournir des pierres aux nouvelles fortifications.

On assiste parallèlement à une mainmise croissante de l'État sur les finances des villes. Le système ancien reposait largement sur l'évergétisme, c'est-à-dire la générosité des citoyens les plus riches qui dépensaient une partie de leur fortune au service de leur cité, par des constructions



Ces baigneuses en « bikini », représentées sur des mosaïques siciliennes du IV<sup>e</sup> siècle, à Piazza Armerina, attestent, à travers la réticence exprimée vis-à-vis de la nudité, de valeurs esthétiques et morales nouvelles.

utilitaires et prestigieuses, des fondations, par exemple pour l'éducation des enfants de citoyens pauvres.

Cet évergétisme ne disparaît pas tout à fait durant l'Antiquité tardive, c'est-à-dire à partir du IV<sup>e</sup> siècle, mais les charges qui pèsent sur les membres des conseils municipaux (les curiales) s'alourdissent. Ceux qui le peuvent essaient d'être exemptés. Au bout se profile la disparition de la cité traditionnelle, autogérée dans le cadre de l'empire.

Gardons-nous cependant des interprétations hâtives. Ce déclin des cités est surtout le fait de l'Occident. Et même en Occident on voit dans l'Antiquité tardive se développer de nouvelles capitales, comme Trèves ou Milan, ou des centres nouveaux, Ravenne, Aquilée...

Quant à l'Orient, les grands centres y demeurent florissants, des métropoles comme Antioche gardent largement leur éclat, certaines cités, comme Beyrouth, brillent grâce à leur latinité d'une splendeur qu'elles n'avaient jamais connue, un port comme Gaza exporte à travers toute la Méditerranée son vin et les produits de luxe de la région.

C'est seulement la conquête arabe qui bouleverse la géographie administrative et commerciale du Proche-Orient, et provoque, souvent sur d'autres sites, un nouvel essor des villes, beaucoup plus précocement et plus brillant qu'en Occident : Alep et Damas supplantent Antioche et Apamée.

Mais l'urbanisme ne change pas de

manière radicale et immédiate. Au début du VIII<sup>e</sup> siècle, le plan d'Anjar, fondation omeyyade<sup>7</sup> dans la Bekaa, évoque encore un camp romain par sa régularité orthogonale. Le débat public, le fameux « franc-parler » (*parhèsia*) si vanté dans le monde classique, ne s'évanouit pas tout à fait, mais change de lieu et se déplace de l'agora vers les cours des mosquées, pour le prêche du vendredi.

## 10 LA CHUTE DE ROME, EST-CE LA FIN D'UNE CIVILISATION ?

Le mode de vie gréco-romain nous est bien connu. Bains, spectacles : concours sportifs et musicaux, chasses, combats de gladiateurs, courses de chars, théâtre, notamment les pantomimes, très appréciées, mimant des épisodes mythologiques, par une gesticulation codifiée, sur accompagnement musical, lectures publiques où le conférencier devait être lui aussi un véritable acteur. Il change lentement... Les empereurs veillent, dans leurs édits, à ne pas enlever au peuple la joie des fêtes, tout en rognant les aspects païens de celles-ci.

Une partie de tout cela disparaît néanmoins. Les combats de gladiateurs cessent en un siècle environ, après que Constantin eut en 325 préconisé de remplacer la condamnation aux jeux par le travail dans les mines. Les multiples grands concours qui se répétaient tous les ans, tous les deux ans ou, pour les plus importants, tous les quatre ans, connaissent des sorts divers. Les « concours olympiques » à Olympie même sont supprimés aussitôt après l'interdiction des cultes païens en 392. Et ailleurs, quelques décennies plus tard, malgré des reprises (à Antioche, jusqu'en 512 ?) ou des tentatives de reprise (à Chalcedoine, en face de Byzance, en 434-435).

Les « chasses » s'interrompent lorsque l'approvisionnement en bêtes sauvages devient trop coûteux. Le théâtre décline sous l'accusation d'immoralité, voire d'obscénité que portent contre lui les religieux. Cette dernière part de l'héritage ne sera relevée dans aucune des civilisations qui succèdent immédiatement à l'Antiquité. Il faudra attendre la Renaissance...

Le modèle classique de comportement et la mythologie d'agrément, popularisés notamment dans les récitals, en prose ou en vers, donnés par des littérateurs itinérants, entretiennent cependant la ferveur pour les cités, qui n'ont jamais été aussi fières d'entendre raconter leurs immémo-

### NOTES

6. Paul le Siléntaire, *Description de Sainte-Sophie*, v. 232-234.

7. Installée à Damas, la dynastie des Omeyyades régna sur l'ensemble des musulmans de 660 à 750, puis à Cordoue sur l'Espagne entre 755 et 1030.



riales traditions d'origine, et nous valent des œuvres parmi les plus abondantes de toute l'Antiquité, celles du prosateur Libanios d'Antioche au IV<sup>e</sup> siècle ou du poète Nonnos de Panopolis au V<sup>e</sup>.

Certes, ils ne songent pas à la fin de l'Empire romain ! « *Les Saisons royales avaient pris le sceptre de Zeus, le manteau du Temps, la baguette de l'Olympe* », écrit ce dernier, « *présageant la souveraineté indestructible* » des Italiens. Des vers qui datent de la décennie 460-470 probablement, aux heures à nos yeux les plus irrémédiablement sombres de l'empire d'Occident. Mais, vue de Syrie ou d'Égypte, où vivait le poète, la situation n'était pas si dramatique.

Le patrimoine monumental subit bien sûr des destructions, à cause du vandalisme chrétien, aussi de l'abandon et de la désuétude où sombrent les édifices païens. Mais le pouvoir veille également à sa conservation. La créativité des artistes reste grande, à travers les changements conceptuels (la fin du réalisme) et techniques. L'essor de la mosaïque, le déclin de la ronde-bosse marquent des manières différentes de jouer avec la lumière. Et l'art profane déploie encore bien des séductions, ainsi sur les textiles retrouvés en Égypte. Le faste de la cour impériale atteint des sommets inégalés.

La transformation complète des modes de vie ne sera pas effective avant le début du VIII<sup>e</sup> siècle. Les Omeyyades (comme d'ailleurs les Carolingiens) gardent plus d'un usage antique, la sociabilité des bains par exemple. Des évolutions lentes font passer des thermes au hammam, qui finiront par représenter deux aspects opposés d'une même pratique hygiénique et sociale, qui s'individualise.

Le corps humain n'est plus figuré ni exposé dans sa nudité. Cette réticence est attestée dès le début du IV<sup>e</sup> siècle par les baigneuses en « bikini » des mosaïques de Piazza Armerina en Sicile. Elle correspond à une tendance générale, un changement d'attitude à l'égard du corps qui concerne aussi bien les polythéistes que les chrétiens, les musulmans ou les Juifs. Mais ne généralisons pas trop vite. Les califes omeyyades font peindre sur les murs de leurs bains de plantureuses jeunes femmes dans le plus simple appareil...

La civilisation antique, on le voit, tarde à mourir. L'Antiquité tardive est marquée d'abord par une interpénétration plus grande peut-être que jamais auparavant

entre les cultures grecque et latine. La fondation de Constantinople, l'essor des écoles de droit de Bérytos (Beyrouth) amènent un développement du latin dans l'Est.

Dans l'Ouest, le grec avait connu des heures de gloire au II<sup>e</sup> siècle. Il ne perd définitivement ses positions en Gaule qu'au V<sup>e</sup> siècle, mais il se maintient en Italie jusqu'au début du VI<sup>e</sup> au moins. Il n'y a, vers la fin de l'Antiquité, nul antagonisme entre les cultures grecque et latine.

En revanche, on observe, en Orient surtout, une montée de certaines langues nationales : en Égypte c'est le copte, en qui survit la vieille langue des pharaons, grâce à l'alphabet adapté du grec. C'est une simplifica-

tionnelle qui n'a pas moins de mérite peut-être que son œuvre religieuse.

Au total, il n'y a pas eu éviction de la culture gréco-romaine par une culture « germanique » mais symbiose rapide au moins au niveau matériel, comme le montre le mobilier funéraire : il ne reflète pas l'importation dans l'empire d'un art venu de l'est, mais constitue un produit original.

Au début du VI<sup>e</sup> siècle encore, la cour de Théodoric à Ravenne (493-526) garde tout son éclat et l'architecture du mausolée de ce roi, couvert par un monolithe d'onze mètres de diamètre, tout comme le décor de mosaïques dans les églises, du début du V<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'époque de Justinien (à partir de 540), témoignent d'une splendeur ininterrompue. Ravenne a eu la chance, si l'on peut dire, de voir très tôt son port ensablé et de perdre aussi toute

**E**n Orient  
comme en  
Occident,  
la civilisation  
antique  
tarde  
à mourir



Achille et Patrocle, les deux compagnons de l'Illade, représentés sur des mosaïques d'Orosrhène, en Syrie, au IV<sup>e</sup> siècle. Homère demeure, mais les noms des deux héros ont été transcrits en syriaque.

tion radicale qui permet l'essor d'un christianisme « indigène » encore vivant de nos jours et signe l'arrêt de mort de la religion pharaonique.

En Syrie c'est aussi une forme modernisée d'une vieille langue, l'araméen d'Édesse, appelé syriaque, qui a supplanté au cours des premiers siècles de l'empire l'hébreu et le phénicien. En Asie Mineure, le grec se généralise.

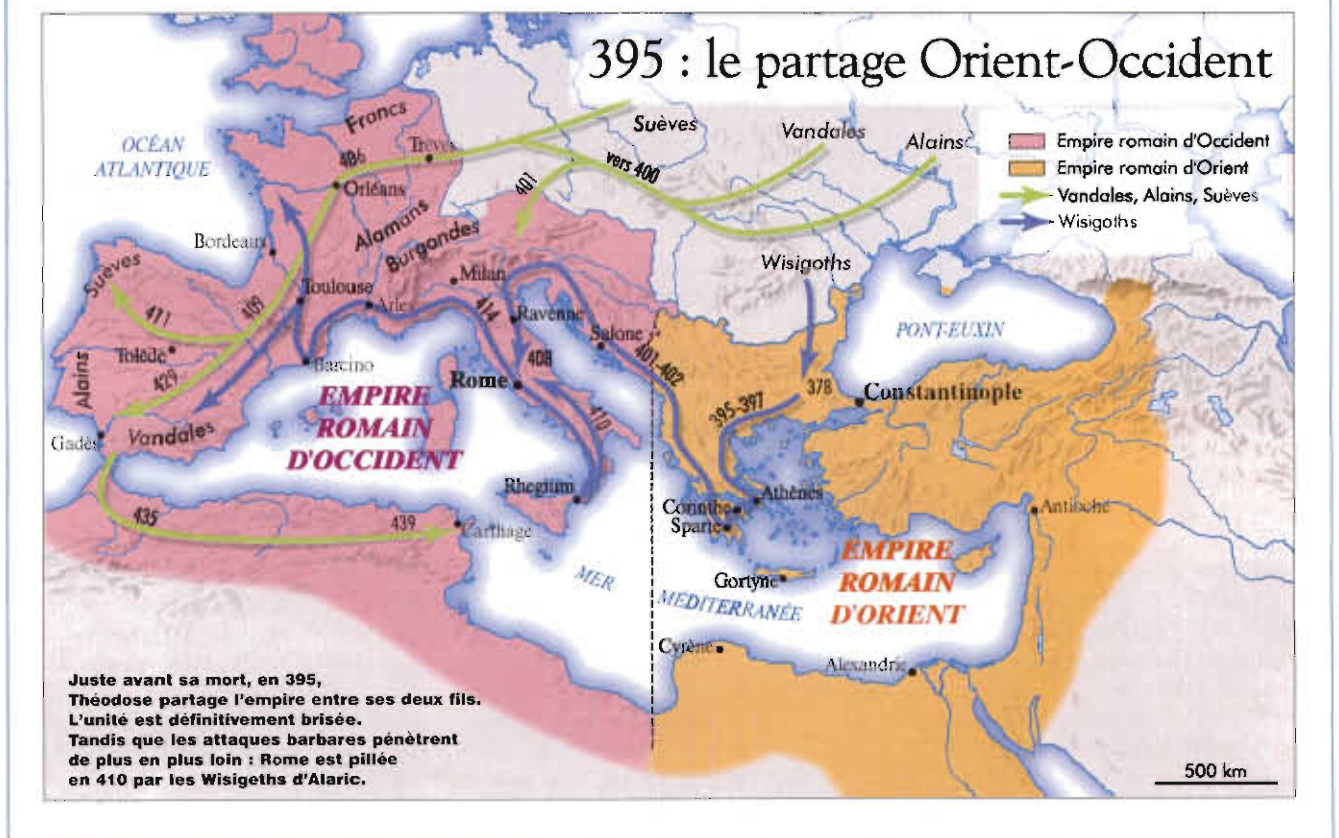
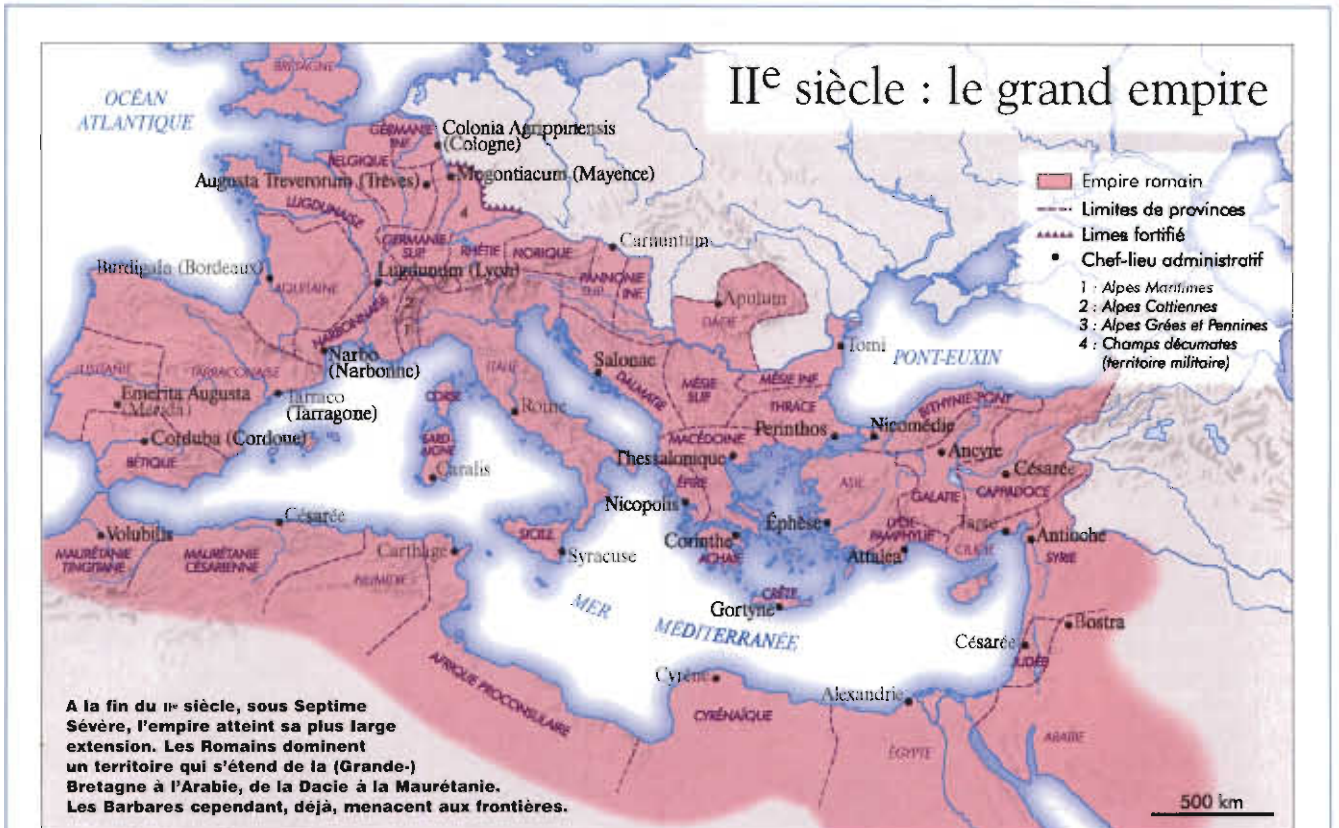
En Occident, les élites dites germaniques, en fait très mêlées, ou bien s'assimilent ou bien juxtaposent deux cultures. Un Goth chrétien, et même évêque, Ulfila, peut prêcher en grec, en latin et bien sûr en gothique. Il traduit la Bible en gothique et, ce faisant, accomplit une œuvre intellec-

importance politique (dès 751), ce qui a facilité la conservation de l'un des décors de l'Antiquité tardive les plus somptueux qui nous soient parvenus.

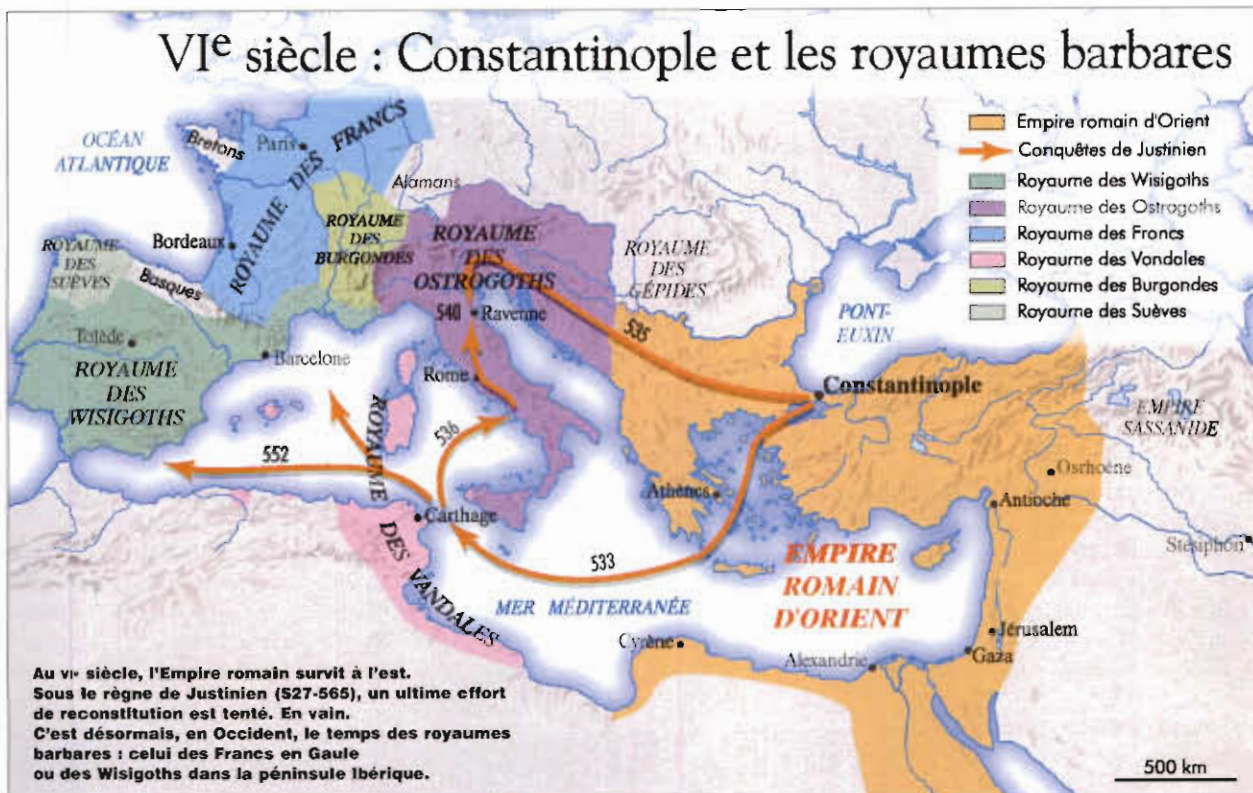
A cette époque, déjà, « Rome n'est plus dans Rome » ; la Ville enfin reconquise par un général de Justinien en 552, plusieurs fois pillée depuis 410, est bien déchu. Mais son héritage n'est pas perdu.

La tradition culturelle gréco-romaine, si puissante et attractive qu'elle ait pu être, voit ainsi sa prédominance décliner jusqu'à se fondre dans de nouvelles cultures, à partir du V<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècle, dans le cadre des nouveaux États que nous avons évoqués. Héritiers de Rome, ils sauront aussi dès lors se démarquer d'elle. ■

# Splendeur et chute



## de l'Empire romain

VI<sup>e</sup> siècle : Constantinople et les royaumes barbares

## De la fondation de Rome à la prise de Constantinople

- **753 AV. J.-C.** : date (fictive) de la fondation de Rome.
- **509 AV. J.-C.** : début de la République romaine.
- **146 AV. J.-C.** : fin de la troisième guerre punique. Carthage est détruite.
- **31 AV. J.-C.** : bataille d'Actium ; Octave l'emporte sur Antoine. Annexion de l'Égypte : Rome domine l'ensemble du bassin méditerranéen
- **27 AV. J.-C.** : Octave-Auguste met en place les institutions de l'Empire.
- **27 AV. J.-C.-68 AP. J.-C.** : règne des Julio-Claudiens.
- **69-96** : règne des Flaviens.
- **96-192** : « dynastie » des Antonins, considérée comme l'apogée de l'empire.
- **212** : la citoyenneté est accordée à tous les hommes libres de l'empire.
- **235-284** : « anarchie militaire » ; invasions.
- **285-305** : sous Dioclétien, le pouvoir impérial est partagé entre deux Augustes, bientôt assistés de deux Césars : c'est la tétrarchie. L'empire compte maintenant plusieurs capitales (Milan, Trèves, Nicomédie...).
- **306-337** : Constantin réunit l'empire. 311-313 : les édits de tolérance mettent fin aux persécutions contre les chrétiens. 330 : fondation de Constantinople.
- **360-363** : Julien empereur ; réaction païenne.
- **378** : les Goths écrasent l'armée romaine à Andrinople.
- **391-392** : interdiction des sacrifices aux dieux ; destructions de temples.
- **395** : mort de Théodose ; l'empire est partagé entre ses deux fils.
- **406** : les Vandales, les Alains et les Suèves passent le Rhin gelé.
- **410** : pillage de Rome par Alaric.
- **439** : les Vandales prennent Carthage.
- **476** : à Rome, déposition de Romulus Augustule et envoi des insignes impériaux à Constantinople par Odoacre ; il n'y aura plus d'empereur d'Occident.
- **493-526** : règne de Théodoric à Ravenne.
- **527-565** : RÈGNE DE JUSTINIEN. 533-549 : campagnes de Bélisaire, reconquête de l'Occident. 563 : dédicace de Sainte-Sophie.
- **568** : les Lombards envahissent l'Italie.
- **636 ?** : bataille du Yarmouk ; défaite des Romains face aux troupes musulmanes.
- **1453** : les Turcs seldjoukides prennent Constantinople.

Stéphane Yérasimos • Enseignant à l'université de Paris-VIII

# Constantinople, la nouvelle Rome

Entre 324 et 330, Constantin le Grand fonde sur les rives du Bosphore une nouvelle Rome qui portera son nom. Et reprendra à son compte les institutions politiques de sa rivale. Pour mieux affirmer la gloire et la toute-puissance du souverain.

**L**a fondation de Constantinople nous paraît aujourd'hui indissociable de la partition et de l'effondrement de l'Empire romain. Or les événements qui ont marqué ce processus, comme les représentations qu'en ont élaborées les contemporains, obéissaient à des motivations fort différentes.

La fondation d'une nouvelle Rome sur les bords du Bosphore, entre 324 et 330, par Constantin le Grand, ne constitue pas un acte de sécession mais, au contraire, un geste de réunification. Et la division de l'empire entre les fils de Théodose en 395, ne sera qu'un partage succédant à bien d'autres, seule la suite des événements le rendra définitif. Enfin, l'État que nous appelons « Byzance » n'est, pour ses dirigeants comme pour ses sujets, que l'Empire romain continué sous une autre forme. Et c'est en tant que Romain que Constantin XI, le dernier empereur, haranguera les défenseurs de la ville à la veille du fatal assaut turc de 1453.

L'antique cité de Byzance, ville associée à Rome depuis 146 av. J.-C., occupe un emplacement stratégique, contrôlant aussi bien l'itinéraire terrestre depuis l'Europe, via les Balkans, vers l'Asie Mineure et le Moyen-Orient, que le passage entre les rives sud de la Russie et la Méditerranée, à travers la mer Noire et les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

La cité se trouve ainsi à la croisée de l'Europe et de l'Asie, à la frontière entre les territoires occidentaux et orientaux de

l'empire. Quand, à la mort de Septime Sévère, en 211, on avait envisagé un instant de partager l'empire entre ses deux fils, Caracalla et Geta, le second, en charge de l'Orient, avait choisi comme capitale Antioche, et Byzance était devenue une ville frontière fortifiée, marquant la limite entre les deux territoires : elle

n'est pas le centre d'un empire d'Orient, mais la marche (*limes*) de l'empire d'Occident.

La tétrarchie<sup>1</sup>, établie par Dioclétien en 285, fait éclater le centre du pouvoir. Maximien réside à Milan, Constance à Trèves, Galère à Sirmium — au nord de Belgrade, et Dioclétien lui-même à Nico-



**A la place de la basilique fondée par Constantin dans sa capitale, incendiée en 582, s'élève l'église de Sainte-Sophie, bâtie par Justinien dès le vi<sup>e</sup> siècle. (ci. Yann Arthus-Bertrand/Altitude).**

## L'AUTEUR

Enseignant à l'université de Paris-VIII, Stéphane Yérasimos a notamment publié *Constantinople. De Byzance à Istanbul* (Éditions Place des Victoires, 2010).

médie, actuelle Izmit, à soixante-dix kilomètres à l'est du Bosphore. Le partage du pouvoir ne fait toutefois qu'accroître le désir de réunification aux mains du plus fort. Ce sera fait quand Constantin, empereur d'Occident, battra Licinius, maître de l'Orient, à Chrysopolis, actuel Üsküdar, faubourg asiatique d'Istanbul.

La décision de fonder Constantinople à l'emplacement de Byzance est mise en œuvre en novembre 324, deux mois plus tard : c'est bien un acte de réunification de l'empire sous le sceptre de Constantin. Une refondation, en un lieu qui est la charnière entre les deux parties, occidentale et orientale, de l'empire.

Mais ce choix ne s'est pas fait sans hésitation. Constantin a pensé dans un premier temps à Sardique (actuelle Sofia), où il avait déjà résidé. Il a penché ensuite pour Troie, lieu hautement symbolique, puisque considéré comme étant à l'origine de Rome — il y fait même commencer des travaux. Le site du Bosphore s'impose toutefois.

Comme pour faire durer le suspens, les chroniqueurs du temps décrivent l'empereur choisissant d'abord le mauvais côté, celui de Cal-



La prise de Constantinople par les Turcs en 1453, représentée sur une fresque du monastère de Moldovita, en Roumanie, xv<sup>e</sup> siècle (cl. Dagli orti).

chédon, sur la rive asiatique ; mais des aigles, dit la légende, viennent emporter les outils des maçons et les transporter sur l'autre rive. Prédestination et déterminisme géopolitique font bon ménage. La nouvelle capitale est inaugurée le 11 mai 330.

aurait fait jaillir l'eau et bien d'autres reliques.

En érigeant ce monument au syncrétisme, Constantin apparaissait bien comme une personnification même de la divinité, à l'instar des empereurs païens.

Mais, par nature, Constantinople devient la rivale de Rome. Il faut la peupler en essayant d'y attirer l'aristocratie romaine, il faut la nourrir en détournant vers elle le blé d'Égypte, il faut enfin la doter d'institutions, surgis de la seule volonté de l'empereur. A commencer par le Sénat, qui transforme la ville, de résidence impériale, en vraie capitale.

Constitué d'abord par un noyau de fidèles qui avaient suivi Constantin sur les rives du Bosphore, il s'étoffe progressivement, pour devenir le fondement même de la légitimité de l'entreprise constantinienne. Celle-ci une fois acquise, et Rome disparaissant dans la tourmente, le Sénat, qui n'a plus de raison d'être, sera absorbé par l'administration impériale.

Magistrat suprême, représentant de l'empereur, un préfet de la ville, comme à Rome, est également institué à partir de 359. Il reste enfin à créer un peuple.

Constantin accorde à la population qui commence à affluer l'an-

## Constantin en Apollon, la hache de Noé et le rocher de Moïse

Cette refondation s'effectue sous le signe du christianisme. Il s'agit moins d'une conversion de Constantin que de la volonté de réunification de l'empire sous un seul dogme dont le monothéisme convient bien à la conception du pouvoir absolu qu'incarne l'empereur. Constantinople est donc à la fois la ville éponyme de Constantin, le berceau de la dynastie dont il est le fondateur et le siège de sa nouvelle religion.

La future église des Saints-Apôtres, seul édifice religieux de la ville dont la construction peut lui être, avec certitude, attribuée, n'est à l'origine que son mausolée, imité de celui d'Hadrien à Rome. Au centre du forum qui porte le nom de l'empereur, au cœur de la ville, une colonne de porphyre haute de cinquante mètres est surmontée d'une statue d'Apollon, rapportée de Troie, censée représenter Constantin assimilé au dieu Soleil. Sa tête est ornée de sept rayons où sont enchâssés des clous de la Passion. A la base de la colonne on ensevelit le Palladium — statue d'Athéna apportée, selon la légende, par Énée de Troie à Rome —, ainsi que le manche de la hache avec laquelle Noé aurait bâti l'arche, les paniers de la multiplication des pains, la pierre d'où Moïse

aurait fait jaillir l'eau et bien d'autres reliques. En érigeant ce monument au syncrétisme, Constantin apparaissait bien comme une personnification même de la divinité, à l'instar des empereurs païens. Mais, par nature, Constantinople devient la rivale de Rome. Il faut la peupler en essayant d'y attirer l'aristocratie romaine, il faut la nourrir en détournant vers elle le blé d'Égypte, il faut enfin la doter d'institutions, surgis de la seule volonté de l'empereur. A commencer par le Sénat, qui transforme la ville, de résidence impériale, en vraie capitale. Constitué d'abord par un noyau de fidèles qui avaient suivi Constantin sur les rives du Bosphore, il s'étoffe progressivement, pour devenir le fondement même de la légitimité de l'entreprise constantinienne. Celle-ci une fois acquise, et Rome disparaissant dans la tourmente, le Sénat, qui n'a plus de raison d'être, sera absorbé par l'administration impériale. Magistrat suprême, représentant de l'empereur, un préfet de la ville, comme à Rome, est également institué à partir de 359. Il reste enfin à créer un peuple.

Constantin accorde à la population qui commence à affluer l'annone (attribution de pains gratuits) et l'Hippodrome, *panem et circenses*, encore une fois à l'exemple de Rome : la consommation et un espace politique à l'intérieur duquel se déroule une confrontation ritualisée entre le pouvoir et ses administrés. Ce peuple de la nouvelle Rome n'est pas le peuple souverain de l'ancienne, il est d'abord le peuple de Constantin<sup>2</sup>. Les factions de l'Hippodrome (les célèbres « verts » et « bleus ») canalisent les luttes politiques dans des joutes dont l'empereur reste l'arbitre — à moins que la connivence des deux partis n'engendre la révolte, comme pendant la terrible rébellion de Nika en 532.

### NOTES

1. La tétrarchie est la direction collégiale de quatre empereurs.
2. C'est ce qu'explique Gilbert Dagron, l'historien de la genèse de Constantinople. Cf. *Naissance d'une capitale : Constantinople et ses institutions de 330 à 451*, Paris, PUF, 1984.

Glen Bowersock • Professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton

# De Gibbon à « Gladiator »

## Les prophètes de la décadence

Montesquieu l'a peut-être inventé.

L'historien anglais Edward Gibbon, lui, l'a popularisé, pour des décennies.

Le thème de la grandeur et de la décadence de l'Empire romain a inspiré écrivains, cinéastes et historiens. Jusqu'à nos jours.

**D**ès sa publication, le 17 février 1776, le premier volume de *L'Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, de l'historien anglais Edward Gibbon, connut un immense succès. « *Mon livre était sur toutes les tables*, nota l'auteur dans ses *Mémoires*, *pour ne pas dire sur toutes les tables de toilette*. »

Deux jours après sa publication, l'ouvrage fut salué comme un classique par le grand écrivain Horace Walpole, qui jugeait le style de Gibbon « *harmonieux à l'égal d'une peinture flamande* ».

Le philosophe David Hume le lut dans le court laps de temps qui lui restait à vivre la même année. Et il ne tarit pas d'éloges : « *Que je songe à l'élégance de votre style, à la profondeur de votre sujet, ou à l'immensité de votre savoir*, écrivit-il à Gibbon, *je ne puis que tenir votre ouvrage en plus haute estime*. »

Il n'arrive pas souvent que le jugement des contemporains soit confirmé par la postérité. Et pourtant le livre de Gibbon continue à être admiré comme il y a deux siècles. Il est vrai que la maîtrise de l'historien n'a d'égale que la fascination exercée par son sujet. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la fin de l'Empire romain intéressait nombre de pen-

seurs qui, comme aujourd'hui, avaient l'impression que le spectacle de l'anéantissement d'une grande civilisation servirait de leçon à ceux qui redoutaient l'effondrement de leur propre monde...

L'ouvrage de Gibbon et, sans doute bien plus encore, l'idée véhiculée par le titre exercent toujours une influence profonde



EDWARD GIBBON

sur notre perception du passé. Gibbon avait lu les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* de Montesquieu ; pourtant, ce n'est pas Montesquieu mais Gibbon qui reste la référence.

« **L'**élégance de votre style et l'immensité de votre savoir »

Ce qui n'empêche pas le lecteur parvenu au bout de l'œuvre de l'historien anglais de ressentir un malaise à l'approche des événements décisifs de l'an 1453 : un empire qui a mis plus de mille ans à décliner et à sombrer ne manquait sans doute pas de vigueur !

A vrai dire, en 1776 Gibbon n'était pas

sûr du tout de pouvoir mener son récit à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la prise de Constantinople par les Turcs. Certes, il avoue dans la préface de son premier volume désirer raconter « *l'histoire mémorable des nombreux bouleversements qui, pendant environ treize siècles, ont peu à peu sapé les fondements du puissant édifice de la grandeur romaine, avant d'en venir à bout* ».

Il promettait seulement de pousser son étude jusqu'à la vacance du trône qui se produisit dans l'empire d'Occident à la fin du V<sup>e</sup> siècle de notre ère. Pour la suite, écrivit-il, « *bien que je puisse nourrir quelque espoir, je ne puis guère donner d'assurances* ».

Cependant, pourvu que sa santé, le temps et la volonté lui permettent d'atteindre l'année 1453, il considérait que son œuvre visait d'abord à « *faire le lien entre l'histoire du monde antique et celle du monde moderne* », pour citer ses propres termes. Et, bien sûr, il y parvint. Quant à son projet de jonction entre l'histoire antique et moderne sous le signe du déclin et de la chute de l'Empire romain, il mérite qu'on s'y arrête. La perspective de Gibbon, qui englobe la totalité de l'histoire de Byzance,

l'essor et l'apogée de l'islam et une bonne partie du Moyen Âge occidental, était en

contradiction flagrante avec le célèbre postulat, répété à tout moment au début de son œuvre, que la chute de Rome serait due au triomphe des Barbares et de la religion (il visait le christianisme). L'évolution constante des cultures et des régimes politiques dans le cadre géographique de l'empire et la capacité de celui-ci à assimiler

## L'AUTEUR

Professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton, Glen Bowersock est membre de l'Institut (associé étranger) de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Il a publié de nombreux ouvrages sur l'Empire romain et ses provinces. Il a récemment collaboré, avec Peter Brown et Oleg Grabar, à *Late Antiquity. A Guide to the Postclassical World* (Harvard University Press, 1999).

Le Colisée de Rome à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Un spectacle de ruines, qui inspire l'historien anglais Edward Gibbon lorsqu'il travaille sur « le déclin et la chute de l'Empire romain » (tableau de Bernardo Bellotto, Parme, Galerie nationale ; cl. Dagli Orti).



# Marc Aurèle, Kennedy et Khrouchtchev

*Gladiator* est un *remake*. Celui de *La Chute de l'Empire romain*, beau film d'Anthony Mann. Et message d'apaisement adressé, en pleine guerre froide, par Hollywood à Khrouchtchev.

**L**a *Chute de l'Empire romain*, tourné par Anthony Mann en 1964, nous transporte à la fin du II<sup>e</sup> siècle : le règne de Marc Aurèle s'achève. En cette année 180 de l'ère chrétienne, l'empereur-philosophe se sait condamné par un mal implacable. Lucide sur lui-même, il l'est aussi sur ses proches : sa fille Lucilla, dont il doit sacrifier le bonheur en la mariant avec le roi d'Arménie ; son fils, Commode, qui ne se plaît qu'aux jeux de l'amphithéâtre ; son meilleur général, Livius, le seul digne de lui succéder.

Avec Marc Aurèle meurt un grand dessein : faire des Barbares vaincus des citoyens romains et dresser ainsi, aux frontières de l'empire, un cordon de protection contre d'autres invasions.

L'historien trouvera peu à redire au début de *La Chute de l'Empire romain*. Tout au plus s'étonnera-t-il des circonstances dramatiques qui entourent la mort de l'empereur, de l'importance donnée au rôle de Lucilla et de la présence de Livius, inventé pour les besoins du romanesque cinématographique : il faut bien qu'un héros noble et courageux s'oppose au mauvais empereur, en l'occurrence Commode.

Mais la suite démentira cette impression de vérité. Sans doute Commode fut-il cruel et débauché — c'était la règle du trône impérial et à peine souffrit-elle quelques exceptions. Sa mort, en 192, fut le résultat d'un complot, non pas d'un spectaculaire duel dans l'arène contre Livius, pour le plus grand bonheur du spectateur. Car, dans ce beau film, scènes d'action alternent avec intrigues de palais. Des forêts de Germanie au Forum, reconstruit plus grand et plus majestueux que nature. Au point d'y avoir planté — *horresco referens* — l'arc de triomphe de Septime Sévère qui ne sera érigé qu'en 202...

Mais l'important est ailleurs : s'agit-il vraiment de la chute d'un empire qui a encore de beaux siècles devant lui



Coll. Prod DB © Samuel Bronston/dr

ou, en pleine guerre froide, du message envoyé par l'empire américain aux « barbares » de l'Est ? Dans un vibrant plaidoyer devant un Sénat romain sceptique, un philosophe grec (dont on apprendra qu'il est chrétien) suggère de distribuer des terres aux Barbares, afin de les amener à goûter aux joies de la propriété et aux douceurs de la vie occidentale. Nous sommes donc en 1964. Le 25 novembre 1962, Khrouchtchev a imposé une réforme de l'industrie et de

l'agriculture en URSS. Le 15 janvier 1963, il a mis fin à la crise de Berlin ouverte en 1958. Le 5 août, nouveau signe de détente après la crise de Cuba : signature à Moscou du traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires.

Cette pause dans la guerre froide (qui reprendra après la chute de Khrouchtchev le 14 octobre 1964) se retrouve dans le scénario de *La Chute de l'Empire romain*. Anthony Mann était reconnu pour son esprit frondeur, Samuel Bronston, le producteur, était un indépendant et les deux principaux scénaristes, Ben Barzman et Basilio Franchino,

étaient proches du parti communiste, admirateurs de Khrouchtchev et partisans d'une co-

existence pacifique. Ils se firent donc l'écho des révolutions cubaine et vietnamienne dont le slogan était « la terre à ceux qui la travaillent ». Certes, le message peut sembler équivoque quant aux façons d'arriver à un monde pacifié : idéologie capitaliste voilée ou orthodoxie marxiste-léniniste ? — cette dernière interprétation m'a été fournie par John Barzman, le fils de Ben Barzman

Il n'en reste pas moins que, pour le spectateur des années 1960, les choses étaient claires : la menace venait de l'Est et l'Empire romano-américain, après les morts violentes de Commode et de Kennedy (22 novembre 1963) devait être le garant de la paix mondiale.

Claude Aziza

Directeur du département de médiation culturelle de Paris-III

## Morts violentes de Commode et de Kennedy



langues et peuples témoignent au contraire de la fécondité et de la richesse de ce qu'il avait créé.

On a en effet toujours considéré que l'Empire romain s'était effondré en 476, sous le règne, en Occident, d'un personnage pathétique, Romulus Augustule, dont le nom même symbolisait la fin d'un monde né avec Romulus et devenu monarchie sous Auguste.

Dans un article publié en 1973, l'historien italien Arnaldo Momigliano s'est penché sur cette question précise pour montrer que, ni cette année-là ni une autre, la « chute » n'a eu lieu<sup>1</sup>. Pourtant, remarque-t-il, cette chute nous hante depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle au point de devenir l'archétype même de tout déclin et, par conséquent, de symboliser nos angoisses.

Alors que Montesquieu se fondait sur l'étude des textes antiques, Gibbon, lui, s'inspirait avant tout de sa connaissance propre des ruines italiennes, en particulier celles de Rome. La dernière phrase de son ouvrage est catégorique : « *C'est au milieu des ruines du Capitole que j'ai commencé à concevoir ce travail qui a distraité et occupé près de vingt années de ma vie* », idée qui reparaît sous différentes formulations dans ses *Mémoires*.

Peu importe qu'il n'y ait pas eu de ruines sur le Capitole lorsque Gibbon y était : depuis cette colline il pouvait en observer à foison. Pour un esprit des Lumières, ce spectacle signifiait la fin d'un monde, et les voyageurs accomplissant le « Grand Tour », la visite du patrimoine européen dans ce qu'il avait de plus ancien, découvraient avec émotion des sites qui, des siècles durant, n'avaient guère troublé les Italiens ! Aux ruines du Forum romain s'ajoutaient celles mises au jour par les premières recherches archéologiques. Et les fouilles de Pompéi et d'Herculanum de mettre en garde les riches et les voluptueux contre la fin violente qui les guettait ! On découvrait alors des monuments et même des villes entières en ruines, semblant symboliser la fin d'une grande « civilisation ». A en croire Fernand Braudel, c'est seulement à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle que le concept de « civilisation » apparut en Europe et, avec lui, la crainte de perdre ce bien. Cette question, toutefois,

ne préoccupait guère les Italiens, qui avaient naturellement intégré les ruines à leur histoire.

C'est ainsi que, dans les années 1970, Arnaldo Momigliano observa à juste titre que la ville de Spolète, où il vivait, n'avait connu aucune rupture depuis l'Empire romain. « *A Spolète, écrit-il, l'arc de Drusus [début du 1<sup>er</sup> siècle] s'élève maintenant au milieu d'une rue médiévale, et l'on dit même de l'une des portes de la ville, qui date du Moyen Âge, qu'elle a vu passer les troupes romaines victorieuses des armées d'Hannibal [au 1<sup>er</sup> siècle av. J.-C.], réputation confirmée par une inscription datant de la Renaissance. Pour sa part, la cathédrale médiévale est décorée de l'un des chefs-d'œuvre de Filippo Lippi [fin du 15<sup>e</sup> siècle].* » Et Momigliano de conclure avec pertinence qu'« *un aristocrate romain de la fin de l'empire pourrait revenir [dans cette ville] sans ressentir de heurt entre l'ancien et le*

*moderne* ». A la suite de Gibbon, beaucoup d'Occidentaux tirèrent pourtant du spectacle des ruines des leçons édifiantes. De nos jours, grâce aux fouilles archéologiques, nous pouvons contempler de très nombreux vestiges antiques, et, grâce aux moyens de transport modernes, ils sont familiers à un nombre croissant de visiteurs. Dès les années 1930, le compositeur américain Cole Porter avait fait chanter les vers suivants à un chœur de touristes blasés :

« *Ils n'arrêtent pas de nous montrer  
« Des ruines, des ruines et encore des  
ruines,  
« Partout ils nous montrent des ruines  
« On en a vu un paquet à Carthage,  
« Et encore tout un tas à Rome,  
« Et ici, à l'exception des puces et des  
cafards,  
« Il n'y a rien d'autre que  
« Des ruines, des ruines et encore des  
ruines.  
« Et tous les jours ça recommence ! »*

A l'époque de Cole Porter, Hollywood ne ménageait pas sa peine pour faire revivre, de façon sanglante et spectaculaire, la Rome païenne dont les ruines pour touristes n'étaient que les pâles vestiges. Pour vaincre l'ennui des vraies ruines, Hollywood s'employait à restaurer leur splendeur primitive et à les peupler de foules grouillantes et de beaux acteurs.

La plupart de ces superproductions s'inspiraient du conflit entre paganisme et christianisme, tel qu'on l'imaginait au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, au contraire de Gibbon qui considérait le christianisme comme une des causes décisives de l'affaiblissement de l'empire, la Rome hollywoodienne, elle, s'employa à le valoriser comme source de renouveau. La tradition était issue de trois romans à succès succédant à l'œuvre de Gibbon : *Les Derniers Jours de Pompéi* d'Edward Bulwer-Lytton (1834), *Ben Hur* de Lew Wallace (1880) et *Quo Vadis ?* d'Henryk Sienkiewicz (1895).

La décadence romaine et les débuts du christianisme ne se cantonnaient pas à la littérature et avaient gagné l'opéra : en 1879, à la suite d'une commande faite par l'Opéra de Paris une dizaine d'années plus tôt, le compositeur russe Anton Rubinstein créa un *Néron* qui incluait non seulement l'incendie de Rome au troisième acte mais

« **C'est au milieu des ruines du Capitole que j'ai commencé ce travail** »



**Foules hurlantes, destructions apocalyptiques... C'est souvent sous l'angle sanglant et spectaculaire qu'Hollywood a choisi d'aborder l'époque de l'Empire romain. Notamment à travers les nombreuses adaptations des Derniers Jours de Pompéi, le roman d'Edward Bulwer-Lytton (1834). Ci-dessus, une image tirée du film d'Ernest B. Schoedsack, en 1935 (coll. Prod DB © RKO/dr).**

## NOTE

1. Arnaldo Momigliano, « La caduta senza rumore di un impero nel 476 d. C. » (« La chute silencieuse d'un empire en 476 apr. J.-C. »).

## MISE AU POINT

L'Antiquité tardive,  
mode d'emploi

On peut approximativement distinguer trois phases dans l'appréciation qu'ont portée les historiens sur les derniers siècles de l'Empire romain.

1. A la suite de Gibbon, le Français André Piganiol écrivait dans *L'Empire chrétien, 325-395* (PUF, 1947, mais l'ouvrage avait été rédigé pendant la guerre) : « La civilisation romaine n'est pas morte de sa belle mort. Elle a été assassinée. » Ce colosse aux pieds d'argile, miné par des dissensions internes, de mœurs corrompues, hypertrophié, avait été renversé par les Barbares, ces Germains habitant « un affreux pays dont ils ont la paresse de cultiver le sol ingrat » et préférant « la guerre au travail ordonné ».

2. Henri Irénée Marrou en France (*Décadence romaine ou Antiquité tardive ?* Le Seuil, 1977), Peter Brown à sa suite aux États-Unis (*Genèse de l'Antiquité tardive*, trad. Gallimard, 1983) ont préféré employer l'expression d'Antiquité tardive plutôt que celle de Bas-Empire, péjorative, et privilégier à la fois la notion de continuité entre le début et la fin de l'empire et celle de créativité de cette période. Plus de décadence, ni même de déclin, mais une rayonnante période de mutations.

3. Cette « réhabilitation » fait aujourd'hui l'objet d'un débat. Peter Brown est-il allé trop loin en ce sens ? C'est ce que pensent l'Italien Andrea Giardina et, d'une certaine manière, Glen Bowersock lui-même, qui récusent les outils d'explication de Gibbon (les chrétiens seraient responsables) mais pas son constat et sa périodisation : l'Empire romain des derniers siècles n'était plus celui de la splendeur.

*L'Histoire*

## NOTE

2. La tétrarchie : le pouvoir est partagé entre deux augustes associés de deux césars. Le règne de Constantin (306-337) eut un impact décisif quant à l'introduction du christianisme dans l'empire.

encore, au quatrième, l'apparition, totalement apocryphe, d'une croix dans le ciel.

Le roman de Bulwer-Lytton fut souvent porté à l'écran à l'époque du muet, quatre fois entre 1897 et 1926. Mais l'adaptation de référence, qui, en dehors du titre, n'a que peu de rapports avec le roman, est le film célèbre que réalisa Ernest B. Schoedsack en 1935. Dans l'intervalle, *Ben Hur*, dû à un ancien général de la guerre de Sécession, avait été porté à l'écran, en 1925, dans une présentation qui reste admirable.

En 1951, *Quo Vadis ?* renoua avec le genre des spectacles chrétiens édifiants avec, dans les rôles principaux, de grandes stars d'Hollywood, comme Deborah Kerr,

Dans le sillage de ces reconstitutions spectaculaires et artificielles, qui empruntaient au livre de Gibbon son titre et non pas sa philosophie, un surprenant commentaire sur la chute de Rome sortit de la plume du poète W. H. Auden, deux ans seulement après la sortie de *La Chute de l'Empire romain*. C'est un article commandé par *Life* en 1966, et en fin de compte refusé par le magazine, qui est resté inconnu jusqu'à sa parution en 1995.

Cet article, exprimant une interprétation révisionniste des deux derniers siècles de l'empire, arrivait à la veille d'un changement radical dans la problématique héritée de Gibbon. Ce changement fut diffusé,



**Gladiator**, le film de Ridley Scott, a remporté cinq oscars à Hollywood en mars dernier. Dernière illustration en date d'une idée tenace : après la mort de Marc Aurèle, à la fin du II<sup>e</sup> siècle, Rome et l'empire sont voués à la décadence (cl. Prod DB).

Robert Taylor et Peter Ustinov, qui dès lors personnifia Néron comme Boris Karloff le monstre de *Frankenstein*. *Quo Vadis ?* fut suivi de *La Tunique* en 1953, et, comme on pouvait s'y attendre, d'un remake de l'insaisissable *Ben Hur*. En 1960, *Spartacus*, de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas dans le rôle titre, bien que situé à l'époque de la république (au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C.) et non de l'empire, restait très proche de l'esprit des films précédents, mais leur était très supérieur en qualité.

Suivirent enfin *Cléopâtre* en 1963, superproduction tournée avec Elizabeth Taylor, puis, l'année suivante, un film qui aurait épouvanté Gibbon : *La Chute de l'Empire romain*, pas moins, avec Sophia Loren, James Mason et Alec Guinness.

quelques années plus tard, par le succès du *Monde de l'Antiquité tardive* (1971) de Peter Brown : les IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup> siècles, et même les suivants, n'étaient plus perçus comme une ère de déclin et de décadence mais plutôt comme l'épanouissement d'une culture nouvelle et vivante, issue de la tétrarchie et de la révolution constantinienne<sup>2</sup>.

Auden, tout en restant influencé par l'idée traditionnelle de « déclin et chute », entrevoyait dès 1966 cette vigueur et cette originalité de la culture antique tardive. Il s'en était rendu compte à la lecture d'un poème érotique, *La Veillée de Vénus*, dont le prétexte est la fête printanière de la naissance de Vénus, et, surprise, dans les vers peu connus du poète élégiaque Maximien, qui écrivait au VI<sup>e</sup> siècle.

A la fin de sa vie, Auden, qui fut toujours un homme de son temps, rompit avec les stéréotypes de l'histoire traditionnelle : il n'avait certainement pas oublié la célèbre formule de Gibbon sur l'histoire, « *simple chronique des méfaits, des folies et des malheurs de l'humanité* ». Voici ce qu'il écrivit en 1973 :

« De l'archéologie  
« On peut tirer, au moins, une leçon,  
« A savoir que tous  
« Nos livres de classe mentent.  
« Ce qu'ils appellent l'histoire  
« N'est rien dont il faille s'enorgueillir,  
« Façonnée comme elle l'est  
« Par le criminel en nous. »

Cette vision sombre de l'histoire et, en particulier, de l'histoire romaine, a été mise en images, de manière inoubliable, par Federico Fellini. Son *Satyricon* prend l'exact contrepied des films d'Hollywood sur la Rome antique. Avec ses lugubres obscénités et ses terreurs constantes, il se situe aux antipodes des deux versions de *Ben Hur*, de *Quo Vadis ?*, de *La Tunique*, de *Cléopâtre* et enfin de *La Chute de l'Empire romain*.

La Rome grandiose qui s'était écroulée était transformée en ville perdue de vices, à laquelle l'Antiquité tardive ne pouvait que promettre un avenir meilleur. Fellini bouleversait le modèle laissé par Gibbon en subvertissant sa conception, dans l'ensemble positive, de la culture de l'Empire romain aux I<sup>er</sup> et II<sup>es</sup> siècles.

Avec le succès phénoménal et inattendu de *Gladiator* en 2000, Hollywood a retrouvé le filon autrefois si abondamment exploité. A une différence près : le christianisme est absent du film. Une fois de plus, nous avons droit à la splendeur de la Rome impériale et aux faits et gestes héroïques de quelques braves, cette fois au III<sup>e</sup> siècle, au temps des Antonins (Marc Aurèle et son fils et successeur Commode), à en croire Gibbon dernier moment de bonheur que connut l'espèce humaine.

Si *Gladiator* appartient à l'évidence à la tradition du péplum, il n'y est plus question du triomphe du christianisme, pourtant à l'origine du genre. A l'inverse de *Spartacus* et de *Cléopâtre*, *Gladiator* se situe à l'époque des premiers martyrs chrétiens, mais il n'est fait allusion à leur sort à aucun moment. L'Empire romain qu'on nous montre ici est destiné à un public postmoderne et multiculturel.

Cela ne suffit pas à expliquer le succès phénoménal de *Gladiator*. Comment un tel film parvient-il à toucher un si vaste public ? L'Antiquité tardive n'a plus la même aura qu'il y a trente ans — même si on en revient à la périodisation héritée de Gibbon, qui tend à singulariser cette période par rapport à ce qui l'a précédée.

L'historien italien Andrea Giardina vient ainsi de protester contre ce qu'il appelle « la surestimation de l'Antiquité tardive ». Il souligne à juste titre que les institutions et l'économie de l'Antiquité tardive étaient au bord du gouffre, si lumineuse que fût sa vie religieuse et culturelle. Mais ce retour à une interprétation pessimiste de la fin de l'empire est totalement exempt de triomphalisme chrétien.

En dépit de la violence de ses combats, *Gladiator* ne laisse pas présager que la chute de Rome va retrouver sa place d'honneur parmi les événements clés de l'histoire. Ce film souligne avec force la vigueur du vieux paganisme romain, encore inentamée par les querelles des premiers chrétiens, à cette époque que Gibbon considérait comme un âge d'or.

Mais ce que montre également le film, c'est que ces années étaient loin d'être aussi heureuses que Gibbon l'imaginait, et nous savons maintenant que l'historien avait compris qu'il avait fait fausse route. A la fin de sa vie, après avoir relu les premiers chapitres de son œuvre, il confiait dans ses carnets : « *A quoi bon cette science tardive ? Là où l'erreur*

*ne peut être corrigée, le repentir est inutile* ».

Qu'il fût heureux ou non, le monde païen de la Rome antique a définitivement disparu, même s'il n'a pas connu de chute. Aujourd'hui, et c'est une rupture par rapport à toute la tradition historiographique, le péplum nous montre l'Empire romain sans martyrs chrétiens — c'est tout dire, puisque c'est en effet le destin des martyrs qui a étayé le mythe de la chute de Rome.

Nous avons maintenant atteint le point où toute nouvelle réévaluation de l'Antiquité tardive, qu'elle se fasse pour ou contre le point de vue de Peter Brown, exclura toute idée d'une chute de Rome. Et le plus drôle est que Gibbon savait déjà ce que le succès de *Gladiator* a maintenant révélé.

(Traduit de l'anglais par Pascal Aquien.)

**L**e temps  
des Antonins,  
dernier  
moment  
de bonheur  
que connut  
l'espèce  
humaine



J. FONTAINE  
*Isidore de Séville.  
Genèse et originalité de la culture hispanique  
au temps des Visigoths.*

Entre les invasions germaniques du Ve siècle, et arabes du VIII<sup>e</sup>, la péninsule ibérique a su créer au VII<sup>e</sup> siècle une brillante civilisation "hispano-visigothique". Celle-ci s'est exprimée dans une littérature et un art singuliers, encore antiques et déjà médiévaux, adaptés aux besoins d'une société hispanique nouvelle. Le représentant le plus éminent de cette culture est Isidore, archevêque de Séville (560?-636), dont le rayonnement s'est prolongé sur tout l'Occident du haut Moyen Âge.

On trouvera ici la synthèse d'un demi-siècle de recherches, dans le premier ouvrage d'ensemble, en langue française, sur Isidore de Séville et son temps.

250 p., 130 x 190 mm, broché. ISBN 2-503-50955-X, € 32

I. MARCHESIN  
*L'image organum. La représentation de la  
musique au moyen âge.*

Cet ouvrage est l'analyse, à l'aide de matériaux iconographiques, de la manière dont la musique était ressentie et pratiquée au moyen âge. Il ne s'agit pas d'un ouvrage de technique d'interprétation musicale, mais une interprétation de l'image (miniatures, sculptures, vitraux, etc.) sous un angle sémiotique et linguistique : rapports entre les représentations de l'action musicale et les textes qui entourent ces illustrations, ainsi que des indications métronomiques. L'auteur vent exploiter les données iconographiques sur une base d'interdisciplinarité afin de donner des informations nouvelles sur l'attitude médiévale devant la musique.

L'ouvrage comporte une très importante bibliographie (plus de 500 titres) et rendra service aux musicologues, linguistes, sémioticiens, historiens, historiens de l'art.

262 p., 160 x 240 mm, broché. ISBN 2-503-50929-0, € 59,5

J. VOISENET  
*Bêtes et hommes dans le monde médiéval. Le  
bestiaire des clercs du Ve au XIII<sup>e</sup> siècle.  
Préface de Jacques Le Goff.*

*Bêtes et hommes dans le monde médiéval* cherche "à définir la nature des relations entre l'homme et l'animal, la (ou les) fonction(s) que l'homme du Moyen-Âge assigne à l'animal. C'est un repoussoir, un miroir, un ennemi et un allié. C'est instrument capital dans la quête de soi-même de l'homme, une pièce essentielle de l'humanisme médiéval. Cette étude ne s'intéresse qu'aux idées et à la symbolique animalière, non aux réalités de l'existence des animaux dans l'Occident. Le livre de Jacques Voisenet va être un guide indispensable à la compréhension de l'humanité, de la société et de la civilisation médiévales. Et quand on l'aura lu on ne pourra plus concevoir le Moyen Âge (ce serait se refuser de le comprendre en extension et en profondeur) sans les animaux et sans qu'à côté d'Adam et Eve un autre couple essentiel n'apparaisse: l'homme et l'animal".

552 p., 160 x 240 mm, PB. ISBN 2-503-50960-6, € 57

(prix hors taxe)

BREPOLS PUBLISHERS

Entretien avec Paul Veyne • Professeur au Collège de France

# « Un événement aussi fascinant que la disparition des dinosaures »

Depuis la Renaissance, l'Occident n'a cessé de réfléchir sur son propre destin : celui, fascinant, d'une civilisation qui serait sortie du néant et aurait sombré dans le chaos.

Au terme d'un processus inéluctable.

Une vision grisante et totalement imaginaire selon Paul Veyne.



## L'AUTEUR

Professeur au Collège de France, Paul Veyne a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Le Pain et le cirque* (Le Seuil, 1976, rééd. 1995) et *Les Mystères du grand érotisme* (avec Françoise Frontisi-Ducroux et Françoise Lissaragne, Gallimard, 1999).

**L'HISTOIRE :** Le tableau de Thomas Couture, au musée d'Orsay, est fameux. *Les Romains de la décadence*. Une scène d'orgie ou de bacchanale. Un fantasme qui a pris corps au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'Empire romain se serait effondré, en 476, avec la déposition par Odoacre de Romulus Augustule, parce qu'il était licencieux, voluptueux, amolli...

**PAUL VEYNE :** Tout est dans la date, 1847. Un paganisme de boudoir qui annonce les stupres du Second Empire. La roublardise

des films pornographiques. C'est une peinture pornographique, comme toute la peinture pompier dont c'était l'une des utilités — avant les photos de nus...

L'idée sous-jacente, c'est qu'un empire se serait effondré à cause d'une poignée de noceurs : aussi absurde que de penser que la France a été défaite en 1871 parce qu'il y avait mille richards qui menaient la grande vie, alors qu'elle a succombé tout simplement parce que son armée n'était pas préparée. On dit cependant que les

**Luxe, orgie et volupté :** *Les Romains de la décadence*, de Thomas Couture, 1847. Ou comment la France de Louis-Philippe frissonne à l'idée de la chute de Rome (Paris, musée d'Orsay ; cl. Josse).

visiteurs du Salon de 1847 s'enthousiasèrent pour l'œuvre de Thomas Couture : son faste, sa noblesse, ses proportions, son air de naturel... Seul Delacroix ne fut pas dupe : « *Lumière, couleur de farine* », écrivit-il.

*Les Romains de la décadence*, ce n'est rien d'autre qu'une naïve mise en images du *Satiricon* de Pétrone, au 1<sup>er</sup> siècle, qui dut justement son succès au fait qu'il décrivait des scènes de débauche à une société, la société romaine, alors très puritaine : les Romains compensaient leur propre austérité par les délices de l'imagination.

Songez que quand on fait l'amour à Rome c'est nécessairement sans se déshabiller entièrement, nécessairement de nuit et en éteignant la lampe ! La société prétendument décadente du IV<sup>e</sup> siècle est en réalité une société prude et patriote.

**L'H. :** Une société dans laquelle les chrétiens ont pris le pouvoir ?

**P. V. :** Oui, et se sont débarrassés de l'humanitarisme des premiers siècles, quand l'Église interdisait par exemple aux soldats de tirer l'épée.

Au IV<sup>e</sup> siècle on fait disparaître des listes de martyrs les soldats qui ont été exécutés pour avoir refusé de se battre. Il s'agit maintenant de défendre la civilisation de l'empire, car c'est une civilisation chrétienne, et il faut servir l'empereur qui est un empereur chrétien.

**L'H. :** La christianisation a été un ciment, un facteur de cohésion de l'empire ?

**P. V. :** Oui. L'empire des deux derniers siècles était imprégné d'un fort sentiment de patriotisme religieux.

**L'H. :** Par conséquent l'idée reçue héritée d'Edward Gibbon, selon laquelle ce serait la christianisation qui aurait amené la chute de l'empire, vous paraît absurde.

**P. V. :** On se demande où il est allé chercher ça ! Enfin, à sa décharge, Gibbon sortait de trois siècles de guerres de Religion, anglaises et françaises. On peut supposer que cela a altéré son jugement.

**L'H. :** Mais ce sont les auteurs chrétiens eux-mêmes, contemporains de l'événement, de la déposition du dernier empereur en 476, qui ont acclimaté l'idée que cette issue était inéluctable, parce que l'empire n'était plus ce qu'il avait été ?

**P. V. :** Ils ont voulu venger le christianisme de l'accusation d'avoir ruiné l'empire en cessant d'honorer les vrais dieux, ceux du paganisme. Ils ont voulu répondre à cette accusation portée contre eux par les païens.

Bien avant cette date purement symbolique de 476, dès le début du V<sup>e</sup> siècle, après les premières grandes incursions barbares dans l'empire, saint Augustin le premier veut effacer l'impression catastrophique causée par la prise de Rome par les Wisigoths d'Alaric en 410 (cf. *document*, p. 39). D'où sa ligne de défense : 1) ça n'a pas été si grave que ça ; 2) de toute façon les Romains se sont toujours mal conduits, ils aimaient la guerre, les spectacles, l'ostentation, faut-il vraiment regret-

menace, de fanfaronnade si l'on peut dire.

Le vrai grand événement dans l'histoire de Rome, celui qui change le cours des choses, c'est, à mes yeux, 406, quand le front du Rhin et du Danube a craqué et que l'Occident latin a été envahi par des corps expéditionnaires germaniques à moitié romanisés, venus se tailler des royaumes en négociant plus ou moins avec l'empire qui affecte de les considérer comme des alliés. Comme des gens avec qui l'on peut signer des traités, pour sauver la mise, mais qui ne sont pas vraiment animés de bonnes intentions à son égard.

Cela étant, l'Empire romain n'a pas été envahi par un peuple, la Germanie ne s'est pas retrouvée vide, elle ne s'est pas déversée dans l'em-

pire : il ne s'agissait que de quelques chefs de guerre et de leurs troupes, qui, ici ou là, prennent le pouvoir et reprennent à leur compte les institutions et les coutumes romaines, qui ont fait leurs preuves.

Quand Clovis a été nommé consul, il en était très fier, même si cela n'avait aucun sens. Si l'on veut, c'est l'Union française de De Gaulle, un vaste leurre mis en place pour camoufler la perte des colonies, n'illusionnant personne et satisfaisant tout le monde.

**L'H. :** Qu'est-ce que Rome perd dans l'affaire ? Qu'est-ce qui a vraiment disparu au V<sup>e</sup> siècle ?

**P. V. :** L'Occident. La zone de langue et de civilisation latine, c'est cela qui a sombré avec les invasions barbares.

**L'H. :** Et les habitants de cette partie occidentale de l'empire, est-ce qu'ils ont l'impression qu'ils appartiennent à une civilisation en voie de disparition ?

**P. V. :** Ils savent bien qu'ils ont changé de maître, que le maître maintenant c'est le Barbare. Qu'est-ce que cela change ? Pour les paysans, je crois qu'on n'en sait rien. Pour les grands seigneurs, gallo-romains en l'occurrence, ils négocient d'égal à égal avec les chefs barbares du coin, ils se mettent à leur service, ils leur en imposent sans doute, ils ont pour eux le prestige lié à la richesse et à la culture.

**L'H. :** Mais les Barbares, assimilés, christianisés, sont des Romains d'une certaine façon ?

**P. V. :** Ils sont à moitié romanisés, et certainement grands admirateurs de l'em-



PAUL VEYNE

« **L**a conversion au christianisme, c'est comme le suffrage universel de nos jours : le signe qui distingue les civilisés des sauvages »

ter la disparition de leur civilisation ? 3) les bons chrétiens ont mieux à faire que de défendre des pouvoirs terrestres, ils ne doivent se dévouer qu'à l'avènement de la cité de Dieu.

Après Augustin, Orose, également au début du V<sup>e</sup> siècle, souligne non pas la décadence mais l'immoralité de la civilisation romaine : il n'y a rien à regretter, on peut comprendre que Dieu n'ait pas songé à sauver une civilisation pareille. Enfin, Salvien, au milieu du VI<sup>e</sup> siècle, affirme que les Barbares ne sont pas si barbares que ça. Et que Dieu n'a pas fichu le monde en l'air. Figurez-vous même que les Barbares ont plus de vertus que n'en avaient les païens ! C'est peut-être chez Salvien une dénégation au sens freudien : on n'a rien perdu en perdant la civilisation romaine.

Ce n'est pas qu'il soit « tiers-mondiste » acquis aux Barbares ni qu'il ait une âme de collaborateur et de vendu, c'est plutôt qu'il veut nier la catastrophe.

**L'H. :** Vous parlez de catastrophe, vous évoquez l'irruption des Wisigoths d'Alaric... Et peu à peu la civilisation romaine va disparaître. Il n'y a peut-être pas eu de décadence, mais il y a bien eu effondrement, peut-être pas de « chute » brutale, mais au bout du compte, à partir du V<sup>e</sup> siècle, fin d'une civilisation ?

**P. V. :** Précisons bien tout d'abord que la prise de Rome par Alaric en 410 est un fait isolé, un problème de politique intérieure. Alaric était un roi barbare au service de Rome qui s'est rebellé contre ses employeurs, puis qui a pillé Rome pour nourrir ses troupes et à titre de



Vision fin de siècle des derniers moments de l'empire : Le Colisée du peintre anglais Lawrence Alma-Tadema, (coll. part ; cl. Bridgeman).

pire. Odoacre, après avoir déposé Romulus Augustule, se conduit en empereur romain et utilise les fonctionnaires romains. Et puis, en effet, ils se convertissent au christianisme : c'est comme l'adoption du suffrage universel de nos jours, le signe qui distingue les civilisés des sauvages.

**L'H. :** Ce qui change, ce sont les institutions politiques.

**P. V. :** De fond en comble. Mais ne considérons pas cela comme la loi du plus fort imposée par un peuple à un autre.

**L'H. :** Et du point de vue démographique...

**P. V. :** On ne sait rien, tout n'est que spéculation en ce domaine.

**L'H. :** Cette période de grands bouleversements géopolitiques est pourtant celle d'un art florissant ?

**P. V. :** A partir des années 200, à partir de l'arc de Sévère à Rome, l'art cesse d'être un académisme, pour devenir un art de recherche. Tout cela a été considéré, jusqu'en 1900, comme une expression esthétique de la décadence : voyez ces malheureux Romains, qui ne savent plus dessiner, qui ne connaissent plus l'anatomie, c'est affreux comme du Picasso, etc.

Évidemment, aujourd'hui, on a plutôt

tendance à considérer cela pour ce que c'était, un extraordinaire champ d'inventivité et de renouvellement des formes.

**L'H. :** Et, à l'est de l'empire, comment perçoit-on cet effondrement de toute la moitié occidentale ?

**P. V. :** Constantinople n'a pas porté secours à Rome. A vrai dire, à l'Est, on n'était pas mécontent de voir les efforts des Barbares se porter vers l'Ouest. Qu'ont-ils pensé, en Orient, de la perte de l'autre moitié de l'empire ? Je crois qu'ils s'en fichaient, ces Grecs restés irréductibles à l'intérieur de la civilisation romaine, sujets de Rome et hostiles à Rome, qu'ils considéraient comme quelque chose d'un peu sommaire, voire vulgaire...

**L'H. :** 476, finalement, c'est la revanche des Grecs ?

**P. V. :** Exactement, puisqu'ils demeurent maîtres chez eux, dans la moitié de l'empire qui subsiste. L'empire est devenu grec. Ils sont débarrassés des Latins, restés maîtres de la vieille maison, héritiers de l'Empire romain, mais grecs envers et contre tout !

**L'H. :** Qui a inventé la distinction entre « haut » et « bas » empire effectuée par les historiens depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ?

**P. V. :** C'est une vision des choses toute idéologique. Parler de « haut » empire, c'est une façon d'exalter le I<sup>er</sup> siècle, celui des Antonins, Marc Aurèle l'empereur philosophe, etc. On a donné en plein dans ce panneau avec le règne de la bourgeoisie louis-philipparde. C'est le rêve de gens bien élevés qui se retrouvent entre eux au pouvoir. Les notables orléanistes s'identifient au gouvernement de ces vieux académiciens de la politique romaine qu'on appelle les sénateurs et qui n'étaient pas bons à grand-chose, mais qui ont gueulé comme des putois qu'on tuait la civilisation puisqu'on les tuait. En revanche, ce qui les irrite, c'est la promotion au mérite des chefs de guerre qui ont effectivement assuré la survie du territoire entre 238 et 268, des généraux sortis du rang, originaires des régions danubiennes.

D'après cette vision des choses, l'« âge d'or » prendrait fin en 192, avec la mort de Commode — certains, encore plus pessimistes, préférèrent mettre en avant celle de

Marc Aurèle, en 180. Après, on enchaînerait sur trois siècles de « Bas-Empire ».

Mais, la réalité, c'est que c'est entre 200 et 240 à peu près que l'Empire romain est à son apogée. Apogée économique (richesse inouïe de l'Afrique, de la Turquie et de la Syrie). Apogée démographique probablement. Apogée militaire. Apogée juridique enfin. C'est la grande période du droit romain, avec cette formidable innovation de 212, quand tous les habitants libres de l'empire deviennent citoyens romains.

Ensuite, trente années catastrophiques, 238-268, quand l'empire, attaqué de tous côtés, sur le Rhin, le Danube et l'Euphrate, éclate en morceaux. Et puis le « siècle chrétien », de 268 à 406, le retour de la paix, cette « restauration du monde », pour reprendre les termes de la devise des empereurs chrétiens, devise qu'ils faisaient graver sur leurs monnaies. L'empire est parfaitement stable lorsque se produit le fatal accident de 406.

**L'H. :** Effondrement donc, et pas décadence. Et pourtant, avant Gibbon, c'est Montesquieu qui a popularisé l'idée de la décadence de Rome, avec ses *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, publiées en 1734. A-t-il inventé cette

notion de déclin et de décrépitude ?

**P. V. :** Non. Le point de départ, ce sont *Les Antiquités de Rome* de du Bellay, ébloui par les ruines gigantesques qu'il découvre lors de son séjour en Italie, obsédé par l'idée de l'effondrement du plus vaste empire qu'on ait jamais vu — comme nous fascine aujourd'hui l'extinction des

dinosaures : « *Ainsi de peu à peu crût l'Empire romain/ Tant, qu'il fut renversé par la barbare main/ Qui ne laissa de lui que ces restes antiques/ Que chacun va pillant...* »

Pour les hommes de la Renaissance, c'est tout simplement l'événement le plus énorme de l'histoire universelle : mettez-vous à leur place, ils ne connaissaient ni la préhistoire ni la protohistoire, ni les peuples de l'Orient ancien, ni les antiquités de la Chine et de l'Inde, ni l'archéologie ! Leur vision de l'aventure de l'humanité, cela se résumait à un fouillis oriental, à l'émergence de ce colosse, l'Empire romain, à sa disparition, produisant le monde chrétien morcelé dans lequel ils vivaient.

**H**aut et Bas-Empire : des constructions idéologiques héritées du XIX<sup>e</sup> siècle »

Montesquieu reprend à son compte cette interrogation, et répond : c'est très simple, les Romains ont conquis le monde grâce à la discipline militaire et aux vertus de la pauvreté, l'ayant conquis ils ont eu recours à une armée de métier et se sont laissé corrompre par le luxe — d'où le tableau de Couture. Le luxe, on peut s'y arrêter un instant : c'est une vieille rengaine que l'on trouve déjà chez Salluste, au I<sup>er</sup> siècle avant notre ère, et, à en croire ces sempiternels grincheux, la décadence a commencé au lendemain même de la fondation de Rome ! L'idée de décadence est en somme l'un des topos les plus écoulés de la littérature latine scolaire.

Ce qui est paradoxal c'est que ce soit un libéral, pacifiste, comme Montesquieu, qui finisse par faire l'éloge de la discipline militaire et de la pauvreté alors qu'il vit au siècle des Lumières et du luxe, et qu'il est très épris de son siècle ! Il est en somme aux prises avec une sorte de manie d'anti-quaire, défendant des valeurs qui ne sont pas les siennes, par une forme d'hallucination rétrospective.

**L.H. :** Dont nous serions encore victimes aujourd'hui ?

**P.V. :** C'est tellement beau, cette idée de décadence, cela fait si peur, et cela paraît si loin, aussi. On en a fait un mouvement esthétique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. « Je suis l'empire à la fin de la décadence / Qui regarde passer les grands barbares blancs... », écrivait Verlaine ! C'est joli, cela fait frissonner, procure un peu d'alan-guissement et de nostalgie. Voilà pourquoi ce motif saugrenu a prospéré comme du chiendent.

Aujourd'hui, c'est chez nous un thème de droite, un thème conservateur, *Figaro*. Et aussi un thème d'ultra gauche stigmatisant la société de consommation, la société-spectacle, enfin toutes ces niaiserie...

La règle de conduite qui devrait prévaloir chez tout individu sensé — ne jamais stigmatiser son temps ! — n'a malheureusement guère cours, et l'on se retrouve devant le plus insipide, le plus machinal, le plus rhétorique des genres de la littérature latine : la satire, Juvénal déplorant les vices de son temps...

Nous sommes à cet égard d'une stupidité déconcertante, comme tous ceux qui ont imaginé la Rome des derniers siècles à travers le *Satiricon* de Pétrone. C'est l'éternelle erreur qui consiste à croire que l'art est le visage de la réalité, alors qu'il est son imaginaire et donc l'irréalité.

(Propos recueillis par Véronique Sales.)

## POUR EN SAVOIR PLUS

### LES LIVRES FONDATEURS

- **P. Brown**, *Genèse de l'Antiquité tardive*, Paris, Gallimard, 1983.
- **E. Gibbon**, *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, 1776, traduit de l'anglais par M. F. Guizot, 1812, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2 vol., 1983
- **H. I. Marrou**, *Décadence romaine ou Antiquité tardive ?*, Paris, Le Seuil, 1977.

### LES DERNIERS SIÈCLES DE L'EMPIRE

- **G. W. Bowersock**, *Hellenism in late Antiquity*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1990.
- **G. W. Bowersock, P. Brown, O. Grabar** (dir.), *Late Antiquity. A Guide to the postclassical World*, Cambridge Mass/Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 1999 (la mise au point la plus récente).
- **P. Brown**, *La Toge et la mitre. Le monde de l'Antiquité tardive*, Londres, Thames and Hudson, 1995.
- **J.-M. Carrié, A. Rousselle**, *L'Empire romain en mutation, des Sévères à Constantin, 192-337*, Paris, Le Seuil, « Points-Histoire », 1999 (la suite est à venir).

■ **P. Chuvin**, *Chronique des derniers païens La disparition du paganisme dans l'Empire romain, du règne de Constantin à celui de Justinien*, Paris, Les Belles Lettres/Fayard, 1990.

■ Dans *The Cambridge Ancient History*, par Averil Cameron et collaborateurs, *The late Empire, A. D. 337-425*, 1998 et *Late Antiquity: Empire and Successors, A. D. 425-600*, juin 2000, Cambridge University Press.

### ROME ET CONSTANTINOPLÉ

- **R. Krautheimer**, *Rome. Portrait d'une ville, 312-1308*, Paris, Le Livre de Poche, 1999.
- **C. Mango**, *Le Développement urbain de Constantinople (IV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Paris, De Boeckard, 1985.
- **S. Yérasimos**, *Constantinople. De Byzance à Istanbul*, Paris, Éditions Place des Victoires, 2000.

### « L'HISTOIRE » A PUBLIÉ

- **St. Lebecq** « Les Barbares à l'assaut de l'Occident » dans « Ces Barbares qui ont conquis l'Europe », dossier, n° 222, pp. 31-55 (avec une bibliographie).
- « Rome, capitale du monde », spécial, n° 234.
- Et de nombreuses autres références dans notre Index, consultable sur notre site Internet : [www.histoire.presse.fr](http://www.histoire.presse.fr)

Un lieu de débat  
pour prolonger  
vos lectures...

LA LIBRAIRIE DES

puf

49, BOULEVARD ST-MICHEL  
(PLACE DE LA SORBONNE)  
7 5 0 0 5 P A R I S  
TEL: 01 44 41 81 20  
VENTE PAR CORRESPONDANCE  
TEL: 01 45 73 64 56

LE TEMPS  
DES  
COLONIES

avec

Yves  
BENOT

Pierre  
BROCHEUX

mercredi  
9 mai  
à 18 heures.

# L'HISTOIRE

N° 217 janvier 1998

Dossier : L'âge d'or des grandes abbayes.  
La science nazie et l'extermination des marginaux. Rome : les empereurs en voyage. Il y a cent ans... Emile Zola écrit "l'accuse". Communisme : l'heure du bilan.

N° 218 février 1998

Dossier : 1938, le triomphe des nazis.  
Février 1848 : la révolution des femmes. Vercingétorix, portrait d'un rebelle gaulois. L'odyssée de la 2 CV. La grande peur des épidémies.

N° 220 avril 1998

SPECIAL ANNIVERSAIRE : 1978-1998, chronique des 20 ans qui ont changé le monde.

N° 221 mai 1998

Dossier : Enquête sur un tabou, les homosexuels en Occident.  
La splendeur d'Alexandrie. 1848 : l'abolition de l'esclavage. Mai-68 : la révolution introuvable. Israël sans légende.

N° 222 juin 1998

Dossier : Les invasions barbares.  
Le cas Papon : les leçons d'un procès. La Fronde : les nobles contre Louis XIV. Paris : les métiers de la nuit. Football, des aristocrates aux hooligans.

N° 225 octobre 1998

Dossier : 1914-1918, Victoire et désastre.  
L'assassinat du duc de Guise. Frères et sœurs au Moyen Age. La grande aventure de Renault. Le Bien et le Mal à Babylone. Qu'est-ce qu'un Européen ?

N° 226 novembre 1998

SPECIAL : Bilan du siècle.



N° 227 décembre 1998

Dossier : Le mystère Jésus.  
Des V2 à Ariane, les savants de Hitler ont conquis l'espace. Le jour où les Français ont appris la politesse. Les premières révoltes de lycéens. Le cas Pinochet.

N° 228 janvier 1999

Dossier : La grande peur de la fin du monde.  
L'aventure du franc : de la monnaie royale à l'euro. Le vin est né en Mésopotamie. La fortune de Sully. 1960 : la révolution de la mode.

N° 229 février 1999

Dossier : 50 ans d'immigration : l'irrésistible appel de l'Europe.  
La révolution des couleurs au Moyen Age. L'exécution de Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre. 1945 : la France occupe l'Allemagne. L'"aryanisation" des entreprises juives.

N° 230 mars 1999

Dossier : Hitler, portrait historique d'un monstre.  
Richard Cœur de Lion, le roi chevalier. Zarathoustra et la religion des Perses. Les nobles de Napoléon. On a retrouvé les premiers hiéroglyphes !

N° 231 avril 1999

SPECIAL : Les derniers jours de l'Algérie française.

N° 232 mai 1999

Dossier : L'aventure grecque.  
1919-1999 : l'Europe du traité de Versailles. Simone de Beauvoir et "Le Deuxième Sexe". Les Marranes, Juifs du secret. Fidel Castro, le dictateur de Cuba.



N° 233 juin 1999

Dossier : La Résistance sans légende.  
11 août 1999... Chronique des éclipses de Soleil depuis quatre mille ans. Mafia et politique : le cas Andreotti. Grecs et Turcs : la guerre de Chypre. Le tabac, une passion française.

N° 234 juillet/août 1999

SPECIAL : Rome, capitale du monde.

N° 235 septembre 1999

Dossier : Les fascistes.  
La question kurde. Le roi de l'An Mil : Robert le Pieux. Le Sahara avant le désert. Mao et le destin de la Chine.

N° 236 octobre 1999

SPECIAL : La chute du mur de Berlin.

N° 237 novembre 1999

Dossier : Le coup d'Etat de Bonaparte.  
La vérité sur les fusillés de 1914-1918. Police contre FLN : les révélations des archives. Comment on fait un pape. L'utopie ou le rêve du bonheur.

N° 238 décembre 1999

Dossier : Cléopâtre, égyptienne ou grecque.  
Réalités de l'espionnage soviétique. Venise et ses marins. Les inventeurs du calendrier. Le cas Faurisson : comment on devient négationniste.

N° 239S janvier 2000

SPECIAL : Mille ans de croissance économique, de Venise à la Silicon Valley.

N° 240 février 2000

Dossier : La guerre des polices.  
Images de guerre : on trompe l'opinion. Intimité et hygiène à Versailles. Qui a peur des vampires ? Les Russes à Paris.

N° 241 mars 2000

Dossier : Archives secrètes du Vatican.  
Mille ans de séismes en Méditerranée. Souvenirs de Pierre Goubert. L'archéologue et le vin des Romains. Wagner à Paris.

N° 242 avril 2000

Dossier : Français qui sont vos héros ?  
Le procès des cathares. Les grandes familles de la banque française. Naissance de l'astronomie. Le rêve brisé de Charles Quint.

N° 243S mai 2000

SPECIAL : Juifs et Arabes, mille ans de cohabitation, cent ans d'affrontement.

N° 244 juin 2000

Dossier : La Corse est-elle française ?  
Chevaliers du Moyen Age. Le premier jour de la guerre de Corée. Catherine II, tsar de Russie. Le ghetto de Venise.

N° 245 juillet-août 2000

SPECIAL : Les femmes, 5 000 ans pour l'égalité de Pénélope à Hillary Clinton.

N° 246 septembre 2000

Dossier : Freud, la révolution de la psychanalyse.  
L'assassinat de Trotsky. Avez-vous peur du diable ? Washington : naissance d'une capitale. Les plus belles impératrices sont à Byzance.

N° 247 octobre 2000

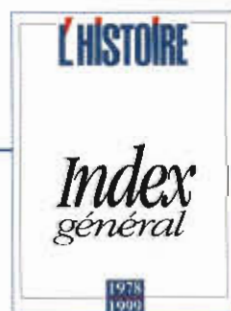
SPECIAL : Cent millions de morts ? Les crimes du communisme.

N° 248 novembre 2000

Dossier : La grande aventure de la langue française.  
Le pape et les Juifs. Le couronnement de Charlemagne. Sartre sous l'Occupation.

N° 249 décembre 2000

Dossier : Les bâtisseurs de cathédrales. Les secrets des chefs-d'œuvre. Les crimes de la Wehrmacht. L'âge d'or des îles grecques. Le cochon, roi des campagnes.



L'index général  
1978-1999  
+ le CD-Rom

(compatible PC et Macintosh)  
4 500 articles, 238 numéros et  
3 entrées : par mot clé, par numéro, par auteur.



- N° 1 : Les années de Gaulle
- N° 2 : Versailles, le pouvoir et la pierre
- N° 3 : Auschwitz, la Solution finale
- N° 4 : Le temps des croisades
- N° 5 : L'amour et la sexualité
- N° 6 : Mille ans d'école, de Charlemagne à Claude Allègre
- N° 7 : L'Empire américain
- N° 8 : 3000 ans sur la mer
- N° 9 : Paris, la traversée des siècles
- N° 10 : Juifs de France



**Et pour conserver cette collection précieusement :**

➤ **l'écrin 11 numéros :**  
**89<sup>F</sup> l'un, 160<sup>F</sup> les deux**

➤ **l'écrin 15 numéros :**  
**(11 numéros + les 4 Collections de L'Histoire)**  
**99<sup>F</sup> l'un, 180<sup>F</sup> les deux**



**BON DE COMMANDE à découper ou à photocopier et à retourner accompagné de votre règlement à :**

L'HISTOIRE - Com&Com - Service abonnements  
20, avenue Edouard-Herriot - 92350 Le Plessis-Robinson  
Tel : 01 40 94 22 22 de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h.  
**Commander aussi par internet : [www.histoire.presse.fr](http://www.histoire.presse.fr)**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

**Je règle aujourd'hui par :**

Chèque à l'ordre de L'Histoire  Carte bancaire

N° \_\_\_\_\_

Expire fin : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Je souhaite recevoir une facture acquittée.

	France*	Etranger*
Numéros	48 F (7,32 €)	54 F (8,23 €)
Collections	52 F (7,93 €)	58 F (8,84 €)
Index	131 F (19,97 €)	141 F (21,49 €)
Ecrin 11 n°	89 F (13,57 €)	109 F (16,61 €)
2 écrins 11 n°	160 F (24,39 €)	180 F (27,44 €)
Ecrin 15 n°	99 F (15,09 €)	119 F (18,14 €)
2 écrins 15 n°	180 F (27,44 €)	200 F (30,48 €)

\* frais de port compris

**Oui, je souhaite recevoir dans les 4 semaines les numéros suivants :**

Quantité	Indiquez ci-dessous les numéros souhaités	
.....	Numéros :	Soit ..... F
.....	Collections :	Soit ..... F
.....	Index	Soit ..... F
.....	Ecrin 11 n° :	Soit ..... F
.....	2 écrins 11 n° :	Soit ..... F
.....	Ecrin 15 n° :	Soit ..... F
.....	2 écrins 15 n° :	Soit ..... F
		<b>Soit au Total ..... F</b>

Jean-Marc Moriceau • Professeur à l'université de Caen

# La grande épidémie de peste bovine

Après l'ESB, l'épizootie de fièvre aphteuse qui menace l'Europe alimente les peurs des consommateurs. Il y a aussi les paysans, ruinés. Dans l'Ancienne France, des épidémies ravageuses mettaient en péril l'ensemble d'une économie encore agraire. Déclenchant paniques et abattages massifs. Retour sur une « concordance des temps ».



## L'AUTEUR

Jean-Marc Moriceau est l'auteur des *Fermiers de l'Île-de-France* (Fayard, 1994, rééd. 1998) et de *L'Élevage sous l'Ancien Régime, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle* (SEDES, 1999). Il préside l'Association d'histoire des sociétés rurales.

**E**ncéphalopathie spongiforme bovine (ESB), fièvre aphteuse\*... Les épizooties\* qui déciment les troupeaux européens et devant lesquelles consommateurs, éleveurs et pouvoirs publics paraissent bien démunis, semblent surgir d'un autre âge. Quand pestes et fièvres frappaient des centaines de milliers de bêtes.

Un âge qui n'est pas si lointain, cependant. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, en effet, ont été mises en place des mesures de protection, les mêmes qui frappent actuellement nos contemporains : surveillance des marchés, certificats sanitaires, abattages massifs, etc. Des mesures nettement insuffisantes

pour prévenir la catastrophe économique que signifiaient de telles épizooties.

Spectaculaires et inquiétantes, les manifestations d'aujourd'hui sont loin de présenter la même gravité que celles du passé. Sous l'Ancien Régime, les consommateurs de viande ne représentaient qu'une minorité de privilégiés. En revanche, la disparition de troupeaux entiers non seulement amputait les revenus des cultivateurs et des propriétaires, mais encore interrompait les cultures par manque de bêtes de trait, désorganisait les transports par pénurie de traction animale. C'est l'ensemble de l'économie du pays qui s'en trouvait donc affaiblie.

Nous sommes encore assez mal renseignés sur les périodes antérieures au XVIII<sup>e</sup>

siècle. Ce n'est qu'avec le renforcement de l'administration monarchique puis le développement du mouvement agronomique et l'émergence de la zootechnie que le voile se lève : en 1765, lorsque Claude Bourgelat, l'un des fondateurs de la science vétérinaire, forge, semble-t-il, le terme d'« épizootie » en le calquant sur « épidémie\* », il assure une reconnaissance scientifique aux maladies qui s'attaquaient massivement au bétail en présentant des symptômes identiques.

Indépendamment des maladies parasitaires qui pullulaient dans une région ou une autre, certaines épizooties décimaient effectivement le cheptel. Pour la cavalerie, la morve\* constituait un danger sérieux. Chez les moutons, redoutables

étaient alors le claveau — une variole qui donnait de la fièvre et des boutons sanguinolents — ou le « charbon\* » qui, jusqu'aux découvertes de Pasteur, pouvait contaminer l'homme. Chez les ruminants, en dehors de la péripneumonie\* due aux poussières de foin et aux longs séjours dans des étables confinées, le grand fléau était la peste bovine\*, d'une extrême contagiosité, auquel s'ajoutaient des affections spectaculaires, mais moins graves, comme la fièvre aphteuse et le glossanthrax\*.

La peste bovine est due à un virus proche de celui de la rougeole de l'homme. Après un accès de fièvre, des symptômes cutanés, digestifs et respiratoires provoquaient une diarrhée profuse avant d'entraîner la mort de l'animal. Longtemps endémique\* en Europe, elle se diffusa par les échanges commerciaux et les campa-

gnés militaires. De la guerre de Trente Ans (1618-1648) à celle de 1870, ce furent, à chaque fois, avec les armées, et surtout à partir de leurs stocks en « viande sur pied » (le bétail qui suivait les troupes pour pourvoir à leur alimentation), que les épizooties de peste bovine ont touché la France, traversant les frontières de l'Est.

Un temps préservé, le Midi fut ensuite atteint de plein fouet. Partie de Bayonne, l'infection peut être attribuée aux vaches laitières que les protestants de Hollande auraient envoyées à leurs coreligionnaires du Midi. Elle dévasta plusieurs provinces du Sud-Ouest, à la faveur des foires et marchés, au cours de l'été 1774. Indemne de peste bovine depuis longtemps, le cheptel, non immunisé, n'opposa aucune résistance à la progression fulgurante de l'agent infectieux. Les hésitations de l'administration et la fraude multiforme accrurent les ravages. En Béarn, la peste aurait emporté 111 000

bœufs. Particulièrement virulente pour le bétail à cornes, elle serait venue d'Ukraine où l'armée du roi de Suède Charles XII prenait ses quartiers d'hiver, après avoir traversé la Hongrie d'où des marchands dalmates l'auraient introduite au nord de l'Italie. Du Piémont le fléau passa en Dauphiné puis se répandit largement

## Une peste venue d'Ukraine et de Hongrie

sur le territoire français : Lyonnais, Forez, Bourgogne, Bassin parisien, Anjou. Il emporta peut-être 80 000 bovins, entraînant de graves difficultés économiques : cessation temporaire du commerce, interruption des labours. Dans certaines régions, on remplaça les bœufs par des chevaux pour assurer les semailles.

La guerre de Succession d'Autriche

furent-elles d'abord celles de la France septentrionale. Or c'est là que se trouvait le plus beau cheptel du royaume. De 1769 à 1773, plusieurs dizaines de milliers de bêtes, parmi les plus grasses, succombèrent à la fièvre.

Un temps préservé, le Midi fut ensuite atteint de plein fouet. Partie de Bayonne,

l'infection peut être attribuée aux vaches laitières que les protestants de Hollande auraient envoyées à leurs coreligionnaires du Midi. Elle

dévasta plusieurs provinces du Sud-Ouest, à la faveur des foires et marchés, au cours de l'été 1774. Indemne de peste bovine depuis longtemps, le cheptel, non immunisé, n'opposa aucune résistance à la progression fulgurante de l'agent infectieux. Les hésitations de l'administration et la fraude multiforme accrurent les ravages. En Béarn, la peste aurait emporté 111 000



**Vaches, moutons, chevaux...**  
Sous l'ancien Régime, l'ensemble du bétail pouvait être victime de redoutables épizooties. Par exemple, celle qui en 1770-1775 aurait amputé le cheptel français de 200 000 à 300 000 bêtes (Jean-Baptiste Oudry, *La Ferme*, 1753, détail, Versailles ; cf. Josse).

gnes militaires. De la guerre de Trente Ans (1618-1648) à celle de 1870, ce furent, à chaque fois, avec les armées, et surtout à partir de leurs stocks en « viande sur pied » (le bétail qui suivait les troupes pour pourvoir à leur alimentation), que les épizooties de peste bovine ont touché la France, traversant les frontières de l'Est.

Une grande vague d'épizootie en 1714 frappa chevaux, moutons, vaches et

(1740-1748) dissémina une seconde vague de peste bovine sur le continent européen. Elle serait venue de Bohême où l'armée française, occupée au siège de Prague, stockait son approvisionnement en viande bovine. Venue également de l'Est, par les Alpes, la Bavière et le couloir rhénan, elle parvint aux portes de Paris et dans plusieurs provinces du centre de la France (Limousin, Berry, Touraine, Savoie, Vivarais). La Flandre maritime aurait perdu 35 % de son cheptel.

En 1770-1775, la France subit la peste bovine sans doute la plus catastrophique des trois derniers siècles. Partie de Turquie d'Europe, l'épizootie fut transmise à la France par la Hollande et les Pays-Bas autrichiens. Aussi les régions touchées

têtes de bétail sur 129 000, soit 87,5 % du troupeau !

Aux pertes économiques des éleveurs s'ajoutèrent celles, plus sensibles, des cultivateurs dans ces régions où les attelages fonctionnaient avec des paires de bœufs. En Armagnac, les paysans du Vic-Bilh perdirent leurs animaux de trait. Pour préparer leurs semailles, ils durent recourir à des chevaux, des mulets et des bourriques achetés au prix fort dans les provinces voisines. Encore fallait-il s'habituer à ces nouveaux attelages. Dans un village de Gascogne, sur 644 bovins, 625 succombèrent et l'on raconte même que certains paysans se seraient attelés à la charrue !

Enfin, l'importance des pratiques de location de cheptel entre villes et cam-

### A RETENIR

L'historien ne dispose de données fiables sur les maladies animales qu'à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les épizooties de peste bovine et, dans une moindre mesure, de fièvre aphteuse ou de glossanthrax déciment alors régulièrement le cheptel. A l'origine de la contagion : les échanges commerciaux et le déplacement des armées dans toute l'Europe. Face à l'ampleur de l'épizootie en 1770-1775, les pouvoirs publics sont amenés à mettre en place pour la première fois une véritable politique sanitaire nationale : abattages massifs, établissement de cordons sanitaires, interdiction des mouvements de bestiaux.

### NOTES

\* Cf. « Peste, fièvre, glossanthrax », p. 60.

1. Et non au XIX<sup>e</sup> siècle, comme a pu l'écrire *Le Monde*, vendredi 9 mars 2001, p. 16.

## Peste, fièvre, glossanthrax...

**CHARBON** : cette maladie tire son nom de la couleur du sang des animaux atteints, presque noir. Les travaux de Pasteur et de Koch au XIX<sup>e</sup> siècle établirent que cette maladie était due à une bactérie, le « bacille de charbon », à partir de laquelle Pasteur prépara un vaccin.

**ENDÉMIE/ÉPIDÉMIE** : alors que l'endémie signale la présence habituelle d'une maladie dans une région déterminée, l'épidémie survient lorsque le nombre de cas s'accroît considérablement.

**ÉPIZOOTIE** : le terme, forgé par le scientifique Bourgelat en 1765, est calqué sur celui d'épidémie. C'est une épidémie qui touche les animaux.

**FIÈVRE APHTEUSE** : maladie très contagieuse qui touche bœufs, porcs, moutons — mais n'est pas transmissible à l'homme. Elle est due à un virus qui est véhiculé par les animaux infectés, mais aussi par la poussière ou par les déplacements de l'homme. Les animaux malades souffrent d'aphtes buccaux, les empêchant de se nourrir. La mortalité ne dépasse pas les 2 %.

**GLOSSANTHRAX (OU CHARBON DE LANGUE)** : maladie souvent confondue avec la fièvre aphteuse qui touche équidés et ruminants. La langue et la gorge atteintes, la mort peut intervenir dans les vingt-quatre heures.

**MORVE** : grave maladie contagieuse qui atteint les chevaux et qui se manifeste par un écoulement nasal purulent. Due à une bactérie, elle est transmissible à l'homme.

**PÉRIPNEUMONIE** : maladie des ruminants. Elle est due aux poussières de foin et aux séjours dans les étables confinées. Elle touche donc essentiellement les élevages de montagne. Elle entraînait une mortalité de 50 %.

**PESTE BOVINE** : provoquée par un virus, cette maladie des ruminants extrêmement contagieuse et mortelle se manifeste par un accès de fièvre, des symptômes cutanés, digestifs et respiratoires et, finalement, une diarrhée qui peut entraîner la mort de l'animal.



L'académicien Félix Vicq d'Azyr fut à l'origine de l'intervention des autorités publiques lors de l'épizootie de peste bovine de 1774.

pagne — le bail à « gazaille » — atteignit les capitaux des rentiers. Au total, l'amputation du cheptel concerna sans doute entre 200 000 et 300 000 bêtes.

Les guerres révolutionnaires et impériales favorisèrent à nouveau l'arrivée des épizooties. En 1796, les convois de l'armée française rapportèrent des bords du Rhin la peste bovine qui frappa les départements du Nord-Est. La mortalité fut estimée à quelque 130 000 têtes. La présence sur le territoire français des troupes de l'Europe coalisée en 1814 et 1815, charriant des approvisionnements de bœufs hongrois et allemands affectés par la contagion, ramena le fléau. La dernière alerte fit suite à l'entrée des troupes prussiennes en 1870.

Autre maladie animale : la fièvre aphteuse. Atteignant à la fois la bouche et les pieds des ruminants comme des porcins, elle est beaucoup moins létale que la peste bovine : les animaux qui y survivent sont bien plus nombreux ; les aphtes buccaux se résolvent en quelques jours et la mortalité ne dépasse pas les 2 %.

Cependant, s'il ne s'agissait pas d'une grave maladie sur le plan médical, elle était désastreuse par ses conséquences économiques : un amaigrissement important des bêtes qui ne pouvaient plus se nourrir, un tarissement de la sécrétion lac-

tée, de plus grandes difficultés à se déplacer, voire un repos forcé paralysaient les activités rurales.

Souvent localisées, les poussées de fièvre aphteuse restent difficiles à identifier sous l'Ancien Régime. C'est surtout au XIX<sup>e</sup> siècle que la contagion fut sévère : de 1809 à 1813 d'abord et surtout de 1834 à 1842 dans un contexte européen. Contrairement à aujourd'hui, l'Angleterre et même la France paraissent en avoir été relativement protégées, à la différence de l'Europe centrale.

La péripneumonie, quant à elle, qui entraînait une mortalité de l'ordre de 50 %, était surtout propre aux élevages de montagne, où elle trouvait, dans la promiscuité des étables infectées, des moyens inespérés de propagation. Signalée en Franche-Comté par le philosophe Helvétius (qui était alors fermier général) en 1744, la voici en 1765 en Savoie, en 1822 dans le Puy-de-Dôme et en 1847-1848 en Ardèche et en Gévaudan. Le développement des échanges commerciaux dans la chaîne de la production de viande et les mouvements saisonniers des troupeaux pour l'hivernage favorisaient la contagion. Et, encore une fois, le déplacement des troupeaux pour les besoins des armées de la République, à partir de 1792, étendit les effets de la « pulmonie » dans les plaines septentrionales.

Baucoup plus spectaculaire, et souvent confondu avec la fièvre aphteuse, le « charbon de langue » ou glossanthrax a

laissé dans les mémoires un souvenir tenace. Cette maladie des équidés et des ruminants a surtout été examinée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les descriptions avaient de quoi frapper les imaginations : le mal atteignait l'animal à la langue ; une verrue, en crevant, y laissait un ulcère chancreux ; s'il n'était pas soigné, ce dernier creusait l'épaisseur de la langue en avançant sur la racine,

et la coupait ; la langue tombée, et la gorge infectée, l'animal mourait dans les vingt-quatre heures.

Pour l'année 1682, des curés du Lyonnais et de l'Armagnac font état d'une première infection, venue sans doute de la Pologne. Cinquante ans plus tard, en 1732, la France eonnut une poussée générale avant un retour en 1762-1763. Cette troisième invasion fut sans doute la plus étendue : venue d'Allemagne et du Luxembourg, elle traversa la France, de la Lorraine au Maine et au Forez, en 1763. Très contagieuse mais faiblement mor-

Les terribles ravages du « charbon de langue »

telle, l'épizootie de « *mal sous la langue* » disparut au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans ces épizooties, plusieurs facteurs de diffusion ont donc joué, aggravant la situation régionalement : les mouvements des troupes, qui correspondaient aussi à des déplacements de troupeaux ; les échanges commerciaux, qui, hier encore plus qu'aujourd'hui, cachaient de multiples pratiques frauduleuses à l'égard d'une réglementation peu efficace ; la promiscuité du bétail envoyé au pâturage dans les

montagnes l'été, en troupeaux collectifs dans les plaines après les moissons et dans les étables un peu partout ; la multiplicité des locations de cheptel entre villes et campagnes.

Sans être particulièrement efficaces, les moyens de lutte existaient : la raclure des aphtes avec des pièces d'argent et l'introduction de sel voire d'urine humaine évitaient souvent la formation des chancres sur la langue des animaux. Dans les manuels d'agriculture pratique, le soin des animaux tenait une place de choix.

Ouvrons l'édition de 1768 de la *Nouvelle Maison agricole* — un traité d'économie agricole qui fut l'un des titres les plus populaires du XVIII<sup>e</sup> siècle. Plus de cinquante pages traitent des maladies des chevaux et plus de vingt de celles des bêtes à cornes, mais on y trouve aussi sept pages pour les maladies des bêtes à laine, une page pour les maladies des chèvres et deux pour les maladies des cochons.

Empruntés à la pharmacopée traditionnelle, les remèdes — clystères (lavement administré avec une seringue), incisions et saignées, thériacales (préparation pharmaceutique), cautérisations, breuvages à base de vin où avaient macéré racines, herbes, épices, ail, etc. — n'étaient peut-être pas tous inopérants pour les affections bénignes. On s'en remit longtemps aux maréchaux de campagne qui, « gens à secrets », délaissaient les chevaux pour appliquer leurs traitements aux bêtes à cornes. Même si nous manquons encore d'une étude pour apprécier l'intérêt de cette médecine vétérinaire populaire, il est sûr que son efficacité ne pouvait être que limitée face aux grandes épizooties.

Les paysans s'en remettaient aux forces surnaturelles, s'adressant à des guérisseurs, tantôt sorciers, tantôt charlatans, dont l'activité souterraine est difficile à mesurer. Les sorcières guérisseuses étaient aussi jeteuses de sort et les bergers habiles pouvaient se faire empoisonneurs : détenteurs de pouvoirs occultes sur les animaux comme sur les hommes, ils firent frémir bien des éleveurs à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle

Par ailleurs, dans chaque diocèse, les rituels ecclésiastiques accordaient une place à la bénédiction du bétail. Le curé de Chancelade, dans le Périgord, a consigné dans son registre paroissial comment, lors de la grande épidémie de glossanthrax de 1732, il a pris deux journées, les 23 et 24 mars, pour bénir les bœufs de toute sa paroisse ainsi que les remèdes, sel et herbes, que les paysans lui apportaient.

Quant aux pouvoirs publics, ils semblent longtemps absents. Les années 1760

## Création de la première école vétérinaire à Lyon en 1762

et durant la première moitié du XVIII<sup>e</sup>, de la Normandie à la Franche-Comté.

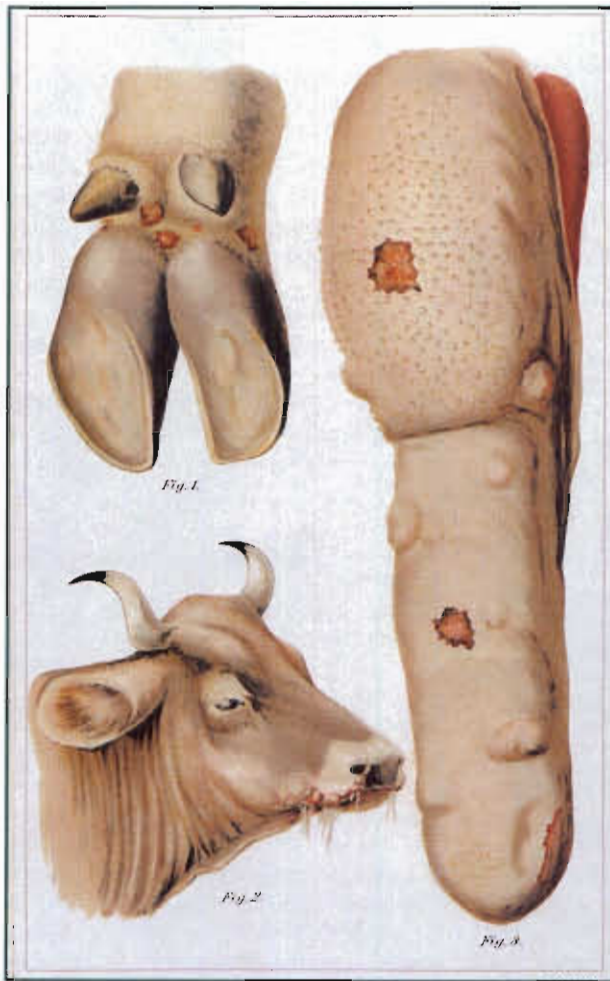
Plus prudemment, les paysans se tournaient souvent vers la religion établie — parfois dans ses formes les plus superstitieuses : rien ne put atténuer la ferveur avec laquelle on implorait les saints guérisseurs, saint Jean-Baptiste, saint Roch ou saint Antoine.

marquent cependant une césure dans leur attitude. La vigueur des épizooties engage Bertin, le contrôleur général des Finances, à ne pas limiter aux seuls chevaux le projet initial de Bourgelat d'une école « où l'on enseignerait publiquement le principe et la méthode de guérir les bestiaux ». Installée à Lyon, la première école vétérinaire ouvre ses cours en février 1762. Un second établissement s'installe à Maisons-Alfort en août 1766.

Capitale dans l'histoire vétérinaire, la mesure n'entraîna néanmoins aucun changement immédiat dans l'état du cheptel. A l'école de Lyon, qui accueillit près de 470 élèves de 1762 à 1793, pour la plupart fils de maréchaux-ferrants, de laboureurs ou d'artisans, la longueur et le coût des études réduisirent le taux de réussite à un cinquième des entrants.

Les difficultés d'insertion, le peu de reconnaissance sociale que leur témoignait l'administration et l'importance de la demande des armées — dont on a vu la forte sensibilité aux épizooties — éloignèrent des campagnes bon nombre de brevetés. En 1782, l'*Almanach vétérinaire* n'évalue qu'à 150 les artistes vétérinaires établis dans les provinces contre 25 000 maréchaux.

Les débuts de ces professionnels furent bien difficiles. Le vétérinaire Rochet, qui se rend en Beaufortain en août 1771 pour lutter contre une épizootie de charbon menaçant les bêtes à cornes, constate avec amertume la force des « anciens préjugés dont il est très difficile de désabuser le paysan »<sup>2</sup>. En 1774, lorsque s'abat la terrible épizootie de peste bovine sur le Sud-Ouest, il n'y a pas encore de vétérinaire dans toutes les généralités<sup>3</sup>.



La fièvre aphteuse du bœuf présentée dans le *Livre d'or de la santé des animaux*. Les symptômes des animaux contaminés : des lésions aux pieds et sur la langue (cl. Kharbine-Tapabor).

### NOTES

2. Cité par Hélène Viallet, *Les Alpagnes et la vie d'une communauté montagnarde. Beaufort du Moyen Âge au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Annecy, 1993, p. 166.

3. Généralité : circonscription financière d'Ancien Régime.

## La grande tuerie du Sud-Ouest

En 1775, la terrible épidémie de peste bovine ravage les provinces du Sud-Ouest. La monarchie réagit.

« Cette peste se fit sentir du côté de Valence et de Pommevic, mais elle se borna là en deçà de la Garonne ; on avait fait un cordon de troupes le long de cette rivière, et quand la maladie eut passé, on en fit un second sur les bords du Lot. Mais, grâce à Dieu, le mal paraît passé. Les habitants de la Navarre, de la Biscaye, du Béarn, l'Armagnac, presque tout le Bigorre jusqu'aux environs de Toulouse ont perdu presque tout leur gros bétail, ce qui a dû leur causer un dommage inappréciable ; ils ont cultivé leurs terres comme ils ont pu, avec des chevaux, des mulets, des bourriques qu'ils ont enlevés à un prix très grand dans les provinces voisines. La maladie n'a guère longé la Garonne, elle s'en est tenue assez communément à une ou deux lieues : en quelques endroits pourtant, elle a été jusque sur ses bords [...]. Le roi avait donné des ordres et des sommes très considérables pour soulager les habitants des contrées infectées ; mais il s'en est fait, dit-on, des malversations affreuses, et à l'ordinaire les secours du souverain n'ont guère été pour ceux auxquels il entendait les accorder ; son intention était qu'on donnât les deux-tiers [sic] de la valeur des bestiaux qui mouraient ou qu'on faisait assommer, mais l'ordonnance exigeait que les particuliers dénonçassent à la police que la maladie était dans les granges dès qu'elle y paraissait ; alors les estimateurs y allaient, on tuait tout le bétail, malade ou non. »

Michel Müller (éd.), *Journal de deux médecins de Monclar-d'Agenais, 1750-1846, DEA de l'université de Paris IV, dir. J.-P. Poussou, s. d., t. II, p. 66.*

Comme pour les épidémies humaines, les moyens les plus radicaux visaient à l'isolement du bétail contaminé : marquage et séparation des animaux malades ; enterrement des bêtes tuées par la maladie dans des fosses profondes, avec leurs cuirs lacérés pour qu'on ne soit pas tenté de les réutiliser et de les vendre, et en les recouvrant de chaux vive ; certificats sanitaires d'origine demandés aux éleveurs



En février 2001, l'épizootie de fièvre aphteuse s'est déclarée en Angleterre. Un foyer est apparu en France un mois plus tard. Entre-temps, plus de 36 000 animaux ont été abattus dans notre pays pour tenter de prévenir la contagion. Ci-dessus : un bûcher en France en mars dernier.

pour les livraisons en boucherie ; cessation des foires et marchés ; interdiction des mouvements de bestiaux d'une paroisse à l'autre, ce qui menait à une interruption ou à une réduction des circuits commerciaux ; au pire, établissement de cordons sanitaires et abattage des animaux contaminés.

Dès 1711, Lancisi, le médecin du pape Clément VII, avait préconisé un plan d'abattage des animaux pestiférés ou simplement soupçonnés d'être contaminés. Ce furent les Anglais qui l'appliquèrent les premiers en 1714, avec succès. Ils avaient, en contrepartie, indemnisé les paysans. Moins sévère, la réglementation française voulait, comme le rappelle l'intendant<sup>4</sup> Esmangart en novembre 1774, concilier le plus longtemps possible « l'intérêt du commerce avec les précautions relatives aux dangers de l'épidémie ».

C'est incontestablement la grande peste de 1770-1775 qui fit sauter un pas décisif. A l'exemple de la Flandre autrichienne (sud de la Belgique actuelle) qui venait d'éradiquer la peste bovine par une « grande tuerie », assortie d'indemnités, les États d'Artois décidèrent d'abattre leurs animaux pestiférés en 1773. Après diverses tentatives infructueuses des intendants de Bayonne et de Bordeaux, qui s'accrochèrent à l'« acharnement thérapeutique »,

Bourgelat fut le premier savant à oser proposer l'abattage en septembre 1774. L'académicien Vicq d'Azyr, envoyé alors en mission dans le Sud-Ouest, réussit à décider le contrôleur général à établir un plan d'urgence<sup>5</sup>.

Deux arrêts successifs du conseil du roi furent nécessaires. Le premier, le 18 décembre 1774, établit le principe de l'abattage des « dix premiers animaux affectés », qui seraient ensevelis avec leurs peaux dans des fosses de 10 pieds de profondeur, et celui de l'indemnisation des propriétaires à hauteur du tiers de la valeur du bétail.

Le second arrêt, le 30 janvier 1775, étendit la prescription à tous les bestiaux malades. Le plan d'assainissement retenu fit appel à plusieurs cordons de troupes — cavalerie et infanterie —, chargés de procéder à la désinfection des étables à la chaux, au sacrifice des animaux et à l'isolement des régions contaminées. Des primes furent proposées aux marchands de chevaux et de mulets des provinces voisines pour importer des animaux de substitution pour le trait.

Les difficultés d'application, les infractions multiples et les conflits d'attribution avec les autorités régionales conduisirent le gouvernement à durcir ses positions. On établit une solide frontière le long de la Garonne. Les barques étaient enchaî-

### Abattage, désinfection, isolement

#### NOTES

4. Intendant : agent du pouvoir royal envoyé dans les provinces.  
5. Cf. B. Bach-Lujour, « Vicq d'Azyr et l'épizootie de 1774 dans le Sud-Ouest de la France », Robert Durand (dir.), *L'Homme, l'animal domestique et l'environnement du Moyen-Âge au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Nantes, Ouest-Éditions, 1993 ; C. Cuvrot, « La participation d'un académicien : F. Vicq d'Azyr à la résolution de l'épizootie de 1774 », thèse vétérinaire, Nantes, 1999.

nées la nuit à des piquets et le bétail de la rive droite qui paraissait suspect était transporté en quarantaine sur la rive gauche du fleuve. Jamais l'intervention de l'État n'avait été aussi forte dans le domaine sanitaire. Après une seconde désinfection générale en avril 1776, le virus pestilentiel ne trouva plus à s'exercer.

Finalement, si la mortalité directe ou indirecte fut sur place catastrophique, certaines zones, entre la Garonne et la Dordogne, furent épargnées. Surtout, l'Auvergne, la Saintonge et le Limousin, pourtant directement menacés, furent préservés : un succès relatif puisque ces régions purent servir de réservoir aux pays dévastés. La sévérité du fléau et l'action menée contribuèrent en effet à une prise de conscience générale : pour la première fois, le gouvernement établit une politique sanitaire nationale, en mobilisant activement les trois rouages opérationnels en la matière — l'administration, le corps médical et l'armée.

Ne surestimons pas cependant l'effet de ces mesures qui, faute d'un contrôle systématique et d'un sens civique général, étaient loin d'être strictement appliquées : que valaient les ordonnances de police interdisant aux bouchers d'abattre les animaux malades ? Les rapports administratifs révèlent qu'en Dauphiné les bêtes mortes de maladie, loin d'être enterrées profondément et couvertes de

chaux, étaient simplement jetées dans les étangs, les rivières et les gouffres... Les bêtes malades n'étaient pas isolées et continuaient de fréquenter les pacages communs, d'être conduites sur les foires et marchés. Souvent, l'appât du commerce réduisait à néant les mesures de police sanitaire qui eussent sans doute été les plus efficaces.

### Une politique sanitaire établie à l'échelle nationale

Jusqu'à l'essor de la médecine expérimentale, la généralisation de la police sanitaire et l'intervention efficace des services vétérinaires au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes sont restés fort démunis devant les graves épizooties. L'importance qu'elles revêtent à nouveau dans l'actualité française et européenne a conduit à un véritable désarroi dans la population.

Néanmoins, le degré et la nature de gravité étaient jadis tout autres : les contagions ne touchaient pas que les producteurs de viande et les consommateurs — ces quelques milliers de bouches privilégiées qui se concentraient surtout dans l'enceinte des villes.

Les épizooties amputaient le capital d'exploitation de centaines de milliers de cultivateurs, les placements et les revenus de dizaines de milliers de propriétaires et de locataires, qui recouraient partout au bail à cheptel. Elles frappaient l'appareil de production de plein fouet en interrompant les cultures, en réduisant les fumures et en conduisant, plus ou moins vite, à la pénurie en grains. Elles désorganisaient

les échanges terrestres, qui reposaient eux aussi sur la traction animale.

Face à ces catastrophes en chaîne, l'État dut intervenir, prenant des mesures sanitaires de protection dont les premiers abattages systématiques.

Le tête-à-tête tragique qui rassemble aujourd'hui les éleveurs et les consommateurs retrouve, dans un tout autre contexte, des réalités que l'on aurait pu croire enfouies depuis longtemps. Mais, hier comme aujourd'hui, la nécessité de contrôler les importations de bétail était tout aussi impérieuse. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

#### LIVRES

■ **J. Blancou**, *Histoire de la surveillance et du contrôle des maladies animales transmissibles*, Paris, OIE, 2000.

■ **M. Dronne**, *Bertin et l'élevage français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Maisons-Alfort, 1965.

■ **H. Hours**, *La Lutte contre les épizooties et l'école vétérinaire de Lyon au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1957.

■ **R. Jussiau, L. Montméas, et J. Cl. Parot**, *L'Élevage en France. 10 000 ans d'histoire*, Dijon, Educagri, 1999.

■ **J.-M. Moriceau**, *L'Élevage sous l'Ancien Régime, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEDES, 1999 (importante bibliographie).

#### ARTICLE

■ **F. Vallat**, « Les épizooties en France de 1700 à 1850 chez les bovins et les ovins. Essai d'inventaire et de description », *Histoire et sociétés rurales* n° 15, 2001.

Musée d'Unterlinden - Colmar

## Les Dominicaines d'Unterlinden

Exposition du 10 décembre 2000  
au 10 juin 2001

Musée d'Unterlinden  
1 rue d'Unterlinden - F. 68000 Colmar  
tél. : +33 (0)3 89 20 15 50 - fax : +33 (0)3 89 41 26 22  
e-mail : info@musee-unterlinden.com

De décembre à mars, tous les jours sauf le mardi, de 10h à 17h.  
D'avril à juin, tous les jours de 9h à 18h. Fermé les 25 décembre, 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> mai.



# C'était Anne de Bretagne, duchesse en sabots...

Une jeune femme en costume paysan et sabots de bois : l'image d'Anne de Bretagne est devenue le symbole de la lutte d'une région pour son indépendance.

Bien loin de la réalité historique : celle d'une femme dont les deux mariages avec des rois de France, à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, ont permis l'annexion du duché au royaume.

« **C'**était Anne de Bretagne, avec des sabots. » La chanson date des années 1880<sup>1</sup>. Elle résume le souvenir que la Bretagne a gardé de ce personnage très populaire : une jeune duchesse qui, à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, lutta héroïquement, malgré ses faibles moyens, contre le roi de France pour préserver l'indépendance de sa chère Bretagne. Cette belle image de noble paysanne, fière de sa terre et de sa culture, n'est pourtant qu'une légende. En réalité, par ses deux mariages successifs avec les rois de France Charles VIII et Louis XII, Anne amena bien le rattachement de la Bretagne à la couronne.

En 1459, François d'Étampes, dernier héritier des Montfort, la lignée qui avait accédé au trône de Bretagne en 1364, devenait duc. Il eut deux filles, Anne née en 1477 et Isabeau née en 1481, mais aucun fils pour lui succéder. Or, selon le traité de Guérande, signé en 1365 par les deux familles prétendant au duché, les Penthievre et les Montfort, la Bretagne resterait aux mains de ces derniers à condition qu'il y ait une descendance mâle<sup>2</sup>. A défaut, la Bretagne et ses appartenances reviendraient aux Penthievre et à leurs héritiers.

Par ailleurs, le 3 janvier 1480, Louis XI avait acheté à Nicole de Penthievre ses droits sur le duché pour une somme de 50 000 livres. Les rois de France devenaient donc des prétendants à la couronne ducal.

Cette perspective du rattachement au royaume de France avait séduit un grand nombre de barons bretons, opposés à la politique de leur duc. François de Montfort préféra alors déroger à la loi qui l'avait mis



Charles VIII et Anne de Bretagne. La reine est représentée de manière anonyme, à l'image de sa place effacée dans le royaume (manuscrit du xv<sup>e</sup>, Ésope, *Les Apologues*).

sur le trône : en octobre 1485, il fit reconnaître sous serment par les États de Bretagne ses deux filles, Anne et Isabeau, comme seules héritières du duché<sup>3</sup>. Parallèlement, il s'engagea dans une lutte armée contre le pouvoir royal. Ce conflit dit de la « guerre folle » s'acheva le 28 juillet 1488, à Saint-Aubin-du-Cormier, par la défaite des conjurés. François dut laisser Fougères, Saint-Aubin-du-Cormier et Saint-Malo aux mains de l'armée royale et accepter que ses filles ne puissent se marier sans le consentement du roi de France. La Bretagne était redevenue un fief docile du royaume.

Quelques semaines plus tard, François mourait. Aussitôt, Charles VIII réclama la tutelle d'Anne et d'Isabeau, qui lui fut refusée par Jean de Rieux, maréchal de Bretagne et tuteur des deux enfants. Le 7 janvier 1489, il entra donc en guerre contre la Bretagne. Le parti breton, composé de nobles qui souhaitent poursuivre la politique des Montfort et s'opposer au roi de France, s'empressa de reconnaître la fille aînée du duc, Anne, comme duchesse. Le 10 février, la jeune fille, âgée de douze ans, entra dans Rennes et, cinq jours plus tard, elle était déclarée, par ses partisans, duchesse de Bretagne par la grâce de Dieu.

Considéré comme rebelle par le roi, dépourvu d'alliés à l'intérieur du royaume, contesté par une partie de la noblesse bretonne, le parti breton chercha une aide à l'extérieur. Ce fut Maximilien de Habsbourg, prince autrichien et futur empereur germanique, qui se proposa. Son soutien fut scellé par son mariage avec Anne, célébré par procuration le 18 décembre 1490.

À l'automne 1491, la Bretagne était ravagée par les brigands, les gens de guerre et les révoltes paysannes. Il ne restait plus à

## L'AUTEUR

Docteur d'histoire médiévale, Didier Le Fur a publié *Anne de Bretagne. Miroir d'une reine. Historiographie d'un mythe* (Librairie édition Guénégaud, 2000). Il fait paraître *Louis XII ou le rêve impérial* en septembre 2001 (Perrin).



Charles VIII qu'à conquérir Rennes. Le 15 novembre, le parti breton se rallia au roi de France. Sa tentative de faire d'Anne une duchesse légitime avait échoué. Le vainqueur épousa la vaincue le 6 décembre 1491, au château de Langeais, le mariage avec Maximilien ayant été déclaré invalide par la papauté — l'union n'avait pas été consommée. Sur la vie d'Anne de Bretagne

durant cette période nous ne savons presque rien. Quant à son rôle dans le conflit, il paraît plus symbolique que réel. En tout cas, lorsqu'elle devint reine de France, les premiers moments de sa vie furent occultés par les textes et les éloges qui lui furent dédiés : on tenta de faire oublier ses débuts ambigus puisque, si elle n'avait pas elle-même joué un grand rôle, les opposants au roi avaient, en Bretagne, agi en son nom.

Comme la coutume l'exigeait, un contrat fut signé la veille des noces. Si la légitimité d'Anne comme duchesse avait été contestée par la monarchie entre 1489 et 1491, la couronne souhaitait toutefois la reconnaître comme la seule et unique héritière de la famille de Montfort — sa sœur cadette étant décédée en 1490.

Par ce contrat, Anne constituait Charles VIII, nouveau duc de Bretagne, son procureur perpétuel. Si elle venait à mourir avant son époux, sans enfant légitime de leur union, elle cédait au roi ses droits de propriété et de souveraineté sur ce duché. Charles VIII déclarait faire de même à la condition, toutefois, qu'Anne se remarie avec le nouveau roi de France ou avec le plus proche héritier de la couronne — étant entendu que ce dernier ferait au nouveau souverain acte d'allégeance féodale. Il en résultait que si Anne choisissait d'épouser un autre prétendant que ceux désignés par ce contrat, la donation de Charles VIII était révoquée.

En effet, malgré cette apparente réciprocité, la donation royale, en cas de décès de Charles VIII, n'était pas recevable. Les droits de la couronne de France étaient inaliénables : le roi n'en était pas le pro-

priétaire mais seulement l'administrateur. En fait, le contrat de 1491 officialisait l'annexion de la Bretagne au domaine.

Souveraine à quinze ans, Anne menait une vie discrète : celle d'une reine de France à qui l'on ne demande que de faire des enfants. Elle en mit quatre au monde : deux fils et deux filles. Mais aucun ne vécut plus de cinq ans. La propagande royale uti-

comme le nouveau Christ. Implicitement, Anne de Bretagne était désignée comme la nouvelle Vierge... Mais le dauphin décéda en 1495 et Charles VIII échoua dans ses projets l'année suivante<sup>4</sup>.

Deux ans plus tard, le 7 avril 1498, Charles VIII rendait son âme à Dieu. La couronne de France passa à son plus proche parent, Louis d'Orléans, qui régna sous le nom de Louis XII. Anne avait vingt et un ans

## Louis XII annule son premier mariage pour épouser Anne

lisa toutefois son nom et sa fonction au moins à deux reprises pour servir de faire-valoir à son époux. Lors de sa première entrée dans Paris, en février 1492, on la présenta comme l'atout le plus sûr de Charles VIII pour préserver la paix dans le royaume : arguant de cette alliance, le roi qui avait ainsi mis fin à la guerre contre la

et le problème de la succession de la Bretagne était de nouveau d'actualité. Pour préserver la paix, Louis souhaitait épouser Anne. Mais il devait se séparer de sa première femme, Jeanne de France, sœur de Charles VIII. L'annulation du mariage fut prononcée le 17 décembre 1498. Trois semaines plus tard, la nouvelle union était



**Louis XII et Anne de Bretagne.** Ici, le portrait est réaliste. Modèle de vertu et de fidélité, la reine a incarné l'attachement que l'on doit à la royauté (xv<sup>e</sup> siècle, Chantilly, musée Condé ; cl. Josse).

Bretagne pouvait se déclarer prince pacifique, amateur de justice, traits principaux du monarque idéal à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

La deuxième occasion se présenta lorsque Charles VIII décida de partir en guerre contre le royaume de Naples, dont il revendiquait la couronne. Pour donner plus d'envergure à ce projet, son entourage utilisa le thème de l'ultime croisade, celle qui, selon les prophéties, devait être menée par le dernier empereur et annoncerait le retour du Christ sur terre. Les textes diffusés à cette époque présentaient Charles VIII comme cet empereur, la prise de Naples comme la première étape qui aboutirait à la reconquête de Jérusalem. On présenta le dauphin Charles Orland, né en 1492,

célébrée au château de Nantes. Là encore, un contrat fut signé la veille des noces. Comme Anne avait respecté ses engagements de 1491 et qu'elle était devenue une seconde fois reine de France, la monarchie lui offrit le titre de duchesse de Bretagne et la déclara seule et unique héritière du duché et de ses appartenances : comtés de Nantes, d'Étampes et de Vertus.

Ce texte était assez favorable à la Bretagne. Pour que le nom de la principauté ne soit pas aboli, il fut convenu que le deuxième enfant, garçon ou fille, né de ce mariage serait désigné comme duc, moyennant les redevances accoutumées, celles

### NOTES

1. Une version ultérieure propose les paroles : « C'était Anne de Bretagne, duchesse en sabots. »
2. Cf. Jean Kerhervé, *L'Histoire* n° 147, pp. 8-16.
3. Les États de Bretagne regroupaient nobles, clercs et bourgeois représentant vingt-cinq villes. Ils devaient obligatoirement donner leur aval aux mesures fiscales.
4. Après avoir conquis facilement le royaume de Naples en 1495, Charles VIII dut faire face à l'alliance des villes italiennes, de l'empereur Maximilien, de Ferdinand d'Aragon et du pape. Il dut battre en retraite et renoncer à ses conquêtes.

### A RETENIR

La Bretagne est défaite par le pouvoir royal en 1491. Par ses deux mariages successifs avec Charles VIII et Louis XII, Anne de Bretagne permet le rattachement du duché au domaine de la couronne. La mémoire bretonne a conservé l'image d'une femme plus duchesse que reine, plus bretonne que française. Une légende qui prit toute son ampleur au xix<sup>e</sup> siècle.

## Duchesse et reine

- **1477, 26 JANVIER** : Anne naît à Nantes.
- **1488, 28 JUILLET** : fin de la « guerre folle ».
- 9 SEPTEMBRE** : mort du duc François II.
- **1489, 7 JANVIER** : début de la guerre de Succession.
- **1491, 15 NOVEMBRE** : fin de la guerre de Succession.
- 6 DÉCEMBRE** : Anne épouse Charles VIII.
- **1492, 8 FÉVRIER** : sacre et couronnement d'Anne à Saint-Denis. Le lendemain, elle fait son entrée officielle à Paris.
- 10 OCTOBRE** : naissance de son fils Charles Orland (il meurt en 1495).
- **1498, 7 AVRIL** : mort de Charles VIII (il a vingt-huit ans).
- **1499, 9 JANVIER** : Anne épouse Louis XII.
- **1504, 4 NOVEMBRE** : deuxième couronnement d'Anne à Saint-Denis.
- **1514, 9 JANVIER** : Anne meurt à Blois.

dues par un fief à la couronne royale — cela aurait été un retour à la situation antérieure à 1488. Par ailleurs, si la reine décédait avant son époux, sans enfant de leur union, Louis XII jouirait des biens de sa femme. A sa mort, ces biens iraient aux héritiers de la reine. Qui étaient-ils ? Le contrat ne le précisait pas. En l'absence d'enfant, le duché revenait à la couronne. Enfin, le contrat de 1499 assurait à Anne une immense fortune.

En bref, si les juristes de la reine réclamaient un duc pour la Bretagne, ils ne remettaient pas en cause l'appartenance de celle-ci au royaume et ne laissaient qu'une faible autonomie au futur duc. Seule l'existence du premier contrat et son application par le mariage d'Anne avec Louis XII avaient rendu possible cette situation, ce qui atténuait la portée politique du second, ne lui conférant qu'une signification symbolique. Il confirmait surtout l'attachement de la Bretagne au domaine royal et effaçait tout risque de conflit féodal.

La bienveillance de la monarchie à l'égard d'Anne de Bretagne fut payée de retour. Anne incarna dès lors le modèle de l'attachement que l'on devait porter à la royauté et focalisa sur son nom le sentiment national et monarchique. Elle s'ef-

força de définir son rôle de reine selon les critères de perfection de l'époque, se présentant comme pieuse et fidèle, pleine d'adoration pour Dieu et d'amour pour son époux, soucieuse comme une mère du bonheur de chacun.

Mais le roi était de santé fragile. En 1504 et 1505, on crut sa mort prochaine. Sans héritier mâle, il laisserait la couronne de France à François d'Angoulême. Celui-ci étant mineur, une régence était envisagée. Anne fut pressentie pour l'exercer et, pour renforcer sa légitimité si la situation se présentait effectivement, elle fut une seconde fois couronnée en novembre 1504.

Parce que les régences étaient rares et souvent synonymes de désordre, la propagande royale affirma qu'Anne, miroir de vertu sur terre, saurait régner en paix. On compara ce second couronnement à celui de la Vierge Marie. Choisie par Louis XII pour être sa compagne, Anne était une seconde fois choisie par Dieu pour régner sur son royaume préféré en cas de mort du roi. La situation exceptionnelle renforçait l'image d'une femme exceptionnelle. En ce début du XVI<sup>e</sup> siècle, la peur d'une guerre civile de type féodal hantait toujours la monarchie. En acceptant la régence, Anne montrait sa volonté de paix comme sa détermination à honorer son titre de reine.

Anne décéda le 9 janvier 1514, à trente-sept ans, un an avant Louis XII. Ses funérailles furent d'un faste jamais vu. Le cérémonial, celui que l'on réservait aux rois et que l'on n'avait encore jamais employé pour une reine, s'étala sur quarante jours. Il se déroula en trois temps.

D'abord furent célébrées les cérémonies de la maison mortuaire, comme pour tout chrétien, dans le cadre intime du château de Blois ; puis un convoi amena le corps de la reine de Blois à Paris, procession solennelle qui symbolisait le passage du lieu privé et familial au lieu officiel et sacré ; enfin, un cortège fut formé de Paris à Saint-Denis, où Anne fut enterrée. C'est lors de cette dernière phase que la dignité royale fut honorée dans toute sa gloire par une entrée triomphale dans la capitale et par l'introduction d'un élément nouveau dans le cortège, une représentation factice de la souveraine.

Un mois plus tard, on organisait les funérailles de son cœur à Nantes — pratique courante depuis le XIV<sup>e</sup> siècle. Cette cérémonie habituellement privée fut pour la première et unique fois publique et donc

politique ; elle dura quatre jours. Ainsi, au-delà des simples devoirs qu'elle devait à une chrétienne, la royauté avait souhaité rendre hommage à la reine dans le système monarchique français. Elle voulait également officialiser la mort de la duchesse de Bretagne. Ces doubles funérailles étaient un pas de plus vers l'annexion officielle de la Bretagne, qui eut lieu en 1532<sup>5</sup>.

Malgré la grande renommée d'Anne de Bretagne, les histoires de France écrites aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ne l'évoquent guère. Elles se bornent, le cas échéant, à citer sa qualité d'épouse de roi. Si certains textes en esquissent le portrait, ils la présentent comme le symbole de l'union de la Bretagne à la France.

L'historiographie bretonne, quant à elle, fut bien différente. Soucieuse de préserver ses privilèges comme ses prérogatives (les

charges et emplois au parlement de Bretagne, par exemple), la noblesse bretonne, après 1532, s'évertua à prouver que sa dernière duchesse avait résisté à cette annexion. Le second contrat, celui de 1499, passé avec Louis

XII, redécouvert au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, constitua, dans cette perspective, une preuve tangible : on y put lire la volonté que la Bretagne ait un duc, qu'elle conserve sa fiscalité et qu'elle soit administrée par les gens du pays. Ce fut grâce à ce texte que la noblesse s'opposa en 1577 à toute levée de deniers et création d'office exigées par le pouvoir royal mais non consenties par elle. Puis, afin d'asseoir ses revendications, elle commanda une nouvelle histoire du duché.

Écrite par Bertrand d'Argentré, un juriconsulte, sénéchal de Rennes, celle-ci fut publiée en 1582. Elle défendait les arguments que la propagande bretonne avait développés depuis la fin du XIV<sup>e</sup> siècle : la Bretagne aurait toujours été une terre indépendante gouvernée par des rois, des comtes et des ducs jusqu'en 1491. Anne de Bretagne, malgré ses mariages avec deux rois de France, en aurait conservé l'autonomie.

Par une sélection habile d'événements et de pièces juridiques, l'historien breton esquissa une image promise à un bel avenir : celle d'une duchesse fermement opposée à l'annexion de sa terre au royaume. Bertrand d'Argentré la présenta comme la vraie souveraine du duché pendant la guerre franco-bretonne de 1489-1491, luttant contre Charles VIII à qui elle aurait gardé rancune toute sa vie. Son échec s'expliquait par son jeune âge, ce qui permet-

**Un couronnement comparé à celui de la Vierge Marie**

### NOTE

5. Anne avait légué tous ses biens à sa fille Claude. Après le mariage de Claude avec François d'Angoulême et l'accession de ce dernier au trône de France sous le nom de François I<sup>er</sup> en 1515, la Bretagne revint au nouveau roi de France. Finalement, en août 1532, les États de Bretagne demandèrent eux-mêmes l'union de leur pays au royaume, moyennant confirmation de ses privilèges.

taut de présenter la conquête du roi de France comme forcée et abusive. Son remariage avec Louis XII aurait été l'occasion de prendre une revanche en imposant un contrat qui permettait à la Bretagne de conserver ses lois et ses privilèges.

D'abord très isolée, cette image se généralisa au XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour pallier l'absence de textes sur son rôle de duchesse entre le décès de son père en 1488 et son mariage en 1491, les historiens bretons lui inventèrent une enfance à l'image qu'ils se faisaient du dernier combat de la Bretagne « libre », celle d'une reine de courage et de patriotisme.

Anne apparut dès lors comme une souveraine décidée à défendre ses droits pour le bonheur de son peuple. Elle aurait été de tous les combats et de toutes les affaires, exposant sa vie pour l'amour de sa terre. Son jeune âge avait maintenant tendance à servir son image. Il donnait un caractère exceptionnel à ses actes et rendait son souvenir encore plus attachant.

Dans son *Histoire de Bretagne* (1707), don Lobineau écrit ainsi : « Elle résistait avec un courage héroïque à sa mauvaise fortune, suscita des affaires à ses ennemis pour faire division à leur force, les anusa par des traités, engagea les royaumes voisins dans la querelle. Enfin, [...] le plus fort de ses ennemis crut ne pouvoir en venir à bout, d'être le maître de son pays, qu'en possédant son affection. »

S'ils ne pouvaient nier l'inaction de la reine pendant le règne de Charles VIII, les historiens bretons amplifièrent son emprise sur Louis XII. L'historiographie royale alla désormais dans le même sens<sup>6</sup>. Elle reprit une légende née au XVI<sup>e</sup> siècle selon laquelle Louis XII aurait été depuis fort longtemps amoureux d'Anne de Bretagne — un amour qui expliquait le contrat de mariage avantageux mais aussi les erreurs politiques du règne, telles que la guerre contre le pape Jules II entre 1510 et 1513.

Selon cette tradition, Anne était, sous ce règne, la vraie gouvernante de son duché. Elle avait également des ambitions politiques pour le royaume. Cependant, parce qu'elle était femme, et donc mauvaise



Les funérailles d'Anne en 1514 : la mise au tombeau au château de Blois (Venise, bibliothèque Marciana ; cl. Dagli Orti).

conseillère, elle aurait été à l'origine de nombreuses maladresses.

Après la Révolution, la Bretagne n'eut plus d'existence officielle. Cette rupture engendra la création d'un mouvement régionaliste (une académie celtique fut fondée à Paris en 1805) qui s'opposa à la politique de centralisation du gouvernement<sup>7</sup>. Une quantité d'ouvrages sur la Bretagne furent publiés qui réservaient, une fois de plus, à Anne une place privilégiée : *Barzaz Breiz*, en breton, de M. Lavigerie (1839), *La Bretagne* de Jules Janin (1844)... Présentée comme la dernière souveraine d'une terre libre, elle devint le symbole de la lutte

de la Bretagne, le défenseur incorruptible de son peuple et de ses particularismes. Tout ce qui avait été écrit sur son supposé héroïsme et son opiniâtreté fut repris et amplifié. Anne n'aimait que sa Bretagne et détestait la France qu'elle cherchait sans cesse à quitter.

Son caractère breton, qui depuis la fin

du XVI<sup>e</sup> siècle s'illustrait seulement par des actes politiques, fut désormais justifié par son appartenance à une « race ». C'est à cette époque en effet qu'on la dépeignit parlant le breton, portant une coiffe, un costume breton et de petits sabots de bois — représentation qui permettait d'affirmer l'ancienneté de la culture bretonne.

Et son physique, décrit comme petit, trapu, était présenté comme caractéristique des Bretons, un peuple différent, avec une morphologie et un tempérament particuliers. Son image de paysanne coïncidait avec le discours du mouvement régionaliste breton qui reprit l'idéologie agrarienne, s'opposant à la révolution industrielle — avec le soutien de l'Église et de la noblesse. Cette représentation folklorique d'Anne de Bretagne fut une des raisons de la survivance de son souvenir au XX<sup>e</sup> siècle.

C'est ainsi que, figure très secondaire de son vivant, même si la propagande royale, sous Louis XII, lui rendit souvent

hommage, Anne de Bretagne est devenue grâce à l'historiographie bretonne un personnage incontournable de notre imaginaire national. « C'était Anne de Bretagne, avec des sabots... »

## POUR EN SAVOIR PLUS

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

- C. Beaune, *Naissance de la nation France*, Gallimard, 1985.
- F. Cosandey, *La Reine de France, symbole et pouvoir*, Gallimard, 2000.
- Y. Labande, *Charles VIII*, Fayard, 1986.

### SUR ANNE ET LA BRETAGNE

- J.-Y. Gniomar, *Le Bretonisme. Les historiens bretons au XIX<sup>e</sup> siècle*, Mayenne, 1987.
- M. Jones, « Les manuscrits d'Anne de Bretagne », *Mémoires de la société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. 55, pp. 43-81.
- J. Kerhervé, « Aux origines d'un sentiment national ; les chroniqueurs bretons à la fin du Moyen Âge », *Bulletin de la société archéologique du Finistère*, t. 108, pp. 165-208.
- D. Le Fur, *Anne de Bretagne*, Paris, Librairie édition Guénégaud, 2000.

Après la Révolution, la Bretagne n'eut plus d'existence officielle

## NOTES

6. Louis XII était un roi guerrier. Or, depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et les guerres de Louis XIV, les exploits militaires sont considérés comme inutiles. C'est désormais l'image de paix qui est mise en avant. Dans le cas de Louis XII, on accusa donc Anne d'être responsable des conflits pour préserver la figure du roi.

7. Les nationalistes bretons se regroupèrent en 1843 dans l'Association bretonne. En 1898, certains fondèrent l'Union régionaliste bretonne (URB), dont le caractère politique devint de plus en plus marqué.

Régis Bénichi · Professeur en classes préparatoires économiques et commerciales

# La mondialisation aussi a une histoire

On lui impute aussi bien l'effet de serre que le chômage, la « malbouffe » que la domination de la culture américaine... Diabolisée, dénoncée, ou inversement portée aux nues, la mondialisation fait périodiquement la une de l'actualité. Explications pour comprendre le monde économique dans lequel nous vivons depuis 1945.

**L**a mondialisation a suscité en décembre 1999 un « bogue » inattendu. Les représentants des 135 pays membres de l'OMC\*, l'Organisation mondiale du commerce, réunis à Seattle pour lancer une nouvelle négociation commerciale, le Millennium Round, se sont séparés sans être parvenus à se mettre d'accord sur un ordre du jour ni sur un calendrier.

La couverture médiatique réunie à Seattle a surtout profité aux milliers d'opposants venus du monde entier pour dénoncer une mondialisation accusée de favoriser la « malbouffe », de détruire l'environnement, d'écraser les plus faibles et de conduire à une uniformisation destructrice des identités.

En réalité, les polémiques suscitées par la mondialisation ne sont pas nouvelles. Portée aux nues par les uns qui y voient un facteur de progrès et de dynamisme, un « jeu à somme positive », la mondialisation est diabolisée par les autres qui dénoncent la dictature des marchés financiers, l'« économie-casino », le poids étouffant de la « contrainte externe », la « fin des territoires ». La mondialisation est accusée de ne tolérer que des « États modestes », d'imposer la désinflation, la flexibilité et de conduire à une société fracturée entre « travailleurs routiniers » menacés de chômage et « manipulateurs de symboles » sans cesse plus riches et plus puissants.



tion, les idées, les produits culturels. Souvent ressentie comme une nouveauté liée aux politiques de libre-échange\* développées depuis la guerre, à la révolution des transports qui supprime les distances ou à la vague néolibérale qui détruit les réglementations et favorise la libre circulation des capitaux, la mondialisation est en réalité un processus historique de longue durée qui accompagne toute l'histoire du capitalisme. Présentée généralement comme irréversible, la mondialisation se révèle en fait une ten-

## A RETENIR

**Née avec le capitalisme, la mondialisation n'est pas un phénomène inédit dans l'histoire. Le temps des Grandes Découvertes au xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècle, la révolution industrielle du xix<sup>e</sup> siècle ont accompagné la naissance et l'essor du capitalisme marchand puis industriel. Après le fort repli de l'entre-deux-guerres, la phase actuelle correspond à un accroissement spectaculaire du commerce mondial. Et aussi des mouvements de capitaux.**

**La mondialisation fait aujourd'hui beaucoup parler d'elle à travers ses opposants, très médiatisés. Ci-dessus : « carnaval anti-mondialisation » à Montpellier le 16 février 2001.**

Que signifie exactement ce terme de « mondialisation » ? Devenu d'usage courant depuis les années 1980, il désigne un processus d'interdépendance de plus en plus prononcée des économies nationales. Depuis 1945, la croissance des flux d'échanges a entraîné la création d'un marché planétaire pour les marchandises, les services, les capitaux mais aussi l'infor-

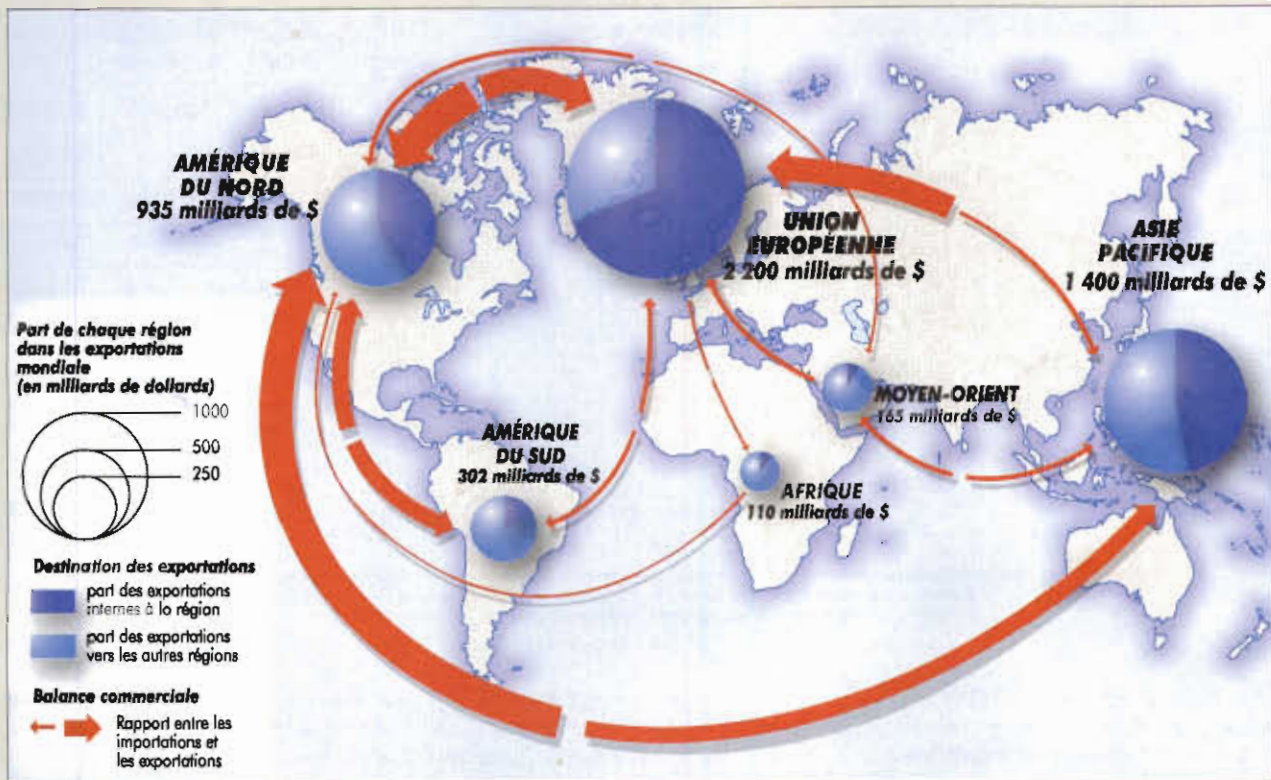
dance aléatoire, où alternent des phases d'ouverture et des phases de repli parfois très prononcé.

La vague actuelle est la troisième de l'époque moderne et contemporaine. La première, consécutive aux Grandes Découvertes de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, se traduit par le déclin des échanges méditerranéens au profit du commerce transatlan-

## L'AUTEUR

Professeur d'histoire en classes préparatoires économiques et commerciales, Régis Bénichi a notamment participé à *1900-2000. Un siècle d'économie* (Les Échos, 1998) et au *Livre de l'Europe* (Stock, 1990).

## Les trois pôles du commerce mondial



La carte des flux de marchandises dans le monde en 1999 permet de constater le poids inégal des acteurs. L'Union européenne, l'Amérique du Nord et la région Asie-Pacifique réalisent plus de 80 % des échanges mondiaux. L'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen-Orient restent des périphéries mal intégrées. La Russie, l'Asie centrale, l'Inde sont quasiment exclues. La mondialisation se combine avec un fort mouvement de régionalisation, en particulier en Europe, où la part du commerce intrarégional est prépondérante.

tique et correspond à la naissance du grand capitalisme marchand.

La deuxième vague (1840-1914) accompagne la révolution industrielle. Le Royaume-Uni et à sa suite les pays d'Europe occidentale se lancent à la conquête du monde pour y trouver des approvisionnements et des débouchés, des territoires de peuplement et des zones d'influence. Entre 1840 et 1914, le volume du commerce mondial est multiplié par 7. Dans le même temps, 60 millions d'Européens s'embarquent vers les pays neufs. « Économie-monde », l'Europe répand partout avant 1914 ses capitaux et ses techniques, ses langues, ses religions, ses valeurs. Cette phase aiguë de mondialisation s'accompagne aussi de guerres économiques, d'une compétition acharnée entre vieilles puissances et pays émergents : États-Unis, Allemagne et Japon.

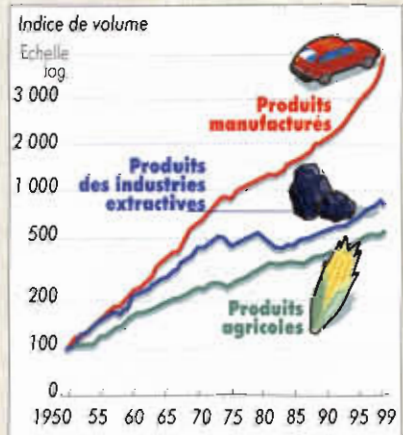
La Première Guerre mondiale ouvre

une longue phase de repli qui dure jusqu'en 1945. L'Europe ruinée cesse d'investir dans le monde. Les pays d'accueil (États-Unis, Argentine, Brésil, etc.) se ferment, ce qui entraîne un effondrement des migrations internationales. La montée du protectionnisme\* et l'instabilité monétaire suscitent une atonie du commerce mondial.

La fragmentation atteint son maximum dans les années 1930 : la crise de 1929 suscite un repli général ponctué de droits prohibitifs, de contingentements et de dévaluations compétitives. Les dictatures s'enferment dans des politiques d'autarcie. Les puissances coloniales, comme la France et le Royaume-Uni, se réfugient dans des préférences impériales. Le commerce recule de plus des deux tiers en valeur et de près de moitié en volume. Le monde est fracturé en zones monétaires rivales (zone sterling, bloc-or, zone

**L**a vague actuelle de mondialisation est la troisième de l'histoire du capitalisme

## L'explosion des échanges



Depuis 1945, quelle que soit la conjoncture économique — Trente Glorieuses ou dépression — le commerce mondial n'a cessé de croître. Il continue d'augmenter plus vite que la production, et tire la croissance.

**NOTE**  
\* Cf. « Dumping, GATT et nouvelle économie », pp. 72-73.

## Près d'une multinationale sur deux est...

Rang en 1998	Société	Pays	Branche d'activité	Actifs (en milliards de dollars)		Nombre d'employés	
				A l'étranger	Total	A l'étranger	Total
1	General Electric	États-Unis	Électronique	128,6	355,9	130 000	293 000
2	General Motors	États-Unis	Véhicules automobiles	73,1	246,7	-	396 000
3	Royal Dutch/Shell	Pays-Bas/ RU	Pétrole (expl./raff./distr.)	67,0	110,0	61 000	102 000
4	Ford Motor Company	États-Unis	Véhicules automobiles	-	237,5	171 276	345 175
5	Exxon Corporation	États-Unis	Pétrole (expl./raff./distr.)	50,1	70,0	-	79 000
6	Toyota	Japon	Véhicules automobiles	44,9	131,5	113 216	183 879
7	IBM	États-Unis	Informatique	43,6	86,1	149 934	291 067
8	BP AMOCO	Royaume-Uni	Pétrole (expl./raff./distr.)	40,5	54,9	78 950	98 900
9	Daimler Chrysler	Allemagne	Véhicules automobiles	36,7	159,7	208 502	441 502
10	Nestlé SA	Suisse	Alimentaire/boissons	35,6	41,1	225 665	231 881

La multinationalisation des entreprises a été longtemps un quasi-monopole américain. Depuis les années 1970, les firmes multinationales se multiplient en Europe, au Japon, et même dans les pays émergents comme la Corée du Sud.

### NOTES

1. La chartre de l'Atlantique, signée le 14 août 1941 entre Roosevelt et Churchill définit les huit principes « sur lesquels ils fondent leurs espoirs en un avenir meilleur pour le monde et qui sont communs à la politique nationale de leurs pays respectifs ».

2. Cf. J. Marseille, « Bretton-Woods : le triomphe économique des États-Unis », *L'Histoire* n° 180, pp. 22-27.

3. Sous la pression du colonel Nasser, les troupes britanniques, qui occupaient la zone du canal de Suez depuis 1882, durent se retirer. Le 26 juillet 1956, le colonel annonçait la nationalisation de la compagnie du canal.

dollar, etc.) et confronté à l'opposition croissante entre métropoles et colonies, eapitalisme et socialisme, démocraties et dictatures.

Devenus superpuissance à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis engagent une véritable croisade en faveur du libre-échange. Dès 1941, ils ont inscrit la libération du commerce mondial dans la charte de l'Atlantique<sup>1</sup> et dans les accords de prêt-bail signés avec la France, le Royaume-Uni et l'URSS. En juillet 1944, dans son discours inaugural à la conférence de Bretton Woods<sup>2</sup>, Morgenthau, secrétaire au Trésor depuis 1934 et homme de confiance de Roosevelt, déclare : « Il faut éviter de recourir aux pratiques pernicieuses du passé telles que la course aux dévaluations, l'élevation des barrières douanières, les accords de troc, le contrôle des changes par lesquelles les gouvernements ont essayé vainement de maintenir l'activité économique à l'intérieur de leurs frontières. En définitive, ces procédés ont été des facteurs de dépression économique sinon de guerre. »

L'impulsion américaine conduit à deux négociations au lendemain de la guerre. La première, à Genève, débouche le 30 octobre 1947 sur la signature par 23 pays de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT<sup>3</sup>). Le texte signé par les « parties contractantes » se

limite à 38 articles et repose sur trois grands principes.

1) A la place des accords bilatéraux préférentiels, le GATT institue une logique multilatérale fondée sur la non-discrimination. Toute concession accordée à un partenaire doit bénéficier automatiquement à toutes les « parties contractantes ».

2) Le deuxième principe de transparence et de *fair trade* (« commerce équitable ») prohibe les contingentements et le dumping\*, encadre strictement les subventions nationales et prévoit la consolidation des droits de douane existants, c'est-à-dire l'engagement de ne pas les augmenter. Des « négociations commerciales multilatérales » (NCM), ou rounds, sont prévues pour leur réduction progressive.

### Le libre-échange, promesse en 1945, réalité dès 1967

3) Le troisième principe est la réciprocité dans les concessions négociées lors des rounds. L'accord comporte aussi un arbitrage du GATT pour régler les différends entre partenaires. Les seules exceptions consenties concernent l'agriculture qui bénéficie d'une clause d'exemption et l'autorisation par l'article 24 d'accords régionaux anticipant sur la procédure générale d'ouverture.

La seconde négociation, conduite par l'ONU, aboutit en mars 1948 à la charte

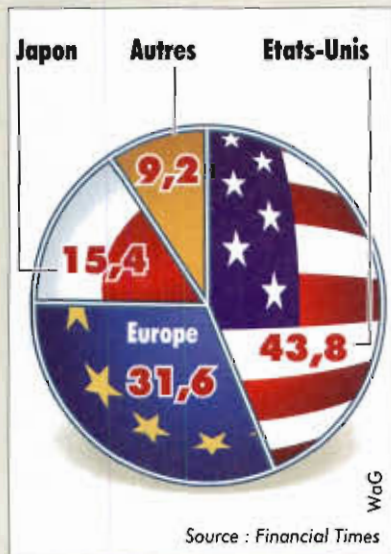
de La Havane, texte beaucoup plus complet incluant un code commercial, un code des investissements, une stabilisation des produits de base et la création d'une Organisation internationale du commerce, l'OIC. Cet accord semble couronner le nouvel ordre mondial rêvé par Roosevelt qui souhaitait trois piliers pour assurer la paix mondiale : 1) le FMI\* chargé de veiller à la stabilité des monnaies ; 2) l'ONU chargée de la sécurité collective ; 3) l'OIC chargée de la solidarité commerciale. Mais le Congrès américain, redevenu républicain aux élections de 1947, refuse de ratifier la charte de La Havane jugée trop interventionniste. C'est donc le GATT qui va servir de base au programme d'ouverture.

Promesse en 1948, le libre-échange devient réalité dans les années 1960. Les monnaies sont en effet redevenues

convertibles, la décolonisation supprime les préférences impériales et la révolution du transport maritime qui suit la fermeture du canal de Suez en 1956<sup>3</sup> réduit considérablement le coût du fret et l'obstacle de la distance. Grâce aux six négociations commerciales multilatérales menées de 1949 à 1967, les tarifs douaniers sont réduits de 40 % de la valeur des produits importés après-guerre à 10 % à la veille du choc pétrolier.

Cette libération entraîne une crois-

## ...américaine



Cependant, que l'on prenne les 10 ou les 500 premières firmes multinationales, près de la moitié d'entre elles restent américaines.

sance rapide des échanges : les exportations mondiales passent de 58 milliards de dollars courants en 1948 à 700 milliards en 1973 ; en volume le commerce mondial progresse de 8 % par an en moyenne. Le taux d'ouverture\* mondiale, c'est-à-dire la part de la production échangée, passe de 7 % en 1948 à 15 % en 1973. Le dynamisme des échanges soutient la croissance et implique une stratégie de concentration, d'innovation et de productivité pour faire face à la concurrence.

Au tournant des années 1970, le climat international se dégrade fortement. Les pays du tiers-monde dénoncent l'appauvrissement que leur impose un commerce marqué par le cours déclinant des produits bruts qu'ils exportent alors que les produits manufacturés qu'ils achètent sont de plus en plus chers. Ils réclament un « nouvel ordre économique mondial » fondé sur une stabilisation du cours des produits bruts, une aide accrue au développement et une ouverture des marchés riches à leurs productions.

Les producteurs de pétrole regroupés dans l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à partir de 1960 se mobilisent contre le blocage du prix de l'or noir imposé par les pays occidentaux. Les États-Unis, confrontés depuis 1971 à

un déficit commercial croissant et à une crise de confiance à l'égard du dollar, s'en prennent au protectionnisme japonais, à la Communauté économique européenne, qualifiée de « forteresse Europe » et exigent des concessions commerciales et un réajustement des parités monétaires.

L'entrée dans la dépression contemporaine semble ébranler le choix de l'ouverture. Le flottement généralisé des monnaies à partir de 1973 et le premier choc pétrolier modifient brutalement les conditions de concurrence. Le prix du baril de pétrole brut est multiplié par 4. Les charges salariales trop élevées dans les pays riches incitent les entreprises à délocaliser leurs productions vers les pays à bas salaires asiatiques, ce qui conduit les pays développés à se protéger par des restrictions quantitatives, des « accords d'autolimitation » et des droits compensateurs contre des ventes réputées en dumping.

Ces raidissements sont cependant limités face aux progrès du libre-échange. Le Tokyo Round ouvert en 1973 s'achève en 1979 par une nouvelle baisse des droits de douane de 35 % et par l'élaboration d'un code visant à réduire les obstacles non tarifaires, notamment les normes techniques et règlements sanitaires. Le huitième cycle de négociation, l'Uruguay Round, est lancé à l'initiative des États-Unis en 1986. Malgré sa longueur et les tensions qui l'accompagnent, il débouche sur l'accord de Marrakech signé en avril 1994 par 124 pays. La protection douanière est ramenée à 3,9 % en moyenne. L'accord réintègre progressivement les agricultures dans la concurrence par réduction des protections à l'entrée et des subventions à l'exportation. La propriété intellectuelle

est désormais protégée contre les spécialistes de la contrefaçon et l'Organisation mondiale du commerce, envisagée au lendemain de la guerre, est enfin créée.

La fin du siècle correspond à une poursuite de la mondialisation du commerce de marchandises et de services dont les valeurs atteignent respectivement en 1999 5 400 et 1 300 milliards de dollars. La part de la production mondiale exportée est aujourd'hui supérieure à 25 %. En cinquante ans, entre 1948 et 1998, la production mondiale a été multipliée par 6 et le volume des exportations de marchandises par 17. La réintégration des ex-pays socialistes dans les échanges mondiaux et le fait que 29 pays, dont la Russie et la Chine,

**Les pays du tiers-monde réclament un nouvel ordre économique mondial**

## YSEC ÉDITIONS

présente

### Votre ancêtre dans la Grande Guerre



Le sacrifice des Poilus vous émeut. Savez-vous que vous pouvez retrouver facilement la carrière de vos propres ancêtres durant la Grande Guerre, grâce à ce guide généalogique et historique qui va vous aider à faire vous-même vos

recherches aux archives, civiles et militaires. A partir du peu d'éléments que chacun possède chez soi, il est possible de retrouver la trace, puis la carrière complète de vos aïeux en 1914-1918.

Une partie historique vous donnera ensuite tous les éléments nécessaires à la compréhension de la guerre elle-même : organisation de l'armée, index des noms de lieux cités dans les communiqués, dictionnaire Poilu-Français, etc.

**Votre ancêtre dans la Grande Guerre, par Yves Buffetaut, 256 pages, 149 francs. ISBN : 2-9513423-2-2**

#### La Collection :

« Un Jour de la Grande Guerre ».

En 80 pages, avec 50 à 60 photographies rares et pour 69 francs seulement, revivez les dates essentielles de la Première Guerre Mondiale. Quatre titres déjà parus :

- Paris menacé, le 9 juin 1918.
- Mangin sauve Paris, le 11 juin 1918.
- L'Argonne, le 11 juillet 1915.
- Les Canadiens à Vimy, le 9 avril 1917.

De nombreux autres titres en préparation : 21 février 1916 à Verdun ; 16 avril 1917, la première attaque des chars français, etc. Constituez vous une collection unique et à un prix très abordable !

Vache folle, fièvre aphteuse... Le monde rural est en crise, mais est-ce vraiment la première fois ? Lisez :

**Vétérinaires et paysans au XX<sup>e</sup> siècle.**

**Une histoire des vétérinaires ruraux.**

par Yves Buffetaut et le docteur vétérinaire Sylvie Gourlet.

198 pages, un cahier photos étonnant. 135 francs. ISBN : 2-84673-005-9

Ysec éditions

BP 405

27404 Louviers Cedex

tél/fax : 02 32 40 32 45

Ajouter 25 francs de port par commande

## Dumping, GATT et...

### BULLE FINANCIÈRE :

emballement excessif des cours des valeurs mobilières (on parle aussi de surcapitalisation boursière). Les années 1980 et 1990 se caractérisent par la multiplication des bulles financières et donc des risques de krach, comme celui qui atteint les États-Unis en 1987, le Japon en 1990, ou les nouvelles technologies en 2001.

**DÉLOCALISATION :** déplacement de la production industrielle vers les pays à bas salaires. Synonyme de désindustrialisation dans les pays du Nord.

**DUMPING :** vente à l'étranger à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché national. Peut aller jusqu'à la vente à perte.

**EURO :** nom donné à la monnaie unique européenne qui entrera en vigueur dans le premier semestre 2002. L'Euroland rassemble 12 des 15 pays européens (Danemark, Suède et Royaume-Uni n'en font pas partie).

**FMI :** Fonds monétaire international créé en 1944. Il a pour objet d'aider les pays qui traversent des difficultés financières. Les plans d'austérité (plan d'ajustement structurel) imposés par le FMI aux pays qu'il aide font l'objet de vives controverses.

### FONDS COMMUNS

**DE PLACEMENT :** fonds créés par les banques pour gérer l'épargne des particuliers. Le recul de l'inflation dans les années 1980 et les avantages fiscaux accordés aux valeurs mobilières se sont traduits par un développement de l'épargne longue et une multiplication des fonds de placement.

### FONDS DE PENSION :

particulièrement importants aux États-Unis et au Japon, ils gèrent des sommes énormes issues des retraites par capitalisation.

**GATT :** accord général sur les tarifs et le commerce signé en 1947 et remplacé en 1994 par l'OMC.

**GLOBALISATION :** anglicisme signifiant mondialisation, vulgarisé notamment par les écrits de l'économiste Kennichi Ohmae.

### NOTE

4. Meiji désigne l'« ère du gouvernement éclairé ». Pendant la période 1868-1912, l'empereur Mutsuhito accomplit de profondes réformes inspirées par les institutions et les mœurs européennes.

soient actuellement candidats à l'entrée dans l'OMC semblent confirmer le triomphe du libre-échange.

Cependant, la mondialisation reste une tendance plus qu'une réalité. Les échanges restent concentrés entre les trois pôles de la Triade (États-Unis, Europe, Asie) ; en 1999, la part russe dans les exportations mondiales n'est que de 1,3 %, celle de l'Inde de 0,6 %, celle de l'Afrique de moins de 2 %. L'intégration des périphéries au marché mondial est donc loin d'être réalisée.

En janvier 2001, le traditionnel forum de Davos où les dirigeants du monde viennent célébrer les vertus de la mondialisation s'est déroulé sous haute protection de la police et dans un climat morose : les souffrances sociales qu'induit une concurrence débridée suscitent en effet des résistances croissantes.

La mondialisation ne recouvre pas seulement l'internationalisation des échanges. Elle se traduit aussi par la multinationalisation des entreprises. De 1945 à 1973, les investissements directs à l'étranger (IDE\*) proviennent presque exclusivement des grandes firmes américaines. Favorisés par le haut pouvoir d'achat du dollar, ils répondent à des motivations anciennes comme l'approvisionnement des États-Unis en matières premières et énergie (investissements au Moyen-Orient, au Canada, en Amérique latine) mais se portent aussi sur des théâtres nouveaux, comme l'Europe occidentale qui voit s'installer sur son marché Coca-Cola, McDonald's, IBM, Ford, General Motors et bien d'autres encore. Les firmes améri-

caines investissent en Europe occidentale pour produire sur un marché particulièrement dynamique et y privilégient les industries d'avenir (informatique, électronique). Elles investissent aussi dans les pays d'Asie-Pacifique, Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, pays protégés par la puissance américaine et qui offrent des avantages salariaux exceptionnels.

Ces investissements qui transforment les entreprises américaines en firmes multinationales\* suscitent des réticences, voire des inquiétudes exagérées. Les pays d'Europe occidentale craignent une mainmise sur leurs secteurs industriels de pointe. Dans le livre qu'il publie en 1967 sous le titre évocateur *Le Défi américain*, Jean-Jacques Servan-Schreiber ouvre le

premier chapitre par cette phrase : « La troisième puissance industrielle mondiale, après les États-Unis et l'URSS, pourrait bien être dans quinze ans non pas l'Europe mais l'industrie américaine en Europe. »

En 1991, Robert Reich, secrétaire au Travail lors de la première présidence Clinton, déclare dans son ouvrage consacré à *L'Économie mondialisée* : « Ce fut une simple question de temps pour que le savoir-faire américain en matière industrielle, lancé dans le monde de l'après-guerre, décrive un cercle complet et revienne à l'endroit d'où il était parti, comme un boomerang géant. »

Les États-Unis s'inquiètent en effet du rattrapage technologique accéléré dont profitent les pays d'Asie où investissent leurs multinationales et du succès croissant de leurs produits sur le marché américain. Quant au Japon, il reste fidèle à l'esprit du Meiji<sup>4</sup> et refuse tout investissement étranger sur son territoire.

Initiés par les firmes américaines, les investissements directs à l'étranger ont pris depuis les années 1970 une ampleur exceptionnelle. Le flux annuel dépasse 25 milliards de dollars au cours des années 1970, 50 milliards en 1985, 200 milliards en 1990, 300 milliards en 1995, 800 milliards en 1999. En 1999, le stock d'IDE atteignait 4 700 milliards de dollars, les pays de l'OCDE fournissant 90 % des capitaux investis.

Les IDE aujourd'hui ignorent toujours les PMA (pays moins avancés) et continuent de boudier les pays de l'ancienne zone soviétique. De 1989 à 1998, les pays d'Europe centrale n'ont attiré que 45 milliards de dollars et la

Russie 13 milliards. Les incertitudes politiques, le rôle des mafias, le retard de l'État de droit ont pesé plus lourd que le différentiel salarial, les potentialités des marchés locaux ou les richesses naturelles, comme les hydrocarbures russes. L'intégration programmée de 10 pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne d'ici 2010 devrait sans doute modifier à terme ces arbitrages.

Selon le rapport 2000 de la CNUCED (Commission des Nations unies pour le commerce et le développement), on compte aujourd'hui 63 000 firmes multinationales qui disposent de 690 000 filiales et réalisent plus du tiers du produit mondial. Les économies nationales sont donc de plus en plus déterritorialisées, ce qui

**IBM,  
McDonald's,  
Coca-Cola :**  
des entreprises  
américaines  
devenues  
multinationales



rend obsolète l'indicateur classique de la balance commerciale. Quelle valeur attacher, par exemple, au déficit commercial des États-Unis si l'on ajoute aux exportations directes du pays les ventes dans le monde des filiales américaines trois fois plus élevées ?

Sommes-nous pour autant confrontés à un nouveau type d'entreprises, qualifiées de « globales », qui ignorent les frontières et constituent des réseaux de production planétaires associant des sites souvent très éloignés dans l'espace au point qu'il devient désormais illusoire de rechercher l'origine nationale d'un produit ?

C'est le point de vue exprimé par Kenichi Ohmae et par Robert Reich<sup>5</sup>. Pour ce dernier, les champions nationaux sont remplacés par des firmes « apatrides » dont le capital est dispersé entre des actionnaires de toutes nationalités, qui utilisent un personnel multiculturel et

proposent des produits standardisés pour le marché mondial, fruit d'assemblages de pièces et de services géographiquement éclatés. L'économiste Elie Cohen (*La Tentation hexagonale*, 1996) estime au contraire que les firmes globales restent exceptionnelles et ne concernent que quelques secteurs comme le pétrole, l'électronique, l'automobile, la chimie-pharmacie. La controverse concerne aussi les conséquences pour l'emploi de cette déterritorialisation. Le rapport de la commission sénatoriale

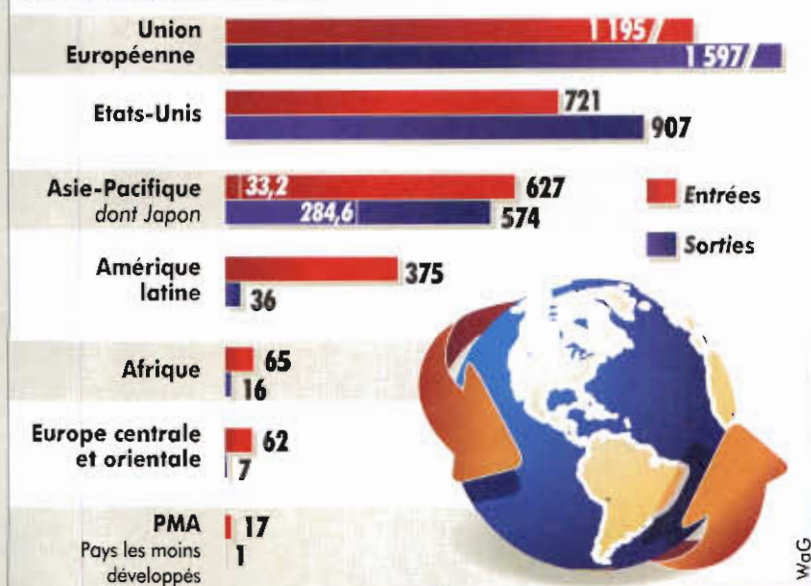
dirigée par Jean Arthuis en 1993 affirme que les délocalisations\* transforment « l'Europe en un supermarché de produits fabriqués ailleurs » et estime que 3 à 5 millions d'emplois seront perdus de ce fait par l'Europe occidentale d'ici l'an 2000.

L'OMC, qui consacre une longue étude aux investissements directs à l'étranger dans son rapport de 1996, affirme au

« L'Europe est un supermarché de produits fabriqués ailleurs »

## Les investissements directs à l'étranger

Stock en milliards de dollars en 1997



L'ampleur actuelle des investissements directs à l'étranger (IDE) traduit la multinationalisation des entreprises. Leur répartition dans le monde en 1997 confirme cependant les limites de la mondialisation : l'Afrique, l'Europe centrale et orientale et les pays les moins avancés ne reçoivent que des miettes. Les zones attractives restent l'Union européenne, les États-Unis et les pays émergents de la façade asiatique du Pacifique, Chine de Pékin, « dragons » (Taïwan, Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour), et « tigres » (Malaisie, Thaïlande, Philippines, Indonésie). Les flux d'IDE ont fortement augmenté en 1998-1999 pour atteindre en 2000 près de 1 000 milliards de dollars. L'Asie pacifique est redevenue globalement attractive après la crise de 1997-1998. Grand exportateur d'IDE, le Japon commence à s'ouvrir aux capitaux étrangers.

## ...nouvelle économie

**LIBRE-ÉCHANGE** : l'une des trois libertés revendiquées par les libéraux à côté de la liberté d'entreprise et de la liberté d'emploi. Le libre-échange conduit théoriquement à la spécialisation de chaque pays en fonction de ses avantages comparatifs et donc à une division internationale du travail.

**MONDIALE (firme)** : firme organisée en réseau et visant à réaliser un produit mondial. Exemple : Coca-Cola, McDonald's.

**MULTINATIONALE (firme)** : firme réalisant au moins un tiers de sa production hors de son territoire d'origine. La firme multinationale est réputée produire là où la main-d'œuvre est la moins chère, vendre sur les marchés les plus dynamiques et faire apparaître les bénéfices là où le fisc est le plus discret.

**NOUVELLE ÉCONOMIE** : terme censé désigner une nouvelle forme de croissance saine et durable sans inflation et sans chômage, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

**OMC** : Organisation mondiale du commerce, créée en 1994. Elle compte en 2001 135 membres. Elle dispose notamment d'un office de règlement des différends imposant un arbitrage en cas de plainte déposée par un pays membre.

**PROTECTIONNISME** : à l'inverse du libre-échange, le protectionnisme limite l'ouverture des économies, soit par des mesures tarifaires (droits de douane) soit par des procédés non tarifaires (contingent, normes techniques ou sanitaires, fermeture des marchés publics, etc.).

**TAUX D'OUVERTURE** : rapport entre le volume exporté et la production. Le taux d'ouverture mondial était de 7 % en 1840, il monte à 14 % en 1914, retombe à 6 % en 1940. De 1950 à l'an 2000, il est passé de 7 % à 25 %.

**TAXE TOBIN** : du nom de son inventeur, taxe proposée pour freiner les mouvements de capitaux volatils et réduire la spéculation.

### NOTE

5. Cf. K. Ohmae, *L'Entreprise sans frontières*, Paris, Inter-éditions, 1991 et R. Reich, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.



**Manifestation anti-mondialisation à Londres le 30 novembre 1999, alors que s'ouvre à Seattle, aux États-Unis, le sommet de l'Organisation mondiale du commerce.**

contraire « qu'on ne peut tirer aucune conclusion définitive quant au lien entre les flux sortants d'IDE et l'emploi dans le pays d'origine ». L'argument semble d'autant plus recevable que les pays concernés sont désormais à la fois pays d'accueil et pays de départ d'IDE.

La troisième polémique porte sur les effets de la mondialisation des IDE sur les structures sociales. Robert Reich affirme que le phénomène tend à dualiser toutes les sociétés concernées. Pour les « travailleurs routiniers » du monde entier, la concurrence tend à égaliser les conditions vers le bas en imposant précarisation, flexibilité et chômage. Pour les « manipulateurs de symboles » (cadres dirigeants, chercheurs, ingénieurs, conseillers financiers, publicitaires...), la mondialisation multiplie les opportunités de carrière et offre des perspectives alléchantes en termes de rémunération.

Dernier avatar de la mondialisation, la « globalisation\* financière », c'est-à-dire la circulation accélérée de capitaux à court terme à la recherche d'un profit immédiat, a pris une ampleur exceptionnelle depuis le milieu des années 1980. Elle est encouragée par le flottement des monnaies, la déréglementation et l'interconnexion des marchés financiers et alimentée par les énormes masses de capitaux spéculatifs détenus par les entreprises, les banques et les fonds communs de placement\* ou les fonds de pension\*.

La brusque crise de confiance qui touche le Mexique en 1995 et l'Asie émer-

gente en 1997-1998 illustre les dangers de ces capitaux volatils et les risques de réaction en chaîne selon le principe de l'« effet domino ». Le FMI a dû mobiliser dans l'urgence 115 milliards de dollars pour aider les pays asiatiques. Mais il n'a pu empêcher que la chute de la demande asiatique fasse baisser le prix du pétrole, ce qui a précipité la crise russe de l'été 1998. La méfiance des milieux financiers à l'égard des pays trop endettés a entraîné en octobre une fuite de capitaux du Brésil.

Certes, tous ces reflux ont favorisé une « fuite vers la qualité » et nourri par ricochet une prospérité des Bourses occidentales. Mais cette prospérité a créé à son tour une dangereuse « bulle financière\* » au profit des nouvelles technologies et conduit à la fin de l'année 2000 à la déroute des « start-up » et de l'« e-économie ».

A ceux qui dénoncent la dictature des marchés financiers et l'impuissance croissante des États, on peut certes opposer la mise en place de l'euro qui illustre la victoire du volontarisme politique sur les marchés. Un nombre croissant de responsables politiques ou économiques estime cependant qu'il est souhaitable de réglementer les mouvements de capitaux — à défaut d'adopter la taxe Tobin\* souhaitée par certains pour freiner leur volatilité — et éviter tout risque de crise « systémique ».

Les regards sur la mondialisation restent donc divergents et passionnés. A ceux qui, comme Alain Minc, affirment que la mondialisation peut être heureuse ou, comme l'économiste Paul Krugman, qu'elle n'est pas coupable s'opposent ceux qui, comme Viviane Forrester, dénoncent l'« horreur économique »<sup>6</sup> ou, comme le spéculateur global George Soros, condamnent l'« intégrisme des marchés ».

A ces divergences profondes s'ajoute l'air du temps. En 1998, la crise asiatique nourrissait le pessimisme. En 1999 et 2000, la forte croissance américaine et les promesses de la nouvelle économie\* ont suscité une véritable euphorie. 2001 marque le retour des inquiétudes face au brusque ralentissement américain, à la paralysie de l'Europe, aux catastrophes liées au productivisme agricole ou aux dangers de l'effet de serre. Avec toujours la même question : la mondialisation peut-elle être laissée aux seules forces aveugles du marché ? ■

**A**près l'euphorie de 2000, retour des inquiétudes en 2001

## NOTE

6. Cf. Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Paris, Fayard, 1996.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### LIVRES LES PLUS RÉCENTS

- A. Fourçans, *La Mondialisation racontée à ma fille*, Paris, Le Seuil, 2001.
- J. Gadrey, *Nouvelle économie, nouveau mythe ?*, Paris, Flammarion, 2000.
- E. Goldsmith et J. Mander, *Le Procès de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2001.
- A. Minc, *www.capitalisme.fr*, Paris, Grasset, 2000.
- A. Nonjon, *La Mondialisation*, Paris, Sedes, 1999.

### TEXTES DE RÉFÉRENCE

- D. Cohen, *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Flammarion, 1997 ; *Nos temps modernes*, Paris, Flammarion, 1999.
- É. Cohen, *La Tentation hexagonale*, Paris, Fayard, 1996.
- K. Ohmae, *De l'État-nation aux États-régions*, Paris, Dunod, 1996.
- R. Reich, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.

### OUVRAGES DE VULGARISATION

- J. Adda, *La Mondialisation de l'économie*. T. I, *Genèse* ; t. II, *Problèmes*, Paris, La Découverte, 1996.
- Ch. Buhour, *Le Commerce international du GATT à l'OMC*, Paris, Le Monde Éditions, 1996.
- M. Durousset, *La Mondialisation de l'économie*, Paris, Ellipses, 1994.
- D. Jouanneau, *Le GATT et l'Organisation mondiale du commerce*, Paris, PUF « Que sais-je ? », 1996.
- A. Minc, *La Mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

### ANALYSES ET STATISTIQUES

- *Rapports annuels* du GATT, jusqu'en 1994, de l'OMC depuis 1995.
- RAMSES, *Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies*, Dunod.
- *Le Régionalisme et le système commercial mondial*, OMC, 1995.
- *Le Monde du travail dans une économie sans frontières*, Banque mondiale, 1995.
- *Le Commerce et l'investissement étranger direct*, OMC, 1996.
- *Mondialisation et commerce international*, OMC, 1998.
- *Rapport sur le commerce et le développement*, CNUCED, 2000.
- *Rapport annuel*, OMC, 2000.
- *Rapport sur l'investissement dans le Monde*, CNUCED, 2000.

**LE GRAND ENTRETIEN DE  
L'HISTOIRE**



avec Annette Wieviorka

Enquête sur une polémique  
**La « Shoah business »**

*L'Industrie de l'Holocauste* de Norman Finkelstein,  
un pamphlet dû à un universitaire américain,  
suscite une très vive polémique.

Pour la première fois, une historienne  
du génocide, Annette Wieviorka, a décidé d'aller, sans détour,  
au cœur des questions soulevées par cet ouvrage.  
Sur les intérêts financiers en jeu dans les réparations.  
Sur le rôle des organisations juives américaines.  
Sur l'instrumentalisation de la Shoah en Amérique.  
Et en Israël à des fins politiques.



## L'AUTEUR

Directrice de recherche au CNRS, Annette Wieviorka a notamment publié *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli* (Plon, 1992) et *Auschwitz expliqué à ma fille* (Le Seuil, 1999). Elle a participé en 2000 aux travaux de la mission Mattéoli sur les spoliations des biens juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.



Après la chute du mur de Berlin, les Juifs rescapés de la Shoah des anciens « pays de l'Est » ont commencé à percevoir des réparations dont ils n'avaient jusqu'alors jamais bénéficié. Ci-dessus : à Moscou, Sarah Gleikh reçoit un chèque de compensation de 400 dollars en provenance d'une fondation suisse pour les victimes juives du génocide, le 29 juillet 1999 (cl. Yuri Kadobnov/AFP).

**L'HISTOIRE :** Deux livres traduits de l'américain viennent d'être publiés en même temps. L'un, consacré au rôle d'IBM dans la Shoah, *IBM et l'Holocauste*, est l'œuvre d'un journaliste, Edwin Black. L'autre, intitulé *L'Industrie de l'Holocauste*, est le pamphlet d'un universitaire, Norman Finkelstein. Tous deux font l'objet de vives polémiques et reçoivent un écho important dans l'opinion. Peut-on parler à leur sujet de « coups éditoriaux » ?

**ANNETTE WIEVIORKA :** Je vous répondrai d'abord sur le statut, qui me semble très différent, des deux ouvrages. *IBM et l'Holocauste*, c'est en effet ce qu'on peut appeler un « coup médiatique » : un livre préparé dans le plus grand secret, dont les droits ont été vendus — probablement très chers — à la maison d'édition Robert Laffont. Et dont le lancement répond aux lois du marketing.

Seuls certains journaux ont eu l'exclusivité des épreuves et de l'interview de l'auteur. Du fait de l'embargo posé par l'éditeur, personne, avant la sortie du livre, n'a eu la possibilité de vérifier les informations et la documentation de l'auteur.

Le contenu du livre mérite à peine qu'on s'y arrête. Edwin Black dénonce le rôle supposé central d'IBM dans l'extermination des Juifs d'Europe. Il dit que les dimensions de la Shoah sont liées à l'utilisation des machines IBM. Ce qui n'est aucunement étayé.

Quant au livre de Norman Finkelstein, enseignant de sciences politiques à New York, fils de déportés, son livre est à peine un livre : c'est un gros article-pamphlet, qui suscite polémique et intérêt. Tout simplement parce qu'il aborde des problèmes dans l'air du temps depuis quelques années.

**L'H. :** Résumons en deux mots : Norman Finkelstein dénonce l'existence d'une « industrie de l'Holocauste », qui extorque à son profit de l'argent à l'Europe. Et qui instrumentalise la Shoah au bénéfice de l'État d'Israël.

**A. W. :** Arrêtons-nous d'abord sur cette

notion que Norman Finkelstein utilise sans jamais l'expliciter : « l'industrie de la Shoah » ou la « Shoah business ». Une entité qui est dotée maintenant d'une sorte d'autonomie : on a l'industrie sidérurgique, l'industrie chimique, et l'industrie de la Shoah.

Qu'est-ce que c'est ? Tous les gens qui gagnent leur vie en lien avec la Shoah ? Ce serait par exemple la dame-pipi du musée d'Auschwitz. Ce seraient les historiens salariés, comme moi...

Parmi les grands « industriels », les « magnats » de la Shoah, Norman Finkelstein s'acharne en particulier sur Elie Wiesel. Il stigmatise le prix qu'il exige pour ses conférences. Alors, combien devrait-il être rémunéré ? Comment devrait voyager Elie Wiesel ? En classe économique ? en classe affaires ? en première classe ? Dans quels types d'hôtels ? Auberges de jeunesse, asiles pour SDF ? Tout ça est très flou et très vain.

Ce qui est sûr c'est que, dans les sociétés libérales, capitalistes, dans lesquelles nous vivons, une valeur marchande est attachée à certaines activités, même cel-

## A RETENIR

Les « réparations » — c'est-à-dire les procédures de restitution des biens juifs spoliés ou pillés par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que les mesures d'indemnisation pour le travail forcé, le préjudice subi ou la souffrance — ont été engagées dès le lendemain de 1945. Depuis la chute du mur de Berlin, elles ont repris sous l'influence notamment d'organisations juives américaines. Justifiées par le fait que tout n'avait pas été restitué ni indemnisé, ces nouvelles procédures sont toutefois contestées, en particulier à cause des méthodes employées. Et du passage du temps.

les en relation avec la Shoah. Un livre peut rapporter des droits d'auteur, un film nécessite un budget, et il est normal que les gens qui y travaillent soient rémunérés. Faut-il considérer cela comme des « dividendes » d'Auschwitz ?

**L.H. : La cible principale de Norman Finkelstein, ce sont les organisations juives américaines — il parle de « racket » — qui exigent aujourd'hui des réparations... Qu'en est-il exactement des réparations versées aux victimes de la Shoah au lendemain de la guerre ?**

**A. W. :** Pour éviter toute confusion, il faut commencer par faire le point sur ce qu'ont été les réparations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le terme n'était pas nouveau. C'est en 1919, dans le traité de Versailles, qu'on a utilisé pour la première fois le terme de réparations. Il s'agissait alors de faire payer aux pays fauteurs de guerre et vaincus des indemnités — d'ailleurs fort lourdes — aux pays victimes, à charge pour eux d'en répartir les sommes.

Dans le cas présent, le terme de réparations est impropre. Il faut le mettre entre guillemets, car il regroupe un ensemble de mesures d'indemnisation et de restitution de biens concernant des individus, des organismes et un État, Israël.

Dès 1939-1940, des plans de restitution avaient été élaborés par des militants d'organisations juives, qui se fondaient sur cette idée extrêmement simple : les biens des Juifs avaient été confisqués par les Allemands, dans le cadre de ces procédures d'« aryansisation » qu'on connaît bien aujourd'hui, mais aussi par le pillage. A la fin de la guerre, les Allemands devraient rendre ce qu'ils avaient pris.

Ces idées sont reprises dans l'immédiat après-guerre. Deux grandes organisations juives, d'une part l'American Joint Distribution Committee, plus communément appelé le « Joint » — une grande organisation juive américaine philanthropique —, et, d'autre part, l'Agence juive — une organisation sioniste qui s'occupe notamment de l'émigration juive en Palestine —, sont les bénéficiaires principaux de la restitution des biens pillés aux Juifs en Allemagne, qui se fait notamment pour la zone d'occupation américaine par le biais de la JSRO, la Jewish Successor Restitution Organisation.

**L.H. : L'Allemagne versera aussi des réparations globales, comme après la Première Guerre mondiale ?**

**A. W. :** Un peu comme au lendemain de la guerre de 1914-1918, des discussions ont été engagées sur le principe de réparations globales. La donne va changer en 1948-1949, avec la création de l'État d'Israël et la naissance de la RFA. C'est à ce moment-là que vont commencer des négociations secrètes entre le chancelier allemand Konrad Adenauer et Nahum Goldman, le président et fondateur du Congrès juif mondial — un Juif allemand. C'est Nahum Goldman qui convainc Konrad Adenauer qu'il faut mettre sur pied une politique de « réparation », toujours entre guillemets. Le terme allemand, c'est *Wiedergutmachung* : « de nouveau faire bien ».

pour Israël, et Nahum Goldman, alors président d'un organisme très particulier : la Claims (Conference on Jewish Material Claims against Germany), qui fédère les grandes organisations juives de par le monde et reste aujourd'hui encore un acteur majeur.

Cet accord tripartite prévoit des réparations. Leur montant est discuté. Le calcul n'est pas absurde : il tient compte des biens confisqués en Allemagne. Et du coût de l'accueil des émigrants pour Israël.

Or Israël a accueilli en tout à peu près un demi-million de réfugiés : soit des Juifs allemands après 1933, soit des survivants des camps, qui croupissaient



Après 1948, Israël a accueilli de nombreux survivants des camps. Ci-dessus : deux d'entre eux entourent une jeune Israélienne lors d'une cérémonie de commémoration de la Shoah, au mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, le 13 avril 1999 (cl. M. Kahana/AFP).

Ces négociations aboutissent à une déclaration de « repentance » de Konrad Adenauer devant le Bundestag, en 1951 : le chancelier affirme — ce n'était pas évident ! — que la République fédérale d'Allemagne est comptable de ce qu'a fait le III<sup>e</sup> Reich. Adenauer a eu, politiquement,

dans des camps de personnes déplacées et dont aucun pays, et en particulier les États-Unis avant l'acte Truman de 1949, ne voulait.

L'Allemagne s'engage ensuite à voter des lois pour les indemnisations individuelles. Ce seront la BEG (*Bundesentschädigungsgesetz*, loi d'indemnisation), en 1953, qui prévoit l'indemnisation des individus allemands, de culture alle-

“ Le livre de Finkelstein : un gros article-pamphlet ”

mande ou apatrides, pour le port de l'étoile, l'impossibilité de faire des études, l'internement dans les camps, etc. ; puis la BRüG (*Bundesrückerstattungsgesetz*, loi de restitution), en 1957, qui porte sur l'indemnisation des biens, ceux pillés en France notamment.

du génie. Il a compris que l'ancre à l'Ouest de l'Allemagne passait par ce geste. En 1952 sont donc signés des accords très importants : les accords de Luxembourg. Sont signataires Adenauer, pour la RFA, Moshe Sharett, le ministre des Affaires étrangères de David Ben Gourion,

**L'H. :** Ce qu'on appelle les « réparations » est donc attribué à différents bénéficiaires : des individus, des organisations juives et un État, Israël ?

**A. W. :** Oui, les réparations allemandes destinées à Israël vont être versées sous forme de marchandises : voitures, camions, etc. Elles ont contribué au démarrage économique de ce pays.

Quant à l'argent dévolu à la Claims dans le cadre des accords de Luxembourg,

une partie a irrigué les communautés juives, notamment par le biais d'une de ses composantes, la Memorial Foundation for Jewish Culture, qui a notamment permis en France la construction du Mémorial du martyr juif inconnu et du Centre de documentation juive contemporaine.

Enfin, ce qui a été versé aux individus a été un élément important de la réhabilitation individuelle après la Shoah pour des gens qui avaient tout perdu. Ce sont des organisations juives qui s'en sont occupées, notamment l'URO (United Restitution Organisation).

Quand les biens ne font pas l'objet de réclamation parce que le propriétaire est mort ou parce qu'il s'agit d'un bien communautaire — une synagogue, une école —, les organisations juives posent comme principe, dès 1944-1945, qu'ils doivent leur revenir.

Ces choses-là doivent être dites et mises à plat. Elles sont très méconnues, même par les historiens. Voilà ce qu'on appelle d'un terme générique « les réparations ».

**L'H. :** Au regard de la persécution et de l'extermination des Juifs d'Europe, il ne peut s'agir de réparations au sens propre... Peut-on réparer Auschwitz ?

**A. W. :** Il faut dire que dans le monde juif, à l'époque, ces dispositifs ont suscité des débats d'une extrême violence...

La droite israélienne, ce qui est devenu par la suite le Likoud, a manifesté — et notamment Yitzhak Shamir, le futur Premier ministre — une hostilité absolue. On s'est battu à la Knesset, le Parlement israélien. Battu ! En disant : cet argent, c'est l'argent du crime, c'est de l'argent sale, on n'en veut pas.

Et, individuellement, il y a eu des gens qui ont refusé cet argent. Qui n'ont pas fait de demande de « réparations », parce qu'ils ne voulaient rien toucher des Allemands.

Ce qu'on peut regretter, c'est qu'aujourd'hui la phase nouvelle de réparation qui s'est ouverte dans les années 1990, après la chute du mur de Berlin, n'ait pas suscité de débat public.

Les Juifs qui vivent encore à l'Est, peu nombreux, mais qui sont les derniers représentants des importantes communautés d'avant-guerre, ne sont donc pas indemnisés.

Quand le mur de Berlin est tombé, ces questions ont resurgi.

**L'H. :** Concrètement, comment les procédures se sont-elles engagées après 1990 ?

**A. W. :** La RFA reçoit des demandes individuelles de restitution, et décide d'y mettre de l'ordre. Et

toutes les organisations qui s'étaient occupées de la restitution — par exemple l'URO — se remettent à fonctionner. De même que la direction financière du Land de Berlin. Alors que les choses étaient terminées depuis les années 1970.

Dans certains quartiers de Berlin-Est, les Juifs étaient extrêmement nombreux. Pots-

dam également comptait beaucoup de Juifs. C'est comme ça qu'un ou deux ans avant de mourir, installé à Cambridge, l'historien anglais George Mosse, issu d'une riche famille juive de Berlin-Est qui avait fui le nazisme, reçoit une fortune : le bien de ses parents, à Berlin-Est !...

Mais ces procédures ont posé des problèmes beaucoup plus compliqués que dans l'après-guerre. On pouvait supposer que quelqu'un qui, pendant la guerre, ou au lendemain de la guerre, avait habité l'immeuble ou acquis un commerce appartenant à des Juifs savait ce qu'il faisait. Mais, en quarante ou cinquante ans, ces biens ont souvent changé de mains. Quand quelqu'un achète ou loue une maison en 1980 ou 1990, il n'est pas censé savoir qui y a vécu pendant ou avant la guerre.

**L'H. :** D'autres pays d'Europe centrale et orientale ont été touchés par ces procédures ?

**A. W. :** Tous les anciens « pays de l'Est » ont été concernés. Avec une complication supplémentaire quant au statut de la propriété.

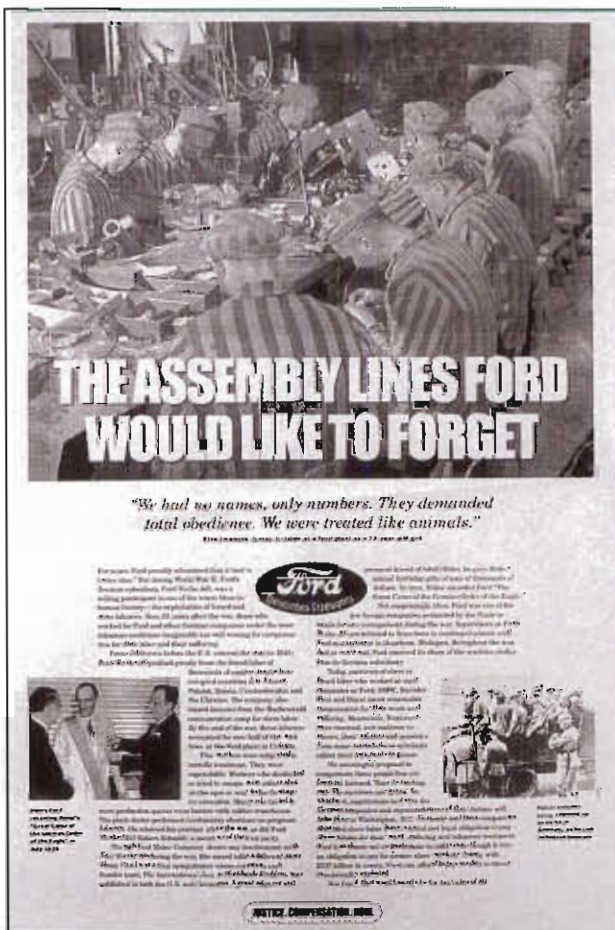
Dans ces pays, il y avait eu deux confiscations : la nationalisation des biens — la « collectivisation des moyens de production », comme on disait au temps du régime communiste — s'est greffée sur la confiscation antérieure.

Le cas limite, c'est l'histoire de cette femme née après la guerre qui, à la mort de

## « Propriétaire d'un morceau du camp d'Auschwitz »

**L'H. :** Pourquoi la question resurgit-elle dans les années 1990 ?

**A. W. :** Ce deuxième âge des « réparations » a un lien avec le premier : l'Allemagne de l'Est. En 1949, en pleine guerre froide, la RDA décide qu'elle n'est pas héritière des crimes du Reich. Elle naît antifasciste et vierge de tout crime.



**Les organisations juives américaines mènent la bataille dans l'opinion. Le 6 octobre 1999, le New York Times publiait cette page de publicité : « La chaîne de montage que Ford préférerait oublier ». Les entreprises ayant bénéficié du travail des déportés sous le III<sup>e</sup> Reich, parmi lesquelles la filiale allemande de Ford, y sont accusées de refuser de payer les compensations exigées (cl. M. Riley/Reuters).**

### NOTE

1. Cf. Bruno Cibanes, « Les deux guerres de George Mosse », *L'Histoire* n° 199, pp. 13-14.

sa mère, retrouve dans ses papiers un acte de propriété d'une terre en Pologne, qui est en fait un morceau du camp d'Auschwitz-Birkenau. On ne peut pas revenir en arrière. Elle a dit qu'elle n'en voulait pas. Comment peut-on vouloir de ça ? C'est un cas limite — parce que, en général, on n'est pas propriétaire de la chaumière où on a fait les premiers gazages. Mais cela révèle ce mélange très lourd entre le meurtre, l'argent, la propriété, la souffrance. Mélange qu'on retrouve dans chaque cas de « réparation » ou d'indemnisation et qu'on ne peut pas traiter simplement par le pamphlet, simplement en disant que c'est « l'industrie de l'Holocauste ».



Un tableau ayant fait l'objet d'une vente forcée par les nazis, en 1940, est restitué à son propriétaire Michael Loewenthal (ci-dessus), le 12 juillet 1999, à New York (cl. P. Morgan/Reuters).

**L'H. : Que reproche-t-on aux organisations juives américaines ?**

**A. W. :** Le problème des procédures engagées dans les années 1990, c'est qu'elles ont été conduites par un petit nombre d'organismes américains, notamment par le Congrès juif mondial, avec des méthodes s'apparentant parfois au chantage. En disant « si vous ne donnez pas les sommes que nous réclamons, nous appelons au boycott ». Dans une économie mondialisée, ces menaces sont prises au sérieux. Ajoutons à cela la « judiciarisation » de la société américaine et les honoraires des avocats. Les avocats américains qui se saisissent de ces affaires ne sont pas des philanthropes.

Les demandes de restitution sont passées par la justice dans le cadre d'une procédure très particulière, la « class action » : c'est-à-dire qu'un certain nombre de personnes entament une procédure judiciaire, et que le résultat est valable pour tous ceux qui se trouvent dans le même cas qu'eux. En France, l'instance d'indemnisation qui a été mise en place ne nécessite en principe pas d'avocat.

Ajoutons que la plainte en justice se fait dans des formulations qui sont inadmissibles pour un historien. Je pense par exemple à la plainte contre IBM : IBM aurait commis « un crime contre l'humanité »...

**L'H. : Les abus que dénonce Norman Finkelstein, ils existent donc ?**

“Les réparations mêlent l'argent et la mort. Elles attirent les vautours”

**A. W. :** Les réparations mêlent la mort et l'argent... Elles attirent les vautours. Personne n'a étudié de près ce qui s'est passé en Normandie quand ont été versés les dommages de guerre, mais quand j'étais en poste à Caen, on en parlait : il y a eu des abus au moment de la reconstruction de toutes ces villes qui avaient souffert de la guerre.

Je ne vois pas pourquoi les Juifs seraient meilleurs que les autres. Cela ne paraît pas surprenant qu'il existe des bavures, des escroqueries. Et des gens qui veulent en profiter. Seulement, on tombe alors sur le stéréotype antisémite classique du Juif et de l'argent, et c'est pour ça que le malaise est grand sur ces questions.

**L'H. : Qui concernent-elles aujourd'hui, cinquante-cinq ans après la fin de la guerre, ces restitutions? Des survivants, des enfants de survivants ou de déportés ?**

**A. W. :** C'est très compliqué, parce que là il faut distinguer ce qui est « bien

individuel », c'est-à-dire la restitution au sens propre du terme, qui, elle, concerne les familles, par le biais de l'héritage. Comme dans le cas de George Mosse, qui était enfant quand sa famille a quitté l'Allemagne, et hérite donc du bien de ses parents.

Mais il y a aussi l'indemnisation du travail forcé. Là, cela concerne un individu survivant : on n'est pas héritier de la souffrance de ses parents, du moins en droit...

**L'H. : Vous-même, vous avez été membre de la mission Mattéoli, chargée d'une étude sur la spoliation des biens des Juifs de France. Dans ce cadre, vous avez été confronté à des demandes de restitution de biens. Quels enseignements en tirez-vous ?**

**A. W. :** Nous avons constaté que si 90 % des biens en valeur avaient été restitués ou indemnisés dans l'après-guerre, une petite partie d'entre eux pourtant ne l'avait pas été — qui correspond à une somme d'environ 1,5 milliard de nos francs actuels. C'est ce qui explique la mise en place de la commission pour l'in-

demnisation des victimes de la spoliation, présidée par Pierre Drai, un ancien premier président de la Cour de cassation. Il s'agit de biens. Si le propriétaire est décédé, il peut y avoir des héritiers. Il ne s'agit pas de souffrance ou de préjudice pour la personne. Par exemple, on n'hérite pas des pensions de déportés de ses parents.

**L'H. : Qu'est-ce qu'un « survivant » ? Un rescapé des camps ?**

**A. W. :** Les Américains ont adopté une définition très large : est survivante toute personne juive qui a vécu dans un pays occupé par les nazis — donc, qui était destinée à être exterminée. Effectivement, ça en fait beaucoup.

Il y a donc eu des débats sans fin sur le nombre de survivants. Par exemple, un Juif polonais qui vit caché dans une cave pendant toute la durée de la guerre, aidé par une famille de paysans polonais, est-ce que c'est un survivant ? Les Juifs anglais, qui auraient été anéantis, puisqu'ils figurent dans le protocole de Wannsee, si Churchill n'avait pas réussi à protéger l'Angleterre de l'invasion ? Et les Juifs polonais qui ont été déportés par Staline au Kazakhstan ou en Sibérie ?

Moi, je plaide pour une définition étroite. Est survivant celui qui a survécu aux ghettos ou aux camps.

**L'H. : Qui a eu l'idée d'accorder une indemnisation aux enfants de parents morts en déportation ?**

**A. W. :** En juillet 2000, le gouvernement français, sur la demande de Serge Klarsfeld appuyé par la mission Mattéoli, a pris un décret sans précédent qui consiste à indemniser les enfants des victimes : les orphelins de la Shoah, tous ceux qui étaient mineurs lors de la déportation d'un parent reçoivent

La guerre des Six-Jours, en 1967, constitue un tournant fondamental pour la mémoire de la Shoah. Des Juifs du monde entier ont alors ressenti la peur d'un « second génocide ». Dans les années 1980, la référence à la Shoah sera souvent utilisée en Israël à des fins politiques (cf. C. Capa/Magnum).



soit un capital de 180 000 francs, soit une rente de 3 000 francs par mois. C'est une nouveauté, ce n'était pas dans la législation allemande d'indemnisation. C'est une compensation pour les traumatismes subis par ceux qui durent se cacher et qui grandirent ensuite sans le soutien de parents déportés par les nazis avec la complicité de l'État français.

Cette mesure est dans la continuité du discours de Jacques Chirac qui, en juillet 1997, reconnaissait la responsabilité de l'État français et sa « dette imprescriptible ».

**L'H. :** Pourquoi l'ouvrage de Norman Finkelstein a-t-il suscité en France une telle polémique ?

**A. W. :** En fait, toute une partie de l'argumentation de Finkelstein a mis très mal à l'aise ceux qui sont familiers avec l'argumentaire des négationnistes. Je pense notamment à Pierre Vidal-Naquet, qui a refusé de préfacier ce livre. La postface de Rony Brauman tire le livre davantage encore du côté de l'argumentation des négationnistes.

**L'H. :** Pouvez-vous préciser ? Norman Finkelstein n'est pas un négationniste ?

**A. W. :** Non, mais il utilise une partie de la rhétorique des négateurs. Toute l'argumentation des négationnistes a été de dire : la Shoah n'a pas existé ; ou alors : les Juifs ne sont pas morts en si grand nombre. Norman Finkelstein ne dit pas cela. Mais il les rejoint quand il affirme que cette « industrie de la Shoah », synonyme pour lui de sa mémoire, n'existe que pour le profit de l'État d'Israël, pour légitimer par exemple sa politique vis-à-vis des Palestiniens. Il est très proche des discours que tient Roger Garaudy.

Un raisonnement qui éveille d'étranges échos. On a souvent entendu dire que le « mythe » de la Shoah avait servi à extorquer de l'argent aux Allemands. Ou que la seule motivation du procès Eichmann, c'est que les Juifs voulaient escroquer les Allemands au profit de l'État d'Israël.

Mais, au-delà de ces réticences, je crois que Norman Finkelstein se trompe d'époque. Cette instrumentalisation directe a été la caractéristique des années 1980 en Israël (Arafat comparé à Hitler ; la charte de l'OLP à *Mein Kampf*). Mais je n'ai pas entendu, dans les discours d'Ehud Barak ou dans ceux d'Ariel Sharon, l'obsession de la référence à la Shoah qui a existé à l'époque où Menahem Begin était Premier ministre.

Deuxième erreur d'époque, on est dans

“ Est survivant celui qui a survécu aux ghettos ou aux camps ”

une phase où le rôle d'Israël dans la mémoire de la Shoah devient moins central, s'atténue.

Alors que le mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, a longtemps prétendu être le cœur de la mémoire de l'extermination, rassemblant toute la documentation, accordant les autorisations de construire les autres mémoriaux, le musée de l'Holocauste à Washington a été construit et inauguré en 1993 sans susciter de débat.

Washington microfilme toute la documentation dans le monde entier. Et la centralité d'Israël en matière de mémoire de la Shoah est tout à fait compromise.

Toutefois, beaucoup de survivants du nazisme vivent en Israël. Que, deux générations après le génocide, il existe une angoisse particulière chez les Juifs, je ne trouve pas cela extraordinaire.

Je ne crois pas qu'il y ait besoin de propagande israélienne pour que les Juifs éprouvent ce sentiment d'insécurité ou d'angoisse quant à leur survie. Il y a quand même eu cinq ou six millions de Juifs qui ont été assassinés. La mémoire de la Saint-Barthélemy a aussi marqué le protestantisme français dans ce sentiment d'être menacé dans sa vie.

**L'H. :** Est-ce abusif alors de parler d'instrumentalisation de la Shoah ?

**A. W. :** Elle est évidente. Elle a toujours existé, l'histoire des nations est l'histoire de l'instrumentalisation des grands événements, souvent tragique. La Révolution française est un exemple. C'est le propre des événements historiques d'être utilisés à des fins de politique. Ce qui ne veut pas dire que l'événement n'est que son instrumentalisation, ou qu'il se réduit aux discours sur lui.

Mais ce qui est frappant aujourd'hui c'est que l'instrumentalisation de la Shoah aux États-Unis se fait moins au profit de l'État d'Israël qu'à celui des valeurs américaines. Il y a eu une « américanisation de la Shoah ». C'est ce que j'explique dans mon livre *L'Ère du témoin*.

L'éducation à la Shoah est aussi le prétexte à une éducation aux valeurs américaines. D'une part la démocratie américaine, qui rend bien évidemment ces turpitudes et ces horreurs lointaines, impensables pour les braves Américains. D'autre part, le droit d'ingérence, la seule autocritique américaine portant sur le fait qu'ils

ne sont pas assez intervenus, qu'ils n'ont pas accueilli

assez de réfugiés. La mémoire est toujours au présent. Et toutes les mémoires sont instrumentalisées, consciemment ou inconsciemment. Celle-là ne fait pas exception.

C'est en effet plus facile d'acclimater un événement monstrueux qui a eu lieu en Europe, que de regarder sa propre histoire. Je n'établis pas d'équivalence, mais un grand musée de l'esclavage, ça serait peut-être important pour l'histoire même des États-Unis.

**L'H. :** Quelle conclusion tirez-vous des polémiques récentes ?

**A. W. :** Il faudrait une enquête sur ce qui touche à la question de la réparation matérielle. Pour l'instant, on n'a pas grand-chose pour réfléchir. Il y a des rapports partiels, le rapport de la commission Berger, la commission suisse, les rapports de la mission



Mattéoli, mais c'est vrai qu'on est encore dans une sorte de flou : on ne comprend pas bien ce qui s'est passé et ce qui se passe.

Moi, j'aimerais par exemple savoir comment est constitué exactement le fonds sur le travail forcé. Connaître la façon dont les travailleurs forcés juifs sont indemnisés, par rapport à ceux qui ne sont pas juifs, et qui sont l'immense majorité. Comment ils ont été indemnisés, pays par pays, après la guerre, et comment ils sont indemnisés aujourd'hui.

Cependant, nous éprouvons tous, les historiens, un malaise, par rapport à ce sentiment que la dernière étape de l'histoire de la Shoah porte sur des questions d'argent. L'inquiétude que le travail auquel un certain nombre de personnes ont consacré leur vie ne se transforme finalement en histoire de gros sous.

**L.H. :** Y a-t-il encore des choses à découvrir sur l'histoire de la Shoah ?

**A.W. :** Je pourrais dresser une liste pour

les éditeurs français d'une trentaine d'ouvrages fondamentaux, qui paraissent en anglais ou en allemand, qui font énormément avancer la recherche et la réflexion sur l'événement, et qui sont complètement inconnus en France.

Un exemple précis : on retrouve dans les archives soviétiques les carnets de Himmler. Est publiée en Allemagne une édition critique savante de ces carnets. A partir de cela, il y a de nouveau des débats, notamment sur les plans de remodelage ethnique de l'Europe nazie.

Grâce à l'ouverture des archives biélorusses, ukrainiennes, il y a eu une énorme production sur ce qui s'est passé à l'Est, dont on ne savait finalement presque rien. Il y a aussi un renouvellement des travaux sur les *Judenräte*, les « Conseils juifs », et aussi sur la résistance juive<sup>2</sup>. Un gigantesque chantier historiographique est ouvert, dans lequel la France n'est que très faiblement partie prenante.

(Propos recueillis par Séverine Nikel.)

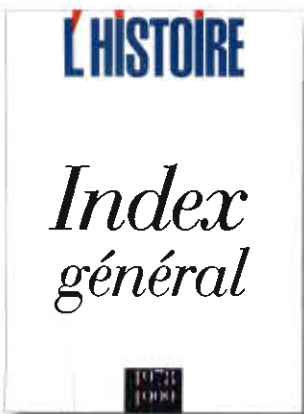
« Nous éprouvons tous, les historiens, un malaise »

## POUR EN SAVOIR PLUS

- **E. Black**, *IBM et l'Holocauste*, Paris, Robert Laffont, 2001.
  - **N. Finkelstein**, *L'Industrie de l'Holocauste*, Paris, La Fabrique, 2001.
  - **P. Novick**, *The Holocaust in American Life*, Houghton Mifflin, trad. à paraître chez Gallimard en septembre 2001.
  - **T. Seguev**, *Le Septième Million : les Israéliens et le Génocide*, Paris, Liana Lévi, 1993.
  - **A. Wiewiorka**, *Déportation et Génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, rééd. Hachette, 1995 ; *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.
  - Les Rapports de la mission Mattéoli sont publiés à la Documentation française, Paris, 2000.
- « **L'HISTOIRE** » A PUBLIÉ
- « Auschwitz. La Solution finale », *Les Collections de L'Histoire* n° 3.
  - **J.-Cl. Favez**, « La Suisse, les Juifs et l'or des nazis », entretien, n° 209, pp. 78-85.
  - **A. Wiewiorka**, « La spoliation fut une étape vers la Solution finale », entretien, n° 242, pp. 19-20.

## NOTE

2. Les Allemands avaient confié l'administration des ghettos à des *Judenräte* ou « Conseils juifs », formés de notables juifs, qui furent parfois contraints d'apporter leur concours aux déportations, et dont le rôle reste controversé.



# L'index général 1978-1999

**Indispensable pour retrouver facilement et rapidement les articles, les sujets, les auteurs que vous recherchez.**

+ EN CADEAU

**L'index général sur CD-ROM**  
(compatible PC et Mocintosh)

**4 500 ARTICLES, 238 NUMÉROS ET TROIS ENTRÉES**

**MOT-CLÉ**  
Périodes, lieux, thèmes, personnages

**NUMÉRO**  
Tous les contenus des 238 numéros de L'Histoire

**AUTEUR**  
La liste complète des auteurs et de leurs contributions

## BON DE COMMANDE

Je souhaite recevoir \_\_\_\_\_ exemplaires de l'index général de L'HISTOIRE :

au prix de **100 F + 21 F** de frais d'expédition, soit **131 F**.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Je règle aujourd'hui la somme de \_\_\_\_\_ F  par chèque à l'ordre de L'HISTOIRE  par carte bancaire

Numéro \_\_\_\_\_ expire fin \_\_\_\_\_ mois \_\_\_\_\_ année \_\_\_\_\_

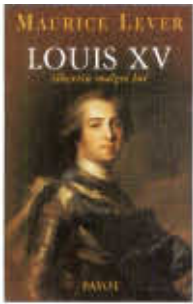
Signature obligatoire \_\_\_\_\_

Bon à retourner à L'HISTOIRE - COM & COM - 20, avenue Edouard-Herriot, 92350 Le Plessis-Robinson  
Téléphone : 01 40 94 22 22 de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

## BIOGRAPHIE

Profondément tourmenté, déchiré entre sa peur de l'enfer et sa quête désespérée du plaisir : le Louis XV de Maurice Lever n'est pas un souverain classique.

## Les démons de Louis XV



Ce petit livre répond parfaitement à son titre et à la collection « Portraits intimes » où il s'inscrit : ce n'est ni une histoire du règne de Louis XV, ni même une biographie du roi, mais une analyse très neuve du caractère du souverain, tel qu'il se dévoile au fil de son existence.

Maurice Lever emploie des termes du vocabulaire psychiatrique d'aujourd'hui tels que cyclothymique, dépressif, schizophrène, qui donnent du souverain l'image d'un homme profondément perturbé, voire psychiquement malade. Tout le livre s'emploie à justifier ce diagnostic.

Une petite enfance privée d'amour et de joie, une éducation profane totalement

négligée et une éducation religieuse fondée sur la terreur de la mort et de l'enfer, une jeunesse tenue à l'écart des devoirs de sa charge par la volonté du cardinal Fleury soucieux d'exercer seul le pouvoir accentuent encore une tendance à la morosité névrotique.

La chasse devient très vite l'un des trois puissants anxiolytiques de son existence, avec le champagne et bientôt les femmes, sans que Louis XV échappe pour autant au constant déchirement entre la quête du plaisir et la peur du châtement divin.

Dès l'enfance, ses goûts et surtout son entourage d'adultes le poussent vers les jeunes garçons, ses compagnons de jeux. Homosexuel refoulé et libertin malgré lui, il ne sera que tardivement attiré par les femmes. Il est vrai qu'il se rattrapera très vite, passant en quelques mois d'une extrême réserve au libertinage le plus effréné, avec une tendance constante à la pédophilie —

Mme de Pompadour lui procurera des petites filles de treize à quatorze ans.

Dès lors, des femmes innombrables peuplent sa longue et triste vie, des maîtresses en titre aux filles du Parc-aux-Cerfs, dispensant le roi de régner (ce qu'il redoute par-dessus tout) et avilissant l'image monarchique dans la conscience collective.

Un seul regret : en dehors de quelques rares renvois en bas de page, l'auteur n'a pas jugé utile d'indiquer, même sommairement, les sources sur lesquelles s'appuie son « analyse » du roi, laissant le lecteur frustré.

Cela étant, la démonstration, cruelle et convaincante, est menée tambour battant dans un style épuré d'une parfaite efficacité.

**Louis XV, libétiu malgré lui**  
par Maurice Lever,  
Paris, Payot, 2001, 216 p., 210 F.

## VICHY

Portrait de groupe : celui des députés et sénateurs de la III<sup>e</sup> République confrontés soudain à la défaite et à l'ambition de Pétain. Au-delà des réquisitoires, des légendes et des préjugés.

## Ces hommes politiques qui ont choisi Pétain



tantôt accablante, pas toujours libérée des jugements de valeur.

Olivier Wieviorka substitue aux légendes ou aux interprétations orientées le regard précis et vif de l'historien. S'appuyant sur des sources inédites ou peu exploitées, il suit pas à pas l'itinéraire de ces hommes politiques pour nous montrer, dans un fascinant portrait de groupe, comment ils sont passés de l'acceptation de Pétain au rejet de Vichy.

Il replace le vote du 10 juillet dans son contexte, celui du traumatisme de la défaite, mais surtout dans le temps plus long de l'épuisement du régime, des lancinants appels à la réforme des années 1930, du comportement sclérosé d'hommes prisonniers de leur légalisme et des rites parlementaires. Il s'interroge ensuite sur leur devenir. C'est le sujet du livre : moins l'itinéraire des grandes figures que les trajets de ces parlementaires ordinaires qui cheminent, pour une minorité, vers la Collaboration, pour quelques-uns, plus nombreux qu'on ne l'imagine, vers la Résistance, parfois après un détour par Vichy.

Et l'on apprend que ces représentants sont... représentatifs des Français ! Le vote du 10 juillet ne conditionne pas plus les engagements ultérieurs des parlementaires qu'un premier élan vers le Maréchal ne fait de tous les Français des collaborateurs.

Le tableau de la France de Vichy se com-

plète ainsi utilement d'une nouvelle et grande étude d'histoire politique. Sans chercher à réhabiliter ces hommes dont les faiblesses sont patentes, Olivier Wieviorka fait apparaître leurs motivations, multipliant les nuances. Il nous demande de les regarder avec lucidité.

Il conclut, en refusant la contrition systématique, que la représentation nationale, à l'image de la France, à l'exception d'un petit nombre de convaincus, « ne s'est pas si mal comportée », même s'il a fallu bien du temps pour que la prise de conscience soit réelle.

**Les Orphelins de la République.**  
**Destinées des députés et sénateurs**  
**français (1940-1945)**  
par Olivier Wieviorka,  
Paris, Le Seuil, 2001, 459 p., 160 F.



## MOYEN AGE

**ARISTOCRATIE ET POUVOIR.  
LE RÔLE DU CHÂTEAU  
DANS LA FRANCE MÉDIÉVALE**

par André Debord,  
Paris, Picard, 2000, 238 p., 300 F.

André Bazzana et Jean-Michel Poisson n'ont pas ménagé leurs efforts pour préparer l'édition posthume du dernier livre d'André Debord, historien de la société féodale en Charente.

L'histoire de la construction des forteresses après l'An Mil, de l'affirmation d'une seigneurie châtelaine et de son intégration, après 1150, dans les principautés féodales, est connue depuis longtemps dans ses grandes lignes. C'est l'interprétation de ce phénomène qui est aujourd'hui soumise à débat.

André Debord défend la thèse d'une « révolution féodale » et fait, classiquement, du château le centre de l'organisation sociale. Autour de lui se constitue la seigneurie, forme coutumière d'encadrement des hommes, pendant que se nouent, dans ses murs, de nouveaux rapports sociaux au sein de l'aristocratie.

Ce livre vaut toutefois moins comme contribution à l'épuisante controverse sur la « mutation de l'An Mil » que comme tableau concret de la « vie de château » à l'époque féodale.

Il nous rappelle que l'histoire castrale concerne aussi l'architecture et les techniques de fortification, les cadres et les modes de vie. Grâce à la confrontation méthodique des textes et de l'archéologie, on perçoit mieux aujourd'hui l'organisation intérieure des châteaux et l'agencement des espaces domestiques, divisés par des cloisons mobiles aujourd'hui disparues.

Au total, un livre suggestif et stimulant. Un texte clair et agréable à lire, admirablement illustré, appuyé sur une très riche bibliographie.


**BÊTES ET HOMMES  
DANS LE MONDE MÉDIÉVAL.  
LE BESTIAIRE DES CLERCS DU V<sup>e</sup> AU XII<sup>e</sup> SIÈCLE**

par Jacques Voisenet,  
préface de Jacques Le Goff,  
Turnhout, Brepols, 2000, 535 p., 57 euros.

L'animal est sans conteste l'un des objets les plus nouveaux de l'historien de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Dans un ouvrage pionnier de 1984, Robert Delort avait privilégié l'histoire des animaux eux-mêmes.

Jacques Voisenet prolonge ces recherches en étudiant, dans le cadre de la culture et des mentalités médiévales, les rapports entre l'homme et l'animal, en cherchant à comprendre quelles fonctions l'homme assignait alors à l'animal.

Fonctions essentielles ! Comme le dit Jacques Le Goff dans sa longue préface : « C'est un repoussoir, un miroir, un ennemi et un allié. C'est un instrument capital dans la quête de soi-même de l'homme, une pièce essentielle de l'humanisme médiéval. »

Dans une première partie, l'auteur dresse l'inventaire des animaux, en mettant en lumière la manière dont le Moyen Age les classait et les ordonnait. Ainsi la distinction entre animaux réels et animaux imaginaires n'existe pas, même si les monstres sont rejetés aux confins du monde habité ! Chaque animal fait l'objet de jugement de valeur (valorisation des lions et des éléphants, mépris pour les bêtes rampantes et les insectes).

Comment l'animal se manifeste à l'homme, c'est l'objet de la deuxième partie du livre. Vu les sources disponibles (les vies de saints sont une vraie ménagerie !), on ne saurait s'étonner de voir ici privilégiés les prodiges, les miracles, les rêves et les visions.

« La bête réquisitionnée », ainsi s'intitule la dernière partie de l'ouvrage. Ou comment l'animal devient un outil idéologique au service de l'Église. Il sert d'illustration morale (la cigogne est


**Le peintre et l'arpenteur.  
Images de Bruxelles et de  
l'ancien duché de Brabant**

2000, 24,5 x 29,7 cm, 326 p.  
ISBN 2-87193-272-7  
35 € (1.412 BEF)

**Le Temps du Train.  
175 ans de chemins de fer,  
75e anniversaire de la SNCB**

2001, 24 x 33 cm, 480 p.  
ISBN 90-5867-116-X  
73 € (2.945 BEF)


*La Culture via Dexia*

Depuis 41 ans, le Crédit Communal incarne dans le paysage belge une image culturelle très forte. Une stratégie qui a imprimé un côté sociétal à la banque et qui a contribué à la rendre plus proche des gens, dans tous les milieux. Une façon intelligente, et créatrice d'emploi, d'assumer ses responsabilités sociales et culturelles.

Aujourd'hui, Dexia Banque a pris le relai. La banque a changé de nom, un grand groupe international est né, mais sa volonté de poursuivre une politique culturelle ambitieuse n'a pas varié. Découvrez le nouveau catalogue de nos publications les plus récentes sur internet ([www.dexia.be](http://www.dexia.be)) ou en nous contactant :

Dexia Banque, Activités culturelles RC 6/5  
Boulevard Pachéco 44 à B-1000 Bruxelles  
(tél.: 00.32/2.222.41.12; fax: 00.32/2.222.57.52).

une mère exemplaire). Il est aussi une arme au service du pouvoir (Clovis est lié aux animaux les plus nobles) et de la publicité de l'Église.

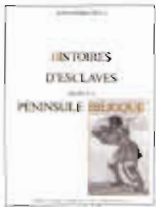
Une belle pièce à verser au dossier de l'histoire des mentalités. Après cette lecture, conclut Jacques Le Goff, « on ne pourra plus concevoir le Moyen Âge sans les animaux et sans qu'à côté d'Adam et Ève un autre couple essentiel apparaisse : l'homme et l'animal ».

Notes à profusion, bibliographie complète, index, illustrations, ce livre dense fait honneur à l'édition scientifique belge.

## XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

### HISTOIRES D'ESCLAVES DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

par Alessandro Stella,  
Paris. Éditions de l'EHESS, 2000,  
211 p., 145 F.



Maria Josepha Rosa de Lima, Manuel de Amat y Berrueta, Anton Zape... Chacun des chapitres du dernier livre d'Alessandro Stella s'ouvre de manière saisissante sur un nom propre. « Pour appeler par leur nom des personnes traitées comme des objets de commerce, des prix de marché, du bétail marqué au fer. »

Ce choix d'écriture n'est évidemment pas seulement inspiré par la compassion : en faisant l'histoire des esclaves et non de l'esclavagisme dans l'Espagne et le Portugal de l'époque moderne, l'auteur rend à ceux que les maîtres voyaient comme des « instruments dotés de voix » une parole, celle d'acteurs à part entière.

Spécialiste de l'histoire des humbles et des opprimés, auteur d'un livre remarqué sur la révolte des *Ciompi* à Florence en 1378, Alessandro Stella récuse une histoire de l'esclavage qui, en traitant les hommes comme des masses statistiques, reproduirait, d'une certaine façon, le mépris des maîtres, dans une société où les esclaves représentent une forte minorité (peut-être 10 %) de la population.

Adoptant les méthodes de la micro-histoire italienne, il exploite des fonds documentaires exceptionnels, comme les archives diocésaines de Cadix, éclairant des trajectoires individuelles.

On lit avec fascination comment les prélats des tribunaux ecclésiastiques, eux-mêmes grands propriétaires d'esclaves, démêlent avec minutie (et mauvaise conscience ?) des affaires de mariages, d'héritages, de mauvais traitements qui mettent en cause des esclaves.

Or ceux-ci se défendent parfois : tel est condamné parce que, fiancé à une jeune femme qu'il croyait libre, il la rejette la découvrant esclave et, de fureur, lui taillade le visage ; une ancienne esclave, affranchie par son maître, se retrouve à la fin de sa vie posséder elle-même plusieurs esclaves noirs...

Avec précision et retenue, l'auteur raconte ainsi des histoires de torture et d'amour, de travail et de mépris, de métissage parfois, qui montrent combien la distinction entre libre et non-libre était moins tranchée que les théoriciens espagnols du « sang pur » l'auraient souhaité.

Une belle leçon d'histoire, mais aussi un essai profondément attachant.

## XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLE

### COMÉDIENNE, DE MADEMOISELLE MARS À SARAH BERNHARDT

par Anne Martin-Fugier,  
Paris, Le Seuil, 2001, 409 p., 138 F.



Comédienne... mot de passe pour les rêves de talent et de gloire. Dans l'imaginaire actuel, il se confond volontiers avec star, mot apparu vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Se met alors en place un processus de starisation de la comédienne, fascinante à la scène comme à la ville. Alors que le succès d'Adrienne Lecouvreur ne suffit pas à lui valoir en 1730 un enterrement de chrétienne, en 1923 Sarah Bernhardt, elle, a droit à des obsèques quasi nationales. C'est dire le chemin parcouru dont l'auteur, qui comble ainsi un vide historiographique, suit les méandres, entre rejet et intégration.

Il mène de l'opprobre d'un métier, souvent assimilé à la prostitution, à la respectabilité par embourgeoisement, voire à l'adulation jusqu'à l'excès. L'imposante masse d'archives étudiées dévoile les exigences auxquelles doivent se plier les comédiennes : leur beauté, la magnificence de leurs costumes, à leur charge, participent autant que leur talent à leur reconnaissance.

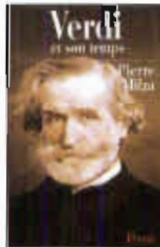
Celle-ci suit trois phases : monter sur les planches, éblouir, durer. Enfants de la balle, filles pauvres en quête d'ascension sociale, apprenties du Conservatoire par vocation, toutes doivent faire face à des conditions de vie éprouvantes : contrat de corvéables à merci, maigreur et irrégularité des cachets, tournées épuisantes, lazzi d'un public indiscipliné, salles de fortune, loges glaciales...

A travers une riche galerie de portraits, l'historienne redonne vie à ces femmes, les unes encore présentes en nos mémoires, Mlle Mars, Mlle George, Rachel, les autres oubliées, telle la dynastie des Brohan.

Cette histoire des comédiennes, plus sociale que culturelle, est aussi celle du fonctionnement des théâtres d'alors, à la fois codifié et anarchique.

## VERDI ET SON TEMPS

par Pierre Milza,  
Paris, Perrin, 2001, 555 p., 199 F.



Il est plusieurs façons d'aborder la belle biographie de Giuseppe Verdi que nous propose Pierre Milza. Les amateurs d'opéra y suivront avec intérêt le récit de la formation musicale du maître de Busseto, les étapes de la carrière de celui qui allait devenir le plus célèbre des compositeurs d'art lyrique en Italie, les rares échecs (*Simon Boccanegra*, *Traviata*), les succès et le plus souvent les triomphes d'œuvres consacrées pour la plupart par la postérité.

Ils y découvriront aussi, en toile de fond, une présentation de la pratique sociale de l'opéra dans l'Italie pré et post-unitaire (avec son public moins populaire qu'on a bien voulu le dire pour ce qui est de la fréquentation des grands théâtres, Scala, Fenicc, San Carlo).

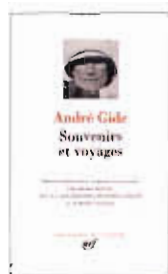
Toutefois, l'essentiel n'est pas là. C'est dans le rapport du musicien avec son temps, et en particulier avec le processus du *Risorgimento*, que

réside l'intérêt principal du livre. On y perçoit l'admiration initiale d'un Verdi pour Mazzini très critique à l'égard de la production lyrique de son temps et appelant de ses vœux un opéra réaliste et social.

Pierre Milza ne tait pas certaines ambiguïtés de Verdi comme celle qui le conduit à dédier à l'archiduchesse d'Autriche la partition de *Nabucco*. Il montre bien comment l'opéra de Verdi devint le support des aspirations nationales italiennes tant par la volonté du compositeur que sous l'effet de la réception du public, Verdi finissant lui-même par répondre à une attente de celui-ci. On y voit également Verdi participer aux premiers pas du jeune État-nation, répondant à la sollicitation de Cavour lorsque celui-ci lui propose d'entrer au Parlement, candidature qui devait créer, selon lui, « une forte impression sur l'imagination de nos collègues d'Italie méridionale, sur lesquels le génie artistique exerce plus d'influence que sur celle des habitants de la vallée du Pô ».

Si ce livre foisonne d'informations sur le contexte politique, social et culturel de l'Italie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'homme Verdi ne disparaît pas pour autant. Il retrace l'itinéraire d'un homme cruellement marqué par la perte de ses deux enfants et de sa première épouse et dominé ensuite par la passion qui le lia à la cantatrice Giuseppina Strepponi, faisant fi de la réprobation de son entourage provincial.

Pierre Milza restitue la force d'un destin mis au service d'un idéal politique et artistique.



### SOUVENIRS ET VOYAGES

par André Gide,  
Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2001.  
1 468 p., 390 F.

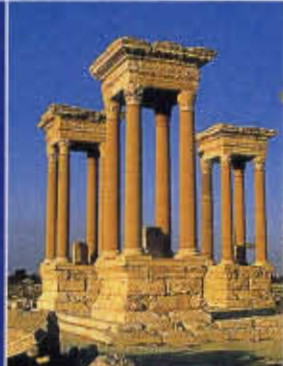
Une fois de plus, la Pléiade nous enchante d'une très belle édition de textes parfois difficiles à trouver. Sous le titre assez plat de *Souvenirs et voyages*, édition présentée, établie et annotée par Pierre Masson, il s'agit de quelques-uns des ouvrages majeurs d'André Gide : *Si le grain ne meurt* (récit autobiographique, dont la première édition date de 1926), *Voyage au Congo* et *Le Retour du Tchad* (qui contiennent le réquisitoire retentissant contre les compagnies concessionnaires exploitant la main-d'œuvre indigène), *Retour de l'URSS* et *Retouches à mon « Retour de l'URSS »* (qui marquent la rupture de Gide avec le communisme).

Le volume contient d'autres textes, moins connus, mais toujours passionnants. Ainsi ses *Souvenirs de la cour d'assises*, datant de 1912, quand l'auteur, désigné comme juré, décrit toute une session du tribunal de Rouen.

Il met en évidence à la fois le sérieux et la bonne volonté de tous ceux qui coopèrent aux actes de justice et, en même temps, les dysfonctionnements d'un système trop rigide, dans lequel les jurés sont obligés de mentir dans leurs réponses à certaines questions pour proportionner au mieux – ce à quoi ils ne parviennent pas toujours – la peine au délit ou au crime.



ARTS ET VIE  
pour voyager  
sur les routes  
du savoir  
et des réalités  
du monde



Photos : Christian Gentry / Jean-Claude Vialé

BROCHURE GRATUITE  
SUR SIMPLE DEMANDE

PAR INTERNET :  
[www.artsvie.asso.fr](http://www.artsvie.asso.fr)

PAR MINITEL : 3614 AREVIE (0,37 F /min)

PAR SERVEUR VOCAL : 01 40 43 20 27

PAR COURRIER :  
au siège : ARTS ET VIE,  
39, rue des Favorites, 75738 Paris cedex 15

RÉCEPTIONS AU PUBLIC :  
251, rue de Vaugirard, 75015 Paris  
ET DANS LES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES  
ARTS ET VIE DE GRENOBLE, LYON,  
NICE, MARSEILLE

## Forum croisière du millénaire en Méditerranée

- Avec élite de conférenciers à bord.
- Toutes excursions à terre incluses.
- Sur un paquebot entièrement affrété par Arts et Vie.
- Via Ephèse, Palmyre, Baalbeck, Jérusalem, Epidaure, Pompéi...
- Du 4 au 16 octobre 2001.

ARTS ET VIE - ASSOCIATION CULTURELLE DE VOYAGES ET DE LOISIRS OUVERTE À TOUS. AGRÉÉ PAR LE MINISTÈRE DU TOURISME N° AG 075950028

HISTOIRE 0

Les pages les plus pathétiques sans doute restent celles qui, dans *Et nunc manet in te*, ont trait aux relations conjugales entre André Gide et sa femme Madeleine, « ce drame constant, latent, secret, essentiel... », ce mariage faux mariage, ce faux amour vrai amour, que l'écrivain s'efforce d'analyser au scalpel après la mort de son épouse.

Vie privée et vie publique nouées, lucidité et liberté de jugement, écriture très contrôlée... On comprend mieux en lisant ces pages l'admiration des uns et l'exaspération des autres de ses contemporains.

L'édition critique, à laquelle ont collaboré Daniel Durosay et Martine Sagaert, fort soignée, est très éclairante. Les notes et notices sont complétées par un index des noms de personnes, de lieux, et des titres d'ouvrages. Livre indispensable à la bibliothèque de l'honnête homme.

## LE SIÈCLE DES CAMPS

par Joël Kotek et Pierre Rigoulot,  
Paris, J.-C. Lattès, 2000,  
450 p., 175 F.

Il est assez surprenant qu'il ait fallu attendre les dernières semaines du siècle pour voir publier en français le premier ouvrage de synthèse sur l'histoire des camps de concentration, ce phénomène si caractéristique du xx<sup>e</sup> siècle.

Instaurés pour la première fois à Cuba en 1896 sous le terme de « reconcentration » par les occupants espagnols en lutte contre les Cubains, repris par les Anglais lors de la guerre des Boers en Afrique du Sud en 1900 — qui voit l'apparition de l'expression « camp de concentration » —, transformés par les Allemands en centres d'extermination, les camps de concentration ont été le signe distinctif des régimes totalitaires.

C'est dans la Russie soviétique que le phénomène a connu sa première application générale. Dès 1919, la Tcheka (police politique) distingue cinq types de camps : de prisonniers de guerre, de travail, de transit, de concentration ordinaire, à destination spéciale. Les fonctions principales en sont déjà la punition et l'isolement, la rééducation par le travail, l'élimination et l'extermination.

Le 10 juillet 1934, Staline institue l'administration centrale des camps, le Goulag, organisé en vastes complexes qui ont vu passer plus de 15 millions de personnes — et dont plusieurs millions ne sont pas revenus.

Les nazis développent le modèle et inventent le camp d'extermination en créant sur le territoire polonais six centres de mise à mort industrielle par chambres à gaz, destinés principalement au génocide des Juifs et des Tziganes et qui feront plus de 5 millions de victimes.

Si la défaite de l'Allemagne et du Japon a mis fin à leurs systèmes concentrationnaires, celui de l'URSS a essaimé dans les pays à régime communiste, après 1945 en Europe, après 1949 en Asie (le Laogai chinois) et après 1959 à Cuba.

C'est un ouvrage fondamental, et d'une implacable rigueur, sur l'une des modalités de l'inhumanité totalitaire que nous livrent Joël Kotek et Pierre Rigoulot.



## JEAN LECANUET. LE VOL DE L'ALBATROS

par Philippe Priol,  
Caen, Éditions Maître Jacques, 2001. 314 p., 150 F.

Né dans une modeste épicerie de la banlieue rouennaise et pur produit de la méritocratie républicaine, Jean Lecanuet (1920-1993) démarre à vingt-cinq ans une carrière fulgurante. Membre de plusieurs cabinets ministériels, député puis sénateur de la Seine-Maritime, ministre, maire de Rouen pendant un quart de siècle, il affronte de Gaulle à l'élection de 1965 et reste la figure emblématique du MRP, le grand parti centriste de l'après-guerre.

Au cœur des pires turbulences politiciennes, il ne renia jamais son idéal de chrétien social, acquis à travers son milieu familial, ses études de philosophie et l'influence de personnalités comme Robert Schuman ou Jean Monnet.

Partisan convaincu de l'Europe, il fut aussi éloigné du marxisme athée que de la droite traditionnelle et ne pardonna à de Gaulle ni sa conception personnelle du pouvoir ni ses réticences devant la construction européenne.

Grâce à Philippe Priol qui fut son conseiller culturel et sa « plume » durant les onze dernières années de sa vie, on découvre un homme très différent de l'image un peu fade que l'on conserve de lui habituellement, celle d'un gentleman au sourire hollywoodien.

La minutieuse enquête menée par l'auteur restitue à Jean Lecanuet sa véritable dimension, celle d'un homme énergique et d'un idéaliste. Sans dissimuler ses erreurs et ses faiblesses.

## SECONDE GUERRE MONDIALE

### LES DREYFUSARDS SOUS L'OCCUPATION

par Simon Epstein,  
Paris, Albin Michel, 2001, 360 p., 140 F.

Les anciens dreyfusards, ceux du moins qui survivent au temps de la Seconde Guerre mondiale, sont devenus dans leur grande majorité des « collabos » ; inversement les résistants, eux, étaient bien souvent d'anciens antidreyfusards : telle est la thèse de Simon Epstein.

Celui-ci, loin de juger paradoxal cette espèce de chassé-croisé, estime, au contraire, qu'il est logique. C'est l'antimilitarisme et le pacifisme qui ont entraîné les dreyfusards dans le camp de Pétain, et jusqu'à l'antisémitisme.

Au passage, l'auteur égratigne un certain nombre d'historiens français qui ont eu la naïveté de parler des « deux France » (la France républicaine et laïque, la France catholique et contre-révolutionnaire), en laissant entendre que ces historiens ont inventé deux camps invariables, génétiques, représentés par les mêmes personnes.

Démarche étrange ! Au moment de l'Occupation, les grands noms du dreyfusisme ont disparu : Scheurer-Kestner, Bernard Lazare, Clemenceau, Langlois, Laborie, Jaurès, Péguy, Anatole France, Octave Mirbeau, le colonel Picquart, Séverine, Lucien Herr, Durkheim, Andler, et tant d'autres.

Ceux auxquels s'intéresse Simon Epstein sont, à peu d'exceptions, des obscurs et des sans-grade-de



l'Affaire, qu'ils ont vécue entre vingt et trente ans. La grande date de leur vie ne fut pas le dreyfusisme mais pour la plupart la Grande Guerre, matrice d'un pacifisme de gauche qui en portera certains vers Pétain.

Un pacifisme qui n'affecte pas seulement les anciens dreyfusards : Marcel Déat, Gaston Bergery, Jacques Doriot, étaient à peine nés en 1898. Laval lui-même, ancien socialiste, n'avait que quinze ans au fort de l'Affaire (il est né en 1883). On reste perplexe devant la corrélation entre dreyfusisme et Collaboration présentée par l'auteur comme une nécessité logique.

Quant à la théorie des « deux France », que Simon Epstein croit avoir démythifiée, elle ressortit à l'histoire des idées, et non à l'histoire des personnes : nul n'appartient de façon intangible à un camp ou à l'autre. Le « dictionnaire des girouettes » n'a cessé de s'enrichir, sans remettre en cause les deux systèmes de pensée issus de la Révolution et de la Contre-Révolution.

Ce qui est proprement antidreyfusard à Vichy, ce n'est pas son personnel politique, ce sont les décrets mêmes de la Révolution nationale : double Statut des Juifs, dissolution des « sociétés secrètes », fermeture des écoles normales d'instituteurs, dissolution des centrales syndicales, etc.

Sans oublier le mot de Maurras, intangible soutien de Pétain, pourfendeur des Juifs et des Résistants, à l'issue de son procès qui le condamne, en 1945, à la réclusion perpétuelle : « C'est la revanche de Dreyfus ! »



**PROCHE-ORIENT**

**CONSTANTINOPLE.  
DE BYZANCE À ISTANBUL**

par Stéphane Yérasimos,  
Paris, Éditions Place des Victoires, 2000, 400 p., 295 F.

Voici un des plus beaux livres, et des plus complets qui aient été écrits sur Istanbul-Constantinople, la ville impériale à la limite de l'Europe et de l'Asie.

Comme la charmeuse aux multiples noms, Stéphane Yérasimos concentre en lui plusieurs cultures, plusieurs manières d'appréhender le monde : grecque, turque, française, stambouliote en un mot... Mais il est aussi architecte et urbaniste, historien, éditeur.

Constantinople, c'est d'abord un site commandant un ensemble formé par les deux détroits, Bosphore et Dardanelles, et la mer de Marmara qui les sépare. Comme il est logique (mais personne ne l'avait fait avant lui), Stéphane Yérasimos envisage les cités successives qui ont exercé ce commandement ; cela va de Troie, deux millénaires avant notre ère, à Edirne, déchue seulement depuis 1876, en passant par Bursa, Iznik...

L'auteur réfléchit en historien sur le choix des sites et des monuments, sur les intentions qui ont présidé à leur installation. L'exemple classique est celui de la mosquée du Conquérant (Mehmet II) qui fit aussi bâtir là son mausolée : édifée sur l'emplacement de l'église des Saints-Apôtres où

## Conservez votre collection grâce à nos écrins

Je souhaite recevoir \_\_\_\_\_ écrin(s) de L'HISTOIRE  
pour **11 n°s de l'année** ou prix unitaire de 89 FTTC (13,57 €)  
ou **160 FTTC les deux écrins (24,39 €)**.  
soit \_\_\_\_\_ écrin(s) x \_\_\_\_\_ F = \_\_\_\_\_ F

Je souhaite recevoir \_\_\_\_\_ écrin(s) de L'HISTOIRE  
pour **11 n°s + les 4 COLLECTIONS DE L'HISTOIRE**  
ou prix unitaire de 99 FTTC (15,09 €)  
ou **180 FTTC les deux écrins (27,44 €)**.  
soit \_\_\_\_\_ écrin(s) x \_\_\_\_\_ F = \_\_\_\_\_ F

**Montant total de ma commande : \_\_\_\_\_ F**

Pour l'étranger, ajouter 20F pour les frais d'expédition.

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

Je joins mon règlement à l'ordre de **L'HISTOIRE**

par chèque bancaire ou postal  par carte bancaire (à partir de 100 F)

Numéro \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ Signature  
mois année obligatoire : \_\_\_\_\_



Délai de livraison : quatre semaines

A renvoyer sous enveloppe à **L'HISTOIRE - COM & COM - Service abonnements**  
20, avenue Edouard-Herriot, 92350 Le Plessis-Robinson. Tél. : 01 40 94 22 22 de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

reposait Constantin, elle souligne avec éclat une continuité entre les empires romain et ottoman.

Si le livre n'hésite pas à prendre ses racines dans le terreau légendaire de Troie, il ne néglige pas non plus les dernières floraisons de l'art ottoman, sous le signe d'une véritable dynastie d'architectes d'origine arménienne, les Balyan, qui donnèrent à Istanbul, à l'ère des réformes, un étrange visage mêlé de modernité occidentale et de tradition ottomane, avec telle mosquée néo-gothique.

Cela aussi, c'est Istanbul, cette capacité d'accueil et d'absorption, dans une élégance que rien, semble-t-il, ne pourra rompre, fruit d'une histoire dont l'intensité et la durée n'ont guère leurs pareilles en ce monde.

## HINDIYYA.

**MYSTIQUE ET CRIMINELLE (1720-1798)**

par Bernard Heyberger,  
Paris, Aubier, 2001, 456 p., 159 F.

Bernard Heyberger, spécialiste des chrétiens d'Orient au XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle, nous livre ici l'étonnante, voire troublante histoire de Hindiyya 'Ujajmi. Édifiante en effet, dans le climat de suspicion qui entoure certaines expériences mystiques contemporaines, que la vie de cette religieuse chrétienne maronite originaire d'Alep, en Syrie du Nord.

Sujette à des visions et extases dès l'enfance et soulevant les passions autour d'elle, elle fonda à Bkerké, dans le Kisruwân, un ordre voué au culte du Sacré-Cœur, avant de voir sa carrière de sainte ruinée par des accusations de tortures et de meurtres.

Pour décrire historiquement la dérive d'une charismatique dévote en despote criminelle, l'auteur procède à une passionnante mise en scène des mutations socio-culturelles et politiques qui traversèrent les communautés maronites au XVIII<sup>e</sup> siècle, entre Alep et la montagne libanaise.

## GÉNÉRAL

### HISTOIRE DES GAUCHERS. DES GENS À L'ENVERS

par Pierre-Michel Bertrand,  
Paris, Imago, 2001, 254 p., 135 F.

« La Vénus de Milo est nettement droitère » : cette affirmation péremptoire est signée d'un certain docteur Rollet, dans une savante étude consacrée en 1902 à « l'homme droitier et l'homme gaucher », véritable condensé de tous les préjugés discriminatoires de l'époque à l'égard des gauchers.

Le livre de Pierre-Michel Bertrand raconte l'histoire de cette minorité qui, depuis les origines de l'humanité, a été parfois tolérée, parfois (rarement) admirée, le plus souvent méprisée.

Le vocabulaire français et celui de la plupart des langues indo-européennes traduisent aujourd'hui encore l'opposition entre la droite et la gauche, et la valorisation de la première : l'homme droit et adroit s'oppose à l'individu gauche, voire sinistre (du latin *sinister*, gauche) qui ne peut que dévier du droit chemin.

Dans la plupart des mythologies et dans la tradition judéo-chrétienne, les gauchers sont des anormaux qui menacent le monde que Dieu a voulu « dextral ». Il convient donc de veiller dès l'enfance à contrarier le gaucher et à en faire un droitier quoi qu'il en coûte.

Toutefois, au Moyen Âge, les gauchers semblent bien avoir profité d'une large tolérance. C'est avec la Renaissance et le début de la « civilisation des mœurs » que les choses commencent à changer. En 1530, « date fatidique dans l'histoire des gauchers », Érasme publie sa *Civilité puérile* dans laquelle il interdit absolument l'usage de la main gauche à la place de la droite. Jean-Baptiste de La Salle, dans ses *Règles de la bienséance et de la civilité chrétienne* (1703), à l'usage des frères des Écoles chrétiennes, ne fera que reprendre et durcir les leçons d'Érasme.

Il est vrai que l'hégémonie droitère a longtemps pour limites le faible niveau de scolarisation de la population. C'est pourquoi elle ne prend son plein effet qu'au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'extension de l'enseignement, cependant que les savants développent un discours de plus en plus délirant sur la « gaucherie », signe évident de dégénérescence et d'infériorité raciale, et sur la nécessité absolue de l'étouffer dès l'enfance.

Discours et pratiques commencent à évoluer au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais il faut attendre les années 1960 pour qu'on en arrive peu à peu à la situation actuelle où les gauchers (un cinquième de la population) sont enfin libres d'assumer leur différence.

On apprend beaucoup à la lecture de ce livre original sur la difficile victoire d'une minorité face à l'intolérance et à la bêtise.

## LES MEMBRES DU COMITÉ DE REDACTION ONT PUBLIÉ

### LES QUARANTE JOURS DE BLUM

par Jean-Michel Gaillard,  
Paris, Perrin, 2001, 316 p., 129 F.

● Jean-Michel Gaillard avoue d'emblée sa passion pour Léon Blum. Il a écrit pour la télévision le scénario et les dialogues de *Thérèse et Léon*. Cet ouvrage lui aussi s'intéresse à la séquence chronologique qui s'étend du premier tour des élections du Front populaire, le 27 avril 1936, aux débuts du gouvernement Blum, précédant l'accord Matignon, le 7 juin : ces semaines en creux, entre victoire électorale et investiture, peu étudiées, et pendant lesquelles tout peut se jouer.

On suit Blum aux prises avec la situation internationale, avec les caciques des partis de gauche en vue de la formation de son ministère, avec bientôt la plus formidable vague de grèves que la France ait connue, avec la Chambre des députés enfin, où une droite s'acharne contre le socialiste et le Juif — « Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un Juif », s'emporte Xavier Vallat lors de la séance d'investiture à la Chambre des députés, le 6 juin.

Pour peindre ces « quarante jours », Jean-Michel Gaillard s'appuie sur une très riche documentation : articles de journaux, discours, mémoires, etc., dont il propose de nombreuses citations.







EN BREF

**LA VIE RELIGIEUSE DANS LES CITÉS GRECQUES AUX VI<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> ET IV<sup>e</sup> SIÈCLES**

par Michel Fauquier et Jean-Luc Villette,  
Paris, Ophrys, 2000, 448 p., 160 F.

• Ce manuel réussit ce que peu parviennent à faire : présenter son sujet en respectant la diversité des approches, en ne réduisant jamais les questions difficiles à un schématisme caricatural, en tenant compte de l'évolution de l'historiographie sans céder à la mode. Un manuel particulièrement recommandable, bien informé, largement illustré de textes et de plans.

**L'ISLANDE MÉDIÉVALE**

par Régis Boyer,  
Paris, Les Beiles Lettres, 2001, 274 p., 95 F.

• Au-delà des images convenues sur les Vikings, il y eut, au Moyen Âge, un « miracle islandais » : une société sans prince ni roi, vivant de la pêche et du commerce, et développant une littérature extraordinaire, sans aucun équivalent en Occident, celle des sagas et de la poésie scaldique. On apprend beaucoup à la lecture de ce petit ouvrage riche et attrayant.

**VIFS NOUS SOMMES, MORTS NOUS SERONS. LA RENCONTRE DES TROIS MORTS ET DES TROIS VIFS DANS LA PEINTURE MURALE EN FRANCE**

par le Groupe de recherches sur les peintures murales,  
Vendôme, Le Cherche-Midi, 2001, 176 p., prix non ind.

• Selon la légende médiévale des trois morts et des trois vifs, trois jeunes et riches seigneurs rencontrent un jour trois cadavres, salulaire avertissement sur la nécessité de se convertir en prévision de la mort inéluctable. Elle a donné naissance, au Moyen Âge, à de nombreuses peintures murales dont le présent livre offre pour la première fois, dans le cadre de la France, une étude exhaustive.

**AUX ORIGINES IDÉOLOGIQUES DE LA RÉVOLUTION.**

**JOURNAUX ET PAMPHLETS À RENNES (1788-1789)**  
textes présentés par Roger Dupuy.  
Presses universitaires de Rennes, 2000, 502 p., 185 F.

• Avec une introduction de Roger Dupuy, qui rappelle le rôle capital joué par la Bretagne et, plus précisément, par les bourgeois et les étudiants en droit de Rennes dans les débuts de l'ébranlement révolutionnaire entre novembre 1788 et fin février 1789, ce livre fournit le texte de plusieurs pamphlets publiés alors par certains membres du tiers-état.

**GRENOBLE, 1940-1944**

par Pierre Giolitto, Paris, Perrin, 2001, 495 p., 159 F.

**PARIS, 1940-1944**

par Jean-Paul Cointet, Paris, Perrin, 2001, 335 p., 149 F.

• Ces deux solides monographies permettent de confronter les aspects nationaux aux réalités locales. Dans un livre fondé notamment sur le dépouillement des archives de l'Isère, Pierre Giolitto évoque Grenoble durant les années sombres. Jean-Paul Cointet, pour sa part, se penche sur Paris sous la botte allemande.

■ THIS MONTH

- 3 LETTERS
- 8 AGENDA
- 10 FOCUS
- 12 EXHIBITIONS
- 14 MEDIA
- 17 PRESS REVIEW
- 18 André Malraux's ideal Life  
by Michel Winock
- 20 "Douce France" ("Sweet France"): a medieval Ditty  
by Gaston Duchet-Suchaux
- 21 What is Monaco's Secret ?  
by Jean Rémy Bezias
- 23 A mexican Insect around the World  
by Martine Pedron
- 24 Was Paul Reynaud the Gravedigger  
of the French Republic ?  
by Thibault Tellier
- 26 Nice little Nest Eggs on the Farm  
by Jérôme Jambu
- 28 India-Pakistan : Tomorrow, the War ?  
by Youssef Courbage
- 30 PORTRAIT  
Russia : Nicolas Werth's Fatherland  
by Veronique Sales
- 32 TRIBUNE  
An other Age : Auto-da-fe  
by Corinne Lepage

■ SPECIAL REPORT

The fall of roman Empire

- 34 The Greatest Revolution in the West  
by Pierre Chuvin
- 39 Were Barbarians ordinary Romans ?  
after Stéphane Lebecq
- 44 Constantinople : the New Rome  
by Stéphanie Yérasimos
- 46 From Gibbon to Hollywood :  
the Prophets of the Decline of the roman Empire  
by Glen Bowersock
- 48 Marc Aurele, Kennedy and Krouchtchev  
by Claude Aziza
- 52 "The Fall of Rome is as fascinating  
as the Extinction of Dinosaurs"  
an interview with Paul Veyne

■ RESEARCH

- 58 The great Cattle Plague  
by Jean-Marc Moriceau
- 64 Anne of Brittany, the Duchess in Clogs  
by Diévet Le Floc
- 68 The History of Internationalization  
by Régis Bénichi
- 75 Questions about the "Shoah Business"  
an interview with Annette Wiewiorka
- 82 BOOK
- 90 INTERNET
- 92 REVIEWS
- 98 LIRE LES CLASSIQUES

ACTUALITÉS



**ISRAËL-PALESTINE**

Voilà de l'histoire très immédiate. On est reconnaissant à ce site pour sa vision équilibrée de l'histoire (l'épopée israélienne et l'odyssée palestinienne, présentées en parallèle) et pour sa présentation dépassionnée des documents et des opinions. C'est remarquable.

<http://www.israel-palestine.com>

**LE CATALOGUE COLLECTIF DE FRANCE**

Sont ici réunis trois grands catalogues, le catalogue des fonds des bibliothèques municipales, le catalogue BN-Opale Plus et le catalogue du Système universitaire de documentation. On peut localiser 14 millions de documents conservés dans les principales bibliothèques municipales, universitaires et de recherche françaises (interrogation simple, combinée ou par type de document). L'outil est très efficace. Une fois le document localisé, on a accès à la fiche descriptive d'une (ou plusieurs) des 4 000 bibliothèques ayant le document en dépôt. Seule une toute petite minorité des institutions dispose d'un site web qui permettrait de compléter les fiches. Si les URL sont actives, les adresses de courrier électronique ne le sont pas ! URL et adresses ne sont pas toujours à jour ! Un petit ménage ne serait pas superflu.

Il est prévu de compléter l'outil par un service de fourniture de documents qui permettra de demander le prêt, la reproduction, ou la réservation sur place d'un document localisé. Le répertoire des fonds est encore en construction. Celui des collections est particulièrement simple d'utilisation. Au total, nous disposons là d'un instrument de première classe.

<http://www.ccftr.bnf.fr>

Adressez vos réactions et suggestions à [mdvarga01@cybercable.fr](mailto:mdvarga01@cybercable.fr)

PLANÈTE

En Occident comme en terre d'Islam, le Moyen Âge fut une époque d'effervescence intellectuelle.

Les trésors de la science médiévale

■ **Bède le Vénérable**, érudit anglais (VII<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle), est plus célèbre comme saint et chroniqueur que pour ses travaux scientifiques. Un accès à des dizaines de ressources.

<http://www.bedesworld.co.uk/links.htm>

■ L'Anglais **Robert Grosseteste** (XIII<sup>e</sup> siècle) est l'unique objet de ce grand projet scientifique d'édition de ses textes latins. Le projet est basé à l'université de Leeds. La deuxième page donnée est une biographie scientifique.

<http://www.grosseteste.com>

<http://www-groups.dcs.st-and.ac.uk/~history/Mathematicians/Grosseteste.html>

■ **Roger Bacon** (XIII<sup>e</sup> siècle) : une biographie philosophique et les travaux scientifiques.

<http://histoirechimie.multimania.com/Lien/BACONFR.htm>

<http://www-groups.dcs.st-and.ac.uk/~history/Mathematicians/Bacon.html>

■ **Fibonacci**, mathématicien italien du XIII<sup>e</sup> siècle : inscrivez ce nom dans un moteur de recherche pour juger de son incomparable postérité. Ici deux biographies plutôt pour les mathématiciens.

<http://www.bcily.com/fibonacci/L.Fibonacci.html>

<http://www-groups.dcs.st-and.ac.uk/~history/Mathematicians/Fibonacci.html>

■ Qui connaît **Thomas Bradwardine**, mathématicien et théologien du XIV<sup>e</sup> siècle ?

<http://www-groups.dcs.st-and.ac.uk/~history/Mathematicians/Bradwardine.html>

■ **Nicolas Oresme** (XIV<sup>e</sup> siècle) sur l'astrologie et **Nicolas Oresme** et **Jean Buridan** (XIV<sup>e</sup> siècle) sur le mouvement diurne de la terre.

<http://cura.free.fr/docum/O3oresme.html>

[http://grasse.obs-azur.fr/cegera/hdsn/Psouffrin/Oresme\\_Buridan\\_web/Klincksieck\\_1993.html](http://grasse.obs-azur.fr/cegera/hdsn/Psouffrin/Oresme_Buridan_web/Klincksieck_1993.html)

■ Pour ceux qui croient que l'histoire des sciences s'interrompt entre Antiquité et Renaissance, une page de vulgarisation sur la **science arabe** et la trace d'une remarquable exposition de la BNF.

<http://www.univ-brest.fr/vulgarisation/histoireSA>

<http://www.bnf.fr/web-bnf/expos/savoirs/index.htm>

■ A voir absolument, deux **annuaires des mathématiciens** et des médecins arabes et de l'Islam qu'on peut retrouver dans une excellente compilation de signets sur la science médiévale.

<http://www-groups.dcs.st-and.ac.uk/~history/Indexes/Arabs.html>

<http://www.nlm.nih.gov/hmd/arabic/bibliography.html>

[http://members.aol.com/McNelis/medsci\\_index.html#Math](http://members.aol.com/McNelis/medsci_index.html#Math)



■ Un département de l'université de l'Oklahoma se consacre à la **science dans le monde islamique**.

<http://www.ou.edu/islamsci>

■ La gloire scientifique de l'Islam dans un site retenu comme référence par l'*Encyclopedia Britannica*. Excellentes pages d'un portail arabe en français.

<http://users.erols.com/zenithco/index.html#scit>

<http://kdolma.phidji.com/sciences/sciences.asp>

■ La bibliographie (internationale) de **médecine médiévale**

<http://www.umm.maine.edu/medica/biblio.html>

■ Mémorial pour les traducteurs du savoir des Arabes : **Adélarde de Bath** et **Constantin l'Africain**, etc.

<http://panoramix.univ-paris1.fr/APHG/NWP.html>

<http://www.bath.ac.uk/BRLSI/adelard.htm>

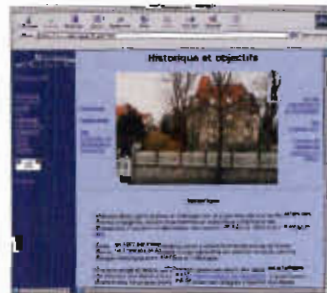
<http://www.britannica.com/seo/c/constantine-the-african>

FOCUS

Le site de la Mission historique française en Allemagne.

Quoi de neuf en Allemagne ?

■ C'est le pont des historiens sur le Rhin. Au-delà de l'aspect institutionnel, cet excellent site rend compte des activités et des publications professionnelles du domaine germanique et offre une approche commentée des ressources allemandes et autrichiennes en ligne pour l'histoire médiévale et pour l'histoire moderne. Ces ressources valent une visite : on en sort avec le sentiment d'une



grande rigueur chez les webmasters d'outre-Rhin et d'une grande générosité dans la mise à disposition du public des documents.

Les aspirants à un poste de recherche ou à une bourse d'aide à la recherche iront vers la rubrique « postes ». Les spécialistes consulteront la bibliographie et la liste des colloques et expositions.

<http://www.mhfa.mpg.de>

RENDEZ-VOUS SUR [www.histoire.presse.fr](http://www.histoire.presse.fr)

## DÉBATS DU WEB

## François Mitterrand

« A-t-il converti la gauche au capitalisme ? »

■ « Oui, le revirement de Mitterrand a été spectaculaire sur ce sujet : sa "rupture avec le capitalisme" n'a duré que le temps de quelques nationalisations.

« Après le bloeage des salaires et des prix en 1982, le plan de rigueur a été amorcé début 1983, et la gauche socialiste n'a jamais relancé d'alternative à l'économie de marché. Elle s'est contentée de subtilités sémantiques hypoerites, comme les "ouvertures de capital" des entreprises publiques pratiquées par Lionel Jospin. Aucun gouvernement de droite n'a mené un plan de privatisations d'une telle ampleur. »

Simon Joulet

■ « François Mitterrand n'a pas converti toute la gauche au capitalisme, mais l'évolution de sa politique économique a largement contribué à en modifier la composition : les dernières élections municipales l'ont largement montré.

« Parmi les forces qui l'ont porté au pouvoir, nombre de déçus se sont ensuite tournés vers d'autres partis : le Front national, premier parti ouvrier de France, et dans

une moindre mesure les Verts ou l'extrême gauche.

« Dans le même temps, les catégories aisées ont gagné le PS. »

Sabine Geoffroy

■ « En réalité, François Mitterrand n'a pas converti la gauche au capitalisme, il s'en est désintéressé et a laissé faire ses Premiers ministres, en particulier Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Pierre Bérégovoy, et les membres de leurs cabinets : la politique économique du pays a été déterminée par des énarques, plus compétents dans ce domaine que François Mitterrand, juriste de formation classique. C'est cette nouvelle génération qui a engagé la modernisation de la gauche.

« Comme de Gaulle, indifférent à "l'intendance" et presque uniquement préoccupé de politique étrangère et de défense, Mitterrand a concentré son énergie politique sur le rapprochement franco-allemand, la construction européenne, les grands travaux... et la conservation du pouvoir, en manipulant ses amis et adversaires. »

Julien Fossier

## VOS QUESTIONS

## Esprit critique

Sérieuses, les informations données sur Internet ?

■ Comment puis-je m'assurer du sérieux et de la véracité des informations présentées sur Internet ?

*La question est essentielle. La liberté de publication sur le réseau étant totale (pas partout mais en suffisamment d'endroits pour que le résultat soit le même), les négationnistes et ultras de tout poil s'en donnent à cœur joie. Quelques adresses pour une démarche raisonnée en la matière :*

*Sur Cerise (mode d'emploi, ci-dessous) la bonne batterie de questions :*  
<http://www.ccr.jussieu.fr/urfist/cerise/p361.htm>

*Des considérations pratiques sur l'histoire de la Grande-Bretagne :*

<http://perso.club-internet.fr/bmflemon/britishweb.htm>

*Une copieuse bibliographie universitaire en anglais sur le sujet :*

<http://www.lib.vt.edu/research/libinst/evalbiblio.html>

■ Je cherche des photographies sur les sites archéologiques menacés par les talibans.

*Hélas, il ne nous reste que des photos pour pleurer. Le mot-clé est Bamiyan, gros bourg situé entre l'Hindu-Kush et le Kuh-e Baba, sur la route de la soie, au nord-est de Kaboul. Un album de 20 photos dont la qualité n'est pas égale et l'agrandissement insuffisant. Assez cependant pour se faire une idée de la majesté du site.*

<http://www.stringer.it/Stringer%20Photo/bamiyan.html>

*Une association de défense née à l'université de Leiden en dit plus :*

<http://www.purabudaya.com/resources/bamiyan/bamiyan.htm>

*Une page en allemand sur le « père » scientifique de Bamiyan, Carl Ritter :*

<http://www.orientarch.uni-halle.de/ca/bam/bamiyan.htm>

## CE MOIS-CI

■ La version augmentée du **Carrefour de L'Histoire locale** est en ligne. Plus de 500 adresses sont désormais présentées dans cet annuaire dédié aux sites des villes, des villages, des régions de France.

■ Nouveauté : un moteur de recherche est disponible au sein du **Portail de L'Histoire** pour vous aider dans vos recherches sur le web.

■ Dans **Archives à la une**, retrouvez chaque mois un article de *L'Histoire* sur un thème d'actualité. Adressez-nous vos suggestions.

## MODE D'EMPLOI

Un remarquable guide de recherche d'information.

## Cerise conseille les étudiants

■ Les plus jolis mots peuvent être de redoutables acronymes. Cerise est celui de « Conseils aux étudiants pour une recherche d'information spécialisée efficace ». Le site ahrite, nonobstant, un remarquable guide de recherche d'information.

Nous en ferons tous notre profit, sachant qu'une des faiblesses souvent soulignées de notre pédagogie est justement le manque d'enseignement de la méthodologie.

Cerise a le grand avantage de mettre en relation la recherche hors ligne et en ligne, que nul désormais ne saurait séparer à moins

de se priver de grands outils comme ceux de la BNF. Peut-être regrettera-t-on que les deux parcours de recherches proposés en histoire (*Le roi et l'aristocratie dans le royaume des Francs du début du VI<sup>e</sup> siècle à la fin du XI<sup>e</sup> siècle*, et *Despotisme des juges ou despotisme ministériel ? Les parlements dans la France de Louis XV*) fassent une part réduite à la recherche sur Internet.

En revanche, celle-ci est judicieusement développée autour du thème du « Roi Lear » et propose une démarche logique de rassemblement et de localisation des documents.



On pourra compléter cette approche par celle des Sentiers d'accès et pistes de recherche d'informations scientifiques et techniques sur l'Internet dont l'acronyme est Sapristi et qui propose une méthodologie de recherche, moins structurée mais complémentaire, par type de document.

Le Lardy (c'est un nom propre, sur le site de l'ADBS) et le Giri (c'est encore un sigle, de l'université canadienne de Laval) sont également très complémentaires et fort estimables.

<http://www.ccr.jussieu.fr/urfist/cerise>

<http://csidoc.insa-lyon.fr/sapristi/digest.html>

<http://www.adbs.fr/adbs/sitespro/lardy/risi.htm>

<http://www.bibl.ulaval.ca/vitrine/giri/giri2/index.htm>

**Rubrique réalisée  
par Michel Deverge**

BREVES

MONTRES



Depuis la première manufacture créée en 1777 par Frédéric Japy à Beaucourt jusqu'aux

montres à quartz, l'histoire de l'industrie horlogère en Franche-Comté.

PAYS COMTOIS N° 35

AGATHA CHRISTIE

Mariée en secondes noces à Max Mallowan, premier directeur de la British School of Archeology de Bagdad, Agatha Christie mêla souvent le travail des fouilles aux enquêtes d'Hercule Poirot. Le Moyen-Orient où elle occupait son mari fut pour elle une source d'inspiration inépuisable.

ARCHEOLOGIA N° 376

CAMPAGNES

Paysages contrastés. Des Highlands d'Écosse aux plateaux du Limousin, des Corbières à la Moldavie, les transformations contemporaines des campagnes d'Europe.

DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE N° 8018

HONNEUR

Une comparaison de l'honneur militaire aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles en France et en Espagne à partir des œuvres littéraires de trois capitaines (Monluc, Brantôme, Contreras) et du Cid de Corneille.

ANNALES DU MIDI N° 233

INDONÉSIE

Le drame récent du Timor était en germe avec l'instauraton de la dictature de Suharto. Une analyse de la revue portugaise *Historia*.

HISTORIA N° 33

DÉMOGRAPHIE

La pyramide des âges en France en 1800, 1900 et 2000 : rapprochements et différences.

POPULATION ET SOCIÉTÉS N° 366

Rubrique réalisée  
par Daniel Bermond

REVUE DU MOIS

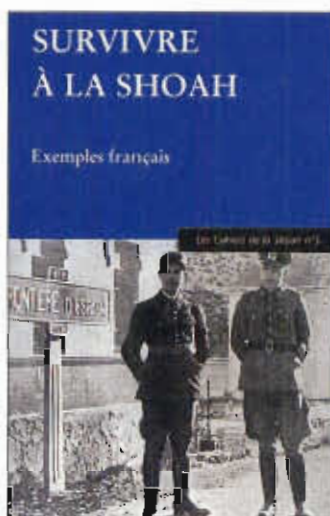
Filières d'évasion pendant le conflit, stratégies communautaires après 1945. *Les Cahiers de la Shoah* consacrent un numéro à la survie des Juifs français pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

# L'évasion, le secret, l'exil

Après deux années d'absence, *Les Cahiers de la Shoah* sont à nouveau disponibles. Sous la couverture d'un autre éditeur — Les Belles Lettres succèdent à Liana Lévi — mais selon le même principe : la publication de conférences prononcées dans le cadre du seul séminaire d'histoire de la Shoah existant actuellement, sous la responsabilité d'André Kaspi à l'université Paris-I-Sorbonne.

Intitulé « Survivre à la Shoah », le numéro 5 s'ouvre sur une étude d'Éric Alary : les Juifs et la ligne de démarcation entre 1940 et la fin de 1942. La frontière issue de l'armistice du 22 juin 1940 apparut à beaucoup comme une chance, une fois franchie. Elle allait s'avérer, du fait de la politique antisémite de Vichy, un miroir aux alouettes. La zone non occupée ne serait bientôt qu'une étape vers d'autres destinées.

Comme dans une continuité géographique, Bartolomé Bennassar dresse le bilan du passage des Pyrénées et des filières d'évasion. L'occasion de souligner l'ambiguïté du franquisme à l'égard de ces clandestins fuyant la



répression organisée par des régimes idéologiquement proches, et la tolérance des autorités espagnoles. Il n'empêche : le voyage restait difficile pour des personnes physiquement fragiles, mais aussi risqué, en raison des dénonciations, des traquenards et des arrestations opérées par les garde-frontières allemands et français.

Claude Nataf et Catherine Nicault se projettent dans l'après-guerre : qu'en fut-il à partir

de 1945 de la pratique du judaïsme dans une communauté traumatisée par la persécution ? Comment le « franco-judaïsme » réagit-il face au sionisme renaissant et à la création de l'État hébreu ? Il semble qu'entre 1944 et 1948 l'alya (la « montée », l'immigration) vers Israël n'ait concerné que quelques centaines de jeunes Juifs de France : la communauté était intégrée, et depuis longtemps, dans la population française. Malgré le martyre.

Malgré aussi la résurgence de l'antisémitisme en France, pas vraiment moribond après 1945. « Survivre à la Shoah », c'est également, comme l'écrivent Anne Grynberg et Catherine Nicault, « *survivre dans une France où se côtoient encore les héritiers de Zola et ceux de Drumont* ».

LES CAHIERS DE LA SHOAH

Direction : Anne Grynberg et Catherine Nicault  
Les Belles Lettres  
95, boulevard Raspail,  
75006 Paris

VALDÈS INÉDIT

Un manuscrit composé à l'abbaye de Clairvaux vers 1174 comprend un grand nombre de récits moraux destinés aux moines. Parmi ceux-ci, et ignoré jusqu'à aujourd'hui, le plus ancien témoignage sur Valdès, ce riche personnage qui donna vers 1170 sa fortune aux pauvres puis prêcha le retour à l'Évangile, fondant ainsi le mouvement vaudois.

Olivier Legendre, qui fit cette découverte capitale, et Michel Rubellin montrent que Valdès n'était alors pas rejeté par l'Église. Au contraire, il servait de modèle aux cisterciens. Et l'archevêque de Lyon, Guichard de Pontigny, ancien cistercien, lui était favorable.

Mais à sa mort, en 1181, son

successeur, soutenu par le chapitre cathédral, se déchaîna contre Valdès.

Revue Mabillon n° 11

EXPERTS ÈS CROCODILES

Le crocodile a un pays : l'Égypte. Ses contes et légendes sont peuplés de ces monstres qui, souligne Catherine Mayeur-Jaouen, y jouent le rôle du dragon domestiqué par les saints de l'Occident médiéval. Récits récupérés plus tard par les moines coptes. Et bien des saints, tant chrétiens que musulmans, se montrèrent experts ès crocodiles, domptant ces bêtes féroces et ressuscitant des enfants avalés.

Revue de l'histoire des religions n° 217

FIN DE L'HISTOIRE ?

En 1989, Francis Fukuyama publiait dans la revue *National Interest* — avant d'en faire un livre — un article sur une « fin de l'histoire ? » qui suscita irritation et sourires.

Jean-Noël Jeanneney, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de *L'Histoire*, revient sur cette analyse qui correspondait à une vision linéaire de l'histoire et à l'illusion que le libéralisme, sorti vainqueur de son bras de fer avec le collectivisme, concluait définitivement l'affrontement des idéologies. Une proclamation sans doute un peu précipitée.

Vingtième Siècle n° 69

**PACIFISTE, BARBUSSE ?**

**L**e Feu, prix Goncourt 1916, figure parmi les titres les plus cités de la littérature pacifiste. Mais en décrivant l'horreur des tranchées, Henri Barbusse est-il le dénonciateur de la guerre ou l'apologiste d'un sacrifice nécessaire ?

Alors que Maurice Genevoix était censuré pour *Sous Verdun* et *Nuits de guerre*, *Le Feu* recueillait l'adhésion des autorités militaires et politiques qui considéraient que la crudité de sa peinture servait au mieux la propagande patriotique.

Eberhard Demm (université Jean-Moulin à Lyon) note que la correspondance privée de Barbusse ne recelait rien de subversif. Au contraire.

*Guerres mondiales et conflits contemporains n° 197*

**FAMILLES D'ESCLAVES**

**D**ans les Antilles françaises, si l'esclavage a détruit l'organisation familiale d'avant la déportation, les esclaves ont pu maintenir tant bien que mal un mode de vie traditionnel. La plupart, cependant, n'ont pas connu la vie en couple, sauf sur les grandes plantations.

Ailleurs, selon Arlette Gautier (université de Paris-X), un quart des esclaves ont vécu dans des familles nucléaires cohabitantes, un quart ont expérimenté une conjugalité non cohabitante, les autres étant réduits à des familles monoparentales. Les deux tiers des enfants auraient connu leurs deux parents.

*Population 11-12 / 2000*

**LE PC, LES BRETONS ET L'AUTONOMIE**

**A**près l'avoir soupçonné d'aléageance à la réaction, le parti communiste opéra au début des années 1930 une volte-face à l'égard de l'autonomisme breton. Il le considéra comme un symbole de la révolte populaire contre un État impérialiste et lui reconnut le droit de réclamer la séparation de la Bretagne d'avec la France.

Provence, Béarn, Corse, Auvergne eurent droit à la même faveur de la part de *L'Humanité*. Hervé Le Goff cite l'édition du 8 août 1932, à propos de l'autonomisme alsacien : « *L'Alsace-Lorraine a été occupée en 1918 par la France au mépris du droit des gens.* »

*Les Cahiers d'histoire sociale n° 16*

**DE LA MAFIA À BERLUSCONI**

**A** la veille des élections législatives du 13 mai, rappelons le passionnant numéro que la *Revue des Deux Mondes* avait consacré au printemps 1999 aux ressorts — plus ou moins cachés — de la vie politique italienne.

Alessandro Fontana ouvre le volume par une présentation générale des principaux problèmes italiens : Mafia, immigration, identité italienne, fascisme et avenir européen. Jean Musitelli dresse pour sa part un tableau clair et utile de la vie politique, évoquant le contexte des opérations d'« assainissement » (*Mani Pulite*) menées depuis 1992 par les juges. Il fait également le point sur la tentative de réforme constitutionnelle en 1997-1998 qui échoua lorsque Silvio Berlusconi, actuel leader de l'opposition de droite, lâcha le projet.

Si la corruption généralisée de la classe politique semble bien avoir marqué le pas, la rénovation des institutions reste, elle, en panne, avec de lourdes conséquences sur leur fonctionnement. La pratique du « transformisme », système consistant à nouer des alliances volatiles au coup par coup, continue de peser sur des gouvernements dont la durée de vie excède rarement quelques mois.

Un intéressant portrait de Romano Prodi, président du Conseil nommé en avril 1996 pour trente mois, devenu dès lors président de la Commission européenne, permet de prendre conscience de l'importance pour le pays des options européennes. Le rôle de Prodi fut déterminant dans ce processus : il amena l'Italie dans l'euro à marche forcée, et en imposant — cas unique — un impôt européen dont les Italiens durent s'acquitter.

*Revue des Deux Mondes n° 5-1999*

**ENTRE JÉSUS ET LA SYNAGOGUE**

**L**a rupture entre Juifs et disciples du Christ s'accéléra en 70 avec la prise de Jérusalem par Rome. L'événement oblige le judaïsme à resserrer les rangs, à taire ses rivalités internes et, de ce fait, à choisir son camp entre Jésus et la Synagogue.

Jean-Pierre Lémonon (faculté de théologie de Lyon) en trouve la preuve dans l'évangile de Jean : « Juif » apparaît désormais comme synonyme d'adver-

saire du Christ — entre-temps, les partisans de celui-ci ont été exclus par les autorités juives de l'assemblée d'Israël. Le divorce est en cours.

*Fêtes et saisons n° 553*

**PEINTRES ANARCHISTES**

**R**avachol, Caserio, Vaillant, Henry : autant de figures de l'anarchie agissante. La répression des années 1892-1894 freina les ardeurs explosives des militants mais l'idée persista. Elle fut reprise à partir de 1895 par des artistes, en particulier les néo-impressionnistes, qui revendiquaient ainsi leur marginalité.

Philippe Oriol note pourtant que, pour nombre de peintres, l'anarchie ne se décrétait pas sur la toile. Elle était l'aboutissement d'un parcours individuel en réaction contre les conventions sociales.

*48/14, La revue du musée d'Orsay n° 12*

**PARADES ET ORIFLAMMES SUR LE CAPITOLE**

**« L'homme qui inventa la campagne électorale »** : c'est ainsi que l'historien Alessandro Savorelli définit Cola di Rienzo, qui voulut au XIV<sup>e</sup> siècle restaurer la Rome républicaine de l'Antiquité en la débarrassant de l'omnipotence des grandes familles, tels les Colonna et les Orsini. Cola n'avait pas son pareil pour convoquer ses partisans, organiser de vastes rassemblements au Capitole avec harangues, slogans, parades et oriflammes.

Il finit par se faire élire tribun. Puis par s'accorder les pleins pouvoirs.

*Medioevo 3-2001*

**HITLER N'AVAIT PAS LE SENS DE L'HUMOUR**

**A** partir de 1930, Hitler apparaissait comme l'une des principales cibles du célèbre caricaturiste Low dans l'*Evening Standard*.

Au point, selon Timothy Benson, qui vient d'organiser une exposition des dessins de Low à Westminster, que le futur chancelier tenta de faire pression sur les autorités britanniques. Le nom de Low figurait en bonne position sur la liste des hommes à abattre en priorité au cas où l'invasion de la Grande-Bretagne eût réussi en 1940.

*History Today 3-2001*

**BRÈVES**

**RUSSIE**

**Le renouveau économique que connaît la Russie lui permet de retrouver au sein de la CEI une prépondérance politique et militaire qui lui faisait défaut dans les années 1990.**

*LE COURRIER DES PAYS DE L'EST N° 1010*

**SPORT**

**Les dimensions sociales, économiques et historiques du sport. Mais aussi ses racines anthropologiques.**

*SCIENCES HUMAINES N° 115*

**ISLAMISME**

**Qu'en est-il de la menace islamiste en Russie et dans les républiques musulmanes d'Asie centrale ?**

*REGARD SUR L'EST N° 24*

**SOUVARINE**

**Deux lettres de Boris Souvarine. L'une à André Blumel (24 décembre 1934) s'indignant que *Le Populaire*, l'organe de la SFIO, taise les arrestations de Zinoviev et de Kamenev. L'autre à Léon Blum (27 mai 1936) pour lui demander de solliciter auprès de Staline une amnistie en faveur des condamnés politiques.**

*RECHERCHE SOCIALISTE N° 13*

**BRUTALISATION**

**Stéphane Audoin-Rouzeau (université de Picardie-Jules-Verne) revient sur l'œuvre de George Mosse, qui a mis en évidence ce qu'il appelle la « brutalisation » des sociétés européennes lors du premier conflit mondial. Un concept qui fait florès.**

*ANNALES 1/2-2001*

**ÉTUDIANTS**


**L'attitude de l'UNEF pendant l'Occupation. Le syndicat étudiant entre hésitations et ambiguïtés.**

*LES CAHIERS DU GERME N° 17*

**DOMINATION**

**Pour comprendre les ressorts et les formes de la domination masculine. Un passionnant entretien avec Françoise Héritier, anthropologue. Et l'une des meilleures spécialistes de la place des femmes dans les systèmes parenté.**

*ESPRIT, 3-4 / 2001*



Les conférences de **L'HISTOIRE**  
et de la Bibliothèque nationale de France

Une conférence dans le cycle " Le XX<sup>e</sup> siècle des historiens "

### L'esprit colonial

par Bruno Étienne

professeur à l'Institut universitaire de France

avec **Éric Savarèse**, enseignant-chercheur, université de la Méditerranée,  
**Elikia M'Bokolo**, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales  
et **Benjamin Stora**, professeur à l'université Paris VIII.

Et une sélection de documents visuels et sonores choisis dans la richesse des fonds  
de la BnF et de l'INA.

**mercredi 2 mai 2001 de 18 h 30 à 21 h**

**Entrée libre**

Grand auditorium, hall est, quai François-Mauriac, 75013 Paris.  
Métro : quai de la Gare ou Bibliothèque François-Mitterrand. Bus 89 et 62



Les représentations de **L'HISTOIRE**

### Le théâtre Nanterre-Amandiers et L'Histoire

s'associent et vous proposent une matinée exceptionnelle  
le dimanche 13 mai à 15 h 30.

### Le Prince

d'après Nicolas Machiavel

Cette adaptation théâtrale d'Anne Torrès sera suivie d'un débat  
avec la participation de Patrick Boucheron,  
spécialiste de l'Italie de la Renaissance.

**Offre réservée aux abonnés :**

**80 F la place au lieu de 140 F**

pendant toute la durée de la programmation de la pièce, du 19 avril au 24 mai,  
Salle polyvalente, Théâtre des Amandiers, Nanterre.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS AU 01 46 14 70 00

# Entrez dans l'histoire...

Retrouvez les signatures les plus prestigieuses qui s'expriment avec passion et précision dans nos colonnes.

Actualité, dossier, recherche... nos rubriques vous donnent accès à une qualité de débats et d'éclairages que vous ne retrouverez nulle part ailleurs.

L'Histoire c'est aussi, 3 fois par an, un numéro spécial qui traite de façon approfondie un thème majeur de la recherche.



1 an • 11 numéros  
dont 3 numéros spéciaux

**pour 345<sup>F</sup> seulement**

au lieu de 424<sup>F</sup>

soit 79<sup>F</sup> d'économie

**+ VOTRE CADEAU  
Spécial nouvel abonné**

Le 2<sup>e</sup> numéro des Collections de L'Histoire « VERSAILLES »  
+ le plan géant du château sous Louis XIV.



## ABONNEZ-VOUS

### BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner sous enveloppe affranchie à L'Histoire - COM & COM - Service Abonnements - 20, av. Edouard-Herriot - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

**Oui, je souhaite m'abonner à L'HISTOIRE :**

- OFFRE COUPLÉE** - pour 1 an (11 numéros dont 3 numéros spéciaux) + 4 numéros des COLLECTIONS DE L'HISTOIRE **au prix de 470 F** au lieu de 592 F, **soit 122 F d'économie.**  
 **Je suis étudiant(e)\*, je ne paie que 399 F.**
- OFFRE 1 AN** (11 numéros dont 3 numéros spéciaux) **au prix de 345 F** au lieu de 424 F, **soit 79 F d'économie.**  
 **Je suis étudiant(e)\*, je ne paie que 299 F.**

J'ai bien noté que je recevrai en cadeau le 2<sup>e</sup> numéro des COLLECTIONS DE L'HISTOIRE « VERSAILLES » comportant le plan géant du château.

**Règlement à l'ordre de L'Histoire par :**

- Chèque  Carte Bancaire N°: \_\_\_\_\_  
 Expire le : \_\_\_\_\_

Signature

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

Mon adresse E-mail : \_\_\_\_\_

\* Pour bénéficier de notre tarif étudiant, merci de nous faire parvenir une copie de votre carte d'étudiant.  
 Offre réservée à la France métropolitaine, valable jusqu'au 31/05/01.  
 Renseignements et tarifs pour l'étranger : téléphone au 01 40 94 22 22 de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Votre cadeau vous parviendra, sous réserve des stocks disponibles, 5 semaines après réception de votre règlement.  
 Loi informatique et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur les informations vous concernant et vous pouvez vous opposer à leur cession.

# Emmanuel Le Roy Ladurie

EMMANUEL LE ROY LADURIE

## HISTOIRE DE FRANCE DES RÉGIONS

La périphérie française, des origines à nos jours



L'UNIVERS HISTORIQUE  
SEUIL



Préface de Jacques Julliard

**E**n France, l'État-Nation est parvenu à forger son unité malgré la diversité des régions qui l'ont composé. Cette unité est parfois remise en cause, de nos jours, par les revendications identitaires, plus ou moins actives, des aires périphériques : l'Alsace, la Lorraine, la Flandre, la Bretagne, le Pays Basque, le Roussillon, les pays d'Oc, la Savoie, et la Corse bien sûr. Emmanuel Le Roy Ladurie, spécialiste de la « longue durée » braudelienne, rend compte ici des diverses histoires régionales ; de leur intégration simultanée ou successive par la politique de la monarchie d'Ancien régime et des régimes issus de la Révolution. Bilan d'une réussite incontestable, mais peut-être précaire : un « nouveau cycle de contestation régionale » n'est-il pas en train de naître ? Cette autre manière de faire l'histoire de la France est aussi une réflexion sur l'avenir.

**Emmanuel Le Roy Ladurie.** Ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, professeur (honoraire) au Collège de France, est membre de l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques).

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

Seuil





## PUBLICITÉ

Marie-Manuelle Axan 01 55 60 21 41

Guillaume Pontoire 01 55 60 21 39

Médias et Supports, 67 route de la Reine,  
92773 Boulogne cedex.

La rédaction de L'Histoire est responsable des titres, intentions, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L. 122-4 du code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir le accord du Centre français de droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19. L'éditeur s'engage à réviser toute information qui semblerait contraire aux intérêts nationaux ou réservés de la publication. Les noms, prénoms et adresses de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes les contrôlant éventuellement. L'Histoire, sauf opposition motivée. Sans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les abonnés peuvent faire valoir leur droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.

Directeur de la publication : Stéphane Khémis  
Imprimerie Roto Euro Graph, 70 rue Ampère, 77400 Lagry-sur-Normie  
Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 2001. © Société d'éditions scientifiques, 2000

Commission paritaire n° 6043-I.



### DOSSIER

## HISTOIRE ET LÉGENDES DU MIDI



Cl. Y. Artus-Bertrand/Almudé

**E**tude d'un paysage : la vigne, la tuile et l'olivier

**A**lbigeois et cathares : la croisade du Nord contre le Sud

**M**idi rouge et Midi blanc : combats politiques

### Henri III : chronique scandaleuse d'un règne

O, Joyeuse, Épernon : les mignons d'Henri III ont nourri la chronique scandaleuse du règne. Ils ont surtout contribué à rétablir la suprématie politique du souverain, dans une France déchirée par les guerres de Religion.



Cl. Dagli On

### Ivan le Terrible, ou la folie au pouvoir

Portrait d'un despote. Et récit d'un des plus terribles moments de l'histoire de la Russie.



Cl. ANG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX DÈS LE 23 MAI 2001

# « La Méditerranée » de Fernand Braudel

La thèse révolutionnaire de Fernand Braudel sur la Méditerranée au temps de Philippe II, parue en 1949, fondait une « nouvelle histoire ». Qui se voulait une histoire totale.

## L'AUTEUR



G. M. J. J. J.

**F**ernand Braudel (1902-1985) est considéré comme le pape de la « nouvelle histoire ». Pourtant, le jeune agrégé lorrain de 1923 faillit s'orienter vers la géographie, par réaction contre l'histoire desséchée qui s'enseignait alors. Il lui fallut d'abord regarder la France de loin — dix années en Algérie, trois au Brésil — avant la découverte des *Annales*, la prestigieuse revue fondée en 1929 par Lucien Febvre et Marc Bloch. Après la guerre, injustement écarté de la Sorbonne par Pierre Renouvin, il transforme la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études en une institution phare des sciences humaines : l'École des hautes études en sciences sociales, l'EHESS. Son élection au Collège de France (1950) puis à l'Académie française (1984) est un hommage rendu à une œuvre d'exception. Braudel laisse, outre sa thèse, des œuvres capitales comme *Civilisation matérielle et capitalisme* (1967) et *L'identité de la France* (1986).

**par Joël Cornette**  
Professeur à l'université Paris-VIII-  
Vincennes-Saint-Denis

## LA THÈSE

**A** l'origine, en 1923, une thèse classique d'histoire « événementielle » : l'étude de la politique méditerranéenne du roi d'Espagne Philippe II (1556-1598). Et, en 1927, cette réflexion déstabilisante et décisive de Lucien Febvre : « *Philippe II et la Méditerranée, beau sujet. Mais pourquoi pas la Méditerranée et Philippe II ? Un autrement grand sujet encore. Car entre ces deux protagonistes, Philippe et la Mer intérieure, la partie n'est pas égale.* »

Il s'agissait tout simplement d'inverser le sujet, de mettre la Méditerranée à la place du roi ! Un travail acharné dans les archives conduit Fernand Braudel, en vingt ans, dont cinq de captivité après juin 1940, à cette thèse révolutionnaire, soutenue en mars 1947 : la Méditerranée, pensée comme un espace porteur de dynamiques sociales, économiques, politiques.

Publié chez Armand Colin en 1949, ce livre a été repris ultérieurement par l'auteur ; une seconde édition, revue et augmentée, voit le jour en 1966.

Braudel explique lui-même l'architecture de sa thèse : « *Ce livre se divise en trois parties, chacune étant en soi un essai d'explication globale. La première (la part du milieu) met en cause une histoire quasi immobile, celle de l'homme dans ses rapports avec le milieu qui l'entoure.* »

« *Au-dessus de cette histoire immobile, se distingue une histoire lentement rythmée, une histoire sociale, celle des groupes et*

*des groupements (destins collectifs et mouvement d'ensemble). Troisième partie enfin, celle de l'histoire traditionnelle, l'histoire événementielle : une agitation de surface, les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement (les événements, la politique et les hommes).* »

Le changement radical de perspective, la création d'une « géohistoire » permettaient de relativiser la place des individus, fussent-ils, comme Philippe II, souverains d'un immense empire. Et ils élargissaient considérablement le territoire jusqu'alors assigné à l'historien, en permettant de distinguer, dans l'espace-temps de l'histoire, un temps géographique, un temps social et un temps individuel.

La recherche a été totalement bouleversée sous l'influence directe ou indirecte de *La Méditerranée* : les trois étages de temps, les multiples dimensions de la durée historique ont contribué à créer ce qui fut baptisé « nouvelle histoire ».



G. M. J. J. J.

## QU'EN RESTE-T-IL ?

« **C'**était un maître exceptionnel, un partisan farouche de l'indépendance d'esprit et de la désobéissance constructive » (Jacques Le Goff). Avec lui, la « nouvelle histoire » a acquis le statut d'histoire structurale, ouverte aux diverses sciences de l'homme, à travers tout un éventail de démarches intellectuelles réunissant des innovateurs à forte personnalité : Claude Lévi-Strauss, Roland Barthes ou Michel Foucault.

L'explosion des sciences humaines dans les années 1960-1970 ne peut se comprendre sans l'œuvre du président de la

VI<sup>e</sup> section des hautes études qui imposa sa tutelle personnelle et intellectuelle à une génération d'historiens. A sa mort, *L'Express* publiait un article d'Emmanuel Le Roy Ladurie : « *Le plus grand historien contemporain était un bâtisseur d'empire* » ; et André Burguière, dans *Le Nouvel Observateur*, saluait « *l'épopée du roi Braudel* ».

Le succès public, extraordinaire, de l'« histoire nouvelle », du *Louis XIV et vingt millions de Français* de Pierre Goubert, à *Montaillou, village occitan* d'Emmanuel Le Roy Ladurie, s'inscrit dans le sillage de la Méditerranée, qui fait toujours figure

de maître-livre de l'école historique française.

Cette génération d'historiens n'a pas été remplacée : les sciences humaines n'occupent plus l'avant-scène intellectuelle et l'éclatement de l'histoire, la parcellisation de la recherche, le jargon de bien des travaux réservés à un cercle étroit de spécialistes et d'initiés a succédé au besoin de synthèse et à la clarté du style de Fernand Braudel...

*La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* est réédité en trois tomes chez LGF, 1993.

# Essais cliniques, l'inégalité Nord-Sud



www.larecherche.fr

Mensuel n° 342  
mai 2001

## La Recherche

Entretien  
**Didier Sicard**  
Qu'est-ce que  
l'éthique ?  
page 37

**Cocons  
de verre  
pour cellules  
à protéger**  
page 44

**Pas  
si mauvais  
conducteurs,  
les Français !**  
page 54

**L'épopée  
reconstituée  
des chênes  
européens**  
page 40

**Protéines  
de dinosaures :  
la querelle  
rebondit**  
page 20

### La médecine a-t-elle trouvé ses cobayes ?

T 1108 - 342 - 39,00 F

© 2001 - CMC/STL/ARND BRONKHORST

En vente chez votre marchand de journaux

# Destination Afrique, Algérie, Indochine...



EMBARQUEMENT IMMÉDIAT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX